

TABLE DES MATIÈRES

Autour de la GGI

4

Semaine du 27 février 2012	4
LAVANTAGE.QC.CA: Manifestation nationale étudiante le 22 mars 2012 - Publié le dimanche, 04 mars 2012 15:24	4
CANOE.CA: Hausse des droits de scolarité : Plus de 120 000 étudiants en grève lundi matin - Dimanche 04 mars 2012 13h23	4
LAPRESSE.CA: Droits de scolarité élevés: le Québec déjà dans les premiers - Mis à jour le dimanche 04 mars 2012 à 12h29	4
JOURNAL DE QUÉBEC / JOURNAL DE MONTRÉAL: Focus: Dégel des droits de scolarité: La fin de la récréation - Publié le: dimanche 04 mars 2012, 1H20 Mise à jour: dimanche 04 mars 2012, 1H30	5
LAVANTAGE.QC.CA: Frais de scolarité : La FECQ appelle tous les collégiens à débrayer - Publié le samedi, 03 mars 2012 13:15	6
LE SOLEIL: La tension pourrait monter chez les étudiants après l'utilisation de gaz - Publié le samedi 03 mars 2012 à 05h00	6
LE DEVOIR: 1ère page: Droits de scolarité à l'université - La quasi-gratuité reste la norme en Europe - Le modèle européen se distingue nettement du modèle anglo-américain - Samedi 03 mars 2012	7
LA PRESSE: La FECQ appelle ses membres à débrayer - Publié le vendredi 02 mars 2012 à 10h31 Mis à jour le vendredi 02 mars 2012 à 15h03	7
LESOLEIL.COM: Grèves étudiantes: les cégeps se joignent au mouvement lundi - Publié le vendredi 02 mars 2012 à 13h24	8
CANOE.CA: Frais de scolarité: La FECQ se lance dans la bataille - vendredi 02 mars 2012 12h37	8
LA PRESSE: La grogne s'amplifie: vers le cap des 100 000 grévistes - Publié le vendredi 02 mars 2012 à 00h00 Mis à jour à 07h47	9
LA PRESSE: Droits de scolarité: le mirage français - Publié le jeudi 01 mars 2012 à 20h44 Mis à jour le vendredi 02 mars 2012 à 07h39	9
LA PRESSE: Grande-Bretagne: instruits mais criblés de dettes - Publié le vendredi 02 mars 2012 à 07h41 Mis à jour à 07h41	10
LE SOLEIL: Caricature, de Côté -vendredi 02 mars 2012	11
LE SOLEIL: Manifestation étudiante: Beauchamp ne bronche pas - Publié le vendredi 02 mars 2012 à 05h00	11
CANOE.CA: Inutile, selon la ministre - vendredi 02 mars 2012, à 03h33	12
L'AVENIR DE L'EST: Nicole Léger s'oppose à la hausse des frais de scolarité - Vendredi 02 mars 2012	12
LE SOLEIL / LE DEVOIR: La manif étudiante fait jaser à l'Assemblée nationale / Grève étudiante: le PQ demande une sortie de crise: La ministre Beauchamp a qualifié «d'irresponsables» les blocages de rues et de ponts - Jeudi 1er mars, 11h45 / 11h56	12
COOP MÉDIA DE MONTRÉAL: Thousands to march in Quebec City as strike movement nears 100,000: Momentum gaining at English schools, amid possible admin foul play - posted on Thursday, March 1, 2012	13
JOURNALMÉTRO.COM: Droits de scolarité: Bloquer la circulation est irresponsable, selon la ministre Line Beauchamp - Mis à jour: jeudi 01 mars 2012 11:35	13
JOURNAL DE MONTRÉAL: Grève étudiante: Des vidéos qui font jaser - Les étudiants à l'assaut du Web pour influencer le débat sur les droits de scolarité - Publié le: mercredi 29 février 2012, 21H16 Mise à jour: mercredi 29 février 2012, 23H22	13
JOURNAL DE MONTRÉAL.COM: Éducation: Prêts étudiants: 800 M\$ en souffrance - Publié le: mercredi 29 février 2012, 21H30 Mise à jour: mercredi 29 février 2012, 23H27	14
THE GAZETTE.COM: Directive to continue classes like 'putting oil on the fire': Students blast education minister for urging schools to ignore strike - Wednesday, February 29, 2012 11:14 AM	14
THE CANADA.COM: Students blast Quebec education minister for urging schools to ignore strike - Postmedia News Wednesday, February 29, 2012 11:08 AM	15
LE DEVOIR: Khadir appuie toute action étudiante: Le député solidaire acquiesce à l'idée d'investir les rues, voire les ponts - Mercredi 29 février 2012	16
98,5FM: Amir Khadir choisit le camp des étudiants - mardi 28 février 2012 à 15h00. Modifié à 16h13	16
JOURNALDEMONTREAL.COM: [Universités]: Mauvais exemple ? - Mardi 28 février 2012, à 20h38	16
LAVANTAGE.QC.CA: Motion de censure de Québec solidaire - hausse des frais de scolarité - Publié le mardi, 28 février 2012 15:18	17
CANOE.CA / JOURNAL DE MONTRÉAL: Khadir soutient les étudiants - Mercredi 29 février 2012, à 14h00 / 20h38	17
JOURNAL DE MONTRÉAL: Un des leaders a étudié au privé à 2 850 \$ par année - Mardi 28 février 2012	17
Semaine du 20 février 2012	18
JOURNAL DE MONTRÉAL: [Sondage]: Touche pas à mon portefeuille: Les Québécois sont divisés sur la hausse des frais de scolarité, révèle un sondage - Dimanche 26 février 2012	18
UQAR: Position de l'UQAR à la suite de l'assemblée générale de l'AGECAR du 22 février 2012 - Samedi, 25 février 2012	18
JOURNAL DE MONTRÉAL : Une militante menacée - Samedi 25 février 2012	19
JOURNALDEMONTREAL.COM: ÉDUCATION Grève: Tensions entre les étudiants: La grève sur la hausse des droits de scolarité est loin de faire l'unanimité, mais les associations gardent le cap - vendredi 24 février 2012, 19H16 Mise à jour: vendredi 24 février 2012, 21H03	19
JOURNALDEMONTREAL.COM: ÉDUCATION Grève: Des liens compromettants - : vendredi 24 février 2012, 19H33 Mise à jour: vendredi 24 février 2012, 20H15	19
RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN: Les deux camps se disent victimes d'intimidation - Mise à jour le vendredi 24 février 2012 à 14 h 49 HNE	19
Les commentaires (2)	20
LE QUOTIDIEN: «On va te tuer ma grosse câlisse» - Publié le vendredi 24 février 2012 à 08h29	20
LE DEVOIR: 1ère page: Grève étudiante sur fond de confusion - Vendredi 24 février 2012	20
LE DEVOIR: Une grève sur fond de confusion - Malgré le débrayage, les professeurs sont tenus d'enseigner - Vendredi 24 février 2012	20
LA PRESSE: Les associations étudiantes croient à une intervention politique - Mis à jour vendredi 24 février 2012, à 06h49	21
LE SOLEIL: Des étudiants pro-hausse des droits de scolarité liés au PLQ - Publié le vendredi 24 février 2012 à 05h00 Mis à jour à 09h45	21
JOURNALDEMONTREAL.COM: La ministre se dissocie : Les étudiants qui représentent les anti-grévistes ont des liens avec le PLQ - Publié le: jeudi 23 février 2012, 23H12	22
CYBERPRESSE: Autocar paralysé, débat animé - Mis à jour le jeudi 23 février 2012 à 20h54	22
CANOE.CA: Recommandation: Le Conseil supérieur de l'Éducation veut plus de transparence - Mise à jour jeudi 23 février 2012 18h02	22
RADIO-CANADA: Grève étudiante : « L'intimidation doit cesser », dit la ministre Beauchamp - Mise à jour le jeudi 23 février 2012 à 14 h 03 HNE	23
Les commentaires (157)	23
JOURNALDEMONTREAL.COM: Frais de scolarité: Des anti-grévistes libéraux - Publié le: jeudi 23 février 2012, 11H19 Mise à jour: jeudi 23 février 2012, 11H47	30
LA PRESSE: Des étudiants contre la grève reçoivent des menaces - Mis à jour le jeudi 23 février 2012 à 10h35	30



LE SOLEIL: Droits de scolarité: les étudiants en administration de l'Université Laval pour la hausse - Publié le 23 février 2012 à 05h00 Mis à jour le 23 février 2012 à 10h27	31
JOURNALDEMONTREAL.COM: Étudiants Grève: Intimidation et violence - Les étudiants en faveur de la hausse des droits de scolarité se disent harcelés - Publié le: mercredi 22 février 2012, 20H17 Mise à jour: mercredi 22 février 2012, 20H25.....	31
RADIO-CANADA / ABITIBI TEMISCAMINGUE: Les enseignants du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue contre la hausse des frais de scolarité - Mise à jour le mercredi 22 février 2012 à 15 h 55 HNE	31
LAVANTAGE.QC.CA: Droits de scolarité universitaires - Québec solidaire dépose une motion de censure - Publié le mercredi, 22 février 2012 14:46.....	32
CYBERPRESSE: Grève étudiante: les cours sont maintenus - Mis à jour le mercredi 22 février 2012 à 09h24	32
LAVANTAGE.QC.CA: Le gouvernement Charest transmet ses directives de peur - Publié le mercredi, 22 février 2012 09:07	33
98,5FM: Frais de scolarité : Amir Khadir va déposer une motion de censure - mercredi 22 février 2012 à 08h18	33
LE DROIT: MacMillan « devrait retourner à l'école », rétorque le SCEP - Publié le mercredi 22 février 2012 à 05h30	33
CANOE.CA / 24HEURES : Hausse des frais de scolarité: Solidarité ébranlée dans la communauté étudiante - mardi 21 février 2012 22h55 / 23h02	33
LE SOLEIL: Cours maintenus à l'Université Laval malgré la grève - Mis à jour le mardi 21 février 2012 à 09h49	34
JOURNALMÉTRO.COM: Droits de scolarité: Les étudiants en grève prévoient plus d'appuis - Mis à jour: mardi 21 février 2012 09:04	34
LE SOLEIL: Plus de 31 000 étudiants en grève - Mis à jour le mardi 21 février 2012 à 07h51	36
THE GAZETTE: Students' strike is gaining strength: Education minister won't budge; 36,000 expected to walk out from classes at universities and CEGEPs - Tuesday, February 21, 2012 5:17 AM.....	36
LE DROIT: Mouvement de grève dans les cégeps et universités du Québec; MacMillan tient tête aux étudiants - Mis à jour le mardi 21 février 2012 à 05h30.....	36
LE DEVOIR: Droits de scolarité contestés - Trois fois plus d'étudiants en grève - Environ 35 000 étudiants sont en débrayage ou en voie de l'être - Mardi 21 février 2012	37
Vos réactions	37
CONTREPOIDS: La CLASSE réclame la gratuité scolaire au Québec - Mardi 21 février 2012.....	43
RADIO-CANADA: 32 500 étudiants en grève - Mise à jour le lundi 20 février 2012 à 21 h 44 HNE.....	44
Les commentaires (198).....	45
CANOE.CA: 30 000 étudiants en grève : La grève étudiante se généralise - Mise à jour lundi 20 février 2012, à 21h19	50
MÉTRO: La grève étudiante s'intensifie - Lundi 20 février, 10h19	51
AGECAR: L'AGECAR n'accepte pas l'ingérence de l'UQAR[imouski] dans la mobilisation contre la hausse des frais de scolarité. - Lundi 20 février 2012.....	51
BRANCHEZ-VOUS: Plus de 30 000 étudiants en grève au Québec - lundi 20 février 2012 à 8H13	51
RADIO-CANADA: Plus de 30 000 étudiants en grève - Mise à jour le lundi 20 février 2012 à 8 h 02 HNE.....	52
Les commentaires (177).....	52
LE DEVOIR: Droits de scolarité contestés - Un camp de formation pour apprendre à gérer la grève - Lundi 20 février 2012	59
Vos réactions	59
LE DEVOIR: Droits de scolarité: plus de 30 000 étudiants sont en grève - Lundi 20 février 2012.....	59
Vos réactions	60
LE SOLEIL: Des étudiants en faveur de la hausse des droits de scolarité - Mis à jour le lundi 20 février 2012 à 09h24	62
LA TRIBUNE: Les enseignants ne veulent pas franchir les piquets de grève - Mis à jour le lundi 20 février 2012 à 15h38	62
THE GAZETTE: Tuition hike will go ahead, Education Minister says in face of strike by CÉGEP students - Monday, February 20, 2012.....	63
Semaine du 13 février 2012	63
JOURNALDEMONTREAL.COM / 24HEURES: Dès lundi: Plus de 30 000 étudiants en grève - Hausse des droits de scolarité - Mise à jour: dimanche 19 février 2012, 18H53 / 18h58.....	63
98,5FM: La FECQ se prépare à une autre grève - dimanche 19 février 2012 à 06h22. Modifié par Jacques Thériault à 14h38	64
Écoutez le reportage Cogeco Nouvelles :	64
LESOLEIL.COM: Fédération étudiante collégiale: formation pour une grève générale - Publié le dimanche 19 février 2012 à 14h21	64
CNW: FECQ: Les représentants de 100 000 cégépiens se rassemblent au camp de formation de la FECQ - dimanche 19 février 2012 14:43	64
CYBERPRESSE: Les étudiants mettent en garde la ministre Beauchamp - Mis à jour le dimanche 19 février 2012 à 13h09	65
JOURNALDEMONTREAL.COM / CANOE.CA: Droits de scolarité: Line Beauchamp ne cédera pas - Publié le: dimanche 19 février 2012, 5H00 / 05h34.....	65
JOURNALDEMONTREAL.COM: Grève étudiante: Week-end de formation et de... détente - Mise à jour: dimanche 19 février 2012, 0H07 ...	66
LEDEVOIR.COM: Les enseignants devront franchir les piquets de grève, selon Québec - Jean Martin Aussant dépose pour sa part une pétition contre la hausse des droits de scolarité - 18 février 2012 22h03	66
Vos réactions	67
RADIO-CANADA: Grève étudiante : Québec ordonne aux cégeps de continuer l'enseignement - Mise à jour le samedi 18 février 2012 à 21 h 55 HNE	69
Les commentaires (277).....	69
LAVANTAGE.QC.CA: La FECQ parle de situations dangereuses aux lignes de piquetage - Publié le samedi, 18 février 2012 11:17 - par.....	69
BRANCHEZ-VOUS: S'il y a grève, les enseignants devront travailler (PC) - samedi 18 février 2012 à 12H32	70
JOURNALDEMONTREAL.COM / CANOE.CA: Grève étudiante: «La ministre envenime la situation» - Mise à jour: samedi 18 février 2012, 12H19 / 12h16.....	70
LA PRESSE: Les enseignants invités à franchir les piquets de grève - Mis à jour le samedi 18 février 2012 à 11h26	70
LE DEVOIR: Les grèves étudiantes prennent de l'ampleur: La ministre Line Beauchamp déplore le grabuge au cégep du Vieux-Montréal - Samedi 18 février 2012	71
Vos réactions	71
LA PRESSE: Les étudiants lancent une pétition en ligne - Mis à jour le jeudi 16 février 2012 à 10h32.....	74
LE DEVOIR: La machine étudiante s'ébranle: Pour protester contre la hausse des droits de scolarité, 11 000 étudiants entamaient hier une grève qui pourrait s'étendre - Mercredi 15 février 2012	75
Vos réactions	75
CONTREPOIDS: 10 000 étudiants débraieraient déjà contre la hausse des droits de scolarité - Mercredi 15 février 2012	79
LA PRESSE: Frais de scolarité: la ministre de l'Éducation reste de marbre - Mis à jour le 15 février 2012 à 09h35	80
LA PRESSE: Quelques voix étudiantes s'élèvent pour la hausse des droits de scolarité - Mis à jour le mercredi 15 février 2012 à 08h24....	80



CANOE.CA: Grève contre la hausse des frais de scolarité: Le mouvement s'intensifie - Mise à jour mardi 14 février 2012, à 15h29	81
RADIO-CANADA: Droits de scolarité : des étudiants de l'UQAM et de l'Université Laval en grève – Mise à jour le mardi 14 février 2012 à 14 h 28 HNE.....	81
Les commentaires (217).....	82
98,5FM: 11 000 étudiants en grève - mardi 14 février 2012 à 11h45. Modifié à 16h56	90
Écoutez le reportage Cogeco Nouvelles :	91
On en parle en ondes :	91
CNW: CLASSE: Grève étudiante : une dizaine d'associations étudiantes de Montréal et Québec déclenchent la grève – Mardi 14 février 2012, à 11h05	91
LE SOLEIL: À l'aube d'une grève étudiante nationale – Mardi 14 février 2012.....	91
THE GAZETTE: Restive students plan showdown with Quebec over tuition – Tuesday, February 14, 2012	92
CANOE.CA: Frais de scolarité: La grève étudiante dès cette semaine - Mise à jour lundi 13 février 2012 22h35.....	92
LESOLEIL.COM: Grève étudiante: le mouvement devrait être déclenché le 20 février - Mis à jour le lundi 13 février 2012 à 16h44.....	92
JOURNALMÉTRO.COM: Grève étudiante: le mouvement partirait le 20 février - Mis à jour: lundi 13 février 2012 16:41	93
98,5FM: Ce sera bientôt le tour des étudiants - lundi 13 février 2012 à 15h13. Modifié par Alexandre Lebrun à 16h03.	93
BRANCHEZ-VOUS: Des étudiants de l'Université Laval sont en grève - lundi 13 février 2012 à 11H15.....	93
Semaine du 06 février 2012	94
RADIO-CANADA : Grève générale illimitée de milliers d'étudiants en vue – Mise à jour le jeudi 9 février 2012 à 20 h 41 HNE.....	94
Les commentaires.....	94

LAVANTAGE.QC.CA: Manifestation nationale étudiante le 22 mars 2012 - Publié le dimanche, 04 mars 2012 15:24



par Réal-Jean Couture

Alors que plus de 125 000 étudiants sont en grève pour protester contre la hausse des frais de scolarité, une grande manifestation nationale se concrétise à Montréal le 22 mars.

L'ensemble des organisations étudiantes, tant la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) que la Table de concertation étudiante du Québec

(TaCEQ) appellent les étudiants à marcher dans les rues de la métropole pour dénoncer la hausse de 1 625 \$ sur 5 ans des frais de scolarité.

Les fédérations étudiantes estiment d'ailleurs que le nombre d'étudiants en grève est appelé à augmenter substantiellement, et cela de manière continue jusqu'au 22 mars et au-delà. Ce mouvement a une revendication claire : que Jean Charest renonce à sa hausse des frais de scolarité. « Face à son entêtement et son mépris de la jeunesse, un nombre toujours croissant d'associations étudiantes prend position pour la grève afin de faire pression sur le gouvernement en plus de participer à cette manifestation nationale. Les associations étudiantes de génie, d'administration publique ainsi que de médecine seront du nombre, solidaires dans la lutte contre la hausse des frais de scolarité » soutiennent la FECQ et la FEUQ.

Ces dernières ont profité de la fin de semaine pour dévoiler au grand public le trajet qu'elles parcourront. Se rassemblant d'abord à l'Université Concordia, les étudiants débiteront la manifestation à la Place du Canada. Ils monteront la rue Metcalfe jusqu'à Sherbrooke, pour se diriger par la suite vers l'Université McGill. Ils descendront ensuite Jeanne-Mance jusqu'à René-Lévesque pour se rendre à la rue St-Laurent qu'ils remonteront. Arrivée à la rue Roy, ils se dirigeront jusqu'à Berri qu'elles descendront jusqu'au Vieux-Port.

Rappelons que dans la région de l'Est du Québec, les étudiants du Cégep de Rimouski, du Cégep de Matane et de l'UQAT – campus Rimouski, sont en grève. Les étudiants des deux cégeps ont été informés formellement que chaque jour de jour suspendu devra être repris.

CANOE.CA: Hausse des droits de scolarité : : Plus de 120 000 étudiants en grève lundi matin – Dimanche 04 mars 2012 13h23



© Joël Lemay / Agence QMI

Des étudiants du cégep Maisonneuve ont manifesté ce dimanche.

Emmanuel Delacour, Agence QMI

Montréal - Près de 123 000 étudiants seront en grève générale illimitée au Québec à partir de lundi matin, ont déclaré le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). Ce nouveau décompte s'est fait lors du dévoilement, dimanche, de nouvelles actions envers la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, et le gouvernement libéral.

Une manifestation nationale d'envergure a été annoncée le 22 mars prochain, à la Place du Canada à Montréal. Déjà, les organisateurs s'attendent à ce que le nombre d'étudiants en grève dépasse le sommet de

2005, lors duquel près de 230 000 d'entre eux étaient descendus dans les rues.

D'ici là, la CLASSE, qui regroupe actuellement la majorité des grévistes, promet de durcir le ton et de multiplier tout au long du mois de mars les coups d'éclats à l'endroit du gouvernement libéral.

« Mme Beauchamp doit prendre ses responsabilités et accepter de venir participer aux discussions sur la hausse des droits de scolarité, a dit Jeanne Reynolds, porte-parole de CLASSE. Face au nombre d'étudiants qui seront en grève d'ici les prochaines semaines, elle n'aura plus le choix de tenir un débat public sur cette question. »

Une multiplication des manifestations

Au cours de la semaine, des manifestations étudiantes auront lieu à Valleyfield, Drummondville, Montréal et Sherbrooke. De plus, les protestataires se joindront jeudi à la marche organisée dans le cadre de la Journée internationale des droits de la femme à Montréal, afin de souligner l'impact crucial de la hausse des droits de scolarité sur celles-ci.

Aussi, la CLASSE annonce la tenue de deux autres rassemblements au cours du mois. Les grévistes se donneront rendez-vous au square Victoria à Montréal, le mardi 13 mars, dans le contexte d'une manifestation visant à souligner le caractère international des menaces à l'accessibilité à l'éducation.

Puis, le dimanche 18 mars, les protestataires participeront à un événement national dans les régions de Montréal, Québec, de l'Estrie, de l'Est-du-Québec et du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Les membres de la CLASSE inviteront les familles, les groupes communautaires et syndicaux à se joindre aux manifestants.

Une grande journée de protestation nationale est également prévue le 22 mars à mars. Aussi bien la CLASSE que la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) participeront à cette manifestation contre la hausse des frais de scolarité

LAPRESSE.CA: Droits de scolarité élevés: le Québec déjà dans les premiers - Mis à jour le dimanche 04 mars 2012 à 12h29

Mathieu Perreault, La Presse

Le Québec fait déjà partie des pays où les droits de scolarité sont élevés. Seulement le tiers des pays de l'OCDE affichent des droits de scolarité de plus de 1500\$ US pour les universités publiques, la limite retenue par l'organisme international pour la catégorie des droits élevés. En Amérique du Nord, cependant, le Québec est bon

dernier parmi tous les États américains et les provinces canadiennes.

La hausse prévue fera passer les droits de scolarité universitaires au Québec de 2168\$ à 3793\$ d'ici 2016-2017. En Amérique du Nord, actuellement, seuls la Floride (3452\$ US), le Wyoming (3162\$ US) et Terre-Neuve-et-Labrador (2624\$) sont sous le niveau qu'atteindra le Québec d'ici

six ans. Le Vermont détient la palme des droits de scolarité les plus élevés avec 12 008\$ US, mais quatre autres États dépassent les 10 000\$ US.

Les trois pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) où les droits de scolarité étaient les plus élevés en 2011 sont la Corée du Sud (5312\$ US), les États-Unis



(6312\$ US) et le Royaume-Uni (4840\$ US). L'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada (5138\$ CAN) suivent peu après. Huit des 34 membres de l'OCDE offrent une scolarité gratuite dans les universités publiques. «La gratuité universitaire est une tradition de l'Europe continentale, tout particulièrement en Scandinavie, où l'État paie souvent les étudiants pour qu'ils aillent à l'université», explique Jean-Daniel LaRock, économiste à l'OCDE, en entrevue depuis Paris.

Des droits de scolarité élevés limitent-ils l'accès à l'éducation? «Pas s'il y a un bon système d'aide gouvernementale, dit M. LaRock. Aux États-Unis, par exemple, le quart des étudiants universitaires ont droit à des bourses gouvernementales et moins du quart n'ont aucune aide. Si les frais de scolarité sont très élevés, il faut aussi un programme de remboursement modulé en fonction des revenus, avec la possibilité d'effacer le prêt après un certain temps pour éviter de payer une fortune en intérêts.»

L'un des problèmes du programme de prêts et bourses au Québec, c'est qu'il n'est pas accessible aux étudiants issus de la classe moyenne au baccalauréat: le gouvernement considère que les parents qui en ont les moyens doivent payer le coût de l'éducation de leurs enfants, même si ces derniers n'habitent pas avec eux - à moins qu'ils n'aient un époux ou un conjoint de fait. Est-ce un problème courant? «Je n'ai jamais entendu parler d'une telle disposition», dit M. LaRock.

JOURNAL DE QUÉBEC / JOURNAL DE MONTRÉAL: Focus: Dégel des droits de scolarité: La fin de la récréation - Publié le: dimanche 04 mars 2012, 1H20 | Mise à jour: dimanche 04 mars 2012, 1H30

La dépense globale des universités par rapport au produit intérieur brut (PIB) au Québec, en 2008-2009 : **1,94 %**

La dépense globale des universités par rapport au PIB au Canada, en 2008-2009 : **1,65 %**

Le quart des dépenses de programmes du gouvernement du Québec vont à l'éducation

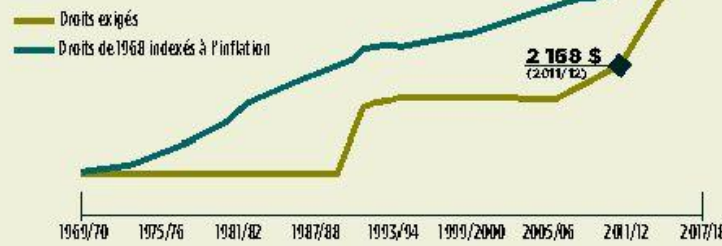
La dépense globale par étudiant des universités pour le gouvernement du Québec est estimée à **29 242 \$**

C'est **2 % de plus** que la moyenne du reste du Canada **28 735 \$**

Le salaire moyen des professeurs des universités québécoises : **102 925 \$**

Le salaire moyen des professeurs dans le reste du Canada : **110 629 \$**

Évolution des droits de scolarité de base dans les universités québécoises (en dollars)



Dans une génération de 100 personnes

- 94** obtiendront un diplôme du secondaire (dont 32, une formation professionnelle)
- 39** un diplôme d'études collégiales
- 32** un baccalauréat
- 9** une maîtrise
- 1** un doctorat

La durée de la formation

11,2 années pour compléter le secondaire = **135 908 \$**
17,2 années pour compléter un baccalauréat = **245 098 \$**

SOURCES: MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT ET MINISTÈRES DES FINANCES DU QUÉBEC



Photo Stevens Leblanc

Jeudi, à Québec, des centaines d'étudiants se sont pointés devant l'Assemblée nationale pour dénoncer une éventuelle hausse des frais de scolarité.

Diane Tremblay

En tenant compte de l'indexation au coût de la vie, les droits de scolarité exigés des étudiants des universités québécoises en 2016-2017 rejoindront le niveau qu'ils avaient en 1968.

À l'époque, il en coûtait 500 \$ par année en droits de scolarité pour fréquenter une université au Québec. Ces frais ont été gelés pendant plus

de 20 ans tandis que les dépenses n'ont cessé d'augmenter.

« C'est ce qui a causé des ennuis. Le gouvernement a puisé à même les fonds consolidés pour assurer le financement des universités.

Progressivement, il y a un écart qui s'est creusé dans notre capacité à concurrencer les autres universités canadiennes. C'est clair que ce gel a été très exigeant au niveau des finances publiques, qui, comme on le sait, sont fragilisées par la situation économique. Il faut chercher d'autres sources de financement », a dit Claude Montmarquette, directeur général du Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO).

Dans son plan de financement des universités, le gouvernement libéral sonne la fin de la récréation. L'objectif : mettre à la disposition des universités des revenus additionnels atteignant 850 millions de dollars en 2016-2017. N'en déplaise à d'aucuns, les étudiants sont appelés à faire leur part.

À compter de septembre, les droits de scolarité augmenteront de 325 \$ par année pendant cinq ans pour atteindre 3 793 \$, au lieu des 2 168 \$ exigés actuellement. Cette décision a soulevé la grogne des étudiants, qui sont descendus dans la rue, il y a quelques jours, pour manifester leur désaccord.

DROITS DE SCOLARITÉ EN 2010-2011 (LISTE PARTIELLE)

Colombie-Britannique

Emily Carr University of Art + Design	3 572 \$
Vancouver Island University	3 859 \$
University of British Columbia	4 649 \$
University of Victoria	4 862 \$
Simon Fraser University	4 914 \$
Trinity Western University	17 360 \$

Alberta

Athabasca University	4 640 \$
University of Alberta	5 195 \$
University of Calgary	5 256 \$
The King's University College	9 321 \$

Saskatchewan

University of Saskatchewan	4 898 \$
University of Regina	4 920 \$

Manitoba

Brandon University	3 025 \$
The University of Winnipeg	3 088 \$
University of Manitoba	3 121 \$
Canadian Memorial University	6 150 \$

Ontario

College universitaire dominicain	3 520 \$
Université d'Ottawa	5 421 \$
University of Toronto	5 372 \$
York University	5 344 \$
Redeemer University College	10 360 \$

Québec

Bishop's University	2 168 \$
Université Concordia	
Université de Montréal	
Université de Sherbrooke	
Université de Québec (sud campus)	
Université Laval	
Université McGill	

Nouveau-Brunswick

St. Thomas University	4 719 \$
Université de Moncton	5 111 \$
Université de Nouveau-Brunswick	5 482 \$
Mount Allison University	6 820 \$

Nouvelle-Écosse

Saint Mary's University	4 467 \$
Dalhousie University	4 927 \$
Acadia University	5 500 \$

Terre-Neuve-et-Labrador

Memorial University of Newfoundland	2 550 \$
-------------------------------------	----------

Île-du-Prince-Édouard

University of Prince Edward Island	4 950 \$
------------------------------------	----------

SOURCE: STATISTIQUE CANADA.

Contribution plus grande

À terme, cette hausse portera de 12,7 % à 16,9 % la contribution des étudiants au financement global des universités, ce qui est en deçà de la moyenne canadienne, qui se situe à 25 %. Les baby-boomers ont profité des largesses des gouvernements, maintenant acculés au pied du mur.

« On n'a plus les moyens. On met en péril le caractère compétitif de nos universités. Il faut prendre en compte notre capacité à payer comme collectivité », a ajouté M. Montmarquette, qui serait allé beaucoup plus loin.

« J'aurais modulé les frais de scolarité selon les disciplines d'étude. On ne peut pas demander le même effort à des gens qui étudient en santé versus ceux qui choisissent l'anthropologie. C'est essentiel de revoir cet aspect éventuellement. Le gouvernement a fait un premier pas. On savait que ce serait difficile sur le plan politique. »

Retard important

Le gel des frais de scolarité a été un choix de société, rétorque Marie Malavoy, porte-parole de l'opposition officielle en matière d'éducation supérieure au Parti québécois. Selon elle, l'apport supplémentaire demandé aux étudiants aura des répercussions négatives sur le taux de diplomation déjà faible dans la Belle Province.

Selon les plus récentes données de l'Institut de la statistique du Québec, 25 % des jeunes de 25 à 34 ans possèdent un grade universitaire contre 35 % en Ontario. Le gel décrété dans les années 1960 visait à combler cet écart, mais la situation n'a pas changé au fil des ans.

« Il y a des régions au Québec où 70 % des jeunes sont des étudiants de première génération, c'est-à-dire dont les parents n'ont pas été à

l'université. On a encore à donner le signal qu'avec du talent et de la volonté, on peut faire des études universitaires. Si on donne le signal qu'il faut s'endetter pour s'instruire, il y a bien des familles qui y renonceront. C'est toute la société qui bénéficie d'avoir des jeunes scolarisés et diplômés », a continué Mme Malavoy, qui ne croit pas que les poches des étudiants soient le bon endroit où puiser de l'argent supplémentaire. L'augmentation des redevances sur les minières pourrait être une solution à envisager pour pallier le sous-financement des universités, laisse-t-elle entendre.

Les plus bas du Canada

Malgré la hausse annoncée, les droits de scolarité au Québec resteront parmi les plus bas du Canada.

« On doit arriver à trouver un meilleur équilibre. Une chose est certaine, ce n'est pas parce qu'on veut assommer les étudiants. On a besoin d'un financement plus adéquat pour améliorer l'offre », a ajouté de son côté Françoise Bertrand, présidente-directrice générale de la Fédération des chambres de commerce du Québec.

Mme Bertrand est d'avis qu'il faut encourager les particuliers à faire des dons.

« On n'a pas cette tradition-là au Québec contrairement aux anglophones. Les fondations vont devoir redoubler d'ardeur. »

En 2008-2009, 6 % des dons effectués aux universités au Québec provenaient des particuliers comparativement à 42 % dans le reste du Canada. L'objectif est d'accroître de 50 % cet apport de revenus.

LAVANTAGE.QC.CA: Frais de scolarité : La FECQ appelle tous les collégiens à débrayer - Publié le samedi, 03 mars 2012 13:15 -



par Réal-Jean Couture

La majorité des étudiants à la formation régulière, membres de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), entreront en grève dès lundi. Les cégépiens estiment que cette décision historique est la seule pouvant faire reculer le gouvernement au sujet de la hausse de 75% des frais de scolarité universitaires sur 5 ans.

Nous avons fait preuve de patience et d'ouverture envers le gouvernement avant de déclencher la grève. Le mutisme des ministres Beauchamp et Bachand ne nous laisse cependant pas le choix que de recourir, bien malgré nous, à ce moyen de pression extrême », explique le président de la FECQ Léo Bureau-Blouin.

L'appel de la Fédération se traduira concrètement par le débrayage illimité de plus de 30 000 de ses membres à compter du lundi 5 mars 2010. De ce nombre, mentionnons les étudiants du Cégep de Rimouski et ceux du Cégep de Matane. La FECQ fera donc passer à plus de 100 000 le nombre de grévistes étudiants à compter du lundi 5 mars, en comptant les étudiants universitaires déjà en grève.

Dans le but de maximiser l'impact de la grève étudiante sur le gouvernement, Léo Bureau-Blouin a également invité l'ensemble des cégeps de la province à joindre la FECQ et à se prononcer rapidement en faveur de la grève.

« Le gouvernement se dirige vers une impasse s'il s'entête à ignorer les étudiants. J'invite l'ensemble des collégiens à se joindre à nous dans ce mouvement de protestation qui ne fera que prendre de l'ampleur tant que nous n'aurons pas obtenu gain de cause », ajoute Léo Bureau-Blouin.

Le président de la FECQ présentera aux médias son plan d'action détaillé ce lundi 5 mars. Pour l'occasion, il accompagnera les grévistes du Collège de Rosemont dans leur piquetage.

Rappelons que la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) représente plus de 80 000 étudiants réunis dans 23 associations étudiantes présentes sur l'ensemble du territoire québécois.

LE SOLEIL: La tension pourrait monter chez les étudiants après l'utilisation de gaz - Publié le samedi 03 mars 2012 à 05h00



Le Soleil, Erick Labbé

Le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, Gabriel Nadeau-Dubois, qualifie d'« irresponsable » l'utilisation de gaz lacrymogènes par la Sûreté du Québec lors de la manifestation de jeudi à Québec.

Ian Bussières, Le Soleil

(Québec) Selon Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), il ne serait pas surprenant de voir la tension monter lors des grèves et des manifestations étudiantes à la suite de l'utilisation de gaz lacrymogènes par la Sûreté du Québec lors de la manif de jeudi devant l'Assemblée nationale.

« Ça ne nous surprend pas d'entendre que certains ont l'intention d'être plus radicaux et de moins collaborer avec la police. Plus le gouvernement va nous ignorer, plus les gens seront impatients. Plus les policiers agiront de façon incohérente, moins il y aura collaboration et oui, il y a plus de chance que la tension monte », a déclaré M. Nadeau-Dubois en entrevue au Soleil.

« Nous n'encourageons pas cela du tout, mais notre rôle n'est pas non plus de jouer à la police à la place des policiers. Notre rôle est de mobiliser les gens. Mais ne nous surprenons pas si, à l'avenir, le mouvement étudiant est plus réticent à donner le trajet de ses manifestations à la police », poursuit-il, déplorant l'usage de gaz lacrymogènes jeudi.

« Ça ne nous surprend pas d'entendre que certains ont l'intention d'être plus radicaux et de moins collaborer avec la police »

Gabriel Nadeau-Dubois

porte-parole de la Coalition large de

l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE)

« C'est irresponsable et c'est de l'incompétence de la part des forces policières. Normalement, on utilise ça pour attaquer une masse importante d'individus et pas comme moyen de dispersion d'une foule. En plus, dans

notre cas, la manif était finie, les gens commençaient à s'en aller et la tension baissait. Personne ne s'est rué sur la police et personne n'a essayé de se rendre à l'Assemblée nationale», poursuit-il.

Le député péquiste de Roberval, qui a été incommodé par les gaz lacrymogènes alors qu'il observait la manifestation, se demandait lui aussi s'il était vraiment nécessaire pour les policiers d'en faire usage.

«Je ne veux pas juger les policiers, je sais qu'ils font ce qu'ils peuvent. Mais quand je suis passé par là, ça avait l'air tranquille et contrôlé. Il n'y avait pas de bousculade. Je ne suis pas sûr que c'était nécessaire d'utiliser des lacrymogènes», a-t-il commenté.

La Sûreté du Québec a pour sa part défendu son utilisation des gaz irritants. «Nous avions un périmètre à protéger et, au départ, nous n'étions que quelques dizaines de policiers, sans casques ni bâtons. Il a fallu prendre les moyens pour que les gens ne se rendent pas au parlement», a déclaré le porte-parole Richard Gagné.

Celui-ci a signalé que des renforts avaient également été demandés. «Des personnes poussaient, des clôtures sont tombées et des jeunes ont aussi lancé des objets et des balles de peinture. Il a fallu utiliser les outils que nous avions en main», poursuit-il, dressant tout de même un bilan positif des opérations. «Nous sommes très satisfaits car il n'y a eu aucun blessé ni aucune arrestation», conclut-il.

LE DEVOIR: 1ère page: Droits de scolarité à l'université - La quasi-gratuité reste la norme en Europe - Le modèle européen se distingue nettement du modèle anglo-américain - Samedi 03 mars 2012

DROITS DE SCOLARITÉ À L'UNIVERSITÉ

La quasi-gratuité reste la norme en Europe

Le modèle européen se distingue nettement du modèle anglo-américain

CHRISTIAN RIOUX

Paris — À l'exception de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas et de certaines grandes écoles spécialisées, les droits de scolarité demeurent modérés ou quasi inexistant dans la très grande majorité des pays européens. Malgré certaines exceptions récentes, la plupart des universités européennes sont loin d'emboîter le pas au Québec et au Royaume-Uni en matière d'augmentation des droits de scolarité. Si des augmentations sont



VOIR PAGE A 12: SCOLARITÉ

■ La chronique de Denise Bombardier, page B 4

En plus d'être entièrement gratuites, de grandes institutions françaises comme l'École nationale d'administration (ENA), l'École normale supérieure (ci-dessus) et Polytechnique, offrent même un salaire aux étudiants qui en réussissent le concours.

AGENCE FRANCE-PRESSE

Christian Rioux

Paris — À l'exception de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas et de certaines grandes écoles spécialisées, les droits de scolarité demeurent modérés ou quasi inexistant dans la très grande majorité des pays européens. Malgré certaines exceptions récentes, la plupart des universités européennes sont loin d'emboîter le pas au Québec et au Royaume-Uni en matière d'augmentation des droits de scolarité. Si des augmentations sont survenues ces dernières années, elles demeurent limitées et restreintes à certaines régions ou quelques grandes écoles de commerce à vocation internationale. Nul doute que si les étudiants français, allemands ou suédois subissaient les mêmes augmentations que les étudiants québécois, une telle mesure soulèverait un tollé dans la plupart de ces pays.

Cela ne signifie pas que les universités européennes ne sont pas tentées par l'augmentation de leurs frais, mais ce débat en cours depuis plusieurs années n'a guère modifié le portrait d'ensemble. Ainsi, depuis 2005, quelques länder allemands ont mis fin à la gratuité. Mais leurs droits ne dépassent guère 650 \$ par semestre.

Un rapport de la fondation européenne Robert Schumann publié en 2011 montre que le modèle européen se distingue toujours nettement de celui des pays anglo-saxons. Il classe les universités européennes en trois catégories. (1) Celle où l'université est entièrement gratuite inclut les pays scandinaves, y compris la Finlande dont le système scolaire a été régulièrement vanté par toutes les études de l'OCDE. (2) La catégorie des pays où les droits de scolarité sont modérés ou quasi inexistant comprend la France, l'Allemagne et la République tchèque, l'Espagne. C'est le modèle européen dominant. (3) Seuls le Royaume-Uni et les Pays-Bas se sont alignés sur le modèle anglo-américain avec des droits de scolarité élevés. Mais, contrairement à la Grande-Bretagne, où ceux-ci atteindront bientôt 14 000 \$ par année, aux Pays-Bas, ce montant ne dépasse pas 2500 \$ par année. Le pays jouit par ailleurs d'un généreux système de bourses, alors que le Royaume-Uni privilégie les prêts.

Une autre étude publiée cette fois par l'OCDE confirme que les étudiants universitaires les plus favorisés sont ceux des pays scandinaves. Non seulement jouissent-ils de la gratuité scolaire complète, mais en plus d'un système de bourses très développé qui leur permet de subvenir à leurs besoins. Viennent ensuite les autres pays européens où les droits de scolarité sont quasi inexistant et les bourses un peu moins importantes. Les pays européens se distinguent aussi par un dispositif d'aide financière qui privilégie la solidarité familiale et l'aide au logement, alors que le

Danemark, les Pays-Bas et le Royaume-Uni privilégient l'autonomie financière des jeunes, précise la Fondation Schumann.

Le débat en France

Les frais d'inscription minimes des universités françaises (230 \$ par année) n'empêchent pas ce pays d'avoir quelques grandes écoles, en particulier de commerce, dont les droits de scolarité sont prohibitifs. Il en coûte par exemple plus de 15 000 \$ par année pour étudier aux HEC de Paris. Plus récemment, l'Institut de sciences politiques de Paris a considérablement haussé ses droits de scolarité, qui peuvent atteindre 13 000 \$ au premier cycle. Ces montants restent cependant modulés en fonction des revenus des familles. Même aux HEC, les étudiants boursiers issus des familles les plus pauvres (25 % des étudiants français) sont exonérés de frais et jouissent même de l'hébergement gratuit s'ils viennent de l'étranger.

Ces exceptions récentes n'empêchent pas la très grande majorité des grandes écoles françaises d'être entièrement gratuites. Plusieurs d'entre elles, comme l'École nationale d'administration (ENA), l'École normale supérieure et Polytechnique offrent même un salaire aux étudiants qui en réussissent le concours. Souvent décriées dans la presse, ces grandes écoles accueillent moins de boursiers que les universités même si cette proportion atteint 20 % dans certaines d'entre elles.

Le débat sur l'augmentation des droits de scolarité fait aussi rage en France. En août dernier, le think tank de gauche Terra Nova a proposé de tripler les droits d'inscription en licence, ce qui les porterait à 690 \$ par an, et de les quadrupler en maîtrise. Mais cette proposition ne risque guère d'être reprise tant elle heurte les valeurs de la société française. La réplique ne s'est pas fait attendre. «Il ne faut surtout pas augmenter les frais d'inscription alors que la priorité des priorités doit être de relancer l'entrée des bacheliers dans les études supérieures», a déclaré le secrétaire national du PS à l'Enseignement supérieur, Bertrand Monthubert. Même réaction de l'ancien ministre de l'Éducation et candidat centriste à la présidence François Bayrou qui demande, pour toutes les grandes écoles, «que le gouvernement impose la gratuité, je le soutiendrai». Récemment, le cabinet britannique QS a désigné la capitale française comme la première ville du monde où il faisait bon étudier. Le classement prenait notamment en considération la réputation des établissements, la richesse de l'offre et le faible coût des études.

Correspondant du Devoir à Paris

LA PRESSE: La FECQ appelle ses membres à débrayer - Publié le vendredi 02 mars 2012 à 10h31 | Mis à jour le vendredi 02 mars 2012 à 15h03



Photo: Mathieu Bélanger, Reuters
Quelques milliers d'étudiants et élèves ont manifesté à Québec hier après-midi.

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse

Les étudiants en grève ont du renfort : une autre association étudiante provinciale, la FECQ, appelle ses 80 000 membres à débrayer. Expliquant que la grève était maintenant «inévitabile», le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec a fait valoir qu'il s'agissait d'une solution de dernier recours pour une association «responsable et patiente» comme la sienne.

Léo Bureau-Blouin demande du même souffle à la ministre Beauchamp de se montrer «responsable» en acceptant de rencontrer des représentants du mouvement étudiant.

Deux cégeps montréalais de la FECQ sont déjà en grève : le cégep André-Laurendeau et le Collège Édouard-Montpetit. L'organisation s'attend à ajouter au moins 28 000 grévistes aux piquets d'ici lundi. Le plus populaire cégep francophone de la province avec ses 9000 étudiants, le Collège Ahuntsic, est du nombre.

«Nous travaillons depuis un an et demi pour que l'éducation universitaire au Québec reste abordable pour les enfants de la classe moyenne et des milieux défavorisés», a lancé M. Bureau-Blouin. «Il est désormais nécessaire et inévitable de recourir au moyen extrême qu'est la grève générale pour faire reculer le gouvernement Charest.»

Le leader étudiant a appelé l'ensemble des associations étudiantes collégiales à consulter leurs membres sur la possibilité de débrayer. Dix-huit mille étudiants répartis dans cinq cégeps devraient se prononcer dans les deux prochaines semaines.

Les plus convaincus d'entre eux ne chômeront pas : Léo Bureau-Blouin promet une grève ponctuée chaque jour d'actions symboliques visant l'ensemble des députés libéraux.

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), la plus militante des organisations étudiantes, a lancé un mot d'ordre de grève il y a deux semaines. La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), avec ses 125 000 membres, demande à ses membres de consulter les étudiants quant aux moyens de pression à adopter.

Le gouvernement Charest a annoncé au printemps dernier une hausse des droits de scolarité de 325\$ par année pendant cinq ans, jusqu'en 2017, soit 1625\$ à terme. La facture étudiante augmenterait ainsi d'environ 75%.

Débordements critiqués

Par ailleurs, Léo Bureau-Blouin a critiqué certains débordements survenus depuis le début de la grève, notamment au cours de la manifestation de jeudi à Québec et au cégep du Vieux-Montréal.

Concernant la manifestation devant l'Assemblée nationale, le leader étudiant a parlé de «responsabilité partagée» entre policiers et manifestants. La FECQ, a-t-il fait valoir, aurait fait les choses de façon différente.

«On discute avec les forces de l'ordre pour s'assurer que ça se passe de façon adéquate. En ce sens là veut éviter les choses qu'on a vu au cours des derniers jours», a-t-il affirmé. «La sécurité des étudiants doit être une priorité.»

LESOLEIL.COM: Grèves étudiantes: les cégeps se joignent au mouvement lundi - Publié le vendredi 02 mars 2012 à 13h24



Le Soleil, Martin Martel

Ce sont 30 000 membres de la FECQ qui participeront au mouvement général à compter de lundi avec les étudiants d'université.

Lia Lévesque, La Presse Canadienne, Montréal

Les étudiants de cégeps monteront plus nombreux dans le train de la grève étudiante à compter de lundi, ce qui permettra bel et bien au groupe d'atteindre le seuil des 100 000 étudiants, selon le président de la Fédération étudiante collégiale, Léo Bureau-Blouin.

La FECQ, qui n'avait pas donné de mot d'ordre de débrayer à ce jour, l'a fait vendredi, dans une ultime tentative pour contrer la hausse des droits de scolarité à l'université.

Les associations étudiantes qui détenaient un mandat de grève, mais attendaient que le mouvement «national» prenne forme avant de l'exercer, pourront ainsi participer au mouvement d'ensemble.

En fait, ce sont 30 000 membres de la FECQ qui participeront au mouvement général à compter de lundi avec les étudiants d'université.

Il s'agira de grèves illimitées, affirme M. Bureau-Blouin, mais aussi de «grèves reconductibles», c'est-à-dire des mandats qui devront être reconfirmés ponctuellement.

La FECQ affirme s'être résignée à recourir à ce moyen de pression ultime et avoir tout fait pour l'éviter. M. Bureau-Blouin se dit confiant que le gouvernement Charest reculera devant la pression, comme d'autres gouvernements l'ont fait dans le passé.

Même si à ce jour ni la FEUQ (Fédération étudiante universitaire) ni l'ASSÉ (Association pour une solidarité syndicale étudiante) n'ont réussi à faire reculer le gouvernement du Québec, M. Bureau-Blouin pense que l'entrée en scène de la FECQ pourrait faire changer les choses.

«Dans les 20 dernières années, il y a eu deux mouvements de grève générale: 1996, le gouvernement voulait augmenter les frais de scolarité, les étudiants ont débrayé et celui-ci a reculé; 2005, le gouvernement coupe 103 millions \$ de bourses qu'il convertit en prêts, les étudiants ont recouru à la grève générale, le gouvernement a reculé. Si la tendance se maintient, on est confiant que ce moyen-là peut fonctionner», a opiné M. Bureau-Blouin.

Le leader étudiant pense aussi que le contexte politique peut jouer en leur faveur. Il fait même appel au premier ministre Jean Charest en invoquant la paix sociale au Québec.

«On a également le contexte électoral qui pointe à l'horizon. La dernière fois, on a vu une baisse importante de l'appui au gouvernement Charest. On sent également que la tendance semble bouger. On voit que les appuis populaires aux étudiants sont de plus en plus grands. Moi, je pense que le gouvernement, s'il tient à son pouvoir, s'il tient justement à la paix sociale au Québec, il doit s'entendre avec les étudiants», a-t-il commenté.

La hausse des droits de scolarité annoncée dans le budget Bachand 2011-2012 sera de 325 \$ par année pendant cinq ans, à partir de l'année scolaire 2012-2013. Ceux-ci passeront donc de 2168 \$ en 2011-2012 à 3793 \$ en 2016-2017.

La contribution des étudiants, qui représentait 12,7 pour cent des revenus globaux des universités en 2008-2009, atteindra ainsi 16,9 pour cent en 2016-2017.

CANOE.CA: Frais de scolarité: La FECQ se lance dans la bataille – vendredi 02 mars 2012 12h37



© Mathieu Payen/Agence QMI

Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin
Agence QMI, Mathieu Payen
MONTRÉAL – Après plusieurs mois de réflexion, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a décidé de joindre ses forces à celles de

la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE).
Dès lundi 5 mars, 30 000 étudiants supplémentaires cesseront de se rendre à leurs cours pour une durée illimitée afin de protester contre la hausse des frais de scolarité de 1625 \$. Cela portera le nombre de grévistes à plus de 100 000.
«Nous ne sommes pas dogmatiques, a lancé le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin. Nous avons tenté de discuter, nous avons organisé des manifestations, nous avons produit des études, mais le gouvernement ne veut rien entendre.»
«Nous sommes évidemment déçus parce que cesser les cours n'est jamais une partie de plaisir pour les étudiants», a-t-il poursuivi.
Léo Bureau-Blouin, qui a invité l'ensemble des cégeps de la province à rejoindre le mouvement, estime que l'ampleur du mouvement peut faire reculer le gouvernement.

«Cela s'est déjà produit en 1996 et en 2005. Et puis, dans le contexte préélectoral actuel, on peut penser que Jean Charest nous entendra», a-t-il affirmé.

Contre la violence

Le président de la FECQ profite également de cette annonce pour rappeler que son organisation est opposée à toute forme de violence.
«La FECQ s'est toujours fait un point d'honneur à communiquer avec les forces de l'ordre pour que les manifestations restent pacifiques. Nous dénonçons la violence, aussi bien de la part des policiers que des manifestants», a-t-il souligné, en référence notamment aux heurts qui se sont déroulés au Cégep du Vieux-Montréal en février.
La FECQ donne rendez-vous à ses membres le jeudi 22 mars pour une journée de manifestation nationale qui rassemblera l'ensemble des étudiants en débrayage.

LA PRESSE: La grogne s'amplifie: vers le cap des 100 000 grévistes - Publié le vendredi 02 mars 2012 à 00h00 | Mis à jour à 07h47



Photo: Pascal Ratthe, Le Soleil

Pendant que quelques milliers d'étudiants et élèves en grève ont manifesté à Québec hier après-midi, pour protester contre la hausse des droits de scolarité, plusieurs associations collégiales et universitaires ont continué à tenir des votes.

Pascale Breton, La Presse

Le mouvement contre la hausse des droits de scolarité continue de se répandre. D'ici au début de la semaine prochaine, le cap des 100 000 étudiants et cégépiens en grève générale illimitée sera franchi.

Pendant que quelques milliers d'étudiants et élèves en grève ont manifesté à Québec hier après-midi, pour protester contre la hausse des droits de scolarité, plusieurs associations collégiales et universitaires ont continué à tenir des votes.

Les élèves du collège Édouard-Montpetit ont ainsi voté massivement en faveur de la grève générale illimitée.

Plusieurs associations ont aussi en poche un mandat de grève qu'elles comptent déclencher à compter du 3 ou du 5 mars. Le calendrier universitaire prévoyait une semaine de lecture - pendant laquelle il n'y a pas de cours - dans plusieurs établissements la semaine prochaine.

En revanche, plusieurs examens étaient à l'horaire cette semaine, ce qui explique que plusieurs associations aient décidé de ne déclencher la grève que la semaine prochaine.

Plusieurs ont décidé de faire leurs examens et par la suite de tomber en grève. Ça permettait de subir un peu moins de problématiques pour les étudiants», indique la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins.

D'autres associations ont pris le temps de s'entendre avec les directions et les professeurs. Dans plusieurs établissements d'enseignement, les activités se poursuivent malgré le mouvement de contestation, notamment en ce qui concerne les stages.

Il y a des ententes entre les associations et le corps enseignant pour que certaines compétences qui sont préalables à des stages puissent être données», explique le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin.

Plusieurs établissements ont diffusé une directive rappelant aux professeurs qu'ils sont tenus d'offrir les cours. Certains professeurs envoient même par courriel des notes de cours et des lectures obligatoires aux étudiants et élèves.

Cette situation irrite la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM) qui a vivement dénoncé hier «l'attitude fermée» de l'Université.

Dans le cas des étudiants qui manifestent, ils ont le droit de s'exprimer, mais les étudiants qui veulent avoir leurs cours ont aussi le droit de les suivre», explique la responsable des communications à l'Université de Montréal, Flavie Côté.

À ce jour, près de 75% des étudiants et élèves en grève font partie de la CLASSE, la Coalition élargie de l'ASSÉ, estime l'une des porte-parole, Jeanne Reynolds. «Le mouvement prend de l'ampleur», dit-elle.

De leur côté, la FECQ et la FEUQ achèvent leur travail d'information auprès de leurs membres. De nombreuses associations tiendront des votes de grève au cours des prochains jours et une manifestation d'envergure est prévue le 22 mars, à Montréal. Les membres de la CLASSE décideront lors de leur congrès du week-end s'ils seront du nombre.

Plusieurs associations ont toutefois rejeté la grève générale illimitée, optant plutôt pour des grèves d'une journée, au moment des grandes manifestations.

C'est le cas notamment des étudiants en droit, en éducation physique et kinésiologie, en relations industrielles et en sciences infirmières de l'Université de Montréal. Même chose pour ceux qui étudient en médecine à l'Université de Sherbrooke et à l'Université Laval, de même que pour les étudiants de l'École nationale d'administration publique.

C'est tout de même un signal très fort qui est envoyé au gouvernement, soutiennent les dirigeants des organisations étudiantes. «C'est très contraignant, par exemple pour les étudiants de médecine, de manquer ne serait-ce qu'une journée de leur programme. C'est d'autant plus symbolique», affirme Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

Pressée de questions hier par l'opposition officielle, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a toutefois continué de maintenir sa ligne de conduite. «La décision, elle est prise parce que c'est une décision juste, responsable, raisonnable.»

LA PRESSE: Droits de scolarité: le mirage français - Publié le jeudi 01 mars 2012 à 20h44 | Mis à jour le vendredi 02 mars 2012 à 07h39



Photo: ROBERT PRATTA, Reuters

Salle de classe dans une université en France.

Anabelle Nicoud, La Presse

La France est-elle un modèle enviable? Vus de loin, les étudiants des universités françaises semblent particulièrement choyés. Les frais d'inscription pour une année en licence (l'équivalent du bac nord-américain) y sont de 177 euros (233 dollars CAN), contre 245 euros (322 dollars) pour une année de maîtrise. Il faut ajouter à cela les cotisations d'assurance maladie (203 euros, soit 267 dollars) et les frais de «médecine préventive» de 4,57 euros (6 \$).

Ces tarifs ont toutefois été revus à la hausse entre 2010 et 2011 (+ 1,5% pour les frais de sécurité sociale et + 1,7% pour les droits d'inscription). Un quart des étudiants français bénéficie en outre d'un système de bourses attribuées selon des critères sociaux. Les boursiers peuvent toucher, 10 mois par année, des prestations mensuelles comprises entre 100 (131 dollars) et 400 euros (527 dollars). Ils sont de plus exemptés de frais d'inscription et paient alors leur année en faculté... 4,57 euros (6 dollars).

Mais le système d'enseignement supérieur français est aussi reproducteur d'inégalités.

Toutes les universités ne limitent pas leurs frais à ceux déterminés par l'État: l'UNEF, le syndicat étudiant français, épingle chaque année des universités qui gonflent, illégalement, la facture de quelques centaines à plusieurs milliers d'euros.

Aussi, les universités, peu sélectives, sont délaissées par les étudiants issus des milieux favorisés au profit des «grandes écoles» qui affichent une tout autre philosophie.

C'est le cas des écoles de commerce privées, qui demandent de 4500 (5930 dollars) à 7000 euros (9225 dollars) à leurs étudiants chaque année.

Un premier cycle à HEC est facturé 35 700 euros (47 049 dollars) et deux années de maîtrise, de 32 000 (42 161 dollars) à 49 200 euros (64 870 dollars). Les boursiers sont exemptés.

Les prestigieux instituts d'études politiques ne font pas exception, celui de Paris en tête: l'école de la rue Saint-Guillaume a établi une grille de frais selon les moyens financiers des étudiants ou de leurs parents. Au premier cycle, une année coûte entre 0 et 9800 euros (12 915 dollars), et au deuxième cycle, entre 0 et 13 500 euros (17 793 dollars). Seul un quart des inscrits de Sciences Po ne paie aucuns frais.



La France est aussi l'un des pays de l'OCDE qui comptent la plus faible proportion d'étudiants boursiers, et les universités sont quant à elles de moins en moins accessibles aux étudiants issus des milieux défavorisés. Politiquement «taboue», la question des droits de scolarité revient toutefois dans l'actualité. Récemment, un laboratoire d'idées de gauche, Terra Nova, a proposé de quadrupler les droits de scolarité pour les universités en cinq ans.

L'argument est simple: les étudiants défavorisés ont moins accès à l'université, tandis que ceux issus de milieux favorisés font des études plus longues. Ce sont donc les classes les plus favorisées qui bénéficient de la quasi-gratuité, plaide Terra Nova.

«En l'état, la gratuité n'a aucune vertu redistributive et aggrave même les inégalités», indique [le rapport](#).

LA PRESSE: Grande-Bretagne: instruits mais criblés de dettes - Publié le vendredi 02 mars 2012 à 07h41 | Mis à jour à 07h41



Photo: Anthony Devlin, Archives AP

L'automne 2010 est une saison noire pour les jeunes Britanniques. Indignés par le projet controversé de David Cameron de tripler les droits de scolarité, ils prennent d'assaut les rues des grandes villes du Royaume.

Mali Ilse Paquin, collaboration spéciale, La Presse

(Londres) L'automne 2010 est une saison noire pour les jeunes Britanniques. Indignés par le projet controversé de David Cameron de tripler les droits de scolarité, ils prennent d'assaut les rues des grandes villes britanniques, semaine après semaine.

Les marches étudiantes sont d'une rare ampleur et les coups d'éclat, nombreux.

Rien n'y fait. Le 9 décembre 2010, les élus votent pour le projet de loi alors que des bancs sont incendiés et des statues défigurées devant le parlement.

La rentrée tant redoutée est arrivée. Les prochains inscrits aux universités britanniques seront happés par des droits annuels de 14 000\$ (9000 livres sterling) à l'automne 2012.

La grande majorité des institutions ont imposé les droits maximum, saignées à blanc par l'État qui retirera 4,6 milliards de dollars de subventions d'ici à 2015.

Entre mythe et réalité

À la surprise générale, les universités n'ont pas été boudées par les aspirants bacheliers. En vérité, les premiers chiffres disponibles depuis la mi-janvier, date limite d'inscription, déboulonnent des mythes. Les universités ont reçu 462 507 demandes d'admission, soit 8,7% de moins que l'année dernière. Rien à voir avec l'hécatombe prédite par certains experts.

En outre, cette baisse est moins importante qu'il n'y paraît. D'une part, elle s'explique par le fait qu'en 2011, un nombre record d'étudiants se sont disputés les 400 000 places d'admission pour éviter l'explosion des droits. D'autre part, la population des élèves de dernière année des A levels, l'équivalent du cégep, a légèrement décliné de 1,4%.

«Quand on élimine ces facteurs, la diminution réelle se rapproche davantage de 2% ou 3%», explique Jonathan Clifton, chercheur au groupe de réflexion Institute for Public Policy Research.

Autre statistique étonnante: la hausse des droits a repoussé moins d'élèves issus de milieux défavorisés que leurs collègues plus fortunés, soit 0,2% contre 2,5%.

Étudier maintenant, payer plus tard

La raison pourrait être plus simple qu'il n'y paraît. Les étudiants britanniques n'ont pas à payer d'avance leurs droits d'université. L'État le fait pour eux. Les diplômés sont obligés de rembourser leurs études seulement une fois qu'ils touchent un salaire de 21 000 livres sterling (33 000\$). Le taux d'intérêt sur le prêt augmente en même temps que le salaire pour s'établir à 3%, plus le taux d'inflation.

«C'est un système plus juste pour les gens à faible revenu parce qu'ils paient seulement quand ils en ont les moyens. Mais cela signifie qu'ils



seront endettés probablement jusque dans la quarantaine, sinon la cinquantaine», explique à La Presse Jonathan Clifton. À l'heure où 1 million de jeunes Britanniques de 16 à 24 ans sont au chômage, le gouvernement devrait investir davantage dans leur éducation, croit Michael Chessum, militant contre la hausse des droits de scolarité. «Quitter l'université avec une dette de 80 000\$ est une perspective terrifiante quand il y a si peu d'emplois sur le marché du travail», rappelle M. Chessum, 22 ans.

Or, si la tendance se maintient, les universités britanniques seront un jour entièrement privées. La contribution des étudiants aux budgets de leur alma mater sera de 80% en 2015, tandis qu'elle était de 25% en 1998. Cette proportion est de 12,7% au Québec. Mais ils n'ont pas jeté l'éponge, si on en croit Michael Chessum. «Nous avons des manifestations prévues ce mois-ci. C'est loin d'être terminé.»

LE SOLEIL: Caricature, de Côté –vendredi 02 mars 2012



LE SOLEIL: Manifestation étudiante: Beauchamp ne bronche pas - Publié le vendredi 02 mars 2012 à 05h00



Le Soleil, Erick Labbé
 Peu avant 17h, alors que les organisateurs de la manifestation commençaient à rappeler leurs troupes, un groupe d'étudiants a renversé les barrières de sécurité érigées devant le parlement. Pour les empêcher d'avancer, les policiers ont rapidement eu recours aux gaz lacrymogènes. Simon Boivin, Le Soleil
 (Québec) Les hauts cris des étudiants ne font pas broncher la ministre de l'Éducation. Pour Line Beauchamp, la hausse des droits de scolarité est «nécessaire, juste et raisonnable».



Le Soleil, Martin Martel

Certains étudiants ont récupéré de façon originale une campagne de publicité en cours à l'Université Laval.

La présence de milliers d'étudiants des réseaux universitaires et collégiaux dans les rues de Québec n'ébranle pas la certitude de la ministre.

«La décision est prise», a-t-elle réitéré, hier, à l'Assemblée nationale. «C'est une décision budgétaire. Bon nombre d'étudiants universitaires ou collégiaux comprennent cette question et renoncent à l'exercice d'un boycott.»

Il n'est pas question pour la ministre Beauchamp de mettre de l'eau dans son vin et de négocier avec le mouvement étudiant. La hausse annoncée est de 325\$ par année pendant cinq ans. En tout, les frais annuels universitaires passeront de 2168\$ à 3793\$ en 2017.

L'opinion des 40 000 étudiants qui ont voté contre un boycottage des cours et des 360 000 autres qui ne sont pas prononcés doit aussi être entendue, plaide Mme Beauchamp. «Je pense qu'il faut aussi être à l'écoute de ceux qui ne manifestent pas parce qu'ils l'ont choisi», lance-t-elle. La grève illimitée a été plébiscitée par 76 000 universitaires et cégépiens.

Pour le gouvernement Charest, il n'est pas démesuré que la part du financement par un étudiant de son diplôme passe de 12% à 17%. «Le plus gros de l'effort, les contribuables vont continuer à le faire», dit Mme Beauchamp.

La ministre de l'Éducation insiste sur la reddition de compte que les universités devront fournir quant aux sommes supplémentaires reçues et la bonification du système d'aide financière aux étudiants.

CANOE.CA: Inutile, selon la ministre – vendredi 02 mars 2012, à 03h33

Les étudiants manifestent pour rien, selon la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp. Elle ne changera pas d'idée.

« Lorsque nous avons pris la décision d'améliorer le financement des universités, nous l'avons fait en sachant qu'il pouvait y avoir ce type de réactions, de certains étudiants. Nous savons qu'il y en aura d'autres manifestations, mais la décision est prise parce qu'elle est nécessaire. Elle est

juste et raisonnable, et elle est bien comprise de la population. »

Selon Mme Beauchamp, la plupart des étudiants seraient en faveur de la hausse des droits de scolarité.

« Une bonne part des étudiants comprend la décision du gouvernement. C'est une décision qui est juste. Elle est basée sur le fait que chacun est appelé à faire sa juste part. Puis, le plus gros

de l'effort, ce sont les contribuables qui continueront à le faire. »

Les étudiants interrogés jeudi ont plutôt qualifié d'injuste la hausse des frais de scolarité.

« Notre part, on la fait en payant des impôts après nos études, quand on a un revenu. La ministre impose une hausse au moment où on n'a pas encore de revenus », a lancé Marjolaine Arpin, diplômée des HEC et étudiante en histoire de l'art à l'UQAM.

L'AVENIR DE L'EST: Nicole Léger s'oppose à la hausse des frais de scolarité – Vendredi 02 mars 2012



(Photo: Patrick Deschamps)

Grève étudiante.

La députée de Pointe-aux-Trembles, Nicole Léger, déplore que le gouvernement libéral fasse souffrir la classe moyenne par la hausse des frais de scolarité, tel qu'elle avait été votée lors du budget de 2010.

« La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a admis que c'est la classe moyenne qui écoperait de la hausse libérale des frais de scolarité, une hausse appuyée d'ailleurs par la coalition avenir Québec (CAQ) de François Legault. Voilà une raison de plus pour y renoncer collectivement. Le choix du Parti québécois, c'est de préserver l'accessibilité aux études supérieures et de préserver le portefeuille de la classe moyenne », a souligné Nicole Léger.

La députée de Pointe-aux-Trembles rappelle que la hausse aurait un impact majeur si elle était mise en vigueur. « À terme, on parle d'un montant de 3800 \$ par année, par enfant, pour assumer les frais de scolarité. Ce montant ne tient pas compte des frais afférents des établissements d'enseignement supérieur et des frais de subsistance qui ne diminueront pas avec les années. Pour une famille de la classe moyenne avec deux, trois ou quatre enfants, qui souvent ne sont pas admissibles au programme de prêts et bourses, l'effet risque d'être dissuasif », a-t-elle soutenu.

Mme Léger ajoute que cette hausse serait un frein à l'accès à l'enseignement supérieur. « Hausser les frais de scolarité de façon aussi démesurée, c'est faire le choix délibéré de limiter le nombre de jeunes fréquentant nos universités. C'est contribuer à la baisse de notre taux de diplomation. C'est un geste totalement irresponsable », a poursuivi la députée.

(Source : Bureau de Nicole Léger)

LE SOLEIL / LE DEVOIR: La manif étudiante fait jaser à l'Assemblée nationale / Grève étudiante: le PQ demande une sortie de crise: La ministre Beauchamp a qualifié «d'irresponsables» les blocages de rues et de ponts – Jeudi 1er mars, 11h45 / 11h56



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Le PQ a demandé à la ministre Line Beauchamp de convoquer les leaders étudiants afin de dénouer l'impasse dans le dossier de la hausse des droits de scolarité.

La Presse canadienne

Québec — L'opposition péquiste a exhorté aujourd'hui le gouvernement Charest à négocier une sortie de crise avec les étudiants en grève.

À l'Assemblée nationale, la députée Marie Malavoy a demandé à la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, de convoquer les leaders étudiants afin de dénouer l'impasse dans le dossier de la hausse des droits de scolarité.

Le Parti québécois s'oppose à l'augmentation annuelle de 325 \$ des droits de scolarité pendant cinq ans décrétée par Québec et plaide pour un nouveau gel des frais scolaires

La ministre Beauchamp est toutefois demeurée imperturbable. La décision est prise, la hausse demandée est raisonnable et les étudiants doivent payer leur juste part, a-t-elle fait valoir.

Même après l'ajustement des droits, les étudiants québécois ne paieront que 17 % de la valeur de leur diplôme, a poursuivi la ministre.

Mme Beauchamp a par ailleurs qualifié «d'irresponsables» les propos tenus plus tôt

cette semaine par Amir Khadir, de Québec solidaire. Refusant de condamner les actions d'éclat comme les blocages de rues et de ponts, le

porte-parole de la formation de gauche a appelé les étudiants à investir massivement la rue pour forcer le gouvernement à plier l'échine.

Mme Beauchamp a pour sa part interpellé les milliers de manifestants attendus cet après-midi sur la colline parlementaire à Québec pour qu'ils fassent preuve de civisme.

COOP MÉDIA DE MONTRÉAL: Thousands to march in Quebec City as strike movement nears 100,000: Momentum gaining at English schools, amid possible admin foul play - posted on Thursday, March 1, 2012

Tim McSorley

As thousands of students prepare to [demonstrate in Quebec City this afternoon](#), the strike against tuition fee increases continues to grow: As of today, [84,500 students are officially on strike](#), with another 16,000 or so having voted in favor of a strike mandate, but not officially going on strike. This means the total could soon reach the 100,000 student mark, with some of the largest student associations in the province still to hold votes in the coming weeks.

Latest polls also indicate a majority of Quebecers are [supportive of the students' cause](#). Numbers released by Forum Research polling on Feb. 24 showed that 53 per cent of Quebecers oppose the Liberal government's proposed increases.

Beginning this fall, tuition fees in Quebec will increase by \$325 per year for the next five years, under the Liberal, increasing tuition fees by a total of \$1625, or 75 per cent. Students and supporters opposed to the hike [have pointed to studies](#) that show tuition fee increases often lead to lower-income students either interrupting or deciding against pursuing post-secondary studies.



The strike is gaining momentum at English schools, including at Concordia University (pictured)

English associations gaining momentum

The vast majority of student associations that have voted for the strike have been Francophone so far. But with strike votes scheduled by several

student associations at English schools today (including Dawson College, with 10,500 students), the momentum seems to have crossed the linguistic divide.

Yesterday at [Concordia](#), several smaller student associations totalling about 1,200 students, voted in favor of a strike, including Women's Studies & Sexuality Studies, Geography - undergrads (GUSS) and the School of Community and Public Affairs - undergrads (SCPASA). Today, another two department associations (Philosophy - undergrads (SoPhiA) - at 2:45pm, in H-110, and Political Science - undergrads (PSSA) - at 2:30pm, H-7th floor), as well as the much larger Faculty of Fine Arts - undergrads (FASA) (1:30pm, CSU Lounge), will also be holding strike votes.

While the Concordia Student Union, which represents all Concordia undergraduate students, will be [voting on March 7](#) for a strike mandate for March 26, departmental and faculty associations are holding their own votes in order to reach more students at a grassroots level (since many departments represent just a few hundred students as opposed to tens of thousands), wrote Rushdia Mehdi, a members of the Concordia MobSquad which is helping to mobilize and organize students for strike votes, in an email exchange. "Having students mobilized at the grassroots level (department/faculty) will help the [March 7] strike vote," she added.

Several more departments are planning votes in the coming days.

Dawson admin meddling in strike vote?

With Concordia and McGill-wide votes still to come, by far the largest English institution to consider striking at this point will be the Dawson Student Union, which is [holding a Special General Assembly today](#) (5pm, room 3C.1). Representing over 10,000 students, DSU students will be voting on whether to hold one-day, three-day, or unlimited general strikes, and whether simply to endorse the March 22 National Day of Action being organized by student federations.

In a [press release](#) today, though, DSU representatives have been crying foul over administration tactics. They are alleging that the CEGEP has been interfering in the mobilization for the General Assembly, claiming that they have emails showing administrators providing advice to the No committee organizing against the strike vote, and that they have traced a petition to cancel the GA back to administrators as well.

"The behaviour of Dawson College administrators is highly unethical, and potentially illegal," said Audrey Deveault, chair of the Dawson Student Union in the realses. "CEGEP students can make decisions on their own. They do not need administrators interfering in the democratic process." Despite the concerns, the vote will be going ahead as scheduled this evening.

JOURNALMÉTRO.COM: Droits de scolarité: Bloquer la circulation est irresponsable, selon la ministre Line Beauchamp - Mis à jour: jeudi 01 mars 2012 11:35



Yves Provencher/Métronews

La Presse canadienne

QUÉBEC — L'opposition péquiste a exhorté jeudi le gouvernement Charest à négocier une sortie de crise avec les étudiants en grève.

A l'Assemblée nationale, la députée Marie Malavoy a demandé à la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, de convoquer les leaders étudiants

afin de dénouer l'impasse dans le dossier de la hausse des droits de scolarité.

Le Parti québécois s'oppose à l'augmentation annuelle de 325 \$ des droits de scolarité pendant cinq ans décrétée par Québec et plaide pour un nouveau gel des frais scolaires.

La ministre Beauchamp est toutefois demeurée imperturbable. La décision est prise, la hausse demandée est raisonnable et les étudiants doivent payer leur juste part, a-t-elle fait valoir.

Même après l'ajustement des droits, les étudiants québécois ne paieront que 17 pour cent de la valeur de leur diplôme, a poursuivi la ministre.

Mme Beauchamp a par ailleurs qualifié "d'irresponsables" les propos tenus plus tôt cette semaine par Amir Khadir, de Québec solidaire.

Refusant de condamner les actions d'éclat comme les blocages de rues et de ponts, le porte-parole de la formation de gauche a appelé les étudiants à investir massivement la rue pour forcer le gouvernement à plier l'échine. Mme Beauchamp a pour sa part interpellé les milliers de manifestants attendus jeudi après-midi sur la colline parlementaire à Québec pour qu'ils fassent preuve de civisme.

JOURNAL DE MONTRÉAL: Grève étudiante: Des vidéos qui font jaser - Les étudiants à l'assaut du Web pour influencer le débat sur les droits de scolarité - Publié le: mercredi 29 février 2012, 21H16 | Mise à jour: mercredi 29 février 2012, 23H22



Sarah-Maude Lefebvre
Journal de Montréal,

Au cours des dernières semaines, les vidéos concernant la grève étudiante se sont multipliées sur le Web, alors que les réseaux sociaux sont devenus une « arme de guerre » pour plusieurs étudiants.

Depuis le début de la grève étudiante, il ne se passe pratiquement pas une journée sans qu'une nouvelle vidéo sur la question fasse son apparition sur la toile.

De l'automobiliste qui hurle sa rage d'avoir été pris dans un bouchon de circulation en raison d'une manifestation à l'étudiant qui dénigre la grève, plusieurs personnes tiennent à exprimer leur opinion sur la hausse des droits de scolarité.

Arme à double tranchant

Attention, disent toutefois les experts en nouvelles technologies, le Web est une arme à double tranchant.

« Les réseaux sociaux sont définitivement un outil de pression additionnel. Faire parler de soi ou de sa cause est une bonne chose en soi, mais quand c'est négatif, les impacts sont tout aussi grands », affirme Michelle Leblanc qui anime un blogue sur la technologie.

« C'est clair que c'est désormais le nerf de la guerre, affirme de son côté Michel Dumais. Mais il faut faire attention pour ne pas en mettre plus que le client en demande. Avant de poster une vidéo, il faut se demander si on serait prêt à répéter la même chose devant un Centre Bell rempli à pleine capacité. »

JOURNAL DE MONTRÉAL.COM: Éducation: Prêts étudiants: 800 M\$ en souffrance - Publié le: mercredi 29 février 2012, 21H30 | Mise à jour: mercredi 29 février 2012, 23H27



Photo Agence QMI, Charles Lecavalier

Une manifestation de près de 200 étudiants en grève s'est déroulée mercredi devant les bureaux de la permanence du Parti libéral du Québec pour dénoncer la hausse des frais de scolarité de 1 625 \$.

Régys Caron

Les prêts étudiants en souffrance au ministère de l'Éducation s'élèvent à plus de 800 millions de dollars.

Cette somme représente les prêts non remboursés dans les délais prévus par un total de 65 153 débiteurs, a confirmé hier le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS). Il s'agit du total des créances prises en charge par le MELS, qui se trouve à soulager d'autant les institutions financières qui avaient accordé les prêts. « Ce ne sont pas des mauvaises créances, ce sont des comptes à recevoir », a tenu à préciser une source du ministère bien au fait du dossier.

THE GAZETTE.COM: Directive to continue classes like 'putting oil on the fire': Students blast education minister for urging schools to ignore strike – Wednesday, February 29, 2012 11:14 AM



Se faire entendre

Frustré de s'être retrouvé pris dans un bouchon de circulation la semaine dernière, alors que des étudiants ont pris d'assaut le pont Jacques-Cartier, Matthieu Bonin a décidé d'utiliser YouTube pour invectiver les manifestants.

« Mes propos étaient sérieux, indique-t-il. Mais je les ai véhiculés grâce à un personnage caricatural. Je savais que j'allais attirer l'attention des gens de cette manière. »

Près de 196 000 clics plus tard, M. Bonin dit réaliser l'ampleur de l'impact du Web.

« C'est fou ! Mais il faut dire que c'est un sujet chaud qui fait beaucoup jaser. »

Cédieu Léveillé, qui singe les progressistes dans une vidéo, lancée il y a quelques jours, croit que cet « outil » permet à ceux qui n'ont pas de voix de se faire entendre.

« Si je vais crier mes arguments sur la voie publique, ça ne donnera pas grand-chose, observe-t-il. Mais en passant par le Web, et en faisant quelque chose d'exagéré, je retiens davantage l'attention. »

► Après avoir été informée qu'un important groupe de manifestants prévoyait occuper son bâtiment, la Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ) a pris la décision de fermer exceptionnellement ses portes, hier.

Le MELS garantit les prêts étudiants accordés par les institutions financières. Bon an, mal an, 90 % de ces prêts sont remboursés à l'échéance convenue. Le solde de 10 % est absorbé par le MELS, qui doit verser chaque année environ 80 millions de dollars aux institutions financières pour honorer les garanties. Le ministère soutient recueillir à peu près le même montant de la part des ex-étudiants dont il a hérité des créances, après avoir pris des ententes de remboursement. « Ça peut prendre 10 ou 15 ans à rembourser un prêt. Nous, on va les attendre. Nous sommes plus souples que les banques ou les caisses », a expliqué notre source au MELS. De sorte que l'ardoise de 800 millions de dollars est relativement stable d'une année à l'autre, confirme le ministère.

Perte de 54 millions

Le MELS ne parvient toutefois pas à se faire rembourser en totalité, puisqu'il doit tout de même radier chaque année plusieurs dizaines de millions de dollars de prêts impayés. Ainsi, en 2010-2011, 3 810 ex-étudiants ont vu leur ardoise effacée à hauteur de 53,9 millions de dollars. Cet argent est considéré comme irrécupérable, confirme Hélène Sauvageau, attachée de presse de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp. Les deux principales raisons pour annuler un prêt en souffrance sont la faillite de l'ex-étudiant et la prescription de la créance.

Bien qu'il soit plus patient que les banques (il peut donner des congés de paiement d'un an), le MELS est en mesure de vérifier la capacité de payer de ses débiteurs en vérifiant leurs déclarations de revenus. « On sait ce que la personne gagne, si elle est sur l'aide sociale. On est capables de juger et les cas où on est sûrs de perdre, on les met dans les mauvaises créances », explique le ministère.

À son budget de dépenses pour 2011-2012, le MELS prévoyait dépenser 547,5 millions de dollars à l'aide financière aux études, en hausse de 15,6 millions sur l'année précédente. Au 31 mars 2011, le solde des prêts accordés aux étudiants des collèges et des universités du Québec s'élevait à 3,5 milliards de dollars.



Photograph by: DAVE SIDAWA
THE GAZETTE

University students block the entrance to UQAM's administration building in Montreal on Tuesday. Students are boycotting classes to protest tuition fee increases of \$325 a year for five years, which would bring tuition to \$3,793 from \$2,168.

By KAREN SEIDMAN, The Gazette

Tension is mounting in Quebec colleges and universities as some schools are continuing with classes despite a student boycott - and students are livid their protests are being dismissed.

Students have accused Education Minister Line Beauchamp of giving a "directive" for classes to continue even when a large majority of students have voted to strike in protest of planned tuition hikes.

An aide to Beauchamp confirmed a letter went out but said it was not intended as a directive.

"It's up to each institution to judge how to handle it," Hélène Sauvageau said.

Still, the letter was like "putting oil on the fire," said Jean Trudelle, president of the Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec.

"It may not have been a directive but it was a political gesture," added Trudelle, whose organization represents most CEGEP teachers in the province and some university teachers. He called the minister's move misguided.

"If student organizations take a democratic vote, it must be respected."

About 68,000 students in Quebec are boycotting classes to protest tuition fee increases of \$325 a year for five years, which would bring tuition to \$3,793 from \$2,168 now.

Despite many empty or near-empty classrooms, school and government officials say it is far too early to consider the prospect of a lost semester.

Students are betting on logistics to be in their favour. If CEGEP students must make up a semester, what happens to the thousands of new students entering an already crowded system?

Student leaders say they are prepared to face an extended semester to make up lost time in their battle to freeze tuitions.

The number of striking students continues to grow as more CEGEPs and universities take strike votes.

Dawson College has its vote on Thursday, while Concordia is to vote March 7. Most other universities are voting department by department.

The so-called directive was at the heart of a tense confrontation at the Université du Québec à Rimouski on Monday, when angry students blocked the entrance to the college and prevented staff from entering.

In the end, students and administrators agreed classes would be cancelled for the next two weeks, said Martine Desjardins, president of the Fédération étudiante universitaire du Québec.

Desjardins said Beauchamp's letter is causing many administrations to "become more aggressive" by not recognizing strike votes.

"We don't want violence but this directive is creating tension and confrontation."

She added it doesn't help that the biggest university - Université de Montréal - "has said the strike is not being recognized."

The university sent out a notice to students saying all courses and evaluations will continue as usual and teachers have been asked to be in class.

U de M media relations official Flavie Côté said students who boycott classes can express their opinion, but "those who wish to pursue their studies also have a right to do so."

She said the situation on campus "has demanded tighter security measures" but no major incidents have been reported.

The letter, from assistant deputy minister Christiane Piché, says the student strike - unlike an employee strike - is more about freedom of speech and pressure tactics, and each student is free to attend classes if they're being offered.

"Establishments can continue to offer instruction despite a strike mandate," the letter says.

Stefanie Tougas, secretary general of the Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal, said students who don't support the strike are "being asked to respect the decision that was made democratically" and not attend classes.

At Concordia, the administration has said teaching will continue in the event of a strike, though some staff have signed a declaration saying they pledge to accommodate students who boycott classes.

THE CANADA.COM: Students blast Quebec education minister for urging schools to ignore strike - Postmedia News Wednesday, February 29, 2012 11:08 AM



Photograph by: Dave Sidaway, The Gazette

Students block the entrance to UQAM's administration building in Montreal on Tuesday. Students are boycotting classes to protest against tuition fee increases of \$325 a year for five years, which would bring tuition to \$3,793 from \$2,168.

By Karen Seidman,

MONTREAL — Tension is mounting in Quebec colleges and universities as some schools are continuing with classes despite a student boycott — and students are livid that their protests are being dismissed.

Students have accused Education Minister Line Beauchamp of giving a "directive" for classes to continue even when a large majority of students have voted to strike in protest of planned tuition hikes.

An aide to Beauchamp confirmed a letter went out but said it was not intended as a directive.

"It's up to each institution to judge how to handle it," Helene Sauvageau said.

Still, the letter was like "putting oil on the fire," said Jean Trudelle, president of the Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec.

"It may not have been a directive but it was a political gesture," added Trudelle, whose organization represents most junior college teachers in the province and some university teachers. He called the minister's move misguided.

"If student organizations take a democratic vote, it must be respected."

About 68,000 students in Quebec are boycotting classes to protest tuition fee increases of \$325 a year for five years, which would bring tuition to \$3,793 from \$2,168 now.

Despite many empty or near-empty classrooms, school and government officials say it is far too early to consider the prospect of a lost semester.

Students are betting on logistics to be in their favour. If junior college students must make up a semester, what happens to the thousands of new students entering an already crowded system?

Student leaders say they are prepared to face an extended semester to make up lost time in their battle to freeze tuitions.

The number of striking students continues to grow as more junior colleges and universities take strike votes.

The so-called directive was at the heart of a tense confrontation at the Université du Québec à Rimouski on Monday, when angry students blocked the entrance to the college and prevented staff from entering.

In the end, students and administrators agreed classes would be cancelled for the next two weeks, said Martine Desjardins, president of the Fédération étudiante universitaire du Québec students union.

Desjardins said Beauchamp's letter is causing many administrations to "become more aggressive" by not recognizing strike votes.

"We don't want violence but this directive is creating tension and confrontation."

She added it doesn't help that the biggest university — Université de Montréal — "has said the strike is not being recognized." The university sent out a notice to students saying all courses and evaluations will continue as usual and teachers have been asked to be in class. U de M media relations official Flavie Cote said students who boycott classes can express their opinion, but "those who wish to pursue their studies also have a right to do so."

She said the situation on campus "has demanded tighter security measures" but no major incidents have been reported. The letter, from assistant deputy minister Christiane Piche, says the student strike - unlike an employee strike - is more about freedom of speech and pressure tactics, and each student is free to attend classes if they're being offered. "Establishments can continue to offer instruction despite a strike mandate," the letter says.

LE DEVOIR: Khadir appuie toute action étudiante: Le député solidaire acquiesce à l'idée d'investir les rues, voire les ponts – Mercredi 29 février 2012



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir
Des étudiants ont bloqué hier l'entrée de certains bâtiments de l'Université du Québec à Montréal.

Lisa-Marie Gervais

Le mouvement de grève étudiante s'amplifie et continue de récolter des appuis. Hier, c'était au tour d'Amir Khadir, député et coporte-parole de Québec solidaire, de soutenir publiquement les étudiants dans leur lutte contre la hausse des droits de scolarité en acquiesçant à leur désir de prendre la rue.

«C'est bien peu payé quelques heures dans un bouchon de circulation pour s'assurer que l'avenir de nos jeunes n'est pas bouché; boucher un pont pour débloquent l'avenir de nos jeunes et de notre société pour garantir à notre société le meilleur», a-t-il dit, en faisant allusion à la poignée d'étudiants qui avaient obstrué le pont Jacques-Cartier jeudi dernier.

Selon lui, il est «odieux» de vouloir refiler la facture aux étudiants alors que «le gouvernement libéral et le gouvernement péquiste qui l'a précédé au cours des 10 dernières années ont consenti pour plus de 10 milliards en réduction d'impôt aux entreprises, aux grandes entreprises, aux grandes fortunes, aux citoyens les plus fortunés».

Le gouvernement majoritaire de Jean Charest mérite d'être défait, a poursuivi M. Khadir qui a présenté, pour la forme, une motion de censure à l'Assemblée nationale. La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a

reconnu que c'était le droit de ce député de l'opposition que de vouloir susciter le débat. «Mais la décision est prise», a-t-elle insisté. «En ce sens, encourager les étudiants à boycotter leurs cours n'est pas une bonne idée parce que le plus gros impact c'est aux étudiants. Un jour ou l'autre, ils devront reprendre ces cours-là», a-t-elle rappelé. Malgré la position ferme de la ministre, les étudiants continuent de multiplier les manifestations de leur mécontentement par rapport à la hausse. Ce matin, vers 7h, une soixantaine de personnes ont bloqué certains accès de l'UQAM, notamment le pavillon Athanase-David. Les policiers ont été appelés sur les lieux afin d'éviter les débordements. Aucune arrestation n'a cependant été effectuée.

Piquet de grève

En outre, l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) et l'association étudiante se sont entendues sur la reconnaissance de la grève. En échange d'un piquet de grève perméable, l'administration procédera à la levée des cours jusqu'à la prochaine assemblée générale des étudiants. La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) s'est réjouie de cette entente et souhaite qu'elle serve d'exemple. Pour l'instant, de nombreuses administrations, comme l'Université de Montréal, rappellent que les étudiants n'ont pas le droit de débrayer et que les cours ont lieu partout en dépit des levées de cours dûment votées.

Rappelons qu'il y a actuellement environ 67 000 étudiants en débrayage ou détenant un mandat de grève.

Avec La Presse canadienne

Un long périple pédestre pour la cause
La migration des oiseaux rouges... L'image est poétique, mais la réalité est pas mal plus dure pour la vingtaine d'étudiants et d'enseignants qui ont décidé jeudi dernier de relever le défi de parcourir à pied les 270 kilomètres entre Montréal et Québec pour protester contre la hausse des droits de scolarité. «Pour être franche, c'est plus dur qu'on pensait», a admis l'étudiante en théâtre à l'UQAM Solène Paré, qui fait partie de l'aventure. Chaque jour, sous le soleil ou la tempête, le groupe parcourt 40 km en dix heures, dort et mange dans des centres communautaires, gymnases d'école ou chez l'habitant. À Portneuf hier, les protestataires comptent arriver jeudi à Québec, à temps pour la manifestation nationale où ils liront le manifeste qu'ils écrivent de par les soirs en pansant leurs blessures aux pieds. «On supporte une douleur qui est collective. On pense que la hausse des frais, c'est un symptôme d'un problème de société qui est beaucoup plus grand», a-t-elle soutenu. (Le Devoir)

98,5FM: Amir Khadir choisit le camp des étudiants - mardi 28 février 2012 à 15h00. Modifié à 16h13



Amir Khadir / La Presse Canadienne

Publié par La Presse Canadienne, modifié par Alexandre Lebrun
QUÉBEC - Le blocage de ponts et de grandes artères n'indispose pas Amir Khadir qui a invité mardi les étudiants à investir massivement la rue contre la hausse des droits de scolarité.

Patienter quelques heures dans un bouchon est une contrainte bien mineure compte tenu des enjeux en présence, a soutenu le leader de Québec solidaire en point de presse à l'Assemblée nationale.

Après avoir accordé des allègements fiscaux aux grandes entreprises, le gouvernement libéral s'apprête à «hypothéquer» l'avenir de la jeunesse en «pelletant» une augmentation de leurs frais d'étude, a pesté M. Khadir. Québec solidaire croit que le temps est venu pour les étudiants d'exiger non pas seulement un gel des droits de scolarité mais bien la gratuité scolaire complète.

Selon lui, le Québec doit cesser de se comparer avec les autres juridictions d'Amérique du Nord et prendre pour modèle les pays scandinaves où l'enseignement supérieur est gratuit.

En prévision de la grande manifestation prévue jeudi à Québec, le porte-parole de QS a convié les étudiants toujours en classe à venir gonfler les rangs des grévistes afin de forcer le gouvernement Charest à faire marche arrière.

Dans son dernier budget, le gouvernement libéral a décrété une majoration de 325 \$ par année des droits de scolarité pendant cinq ans.

JOURNALDEMONTREAL.COM: [Universités]: Mauvais exemple ? – Mardi 28 février 2012, à 20h38

Les universités devraient donner l'exemple et resserrer certaines dépenses, au moment



où les étudiants des cégeps et des universités descendent dans la rue pour protester contre la hausse des droits de scolarité.

C'est l'opinion formulée mardi par les députés péquistes Marie Malavoy et Denis Trottier. Mme Malavoy s'explique mal la pratique en cours à l'Université Laval qui consiste à faire appel à des firmes de lobbyistes externes alors qu'elle paie une personne à plus de 100 000 \$ par année pour faire le travail.

Les augmentations de salaire (100 000 \$ en un an) versées au recteur de même que les primes de départ versées aux hauts dirigeants sont questionnables, a signifié la députée de Taillon, elle-même issue du milieu universitaire.

Le Journal a révélé, dans sa livraison de lundi, que l'Université Laval avait dépensé plus de 200 000 \$ depuis deux ans pour cinq contrats de lobbyisme attribués au Cabinet de relations

publiques National et à l'ex-ministre libéral Fernand Lalonde. « Dans un contexte de hausse des frais de scolarité, c'est assez questionnable », selon le député de Roberval, Denis Trottier.

« Le mauvais exemple »

« Quand les universités font ça, elles donnent le mauvais exemple et elles se tirent dans le pied, estime Marie Malavoy. Ce n'est pas anormal qu'une université fasse du démarchage. Mais aller chercher des lobbyistes à l'externe, c'est questionnable. Je comprends les étudiants d'être déterminés », dit-elle.

La députée de Taillon persiste toutefois à dire que les universités québécoises sont sous-financées pour les activités d'enseignement et de recherche.

Pour la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), l'Université Laval vient de donner un autre exemple de sa mauvaise gestion.

« Rien pour calmer l'ardeur »

« Les universités se versent des augmentations de salaire et des primes faramineuses, elles disent qu'elles sont sous-financées. Voilà maintenant que l'Université Laval donne de l'argent aux lobbyistes externes. Il n'y a rien là pour calmer l'ardeur de nos troupes », a dit la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

Par ailleurs, la Confédération des associations étudiantes de l'Université Laval (CADEUL) ne voit pas d'incohérence, du moins en apparence, dans cette pratique de l'UL de faire appel à des lobbyistes sous-traitants.

Le président Sébastien Harvey a précisé que la CADEUL ne dispose pas de toute l'information dont elle estime avoir besoin pour commenter la situation.

LAVANTAGE.QC.CA: Motion de censure de Québec solidaire - hausse des frais de scolarité - Publié le mardi, 28 février 2012 15:18

Communiqué de presse

Alors que le mouvement de grève des étudiants contre la hausse des frais de scolarité prend de l'ampleur, Québec solidaire présente une motion de censure contre le gouvernement dans ce dossier.

La motion qui sera débattue aujourd'hui à l'Assemblée nationale se lit comme suit

« Que l'Assemblée nationale retire sa confiance et blâme le gouvernement libéral pour la grave atteinte à l'accessibilité aux études et au droit à l'éducation que représente l'augmentation cumulative de 1 625 \$ en frais de scolarité pour des études universitaires à temps plein. »



photo Stéphane Fournier
Le milieu étudiant, dont celui de l'UQAR, reçoit un appui sans équivoque de Québec solidaire -



Amir Khadir est porteur de la motion de censure

Québec solidaire indique qu'un sondage publié cette semaine par la firme Forum Research, révèle que 53 % des Québécois s'opposent à la hausse prévue des frais de scolarité universitaires

Une mesure contre les gens ordinaires

« Cette mesure du gouvernement libéral s'ajoute à la série de hausses de tarifs qui s'attaquent déjà directement aux gens ordinaires et aux familles », déplore Amir Khadir, député de Québec solidaire.

Le docteur Khadir rappelle que les trois quarts des étudiants n'ont pas droit à l'aide financière aux études. La hausse aura donc un impact sur le portefeuille des parents qui devront déboursier plus pour aider leurs enfants. Les étudiants devront s'endetter davantage ou travailler plus au lieu de se consacrer à l'excellence de leurs études.

« Au total, cette décision inconsidérée du gouvernement réduira l'accessibilité à l'éducation supérieure et nuira en premier lieu aux enfants de la classe moyenne et aux plus pauvres, résume le député de Mercier. Le gouvernement de M. Charest mérite donc d'être défait sur cette question. »

S'inspirer des meilleurs

« Avec la hausse des frais de scolarité le gouvernement veut entraîner le Québec dans le sillage de cancre de la classe en matière d'accessibilité de l'éducation que sont les États-Unis et la Grande-Bretagne, déplore M. Khadir. Nous proposons plutôt que le Québec s'inspire des meilleurs de la classe dans ce domaine que sont les pays scandinaves, où la gratuité scolaire est la norme. Ces pays ont les plus hautes normes de qualité et taux de diplomation universitaires tout en maintenant les meilleurs niveaux de vie de la planète. »

Les frais de scolarité universitaire au Québec se situent à l'heure actuelle à environ 2 200 \$ par année, ce qui est déjà au dessus de la moyenne des pays de l'OCDE, soutient Québec solidaire. Ces frais excluent les autres frais liés à la fréquentation universitaire (frais accessoires, matériel) Au terme des hausses programmées par le gouvernement, les frais d'inscription s'élèveront à près de 3 800 \$ par année.

CANOE.CA / JOURNAL DE MONTRÉAL: Khadir soutient les étudiants – Mercredi 29 février 2012, à 14h00 / 20h38



GENEVIÈVE LAJOIE Agence QMI

QUÉBEC | Amir Khadir encourage les étudiants à sortir dans la rue et à faire grève pour que le gouvernement revienne sur sa décision d'augmenter les droits de scolarité à l'université. Encouragez- vous les étudiants à faire la grève ? « Si c'est nécessaire pour faire plier le gouver-

nement, absolument » , a répondu hier le député de Québec solidaire lors d'un point de presse à l'assemblée nationale.

M. Khadir estime que l'entêtement de Jean Charest à vouloir dégelier les droits de scolarité mérite que le gouvernement libéral soit défait, et il a donc déposé une motion de censure à cet effet, qui a peu de chances d'aboutir puisque la majorité libérale en Chambre devrait la rejeter.

« Une majorité de la population québécoise est contre le doublement des droits de scolarité », assure le député de Mercier, qui comprend que des étudiants aient pu aller jusqu'à bloquer l'accès au pont Jacques- Cartier en pleine heure de pointe la semaine dernière, même s'il ne pense pas que ce soit la meilleure méthode pour se faire entendre.

Pays scandinaves

« C'est bien peu payer, quelques heures dans un bouchon de circulation pour s'assurer que l'avenir de nos jeunes n'est pas bouché, a commenté Amir Khadir. On n'a pas à se contenter du peu que veulent nous offrir les gouvernements actuels. »

Au lieu de « pelleter dans la cour des familles, de la classe moyenne et des étudiants les responsabilités fiscales qui incombent à l'ensemble de la société », le gouvernement Charest devrait plutôt suivre l'exemple des pays scandinaves, qui prônent la gratuité scolaire, a ajouté le député solidaire.

JOURNAL DE MONTRÉAL: Un des leaders a étudié au privé à 2 850 \$ par année – Mardi 28 février 2012





Gabriel Nadeau-Dubois
Porte-parole CLASSE

MELANIE COLLEU, Le Journal de Montréal
L'un des principaux acteurs de la grève étudiante québécoise a fréquenté une école privée dont les frais de scolarité s'élevaient à plusieurs milliers de dollars par année.

Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), s'est assis sur les bancs du collège Regina Assumpta, une école privée du quartier Ahuntsic à Montréal, de 2002 à 2007.

Les droits de scolarité de cet établissement secondaire réputé à l'échelle de la province coûtent au minimum 2 850 \$ par an, sans comp-

Semaine du 20 février 2012

ter les frais connexes associés aux différents programmes d'études proposés, au matériel ou aux activités.

Aucune contradiction

« J'ai eu la chance de pouvoir fréquenter une école privée, en effet », a répondu le jeune étudiant qui n'entrevoit aucune contradiction avec l'action qu'il mène aujourd'hui.

Derrière lui et d'autres meneurs, plus de 62 000 étudiants se sont prononcés en faveur d'une grève générale contre la hausse des frais de scolarité.

Après de nombreuses actions « coup-de-poing » menées l'an passé, le mouvement s'est organisé et a pris de l'ampleur, jusqu'à manifester par milliers dans plusieurs villes québécoises la semaine dernière.

« Débat de société »

Se battre pour l'accessibilité aux études pour tous après avoir fréquenté une des écoles privées les plus renommées au Québec n'a rien de paradoxal pour Gabriel Nadeau-Dubois.

« Je pense que le débat qui a lieu en ce moment est un débat de société. S'attaquer à la vie

personnelle des porte-parole étudiants n'en fait pas partie », estime-t-il.

En octobre dernier, il déclarait : « Historiquement, l'école publique a été l'un des vecteurs principaux de justice sociale et d'égalité. Avec ces nouvelles augmentations, c'est encore l'accessibilité aux études pour les moins nantis qui est bafouée. Avec les augmentations des dernières années, les frais de scolarité auront doublé depuis les 10 dernières années »

Ses enfants dans le public

Questionné sur ce qu'il pense des écoles privées aujourd'hui, il tranche : « J'avais à peine 12 ans à l'époque, je n'étais pas habilité à prendre la décision d'aller ou non au privé. Mais lorsque j'aurai des enfants, je les enverrai dans le public, la question ne se pose même pas », s'est-il exprimé.

Il a également rappelé que la fin du financement public des écoles privées est selon lui une nécessité.

JOURNAL DE MONTRÉAL: [Sondage]: Touche pas à mon portefeuille: Les Québécois sont divisés sur la hausse des frais de scolarité, révèle un sondage – Dimanche 26 février 2012

AGENCE QMI

Alors que le mouvement de protestation contre la hausse des droits de scolarité prend de l'ampleur, le Québec ne sait pas à quel point se vouer dans ce débat.

Une chose est claire, cependant : pas question de toucher au porte-monnaie des contribuables pour régler le problème du sous-financement dans les universités.

Pour ou contre la hausse des droits de scolarité, les Québécois ? « C'est relativement divisé », a conclu Sébastien Dallaire, directeur de recherche en affaires publiques chez Léger Marketing.

48 % approuvent les hausses

Selon un sondage éclair mené auprès de 400 personnes pour l'émission Larocque Lapierre, 48 % des Québécois se disent d'accord avec les hausses que propose le ministre de l'éducation, Line Beauchamp.

Ceux qui se rangent du côté des étudiants suivent toutefois de près : au total, 44 % de la population dit appuyer leurs revendications.

Enfin, 8 % ne parviennent pas à se faire une idée claire sur la question.

Quand on y regarde de plus près, le sondage révèle que chez les 35 ans et plus – un groupe où se trouve une majorité d'électeurs – on est davantage en faveur de la position du gouvernement.

Le sondage de Léger-Marketing comporte une marge d'erreur de 5 %.

Les positions se précisent considérablement quand on demande aux Québécois s'ils seraient prêts à alléger davantage leurs poches pour mieux financer les universités. Les personnes consultées répondent non à 73 %. À l'opposé, 22 % se disent prêts à payer davantage pour pallier le sous-financement des institutions universitaires.

Historiquement, a rappelé M. Dallaire, la population québécoise a toujours eu un important capital de sympathie pour le mouvement étudiant et le gel des droits de scolarité. Toutefois, a-t-il estimé, les résultats plus mitigés obtenus cette fois-ci peuvent être interprétés comme un changement d'attitude.

Aussi, « le parti qui risque le plus, selon ce sondage, est le Parti québécois, parce que sa position en faveur du gel est moins populaire chez ceux qui sont davantage susceptibles d'aller voter », a conclu le spécialiste avec prudence, en spécifiant qu'il n'y a toutefois pas de véritable « gagnant ou perdant ».

Qui doit payer ?

Malgré des résultats partagés, la critique en matière d'éducation de la Coalition avenir Québec (CAQ) Éric Caire croit qu'il faut mettre fin au gel des droits de scolarité. Selon lui, c'est ce qui « nous a emmenés directement au sous-financement des universités » et le débat est devenu inévitable.

Le fardeau de la facture en éducation doit être mieux réparti « entre la société et les étudiants », a-t-il estimé.

« Je pense que les Québécois sont suffisamment taxés, suffisamment imposés. Ce qu'il faut maintenant voir, c'est comment on peut avoir un partage responsable de la facture », a-t-il soutenu, sur le plateau de Larocque Lapierre.

Marie Malavoy, critique en matière d'éducation pour le Parti québécois, prône la position inverse, mais se défend bien de vouloir augmenter les charges fiscales des contribuables.

« Il y a d'autres débats, par exemple en ce qui concerne les redevances des compagnies minières. Est-ce que là, il y a de l'argent qu'on pourrait libérer pour financer les services publics ? » a demandé la députée.

La classe moyenne écope

Mme Malavoy en a profité pour réitérer la position péquiste selon laquelle la classe moyenne serait la plus affectée par les hausses envisagées par le ministre, puisqu'elle devrait déboursier davantage pour pouvoir offrir une formation universitaire à ses enfants.

Elle considère que les augmentations « de 75 % sur cinq ans » des droits de scolarité sont profondément injustes. « Je ne vois pas pourquoi les jeunes qui ont le malheur d'arriver à l'université, en septembre 2012, vont tout à coup avoir sur leurs épaules un rattrapage de 40 ans », a-t-elle déclaré.

UQAR: Position de l'UQAR à la suite de l'assemblée générale de l'AGECAR du 22 février 2012 – Samedi, 25 février 2012

L'Université du Québec à Rimouski prend acte que les étudiantes et étudiants, membres de l'AGECAR (Association générale des étudiants du campus de Rimouski), présents à l'assemblée générale du 22 février 2012, « se sont prononcés en faveur du déclenchement d'une grève générale illimitée dès qu'un plancher de 70 000 étudiants ayant un mandat de grève ou étant en grève sera atteint au Québec »[1]. La date du déclenchement de cette « grève générale illimitée » n'est donc pas connue à ce jour. Rappelons que l'AGECAR représente les étudiants inscrits au campus de Rimouski, mais aussi ceux qui suivent leurs cours ailleurs au Bas-St-Laurent, en Gaspésie, sur la Côte-Nord et à distance. **Précisons également que les membres de l'AGECALE (Association générale des étudiants du**

campus de Lévis) ne sont pas touchés par cette résolution.

Dans ce contexte, puisque de nombreuses questions nous sont adressées à ce sujet, voici la position de l'Université concernant l'accès à ses immeubles et le maintien de ses activités. Bien que l'Université reconnaisse le droit aux étudiantes et étudiants de manifester contre la hausse des frais de scolarité décrétée par le gouvernement, l'UQAR entend prendre les moyens nécessaires pour faire respecter les principes suivants :

1. garantir la sécurité de tous;
2. assurer la libre circulation des personnes;
3. assurer le respect des personnes et des biens;

4. assurer le respect des activités des personnes qui ne participent pas à une manifestation;
5. assurer le respect du droit des étudiantes et étudiants qui souhaitent assister à leurs cours et participer à leurs autres activités de formation (comme les stages, les travaux en laboratoire, etc.);
6. assurer le respect des membres du personnel et leur droit de vaquer à leurs occupations habituelles.

Dans l'éventualité du déclenchement effectif d'une « grève générale illimitée » et si celle-ci se traduit par un boycottage des cours, la Direction de l'UQAR tient à préciser qu'une telle « grève » n'a pas la même signification que celle prévue au Code du travail. Ainsi, les étudiants sont libres de vaquer à leurs activités sans contrevier aux



dispositions du Code du travail interdisant les « briseurs de grève ». **À moins qu'une directive contraire ne soit émise, le personnel non-enseignant, les professeurs et les personnes chargées de cours devront se présenter au travail. Dans ces circonstances, l'UQAR demandera aux professeurs et per-**

sonnes chargées de cours de donner leurs cours et de poursuivre leurs activités de formation dans la mesure où ils n'auront pas à s'engager dans une confrontation verbale ou physique pour ce faire. L'UQAR demandera donc aux étudiantes et étudiants qui participeront à un boycottage des cours de res-

pecter le fait que l'UQAR entend maintenir l'ensemble de ses activités. La Direction invite tous les membres de la communauté à suivre les directives qui seront acheminées soit par courriel, soit sur le site Web de l'UQAR, ou encore par des communications directes.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Une militante menacée – Samedi 25 février 2012

JONQUIÈRE | (Agence QMI) Les possibilités d'une grève dans les cégeps et universités du Québec créent beaucoup de remous entre partisans du oui ou du non.

Cette semaine à l'université de Montréal, une étudiante contre la grève se disait victime de menaces. La même situation se serait produite au cégep de Jonquière, mais à l'endroit d'une étudiante en faveur de la grève.

Kim Samson est présidente de l'association étudiante du Cégep de Jonquière. Elle ne s'est jamais caché d'être en faveur de la grève.

Intimidation

En janvier dernier, quelques heures après une assemblée générale où il avait été question de ce dossier, elle dit avoir reçu un appel anonyme. « Il m'a traité de sale communiste de gauche, de fille qui veut retarder les études des autres en

faisant la grève ». Il a ajouté : « tu devrais mourir, je vais te tuer. »

Prise de panique, elle a informé les policiers, mais a refusé de porter plainte. Cet appel a cependant changé ses habitudes. « J'habite seule, mais depuis, il y a toujours quelqu'un qui dort chez moi. », explique Kim Samson.

JOURNALDEMONTRÉAL.COM: ÉDUCATION | Grève: Tensions entre les étudiants :La grève sur la hausse des droits de scolarité est loin de faire l'unanimité, mais les associations gardent le cap - vendredi 24 février 2012, 19H16 | Mise à jour: vendredi 24 février 2012, 21H03



M. Desjardins, FEUQ
Sarah-Maude Lefebvre

À peine le quart des étudiants en grève ont participé à la manifestation de jeudi dernier, à Montréal, alors que de plus en plus de voix s'élèvent pour dénoncer ce débrayage.

Sur les 62 215 étudiants qui étaient en grève pour protester contre la hausse des droits de scolarité, à peine 15 000 ont participé à la marche qui a paralysé l'accès au pont Jacques-Cartier, jeudi après-midi.

Cet acte d'éclat a d'ailleurs été mal accueilli, tant par certains étudiants que par une partie de la population.

Hier, sur le Web, quelques vidéos ont fait leur apparition sur YouTube où des citoyens prenaient à partie les étudiants qui ont ralenti jeudi le retour à la maison.

Sécher ses cours

Des voix discordantes se sont également fait entendre du côté des étudiants.

Lors de la manifestation, le *Journal* a recueilli certains commentaires révélateurs de la part d'étudiants.

« C'est plate. La semaine dernière, mon ami était motivé et il disait qu'il allait venir. Quand je l'ai appelé ce matin, il était à ses affaires dans son garage, il m'a dit qu'il passerait peut-être, mais tu vois, il n'est pas là », s'est désolé une manifestante.

« Je trouve cela très désolant pour les quelques 10 000 étudiants qui ont manifesté de façon pacifique (...) vous, une bande de sans-dessein, avez causé beaucoup de problèmes à des milliers

d'innocents, parce que vous voulez régler les vôtres », a aussi écrit au *Journal*, Frédéric Charlant, un étudiant du Collège Valleyfield.

« La motivation est là »

Du côté des associations étudiantes, on refuse de voir un essoufflement chez les militants, même si les étudiants étaient moins nombreux jeudi qu'à d'autres manifestations, comme celle de 2005 où 100 000 personnes étaient descendues dans les rues pour protester contre les coupures dans le programme de prêts et bourses.

« Il y aura une autre manifestation le 22 mars et nous serons plus de 30 000 dans les rues. La grogne est très présente. Les manifestations ne sont qu'un moyen de s'exprimer. Certains prennent d'autres actions », affirme la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins.

« De toute façon, des contestataires, il y en a toujours eu, même en 2005 », ajoute-t-elle.

En collaboration avec Mélanie Collet

JOURNALDEMONTRÉAL.COM: ÉDUCATION | Grève: Des liens compromettants - : vendredi 24 février 2012, 19H33 | Mise à jour: vendredi 24 février 2012, 20H15



Photo facebook
Marc-Antoine Morin (à g.) a rencontré la ministre de l'Éducation Line Beauchamp en août 2010, lors du congrès des jeunes libéraux.

Sarah-Maude Lefebvre

Non seulement un membre du Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec (MESRQ) a-t-il été pris en photo avec la ministre de l'Éducation, mais il affirme également avoir eu une rencontre avec le ministre des Finances, Raymond Bachand.

Alors que la ministre de l'Éducation Line Beauchamp jurait hier qu'elle n'avait jamais rencontré les membres MESRQ, une photo circulant sur les réseaux sociaux la montrait aux côtés d'un porte-parole de l'association, Marc-Antoine Morin.

Membres du PLQ

On apprenait hier que ce dernier, et une autre tête dirigeante du mouvement, Jean-François Trudelle, sont membres du Parti libéral du Québec.

Cette photo aurait été prise lors du congrès des jeunes libéraux en août 2010, peu de temps après la nomination de Mme Beauchamp à la tête du ministère de l'Éducation.

« Je lui ai juste dit bonjour, sans plus. Et si j'ai publié cette photo récemment sur mon profil, c'est seulement parce que je la trouvais belle. Je n'ai aucun contact avec le PLQ. On fouille dans mes affaires personnelles pour me discréditer », se défend à ce sujet M. Morin.

Par ailleurs, ce dernier a révélé au *Journal* avoir participé à une rencontre avec le ministre des Finances Raymond Bachand, il y a quelques semaines, au sujet de la hausse des droits de scolarité.

L'attachée de presse du ministre a contacté le *Journal*, hier, pour spécifier que ce contact avait eu lieu dans le cadre d'une rencontre avec l'aile jeunesse du PLQ, concernant les consultations prébudgétaires.

« Ça n'a pas été porté à la connaissance du ministre que ces jeunes appartenaient à ce mouvement », affirme Catherine Poulin.

RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN: Les deux camps se disent victimes d'intimidation – Mise à jour le vendredi 24 février 2012 à 14 h 49 HNE



Débat sur le référendum pour un mandat de grève étudiante

Le débat autour d'une possible grève étudiante au Cégep de Jonquière dérape. Les représentants des camps du OUI et du NON se disent victimes d'intimidation.

Kim Samson, qui est à la tête de l'Association étudiante du Cégep de Jonquière, milite pour la grève. Mais ses convictions lui valent des me-

naces de mort, du téléphone jusqu'à Facebook. Elle a même avisé la police.

« Sur les réseaux sociaux, c'est un endroit très propice à l'intimidation, à la menace, parce qu'on étudie derrière un ordinateur, derrière un clavier. Ça fait peur, c'est des choses qui sont regrettables puis que je n'aurais pas aimé vivre. Mais maintenant c'est là puis je fais avec. »

Kim Samson affirme que depuis la fin du mois de janvier, il n'y a pas eu une journée sans intimidation en classe. Elle a même dû quitter les bancs d'école temporairement.

Laurence Gagnon est la porte-parole du camp du NON. Elle représente les étudiants contre la grève et pour la hausse des frais de scolarité. Elle aussi est la cible de messages haineux, dans une moindre mesure.

« Les gens du oui étaient très agressifs face à ma position car ils sont pro-grèves. Donc très violents, on m'a même fait des doigts d'honneur en me criant des obscénités. »

Les deux jeunes femmes estiment que l'intimidation doit cesser. Elles préféreraient débattre sur les vrais enjeux, plutôt que devoir gérer au quotidien, les menaces des deux camps fortement opposés.

Les commentaires (2)

Envoyé par [Jacques Martin](#) de valdor, 25 février 2012 à 21 h 51 HNE

Intimidateurs intimidés; mais c'est tout simplement palpitant; la suite cet été en prenant une bière tous ensemble sur une terrasse.

Envoyé par [André Simard](#) de Chicoutimi, 25 février 2012 à 17 h 46 HNE

Il me semble que c'est facile de prouver qu'il y a eu intimidation quand c'est fait sur Facebook, car ça laisse des traces et l'auteur est clairement identifié. Personnellement, si ça m'arrivait, je n'hésiterais pas à porter plainte.

LE QUOTIDIEN: «On va te tuer ma grosse câlisse» - Publié le vendredi 24 février 2012 à 08h29



Archives Rocket Lavoie

Ouvertement pour la grève, la présidente de l'Association générale des étudiantes et étudiants du Cégep de Jonquière, Kim Samson, a reçu des menaces de mort, à la fin du mois de janvier.

Patricia Rainville, Le Quotidien

(JONQUIÈRE) « Sale communiste de gauche, des connes comme toi, ça ne mérite pas de vivre. On va te tuer ma grosse câlisse. » C'est la présidente de l'Association étudiante du Cégep de Jonquière, Kim Samson, qui a reçu ces violentes menaces de mort, il y a quelques semaines. Le problème, selon la personne qui a proféré ces menaces, c'est que la jeune femme est ouvertement pour la grève étudiante.

Kim Samson ne cache pas être craintive depuis qu'elle a reçu des menaces, peu de temps après une assemblée générale. Elle n'a pas hésité à en discuter avec des policiers, mais n'a pas voulu que les agents tentent de retracer l'appel. Les agents demeurent tout de même disponibles si elle reçoit de nouvelles menaces.

L'appel provenait d'un garçon et durait de longues minutes. Les mots étaient loin d'être tendres à l'égard de la jeune présidente.

L'étudiante en journalisme vit seule en appartement. Mais depuis que la possibilité d'une grève est envisagée, elle ne veut plus être seule chez elle.

« Des amis dorment chez moi depuis ce temps et je ne veux pas rester seule dans mon appartement. Ce n'est pas une situation très agréable », avoue la présidente.

Celle qui s'affiche ouvertement pour la grève a dû délaissier ses études depuis les événements. En plus d'avoir reçu de violentes menaces, elle est victime d'intimidation de la part de ses collègues.

« Il n'y a pas une fois où je rentre dans un local sans qu'on me dise quelque chose. Les autres m'écoeuurent, m'intimident. C'est dur, mais je n'ai pas voulu démissionner, car ce serait leur donner raison », estime Kim Samson, avouant toutefois avoir songé à lancer la serviette. « C'est un coup dur à passer, mais il faut garder la tête haute », souligne la jeune femme.

LE DEVOIR: 1^{ère} page: Grève étudiante sur fond de confusion – Vendredi 24 février 2012

GRÈVE ÉTUDIANTE SUR FOND DE CONFUSION



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Même s'ils ont donné leur appui aux quelque 62 000 étudiants actuellement en grève au Québec, les professeurs et chargés de cours affiliés à la Fédération nationale des enseignants du Québec sont tenus de se présenter pour donner leurs cours. Plusieurs ont d'ailleurs participé hier à la grande manifestation qui s'est déroulée pacifiquement dans les rues de Montréal. Un seul bémol vers 16h30, alors qu'un petit groupe a tenté de bloquer le pont Jacques-Cartier en pleine heure de pointe, ce qui a nécessité l'intervention de l'escouade anti-émeute du service de police de Montréal. Page A 5

LE DEVOIR: Une grève sur fond de confusion - Malgré le débrayage, les professeurs sont tenus d'enseigner – Vendredi 24 février 2012



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir
Malgré l'encombrement des rues, les étudiants ont eu l'appui de certains automobilistes.

Lisa-Marie Gervais

Il règne une certaine confusion dans les cégeps et les universités, au fur et à mesure que croît le nombre d'étudiants en grève — qui seraient plus de 62 000 en débrayage ou détenant un tel mandat. C'est que, même s'ils ont donné leur appui aux étudiants en grève, les professeurs et chargés de cours sont tenus de se présenter pour donner leurs cours.

Plusieurs chargés de cours et enseignants de cégep affiliés à la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) ainsi que des professeurs d'université ont néanmoins été nombreux à manifester hier avec les étudiants en grève au centre-ville de Montréal. Ils ont été environ 6000 à défiler pacifiquement en partance du square Phillips. «On est contents d'avoir l'appui des professeurs et des chargés de cours. La ministre tente de diviser le milieu de l'éducation, mais on a une nouvelle pour elle: ça ne marchera pas», a dit le co-porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau Dubois.

D'autre part, certains enseignants sont pris avec le dilemme, alors que les administrations des universités leur enjoignent de donner leurs cours si la situation est jugée «raisonnable», malgré les lignes de piquetage. La semaine dernière, les étudiants avaient d'ailleurs déploré le mot d'ordre envoyé par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, pour forcer les enseignants à franchir les piquets de grève.

À l'Université Laval, le président du syndicat des chargés de cours, Puma Freytag, a fait récemment parvenir une directive à ses membres leur rappelant que leur employeur exigeait qu'ils soient au travail, sans quoi ils «s'expose[nt] à une coupure de salaire et à des mesures disciplinaires». «On ne conseille pas à nos membres de ne pas rentrer, car c'est contre le droit. Par contre, on soutient le mouvement et on dit aux étudiants que la ligne de piquetage doit être assez étanche, s'ils ne veulent pas qu'on passe», a-t-il expliqué.

À l'UQAM, les directives de l'administration sont claires: il y a cours partout sauf si la situation n'est pas «normale», comme lorsqu'il y a à peine une poignée d'étudiants présents, a indiqué Jenny Desrochers, porte-parole de l'UQAM. Normalement, les associations en grève ont une liste et font une tournée pour aviser les étudiants des levées de cours, le cas échéant.

Agenda caché du PLQ

Par ailleurs, la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM) s'est dite «consternée» d'apprendre que le Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec (MERSQ), qui se dit en faveur de la hausse, soit liée au PLQ. «C'est douteux, ça laisse croire qu'ils ont un agenda caché», a dit Stéfanie Tougas, secrétaire générale de la FAÉCUM. Ces jeunes, dont les liens avec la Commission jeunesse du Parti libéral du Québec ont été révélés dans les réseaux sociaux, auraient toutefois été victimes d'intimidation par des étudiants grévistes, ce qu'ont déploré les porte-parole de la CLASSE.

Dans l'ensemble, la manifestation s'est déroulée pacifiquement, mais un groupe d'entre eux a bloqué le pont Jacques-Cartier durant une trentaine de minutes vers 16h30, en pleine heure de pointe, ce qui a nécessité l'intervention de la section anti-émeute.

LA PRESSE: Les associations étudiantes croient à une intervention politique - Mis à jour vendredi 24 février 2012, à 06h49



Photo: Édouard Plante-Frêchette, La Presse
En opposition au carré rouge, le carré vert est devenu le symbole des étudiants en faveur de la hausse des frais de scolarité.

Émilie Bilodeau, La Presse

Plusieurs étudiants ont interpellé la ministre de l'Éducation hier pour qu'elle clarifie les liens entre le Parti libéral du Québec et le Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec (MERSQ), un groupe qui s'affiche en faveur de la hausse des droits de scolarité. Un montage de photos circule depuis deux jours dans les médias sociaux et montre que Marc-Antoine Morin et Jean-François Trudelle, le président et un porte-parole du MERSQ, sont tous deux des militants du PLQ.

«Les porte-parole de ce mouvement, qui se dit neutre et apolitique, sont en fait des élus de la Commission-Jeunesse du Parti libéral. Ça n'a aucun sens que ces étudiants parlent au nom d'étudiants neutres. On le sait qu'ils ont un agenda politique caché qui est de faire la promotion des positions de l'aile jeunesse du PLQ», déclare Stéfanie Tougas, la secrétaire

générale de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal.

Tout comme elle, le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec souhaite obtenir des explications de la ministre Line Beauchamp. Il se demande si la présence de membres du PLQ dans le mouvement d'étudiants est une stratégie pour gagner une partie de l'opinion publique. «La ministre semble perdre le contrôle dans l'opinion publique. Elle a de la difficulté à convaincre la population. Les étudiants ont de plus en plus d'appuis», affirme Léo Bureau-Blouin.

Le MERSQ, quant à lui, assure qu'il n'a jamais voulu cacher que deux de ses porte-parole étaient des partisans du PLQ. Parmi les 20 membres du comité exécutif, cinq seraient membres de la Coalition avenir Québec et deux autres, du Parti québécois, affirme Catherine Imbeau, porte-parole du MERSQ.

«C'est une opération de salissage. On n'est pas sorti dans les médias pour dire qu'on en avait cinq de la CAQ non plus. On est tous des bénévoles. On donne notre temps parce qu'on trouve ça important. C'est insultant pour les jeunes de se faire dire de s'impliquer et ensuite de se faire traiter de marionnette», dit Mme Imbeau.

Autant l'aile jeunesse du PLQ que la ministre Line Beauchamp ont démenti être derrière l'organisation du nouveau mouvement d'étudiants.

«Je n'ai jamais eu aucun entretien, aucune rencontre, aucune conversation au téléphone ou quoi que ce soit avec ceux qui sont identifiés comme les porte-parole de ce mouvement. Ils ne reçoivent aucun argent du PLQ ou du gouvernement», soutient Mme Beauchamp.

«Ce sont de jeunes adultes qui ont décidé d'exprimer leurs opinions librement parce qu'elles reflètent leurs valeurs», ajoute-t-elle.

LE SOLEIL: Des étudiants pro-hausse des droits de scolarité liés au PLQ - Publié le vendredi 24 février 2012 à 05h00 | Mis à jour à 09h45



La Presse, Patrick Sanfaçon
Plusieurs milliers d'élèves en grève ont manifesté jeudi, envahissant la rue Saint-Laurent, au centre-ville de Montréal.

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) Les trois figures les plus en vue du mouvement étudiant qui prône la hausse des droits de scolarité ont milité au sein du Parti libéral du Québec (PLQ). La Fédération étudiante collégiale du Québec dénonce le manque de transparence du mouvement, qui se défend d'être une marionnette libérale.

Marc-Antoine Morin et Jean-François Trudelle, qui sont tous deux porte-parole du Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec (MERSQ, 2900 membres sur Facebook), militent au sein de la Commission-Jeunesse du PLQ.

Arielle Grenier, qui a donné plusieurs entrevues aux médias, et qui sera de passage à *Tout le monde en parle*, dimanche soir, était récemment membre du PLQ et s'est impliquée dans la Commission-Jeunesse.

Son père, Jean-Robert Grenier, a été candidat libéral en 2008 dans la circonscription de Marguerite-d'Youville, qui couvre Boucherville et Sainte-Julie. Jusqu'en 2011, il était président de l'association libérale de Marguerite-d'Youville.

Jointe au téléphone, Arielle Grenier précise qu'elle et son père ne sont plus membres du Parti libéral. Elle indique qu'elle a pris cette décision d'abord parce qu'elle manquait de temps, mais ne préfère pas préciser les autres raisons qui l'ont conduite à quitter le parti.

Ses liens passés avec le PLQ n'expliquent pas son implication dans le MESRQ, qui est ouvert à tous, assure-t-elle. «Ce n'est pas pertinent. Il y a des gens dans le mouvement qui sont membres du Parti québécois, d'autres de la CAQ [Coalition avenir Québec], du Parti vert aussi. On a de tout.»

Jeudi, la Fédération étudiante collégiale du Québec a dénoncé les liens des trois porte-parole du MESRQ avec le PLQ. «Je trouve déplorable qu'un groupe étudiant qui se dit neutre soit en fait dirigé par des militants actifs du Parti libéral du Québec», a dit Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération.

La présidente de la Commission-Jeunesse du PLQ, Marie-Pierre Isabelle, a réagi jeudi en publiant un texte sur le site de la commission intitulé «Les dérivés de la théorie du complot».

«Les jeunes qui militent au PLQ se sont majoritairement prononcés en faveur d'un dégel des droits de scolarité en 2007-2008, a-t-elle écrit. Qui se surprendra d'apprendre que nombre d'entre eux font le CHOIX de s'impliquer dans le mouvement étudiant contre les grèves.»

Victime d'intimidation

Mercredi, Arielle Grenier, qui étudie en science politique à l'Université de Montréal, a dénoncé à *La Presse* l'intimidation dont elle s'est dite victime en s'affichant en faveur de la hausse des droits de scolarité. Deux étudiants de l'UQAM et de l'Université de Sherbrooke disent avoir subi le même traitement.

Jeudi, la ministre de l'Éducation Line Beauchamp a exhorté les leaders étudiants à dénoncer publiquement l'intimidation contre les opposants au mouvement de grève.

Arielle Grenier a participé jeudi soir au tournage de *Tout le monde en parle* à Radio-Canada. Le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, Gabriel Nadeau-Dubois, était également invité. Selon le fil Twitter de l'animateur de l'émission diffusée dimanche, Guy A. Lepage, Line Beauchamp a décliné l'invitation. Près de 48 500 étudiants sont maintenant en grève au Québec.

JOURNALDEMONTREAL.COM: La ministre se dissocie : Les étudiants qui représentent les anti-grévistes ont des liens avec le PLQ - Publié le: jeudi 23 février 2012, 23H12

<p>Sarah-Maude Lefebvre</p> <p>La ministre de l'Éducation Line Beauchamp affirme ne pas être liée aux militants libéraux qui dirigent le Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec (MESRQ).</p> <p>On apprenait hier que Marc-Antoine Morin et Jean-François Trudelle, tous deux porte-parole du MESRQ, détiennent leur carte de membre du PLQ, en plus de diriger l'aile montréalaise de la Commission-Jeunesse du PLQ.</p> <p>Une autre tête dirigeante du MESRQ, Arielle Grenier, a également été membre du parti jusqu'en septembre dernier.</p> <p>Ces révélations, qui ont circulé sur les médias sociaux, ont fait bondir les associations étudiantes, qui ont reproché au MESRQ de manquer de « transparence et d'honnêteté intellectuelle ».</p> <p>La ministre de l'Éducation Line Beauchamp a insisté hier sur le fait qu'elle n'avait jamais eu « d'entretiens » avec les membres du MESRQ et</p>	<p>que cette association n'est aucunement financée par Québec ou par le PLQ.</p> <p>« Quand je vois un leader étudiant à côté d'un leader syndical, je ne pense pas qu'il est manipulé. Il exprime sa position. C'est tout. »</p> <p>À la solde des Libéraux ?</p> <p>Le MESRQ est à couteaux tirés avec plusieurs regroupements étudiants depuis qu'il a encouragé les cégépiens et les universitaires à franchir les piquets de grève pour se présenter en classe.</p> <p>Tout comme la Commission-Jeunesse du PLQ, les représentants de la MESRQ, qui affirment être la voix de plusieurs étudiants, se disent en faveur de la hausse des frais de scolarité et contre la grève étudiante.</p> <p>«Je trouve déplorable qu'un groupe étudiant qui se dit neutre soit en fait dirigé par des militants actifs du Parti libéral du Québec », s'est indigné hier Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, qui s'est questionné à savoir si le mouvement recevait des fonds du PLQ.</p>	<p>«C'est le genre de questions qui se posent suite à ces révélations, car on sait que les libéraux sont capables de faire des manœuvres douteuses ».</p> <p>Prêt à déchirer sa carte de membre ?</p> <p>Jointes hier par le Journal, les trois militants du MESRQ ont tenu à défendre leur intégrité, Marc-Antoine Morin se disant même prêt à déchirer sa carte de membre du parti pour prouver son « honnêteté ».</p> <p>«Je n'ai jamais reçu d'appels de personnes du PLQ pour me dire quoi faire. Et si ça avait été le cas, je les aurais envoyé se faire voir. Je ne suis pas un pantin », s'est défendu son collègue Jean-François Trudelle.</p> <p>«Je ne suis pas là pour vanter Jean Charest, mais pour défendre une cause qui me tient à cœur. »</p> <p>- Hier, 43 associations étudiantes, regroupant 62 215 étudiants, étaient en grève générale illimitée.</p>
---	--	--

CYBERPRESSE: Autocar paralysé, débat animé - Mis à jour le jeudi 23 février 2012 à 20h54

<p>Tommy Chouinard, <i>La Presse</i></p> <p>«Est-ce qu'on pourrait dire à ces étudiants qu'il y a des gens qui sont pressés et qui vont travailler demain matin?», tonne une femme dans la quarantaine.</p> <p>«Un moyen de pression, il faut que ça frappe. Sinon, on n'écouterait pas. Je suis pour ce qu'ils font», lance une fonctionnaire.</p> <p>La manifestation d'un petit groupe d'étudiants a provoqué bien des débats dans un autocar Orléans Express qui a été paralysé pendant 45 minutes à l'entrée du pont Jacques-Cartier, en fin d'après-midi jeudi. Les avis étaient plutôt partagés parmi les 50 passagers, de tous les âges, au sujet de la hausse des droits de scolarité.</p> <p><i>La Presse</i> était à bord de cet autocar en direction de Québec, un hasard. Les passagers ont bien voulu participer à un petit coup de sonde, évidemment non scientifique. D'abord, la vaste</p>	<p>majorité d'entre eux se sont dits au courant du bras de fer entre le gouvernement Charest et les associations étudiantes.</p> <p>Puis 14 passagers se sont opposés à la hausse des droits de scolarité, alors que 18 ont dit l'appuyer. Les autres - dont quelques fonctionnaires - ont préféré ne pas se prononcer. À peine cinq passagers ont approuvé la décision d'étudiants de bloquer le pont en direction sud, en pleine heure de pointe.</p> <p>Plusieurs personnes opposées à la hausse des droits de scolarité ont affirmé que ce groupe était allé trop loin. «Ça va nuire à la cause», a déploré un étudiant.</p> <p>Des discussions animées ont suivi un peu partout dans l'autocar. Un étudiant a plaidé que les jeunes sont de plus en plus endettés. Un autre a affirmé que la décision du gouvernement nuira à l'accessibilité aux études. Un homme, qui a fréquenté l'université il y a 30 ans, a fait valoir</p>	<p>que les droits de scolarité sont aujourd'hui trop faibles.</p> <p>Une jeune femme qui étudie en Ontario a souligné que les droits sont beaucoup plus élevés là-bas. Une passagère, qui paie les études supérieures de son fils, s'est plainte que «c'est encore la classe moyenne» qui écope.</p> <p>Une autre croit qu'il faut faire le ménage dans les dépenses des universités. Une étudiante en adaptation scolaire à l'Université de Montréal est inquiète à l'approche d'un vote sur la grève dans sa faculté, la semaine prochaine. «Ça ne me tente pas d'avoir à reprendre les cours l'été ou qu'il y ait un rush encore plus gros à la fin du semestre», a-t-elle affirmé.</p> <p>L'autocar s'est remis en mouvement vers 16 h 50. Et les débats se sont poursuivis. À la fin du trajet, le chauffeur a bien fait rire ses passagers : «Merci d'avoir participé au sondage CROP-La Presse!»</p>
---	--	---

CANOE.CA: Recommandation: Le Conseil supérieur de l'Éducation veut plus de transparence - Mise à jour jeudi 23 février 2012 18h02





© Andrée-Anne Duchesne / Agence QMI

Une trentaine d'étudiants de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) et des cégeps de Saguenay ont manifesté, le jeudi 23 février 2012, devant l'Hôtel Holiday Inn, à Saguenay, où s'y trouvait le premier ministre Jean Charest pour sa présentation du Plan Nord devant des gens d'affaires de la région.

Agence QMI

Le Conseil supérieur de l'Éducation (CSE) recommande au ministère de l'Éducation d'instaurer une instance indépendante pour évaluer la qualité de programmes universitaires et favoriser la transparence.

Cette [recommandation](#), rendue publique jeudi, coïncide avec une revendication de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

L'organisme gouvernemental a publié un avis de plus de 100 pages, intitulé «L'assurance qualité à l'enseignement universitaire : une conception à promouvoir et à mettre en œuvre», dans lequel il fait cinq recommandations à la ministre Line Beauchamps. Dans ce document de plus de 100 pages, le CSE remet en question l'indépendance de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) qui exerce un rôle de vérification dans l'évaluation des programmes existants.

«Au moment même où les processus en place sont outrageusement défectueux, où les recteurs, ceux-là mêmes qui réclament à grands cris la hausse des frais de scolarité sont juges dans le processus d'évaluation de leur propre programme, le gouvernement maintient la ligne dure et endette lourdement la jeunesse avec sa hausse», a dit Martine Desjardins, présidente de la FEUQ, en réaction à l'avis du CRÉ.

Dans sa troisième recommandation, le CSE demande à la ministre «de mettre en place une instance d'assurance qualité indépendante et pleinement autonome» ayant notamment les responsabilités d'évaluer les projets de programme, d'évaluer l'efficacité et l'efficience des pratiques internes d'évaluation de programmes.

En novembre dernier, la ministre avait demandé au CSE de produire un avis sur «l'opportunité d'ajuster les mécanismes d'assurance qualité au Québec» concernant l'enseignement universitaire.

RADIO-CANADA: Grève étudiante : « L'intimidation doit cesser », dit la ministre Beauchamp – Mise à jour le jeudi 23 février 2012 à 14 h 03 HNE



© Radio-Canada

La ministre de l'Éducation du Québec, Line Beauchamp

Alors que la grève étudiante bat son plein, la ministre de l'Éducation du Québec lance un appel au calme. Line Beauchamp s'inquiète des actes d'intimidation dont se disent victimes des étudiants pour la hausse des droits de scolarité.

Elle invite les étudiants à faire preuve de tolérance et demande aux leaders du mouvement de grève de se dissocier des gestes d'intimidation et de vandalisme qui ont été ou seront posés.

« On est entre adultes, on peut faire des débats, c'est important de les faire, on peut les faire dans un climat qui est un climat respectueux, assurant la sécurité des personnes, mais plus que ça : on doit aussi publiquement dire qu'on doit cesser tout recours à des actes de vandalisme », a-t-elle déclaré.

« S'il y a un tel climat maintenant dans les établissements, je pense que ça doit cesser immédiatement. Donc, l'intimidation doit cesser. » — Line Beauchamp



© Radio-Canada

Arielle Grenier, du Mouvement des étudiants socialement responsables

Des opposants à la grève malmenés

Les commentaires (157)

Envoyé par [Daniel Beauchamps](#) de Blainville, 24 février 2012 à 11 h 38 HNE

Ceux qui sont pour les hausses des frais des droits de scolarité n'ont de toute évidence aucun problème de financement.

Envoyé par [Roland Tremblay](#) de Montréal, 24 février 2012 à 11 h 23 HNE

Regardez la photo de Mme Beauchamp: Peur et désespoir.

C'est bien la fin du régime libéral à Québec.

Lâchez-pas les étudiants!

Envoyé par [Bobby Aubé](#) de Québec, 24 février 2012 à 10 h 29 HNE

Bien sûr on ne parle pas de l'intimidation faite par ceux qui sont pour la hausse, j'ai vu des cas bien pires que ceux-là... un média doit habituellement être objectif et démontrer les deux côtés de la médaille, ce que fait habituellement Radio-Canada. Mais on dirait que pour le dossier de la hausse, c'est différent.

Le Mouvement des étudiants socialement responsables, qui compte quelque 2000 membres sur Facebook, appuie la hausse des droits de scolarité et s'oppose à la grève étudiante. Ses adhérents estiment que chaque individu doit être responsable de payer ses droits de scolarité, un coût que n'a pas à amortir seule la société.

Arielle Grenier, l'une des porte-parole du Mouvement, dit avoir été menacée sur le réseau social Facebook par un responsable d'association étudiante. Selon Mme Grenier, cet étudiant avait écrit « Je veux sa tête sur son bureau. Point final » sur le mur d'une page du réseau social.

Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE, regroupement comptant actuellement plus de 47 000 étudiants en grève, n'a pas attendu l'appel de la ministre pour dénoncer de tels gestes. Selon lui, il est toujours possible pour les étudiants d'exprimer leur dissidence.

Arielle Grenier n'est pas du même avis. Selon l'étudiante en science politique, beaucoup d'étudiants qui arborent le carré vert, symbole des étudiants appuyant la hausse des droits de scolarité, sont victimes d'intimidation dans les corridors des universités. D'autres étudiants ont confié au quotidien *La Presse* s'être fait bousculer ou encore s'être fait traiter de fascistes.

Par ailleurs, Gabriel Nadeau-Dubois, de la CLASSE, s'interroge sur l'affiliation politique du Mouvement, deux de ses principaux porte-parole étant membres du Parti libéral du Québec. « C'est difficile de ne pas voir dans ce mouvement-là une tentative du Parti libéral du Québec de vraiment simuler un désaccord chez les étudiants et les étudiantes », argue-t-il.

Le Mouvement des étudiants socialement responsable assure toutefois n'être lié à aucun parti politique. Arielle Grenier affirme que si, en effet, certains de ses membres sont liés au PLQ, le Mouvement ne s'en est jamais caché. D'autre part, elle ajoute que l'organisation compte des membres appuyant d'autres partis politiques provinciaux.

Au total, 62 000 étudiants sont en grève, jeudi. [Les étudiants manifestent au centre-ville de Montréal](#) depuis le début de l'après-midi.

En complément



Vidéo - Les explications de Karine Bastien

Envoyé par [555903](#), 24 février 2012 à 08 h 29 HNE

Je suis en accord que le mouvement ne doit pas vandaliser les établissements ou bloquer comme nous l'avons vu hier le pont Jacques-Cartier. Je n'approuve pas non plus mes confrères qui insulte ou intimide ceux qui sont pour une hausse des frais de scolarité. Cependant, il ne faut pas croire que ceux qui sont pour la hausse ne font rien eu non plus. Si des élèves se font traité de fasciste car il sont pour la hausse, il y a

du monde pour dans l'établissement que je fréquente qui traite ceux contre la hausse de communisme, socialiste de con et d'autres insulte aussi. Il faut dire que cela arrive a tous les fois malheureusement, aussi tôt que deux groupes s'oppose certain des deux groupes finisse par venir aux insultes comme argumentation.

Envoyé par [Francois Bussière](#) de Montréal, 24 février 2012 à 07 h 46 HNE

Madame Longfield, j'écrirais plus:

Il faut porter des lunettes roses pour penser que "la société" (c.-à-d. le payeur de taxes) a les moyens de se couper d'une force intellectuelle qui n'a pas les moyens d'étudier.

Envoyé par [Guillaume Fredette](#) de Trois-Rivières, 24 février 2012 à 07 h 35 HNE

Déjà si la ministre n'intimidait pas les élèves à retourner en classe avec les menaces au sujet des cours en forçant les professeurs à briser les lignes de grève, on pourrait avoir un semblant de crédibilité. Malheureusement, pour la jeune fille, si elle ne pouvait pas gérer l'inévitable qu'il allait se produire en se plaçant de côté de l'échiquier, si elle ne peut pas gérer de se faire huer et de recevoir des lettres. Elle n'aurait jamais du entrer dans le débat politique, parce que c'est comme ça la politique.

D'ailleurs, je serai prêt à parier qu'elle n'est qu'un outil créé par les libéraux pour tenter d'atteindre les gréviste et qu'il ne serait pas surprenant de retrouver des liens entre elle et le parti.

Envoyé par [Georges Auger](#) de Windsor, 24 février 2012 à 07 h 29 HNE

C'est rendu fou l'intimidation ici..!!!!!! l'intimidation là, sa va être quoi la prochaine affaire, de vrais troupeau, écarté.....!!!!!!

Envoyé par [Normand Parent](#) de Maria, 24 février 2012 à 07 h 11 HNE

Pas tres crédible la déclaration du ministre, depuis qu'elle est responsable de ce ministere, elle n'a rien pu améliorer ou rendre plus efficace ce ministere, donc elle récolte ce qu'elle a semé, de la bisbille, des manifestations et de déclarations de tous les gens.

Avec des ministres comme cette dame, ne vous demandez pas pourquoi il y a autant de grogne dans la population et elle n'est pas la seule a n'avoir aucune main sur le volant et encore moins sur les dossiers dont elle est responsable. Envoyé par [Sylvain Bélanger](#) de Montréal, 24 février 2012 à 07 h 10 HNE

À lire certains commentaires, il semble donc que ce soit les intimidateurs qui sont les victimes?

Bravo! On est vraiment sur le chemin d'un monde meilleur... Je suis fier de montrer ça à mes enfants.

L'esprit humain a cette facinante faculté de se tordre quand il s'agit de vouloir prouver son point et avoir raison. Et pire encore, d'y croire...

Envoyé par [GILLES LEBEAU](#) de MARIEVILLE, 24 février 2012 à 07 h 10 HNE

Dans un premier temps je dirais que Mme Beauchamp vais perdre son combat et dans un deuxième temps je dirais qu'elle l'a déjà perdu.

Envoyé par [Jeannot Charette Jeannot](#) de Québec, 24 février 2012 à 00 h 18 HNE

Crédibilité zéro pour le gouvernement libéral de Jean Charest quand il parle de faire cesser l'intimidation alors que depuis son arrivée au pouvoir en 2003 il fait tout en son pouvoir pour favoriser ses amis pégreux.

Envoyé par [Louise Trenchia](#) de montréal, 23 février 2012 à 23 h 45 HNE

Ce ne sont pas les milliers d'étudiants qui ont le courage d'aller revendiquer leurs droits qui font de l'intimidation.

La ministre elle-même, et le premier ministre lui-même font de l'intimidation aux citoyens en

leur disant : ouan et bin vous n'aurez pas gain de cause.

C'est d'intimider toute une société que d'empêcher, par des hausses de coûts honteuses des frais scolaires, des gens d'avoir accès à l'instruction.

Quand on est placé comme la ministre, on a intérêt à moraliser pour se montrer magnanime, et justifier sa fermeture à une majorité d'étudiants qui veulent poursuivre leurs études, en avoir les moyens.

Envoyé par [G PC](#) de Longueuil, 23 février 2012 à 21 h 27 HNE

@ Francois Otis, svp lachez le sensationnalisme. Même si les membres des associations étudiantes ne sont pas "officiellement" dans un parti, ils sont soutenus par l'IRIS qui est soutenu par la CSN qui est soutenu par le PQ et promouvoit leurs idées.

Envoyé par [Viedange François](#) de Québec, 23 février 2012 à 20 h 58 HNE

Mouvement des étudiants socialement responsables : une grossière manipulation libérale <http://voixdefaits.blogspot.com/2012/02/mouvement-des-etudiants-socialement.html>

Envoyé par [Alain Hubert](#) de Banlieue de Montréal, 23 février 2012 à 20 h 54 HNE

En fait d'intimidation, les gouvernements sont très mal placés pour parler de l'éliminer car ils la pratiquent depuis longtemps envers la classe moyenne. Jusqu'à sont éventuelle disparition complète d'ici quelques années...

Envoyé par [Mathieu Fregeau](#) de Seattle, 23 février 2012 à 19 h 11 HNE

et.. défendre une grève avec des menaces de mort, ça tombe pas mal dans ma définition du communisme.

Envoyé par [Mathieu Fregeau](#) de Seattle, 23 février 2012 à 19 h 07 HNE

Le voie de fait est un crime au Canada. Malheureusement pour ces personnes qui font des menaces, aussi anonymes soit-elles. Si Arielle Grenier (ou autre personne) reçoit des menaces de mort, elle peut porter plainte à la Police, et après enquête pour trouver le coupable, une poursuite judiciaire pourra se terminer par une mauvaise nouvelle pour l'urluberlu fin-fino qui lance des menaces de mort pour défendre sa grève.

On ne vit plus à l'âge de pierre. Les propos rapportés par Radio-Canada indiquent qu'il y a matière à poursuite civile.

Envoyé par [Viedange François](#) de Québec, 23 février 2012 à 18 h 55 HNE

Si le Québec veut rester dans la course, ce ne sera pas avec des emplois de manufactures. Ça va nous prendre beaucoup de spécialistes dans des domaines très pointu pour rester compétitifs. Même les partisans du Plan Nord le demandent. Ça va en prendre beaucoup, donc on ne peut pas négliger les classe sociale plus pauvres. On en aura besoin.

Je trouve admirable que les étudiants socialement responsables, i.e. plus riches, veuillent payer plus cher. On devrait mettre en place un système qui leur permettent de payer aussi cher qu'ils le veulent.

Quant aux étudiants socialement irresponsable, i.e. plus pauvres, l'accessibilité des études pour toutes les classes sociales dépend de vous. Le nombre de professionnels spécialisés qu'on aura sous la mains dans 10 ans dépend de vous. Lâchez pas.

Envoyé par [Michel Bisson](#) de St-Georgs, 23 février 2012 à 18 h 33 HNE

C'Est le gouvernement qui est responsable d'intimidation contre les jeunes en les forçant à se surendetter ce qui va hypothéquer leur avenir et celui du québec..

Le poids que ce gouvernement fait peser sur cette génération est intenable, tout augmente à vitesse grand V, et en plus selon l'institut économique le québec a plus de 240 milliards de dette qui devra aussi être remboursée par ces jeunes qui auront à supporter les déficits actuels des fonds de pension qui se chiffrent en centaines de milliard, déficits fédéraux, une fonction publique dont le québec n'arrive plus à supporter..

Le gouvernement est littéralement en guerre économique contre les futures générations, qui ne va pas voter...

Donc le gouvernement s'en donne à coeur joie...

Ce niveau de lâcheté politique et gouvernementale est interpellant...

Envoyé par [Midlair François](#) de à côté de l' autoroute 40, 23 février 2012 à 18 h 17 HNE

Le problème c' est que les parents élèvent mal leur enfant et cela fait en sorte qu' ils sont turbulent à l' école .. Plusieurs sont très gâter et jousent les enfants rois dans les cours pour démontrer leur supériorité à la moyenne pour se crée un " nom " .. Plusieurs élèvent qui viennent à l' école doivent être corriger mais hélas les professeurs ne peuvent faire se dernier sur crainte de faire des " tensions " .

Envoyé par [Caroline Fontaine](#) de Montréal, 23 février 2012 à 18 h 06 HNE

C'est bien beau de la part de la ministre de dire que l'intimidation doit cesser. Difficile de ne pas être d'accord avec elle à ce niveau là. Cependant, si la grève perdue à cause de cette intimidation, dans les endroits où les votes sont faits de façon anti-démocratique, que propose-t-elle comme solution?

Et cette politique de l'autruche de ne pas vouloir rencontrer les grévistes pourquoi ne pas tenter un compromis ou au moins les écouter que ça finisse? Nous allons tous perdre notre session et nous ne savons même pas si le mandat de grève est légitime ou simplement le résultat d'une propagande ou de l'intimidation de la part d'une minorité qui parle plus fort que tout le monde...

Envoyé par [Jean-Jacques Choret](#) de Sherbrooke, 23 février 2012 à 18 h 00 HNE

"....deux de ses principaux porte-parole étant membres du Parti libéral du Québec." (mouvement des étudiants socialement responsables)

Le Parti Libéral veut du sang neuf ? Il prépare sa relève ? Le poste d'écrivain de discours de Jean a-t-il été comblé ? Les parents de ces beaux jeunes libéraux, socialement responsables, ont-ils les moyens de payer la scolarité de leurs jeunes ?

Quand t'as 20 ans et que tu t'achètes une carte du parti Libéral, en 2012.... !! En quelque part, tu dois avoir certaines ambitions. Faut pas oublier que la droite a aussi une progéniture et qu'elle est p'tête tannée de partager les bancs de classe avec les enfants tout croches des gauchissés et pire encore avec les pauvres qui osent les intimider et les traiter de fascistes.

Un vrai microcosme social que le CEGEP et les universités !

Envoyé par [Serge Caron](#) de st-augustin, 23 février 2012 à 17 h 33 HNE

s'inquiète d'intimidation ... victimes étudiants pour la hausse ...

La ministre utilise la bonne vieille méthode qui consiste à jeter le blâme sur les victimes afin de les démoniser.

Un technique de droite, vieille comme le monde, tout juste bonne à convaincre les plus bêtes et les convaincus d'avance.

Envoyé par [Aflysonthewall Jonathan](#) de Québec, 23 février 2012 à 15 h 10 HNE

L'intimidation est tout aussi inacceptable que la stupidité. Dire que les étudiants devraient se priver de bière pour absorber les hausses de

frais de scolarité, c'est la même chose que de dire que les assistés sociaux devraient se priver de cigarettes et d'alcool pour pallier à une baisse des prestations d'aide sociale. Je trouve les arguments des étudiants "socialement responsables" quelque peu démagogiques. En plus de ne pas vraiment contribuer au débat de société sur l'importance du financement public en matière d'éducation, cet énoncé est un cliché désobligeant à l'égard des étudiants et s'éloigne des réels enjeux. Les vraies questions responsables devraient quant à moi ressembler à celles-ci: Sommes-nous en accord avec le principe d'accès universel aux études supérieures? Quels sont les dépenses vs les bénéfices de former une jeunesse instruite? Jusqu'où sommes-nous prêts à investir pour atteindre ces bénéfices? Existe-il des montages financiers, outre l'augmentation brusque des frais de scolarité de 60%, qui seraient viables pour notre société tout en respectant les principes et fondements de nos valeurs et croyances. Par exemple, si une augmentation des frais est nécessaire, peut-on alléger les étudiants moins bien nantis par des compensations quelconques? Et surtout, que veut-on faire dans 5 ans? Va-t-on revenir au gel des frais...? Peut-on simplement entrevoir une indexation au coût de la vie? Bref..je trouve qu'être responsable, c'est se poser des questions et réfléchir objectivement. Les commentaires que j'entends, d'un côté comme de l'autre, reflète, d'après moi, bien plus un écho de copinage politique qu'une vraie conscience responsable et socialement engagée.

Envoyé par [Marc Couture Leclerc](#) de Lévis, 23 février 2012 à 15 h 10 HNE

La question à 100 piastres: comment un étudiant peut-il être en accord avec une hausse?

Jalousie?

Rancœur?

Égoïsme?

Est-ce que ces étudiants auraient ou gagnerait trop d'argent? Si oui, n'ont-ils jamais pensé à aller à Harvard?

Et après, ça a le culot de se plaindre et de déplorer l'intimidation anti-hausse? C'est le comble de l'ironie vous trouvez pas?

Avant de soutenir la hausse, il faut s'informer des impacts socio-économique des frais de scolarités et des mythes pour nous faire avaler la hausse:

http://www.youtube.com/watch?v=eOU7am_A2Fc&feature=BFa&list=PLCC0D63038BBE5F9F&lf=results_main

Envoyé par [Caroline Fontaine](#) de Montréal, 23 février 2012 à 13 h 54 HNE

Ce n'est pas parce qu'on est pas pour la grève illimitée qu'on est pro-hausse en passant... Je tiens à apporter cette nuance...

Certains d'entre nous on calculé qu'à long terme, si les gens qui sont contre la grève continuent de se faire intimider lors des votes, la grève va coûter plus cher que l'augmentation et il y aura une impasse...

Envoyé par [Yvon Boileau](#) de Ile Perrot, 23 février 2012 à 13 h 51 HNE

La vulnérabilité des gens sensés c'est de l'être partout, ce même devant l'intimidation de certains syndicats, car lorsqu'on a des valeurs d'intégrité profonde, on n'ose utiliser la fourberie, même pour obtenir de la justice et du respect. Cependant pour plusieurs syndicats, tout les moyens sont bons pour arriver à leurs fins et si on exige de l'honnêteté et du respect, de leur part, ils nous accusent d'être anti-démocratique, anti-syndicale, extrême-droite.....etc, tout en se proclamant, stratégiquement, être des purs offensés, mais ce n'est que mon opinion de travailleur syndiqué.

Envoyé par [Pierre Lyonnais](#) de Longueuil, 23 février 2012 à 13 h 41 HNE

Au Québec chacun est libre de penser, cependant si il désire exprimer ses pensées, l'assentiment des mouvances indépendantiste, vert et féministe est requis.

Envoyé par [Françoise Garabed](#) de Montréal, 23 février 2012 à 13 h 18 HNE

Étant moi-même étudiante, je m'oppose fortement à la hausse des frais de scolarité. Néanmoins, je trouve que l'intimidation des étudiants anti-hausse sur les étudiants pro-hausse est totalement inacceptable dans un cadre respectueux de la vie démocratique. En faisant ça, les intimidateurs donnent une image de frustrés obsessionnels-compulsifs non-crédibles à leur mouvement et violent les préceptes qu'ils prétendent défendre. À leur place, j'aurais vraiment honte!

Envoyé par [Père Léon](#) de Montréal, 23 février 2012 à 13 h 12 HNE

Les étudiants devraient plutôt manifester devant les tours de radio-canada car je suis porté à croire que cette institution est devenu un adversaire de leur cause. Il y a une collaboration fragrante entre Radio-Canada et les partisan d'une hausse des frais de scolarité car ce n'est pas au porte parole Gabriel Nadeau-Dubois d'informer les gens sur les liens entre le Mouvement des étudiants socialement responsables et le PLQ, mais aux journalistes.

Envoyé par [Anne-Marie, S. Anne-Marie](#) de Québec, 23 février 2012 à 13 h 06 HNE

En réponse à Monique Durand, vous regardez les choses avec des oeillères à cheval.

50,000 étudiants en faveur de la grève ça comprend uniquement ceux dont le vote est déjà passé ou ceux qui ont voté tout court. Car voter comme vous le savez sans doute n'est malheureusement pas une obligation. Reste que dans tous les établissements d'enseignement la grève est passé après un vote, alors si vous n'êtes pas contents du résultat il faudrait insuffler un plus grand esprit politique à ceux qui s'oppose à la grève. Car il semble y avoir une belle corrélation entre le nombre de gens qui votent et ceux qui se souci de leur sort.

Envoyé par [Dany Paquet](#) de Québec, 23 février 2012 à 13 h 06 HNE

« Je veux sa tête sur son bureau. Point final » Ce n'est pas de l'intimidation ça, c'est carrément une incitation au meurtre !

J'imagine le président de Rio-Tinto-Alcan dire ça d'un chef syndicale ! Ça ne passera pas et les gens qui minimise se geste aujourd'hui seraient les premier à crier au scandale !

Ça n'a aucun bon sens. J'espère qu'il y aura une plainte de déposé à la police.

Envoyé par [Luc Saucier](#) de Quebec, 23 février 2012 à 13 h 05 HNE

J'ai deux enfants à l'université, et ils sont contre la grève, ainsi que la grande majorite de leurs ami(e)s. Ils m'ont expliqué comment se prenaient les votes : vote à main levée dans des salles où n'importe qui peut se présenter sans avoir à s'identifier. Et malheur à celui qui ira s'exprimer contre la grève, il se fera copieusement huer ! Le procédé commence à être connu, et ne trompe plus personne.

Ce mouvement de grève manque cruellement de crédibilité, et la population et les médias ne sont pas dupes.

Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 23 février 2012 à 12 h 56 HNE

Petite "parade" qui vient de passer sur Sainte-Catherine: même pas 200 étudiants (et encore, mon évaluation est généreuse!)... sont où, les 50 000?

Envoyé par [Gabriel Prémont](#) de St-Bruno, 23 février 2012 à 12 h 47 HNE

À lire ça, j'ai presque le goût que la grève (plutôt, débrayage) passe, question de passer les lignes en allant apprendre, à la place de gueuler devant la porte du Cégep.

Parce qu'en passant:

Une semaine de grève = une semaine à rattraper à la fin de la session = une semaine de travail d'été de moins

Quelqu'un qui le désire le moindrement peut sans problème faire 40h, voir 50h en été si vraiment il manque d'argent. On parle de (chiffre arrondi) environ 400\$ de moins dans ses poches, soit plus que la hausse annuelle.

Et ce, pour une seule semaine. Si ça dure deux semaines, ou un mois (voire deux mois; c'était arrivé dans quelques Cégeps lors de la grève de 2005), c'est essentiellement le total de l'augmentation en salaire perdu.

Envoyé par [Joseph Arthur](#) de Stanstead, 23 février 2012 à 12 h 42 HNE

``Oui et quand c'est le temps de serrer la ceinture, on commence par les bénéfices des jeunes, pas ceux des vieux!``

Les bénéfices des jeunes... se sont ``les vieux`` qui les ont payés et qui les paient encore soit dit en passant. Vieux c'est un bien grand mots pour un jeune de 18 ans qui veut tout cuit dans le bec! Si tu tiens à en faire un débat intergénérationnel, libre à toi, mais quand tu auras contribué autant dans la société, tu pourras faire ce genre de remarque tout en étant crédible.

Envoyé par [Francois Baller](#) de Montreal, 23 février 2012 à 12 h 39 HNE

J'ai fait partie de la grève de 103 millions qui était une grève propre et respectueuse.

Je suis très déçu par l'attitude des étudiants de cette grève qui perd en crédibilité à tout les jours.

Ce qui nous avait fait gagner des points c'était l'appui massif de la population ce que l'on ne retrouve que marginalement en ce moment.

Lors des votes a mains levées a l'UQAM les personnes contre la grève se font hué a toute rompe : inacceptable irrespectueux et enfantin . Cela ne devrait pas être . Tout le monde a le droit à son opinion sans avoir à subir de violence physique ou psychologique.

Envoyé par [Mike Edoin](#) de trois rivières, 23 février 2012 à 12 h 27 HNE

Au Québec , oser défier le mouvement syndical et s'affirmer contre les suiveux de syndicats , c'est s'exposer a etre menacé ou intimidé , on peut voir ce genre comportement dans les assemblés syndicales et c'est aussi vrai dans les syndicats d'étudiants , il ne faut pas plier l'échine devant les grandes gueules des syndicats et il faut apprendre a se tenir debout .

Envoyé par [Franserge Chatard](#) de Samoa occidentales, 23 février 2012 à 12 h 16 HNE

Ça veut tout dire...

<http://www.failqc.com/2012/02/ministere-de-la-propagande-fail/>

Envoyé par [Claude Guindon](#) de Montréal, 23 février 2012 à 12 h 10 HNE

Des étudiants pour la hausse des frais de scolarité donc contre la grève se sont fait traiter de fascistes????

Il y en a qui crient vraiment n'importe quoi sans connaître la définition des mots. Quant à moi, quand on stigmatise des gens qui ne pensent pas comme nous, c'est ça être fascistes!!!!!!!

Envoyé par [Rock Dumais](#) de Chambly, 23 février 2012 à 12 h 07 HNE

Les universités, les villes, les provinces, les pays sont endettés (déjà trop) et vous voudriez qu'on s'endette un peu plus pour vous éviter de le faire? Tous pour un?



Vous êtes dans le champs et ne lisez pas beaucoup sur la situation des vieux pour croire qu'ils ont les moyens de payer votre juste part. Les jeunes paieront pour tout le reste? Pour le moment, et pour les 40 dernières années. ce sont les parents qui ont payé. Votre contribution a été, à ce jour, pour le moins minime et votre propension à tout vouloir gratuitement ne m'inspire pas pour la suite des choses. où avez vous lu que vous n'aurez pas de retraite ou de soins de santé?? Il me semble que ça nous coûte un bras pour vous assurer que vous y aurez droit.

Le tiers des étudiants ne terminent pas leur secondaire? Sûrement pas à cause de frais. Mais on paye quand même pour ceux qui redoublent à répétition.

Bonne chance dans vos études.

Envoyé par [J-C Gascon](#) de Montreal, 23 février 2012 à 12 h 07 HNE

J'inviterais Radio-Canada à porter une attention aux étudiant-e-s pour la grève et contre la hausse qui sont victimes d'intimidation. C'est le genre de choses qui arrivent toujours à chaque grève étudiante et Radio-Canada n'y a jamais porté attention. Écouter les boîtes vocales d'associations étudiantes en temps de grève, ça fait pas mal peur des fois et des menaces physiques par des anti-grèves contre des pro-grèves sur des campus, j'en ai vu souvent.

Je ne dis pas qu'intimider des personnes contre la grève est une bonne chose, bien au contraire. Ce que je dit, c'est qu'il y a vraiment une politique de deux poids deux mesures chez certains médias. On accorde une plus grande importance à l'intimidation envers certaines personnes que d'autres en fonction des positions politiques.

Envoyé par [Pierre Laroche](#) de la sarre, 23 février 2012 à 12 h 03 HNE

Les méthodes employées par les étudiants pro-manifestations sont les mêmes que les syndicats, pas surprenant leurs services avaient été requis pour les guider. Je ne pourrais supporter que l'ont tente d'intimider ma fille et je prendrais les moyens pour la protéger (la justice n'est pas toujours efficace dans des cas semblables). Par ailleurs la nécessité de travailler, d'économiser, de se priver un peu durant ses études, aide à former de futurs adultes responsables. Au Québec ceux qui veulent vraiment terminer leurs études le peuvent, nous vivons heureusement dans une société imparfaite mais généralement équitable. La mauvaise gestion du gouvernement, des CEGEP, universités et autres services publiques est une question qui ne peut être réglée par ce genre de manifestation, la société en général n'a pas demandé d'intervention à ces personnes qui sortent à peine de l'enfance.

Envoyé par [Alexis Bay Alexis](#) de Québec, 23 février 2012 à 12 h 00 HNE

Parfois j'entends des gens dénoncer les profil exorbitant des grandes banques.

Souvent j'entends ses même gens dire que les jeunes devraient s'endetter plus.

Juste une petit questions: Savez vous qui profite vraiment de l'endettement de ses étudiants et qui salivent à chaque hausse des frais ?

Envoyé par [Mathieu Lafleur](#) de sainte-thérèse, 23 février 2012 à 11 h 59 HNE

Je ne vous servirer pas d'argument démagogique du genre 20% des étudiants sont des drogués ou que 100% des étudiants pour la hausse sont des gosses de riches. Je ne suis pas un étudiant, je n'ai même pas été à l'université. Par contre je considère qu'investir dans l'éducation c'est le meilleur moyen connu pour réduire la criminalité, pour assurer une société juste et pour, aussi, avoir un meilleur PIB. L'éducation des individu profite à la collectivité.

La fameuse doctrine du diviser pour régner est particulièrement efficace das ce cas ci, le vieux contre les jeunes, les riches contre les pauvres, ceux qui ont été à l'université contre ceux qui n'y sont pas allés.

Le problème avec les hausses c'est que c'est la seule option qui a été considérée, il y a d'autre moyen pour améliorer le financement des universités. Par contre c'est la méthode facile qui nécessite aucune réforme majeur et qui a le bénéfice d'être facilement récupérable par les démagogues.

Envoyé par [Gabriel Dion](#) de Montréal, 23 février 2012 à 11 h 47 HNE

Ce qui me dérange c'est que ce soi-disant "Mouvement des étudiants socialement responsables" n'est qu'un patin partisan du Parti Libéral.

Le président de ce "Mouvement", Marc Antoine Morin, est également vice-président de la Commission Jeunesse de Montréal du Parti Libéral du Québec.

Des preuves? <http://ca.linkedin.com/pub/marc-antoine-morin/3a/827/4ab>.

Jean-François Trudelle, un autre porte-parole du "Mouvement", est également membre de cette Commission Jeunesse du PLQ.

Un article de Patrick Lagacé sur le sujet est disponible

à <http://blogs.cyberpresse.ca/lagace/2012/02/22/faut-il-se-dire-jeune-liberal-ou-pas-telle-est-la-question/>.

Bref, je mets en doute la bonne volonté de ce mouvement, qui ressemble plus à un outil de propagande partisane qu'à autre chose ...

Envoyé par [Frank Jolin](#) de St-Jean-sur-Richelieu, 23 février 2012 à 11 h 45 HNE

@Matthieu Roy

C'est quoi ça cette attitude de décrire les étudiants qui sont contre les manifs, d'être de la droite et que les médias leur accordent trop d'importance? Premièrement êtes vous un syndicaliste? Et de deux, en démocratie les opinions doivent se faire entendre et non seulement que d'un côté e la médaille. Vous avez le même discours que nos centrales syndicales qui préconisent le status-quo et que idées qui ne cadre pas dans le moule viennent de la droite. Assrz simpliste comme ligne de pensée. C'est le pourquoi de notre situation problématique au Québec. Une idéologie point à la ligne. Peut-être le mot d'ordre de vos dirigeants, une chasse aux sorcières de la droite dans au sein des étudiants pour antagoniser le débat.

Envoyé par [Constantin 1er](#) de Lachine, 23 février 2012 à 11 h 45 HNE

C'est simple, un groupe travail a performer dans son futur metier de professionnel, et l'autre dans son futur metier de greviste!

Envoyé par [Franserge Chatard](#) de Samoa occidentales, 23 février 2012 à 11 h 43 HNE

Définitivement le mot "intimidation" est devenu à la mode.

On le sert à toute les sauces.

Comme le mot "raciste" d'ailleurs

Envoyé par [Didier Florent](#) de montreal, 23 février 2012 à 11 h 36 HNE

vous avez raison car j'étais présent hier au vote à l'UQAM. et je vous confirmer qu'il intimidation et plus que ça: les gens sont venus d'ailleurs pour voter oui pour la grève. les soit disant membres de l'association se sont bien arrangés pour faire passer le oui; Je ne comprends pas pourquoi les médias voir le public ne demandent aux présidents des associations étudiantes quel est leur: est-ce pour organiser les grèves à chaque année, ou représenter l'ensemble des étudiants; je paie 27\$ par session pour le fonctionnement de ces associations, alors il me semble qu'elles ont le devoir de représenter l'ensemble des étudiants et non de biaiser les

résultats et détourner le vrai débat en le polarisant sur la politique.

Hier à UQAM à la faculté des sciences, il y a un grand nombre d'étudiants qui ne font pas partie de la faculté qui ont voté en masse pour la grève. Je trouve ça irresponsable de décider de notre année scolaire par un vote à main levée, ne sachant même pas qui lève la main. Il est grand temps que les universités et les cégep, mettent les balises pour rendre crédible les votes sur toutes les questions en milieu universitaire.

Envoyé par [Alexis Bay Alexis](#) de Québec, 23 février 2012 à 11 h 34 HNE

Propos entendu par un groupuscule d'étudiant de l'UQAR par rapport à l'assemblée générale qui allait se produire mercredi:

Attention propos dérangeant.

Textuellement. Mot pour mot.

Il faudrait enfermer les hippies de gauche dans la salle, barrer les portes et y foutre le feu.

propos venant d'étudiant pour la hausse des frais et contre la grève.

Il ne faut pas dans les deux camps encourager de tels propos et il faut les dénoncer.

Envoyé par [Alain Riffon](#) de Montréal, 23 février 2012 à 11 h 44 HNE en réponse à [Alexis Bay Alexis de Québec](#)

C'est assez simple.

Ils agissent en réactionnaire (je devrais dire "ils réagissent...").

Conscients de leur avantage financier sur ceux qui sont moins nantis, ils désirent conserver cet "ascendant", espérant inconsciemment (j'espère) que la compétition sera moins forte, une fois que les moins riches seront "éliminés" du parcours.

Dieu que ça ressemble à l'affrontement de nos voisins du sud (démocrates vs républicains).

J'ai de la peine pour notre pays. J'ai eu la naïveté de croire que nous étions différents.

Envoyé par [Pierre Laroche](#) de la sarre, 23 février 2012 à 12 h 39 HNE en réponse à [Alexis Bay Alexis de Québec](#)

Aucune crédibilité ton commentaire, un groupuscule contre les manifestations devant la masse d'étudiants pour, qui tiennent des propos semblables, voyons donc!... On a enseigné aux grévistes de ne pas permettre le droit de s'exprimer à ceux qui ont des opinions différentes. Ou bien les contres en sont sortis amochés ou bien ce n'était pas ungroupuscule.

Envoyé par [Alex Gauthier](#) de Victoriaville, 23 février 2012 à 11 h 30 HNE

Les étudiants universitaires ils vont payer de l'impôt plus tard et payer vos retraites et vos soins de santé, tandis que lorsqu'ils seront eux-mêmes à la retraite l'État aura plus d'argent pour leur assurer le filet social dont vous avez bénéficié Boomers.

Les prévisions arrivent à la conclusion que la génération X vivra dans des conditions de vie pires que celles vécues par les baby-boomers par l'éclatement de l'État Providence.

Où est la justice entre les générations comme le dit si bien Éric Duhaime, lorsque les jeunes voient l'échec lamentable de ce que des politiciens ont fait avec l'État Providence qu'ils ont pressé jusqu'à la dernière goutte comme un citron?

Envoyé par [Mathieu Roy](#) de Sherbrooke, 23 février 2012 à 12 h 06 HNE en réponse à [Alex Gauthier de Victoriaville](#)

Oui et quand c'est le temps de serrer la ceinture, on commence par les bénéficiaires des jeunes, pas ceux des vieux!

Envoyé par [Joseph Arthur](#) de Stanstead, 23 février 2012 à 11 h 27 HNE

``Aussi les étudiants sont déjà endetté de façon significative, ça ne fera qu'empirer une situation déjà problématique``

Vivez selon vos moyen! Cellulaire, voiture et voyage dans les sud à Cuba où Punta Cana. Quel sont vos priorités? Vous auriez intérêt à lire Normand Lester où Jacques Samson sur le sujet. Et ils ne sont pas de gens de la droite en passant. Bien sûr vous allez me servir ce c'est pas tout le monde. Sans doute, mais au moins 75%!

Envoyé par [Jos Bronswik](#) de Montréal, 23 février 2012 à 11 h 39 HNE en réponse à [Joseph Arthur de Stanstead](#)

Normand lester ? hahahaha Glenn Beck avec ça ?

Envoyé par [Alexis Bay Alexis](#) de Québec, 23 février 2012 à 11 h 55 HNE en réponse à [Joseph Arthur de Stanstead](#)

Pouvez vous me rappeler l'endettement des ménages canadiens ?

Il n'a jamais été aussi élevé de toute l'histoire du Québec pas vrai ?

Vivre selon les moyen vous dites...Vous croyez vraiment que se sont les étudiant qui font augmenter cette moyennes.

Possible qu'il ne vive pas selon les moyens, ils N,ont probablement pas une bonne influence de la part du reste du Québec.

Peut être qu'avec un peu plus d'éducation et de plomb dans la tête ils vont apprendre à mieux économiser.

Pour cela il faut encourager l'éducation.

Envoyé par [Emilien Marcoux](#) de Plessisville, 23 février 2012 à 11 h 27 HNE

Les étudiants devraient avoir la liberté de choisir entre la grève ou accepter la hausse des coûts. Menacer ceux et celles qui sont contre la grève, ça devient du tordage de bras et ça nuit à la cause étudiante.

Envoyé par [Christian Richer](#) de Montreal, 23 février 2012 à 11 h 27 HNE

Bonjour. Eh bien il était temps qu'on parle des autres points de vue. Ce n'est pas tous les étudiants qui sont contre la hausse.

Vous savez les gens contre la hausse se disent de gauche...pour une plus grande équité et bla bla bla .

Mais voilà ils font de l'intimidation. Eh bien!! Les gens de gauche souvent plus pacifistes sont rendus à faire de l'intimidation. rien d'étonnant. Ce que je comprends de leur message c'est tu vas m'en donner plus un point c'est tout. Pis si tu veux pas je vais prendre tous les moyens pour t'obliger oui t'obliger en m'en donner plus.

On vis dans une démocratie et mesdames et Messieurs le gouvernement c'est vous ...donc les étudiants nous prennent en otage ,ils ne sont aucunement ouvert au dialogue ne veulent pas mettre un peu d'eau dans leur vin et surtout surtout n'amènent aucune solution avec leur Demandes. incroyable...oui je dit bien incroyable et c'est gens là sont la prochaine génération à nous diriger....ohhh là là ça sera pas drôle.

Moi leur façon d'agir j'appelle ça de l'intégriste social oui oui de l'intégriste.....où si vous voulez du terroriste social.

Au Québec on a un sous financement des universités de 500 à 600 millions on leur demande de contribuer a peu près 100 millions à 200 millions le Reste c'est qui vas le payer avec soit plus de taxes où d'impôt.....De plus le Québec à un déficit de 3.2 Milliardspis tous le monde en veut plus ...

Je sais pas vous autres mais je commence à trouver que la coupe est pleine.....

Comprenez moi je suis pour le financement de l'éducation pour donner accès à une plus grande part de la population,je suis pour les Cpe,je suis social-démocrate. J'aime le modèle du Québec . Mais là je trouves que on vas trop loin...on est déjà les plus taxer et imposer au mondeL'argent les Étudiants pour vous financer ils va venir de où????

Pouvez-vous au moins répondre à cette question et on peut-tu au moins avoir un dialogue.....parce en ce moment avec votre façon d'agir tout ce que vous faites c'est de me mettre encore plus à dos.....et pour l'instant tous ce que j'ai le goût de faire c'est de ou mettre mon pied là ou vous pensez.....

Non mais ça va faire le bébétisme à outrance

Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 23 février 2012 à 12 h 30 HNE en réponse à [Christian Richer de Montreal](#)

Excellent commentaire. Bravo. Vous m'enlevez les mots de la bouche. Les étudiants veulent du "gratis", mais rien n'est "gratis". Il serait temps qu'ils le comprennent.

De toute façon, mettons que la hausse serait annulée - comme les coûts d'opérations sont plus élevés pour entretenir les locaux, payer les salaires et tout, le gouvernement n'aura pas le choix: il prendra la différence dans les poches des travailleurs. Or, les étudiants sont les futurs travailleurs de demain. Ce qui signifie que pour s'éviter une hausse de même pas 2000\$ en bout de ligne, ils vont devoir payer plus d'impôts et taxes pour le reste de leur vie professionnelle, quoi, 20 ou 25 ans? Sont-ils réellement gagnants, à ce jeu?

Envoyé par [Mathieu Roy](#) de Sherbrooke, 23 février 2012 à 11 h 23 HNE

Quand même drôle cette montée des étudiants de droite. Navrant que les médias leur accorde une importance aussi grande qu'a la très forte majorité des étudiants.

Selon moi, imposer des taxes sur les soins de santé pour les plus vieux qui sont capables de payer serait plus équitable que de monter les frais de scolarité.

Les jeunes paieront pour tout le reste... Ils n'auront pas de fonds de pension, et probablement plus de système de santé public quand ce sera leur tour d'en profiter. On devrait au moins leur laisser ça, surtout que la société aura énormément besoin de gens qualifiés et innovateurs pour rivaliser dans l'économie mondiale... N'oubliez pas qu'il y a presque le tiers du monde qui ne finissent pas leur secondaire. Encourageons ceux qui formeront la relève!

Envoyé par [Emilien Marcoux](#) de Plessisville, 23 février 2012 à 11 h 29 HNE en réponse à [Mathieu Roy de Sherbrooke](#)

Vous dites que vous faites partie de la Forte majorité... je suis loin d'être convaincu de ça!!

Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 23 février 2012 à 12 h 07 HNE en réponse à [Mathieu Roy de Sherbrooke](#)

Imposer des taxes aux plus vieux pour la santé - wow, quel beau raisonnement!

Je suis une "plus vieille", je n'utilise pas le système de santé parce que je suis en forme, et mes poches sont vides pour payer plus de taxes - j'en paie suffisamment comme ça pour les surutilisateurs du système de santé.

Envoyé par [Marc Loricairre](#) de Saint-Clinclin, 23 février 2012 à 11 h 22 HNE

Bon, il y aura encore du grabuge sur le campus McGill. J'espère que cette fois-ci les policiers ne mettront pas de poivre de cayenne dans le visage des professeurs qui se promènent sur le campus !

Envoyé par [Monique St-Onge](#) de Montreal, 23 février 2012 à 11 h 21 HNE

Naturellement ce sont des syndiqués..que connaissent-ils d'autres qu'intimider..

Envoyé par [Jos Bronswik](#) de Montréal, 23 février 2012 à 11 h 20 HNE

Jugeons les gens qui portent le carré vert de la même façon que les réactionnaires du forum RDC jugent les étudiants qui portent le carré rouge. C'est à dire avec préjugés et démagogie.

On peut donc dire que les étudiants qui se trimbalent avec le carré vert sont tous des fils et des filles à papa. Des gosses de riches qui n'ont pas a ses soucier de l'argent. Hummmm ... est-ce vraiment de la démagogie ?

Envoyé par [Linda Tremblay](#) de Lachine, 23 février 2012 à 11 h 16 HNE

Envoyé par [Roland Tremblay](#) de Montréal, 23 février 2012 à 11 h 08 HNE

Je suis tellement tanné d'entendre que la grève ne représente qu'une minorité des étudiants! Cesser dont d'être frustrés et allez voter, c'est tout! Les absents ont tort. S'il y a plus de 50 000 étudiants en grève aujourd'hui et d'autres à venir, c'est tout de même pas l'affaire d'une «petite minorité»!!!

Peut-on clarifier un point. Les votes de grève n'ont pas passé à 100%. Alors, une portion des étudiants en grève le sont contre leur volonté. Alors, ce n'est même pas tous ces étudiants qui sont pro-grève

Envoyé par [Roland Tremblay](#) de Montréal, 24 février 2012 à 11 h 14 HNE en réponse à [Linda Tremblay de Lachine](#)

Décidément, la mauvaise foi atteint des sommets ici! Depuis quand faut-il 100% des voix pour prendre une décision?. Je parle de la majorité des étudiants. Et comme d'autres l'ont bien souligné, l'intimidation contre les grévistes, elle existe bel et bien, je le sais, je l'ai vue et vécue, pas plus tard qu'hier par des têtes enflées qui, en coupant le passage avec force aux grévistes, prétendaient qu'ils avaient plus le droit de passer car «ils étudiaient eux, au lieu de s'amuser comme des fascistes». N'importe quoi...

Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 23 février 2012 à 11 h 16 HNE

Ce n'est pas nouveau, ce genre d'intimidation. Je l'ai vécu lors de la seule grève qui m'a affectée: on me regardait avec des "gros yeux" et les étudiants qui avaient osé se prononcer contre la grève ont été relégués dans une catégorie de "persona non grata" pour le reste de l'année. Mettons que l'atmosphère au cégep avait pris une bonne "débarque".

Envoyé par [Lombroso Gilberto](#) de MONTREAL, 23 février 2012 à 11 h 12 HNE

Dans les universités gratuite des pays de l'est , les profs sont respectés , le vous existe toujours , la discipline aussi , les profs ne regardent jamais dans des feuilles pour faire ou donnés des explications aux élèvesl heure du début et de la fin des cours est respectés .Au Québec on jasant avec le prof les 15 premières minutes parfois plus et pour la cloture on quittent a 15mn a la fin du coursle compte est très bon pour les profs40mn de cours et 20 mn de parloleslombroso

Envoyé par [Louis Pelletier](#) de québec, 23 février 2012 à 11 h 11 HNE

... une grève étudiante ... et bien, si seulement la moitié de ceux qui la font regardaient combien de sous par année ils investissent dans l'alcool et les bars ... les voitures et l'essence, donc aussi le temps perdu sur la route etc... et pour cela vécu par plus de 60% d'entre eux.. preuves a l'appui.. demandez aux tenanciers de bistros, bars, discothèques.. leur clientèle est en majeure partie les étudiants(9es) universitaires... faisons un calcul rapide.. un ou trois milliers de dollars flambés en alcool et en gaz.. quand plus de la moitié d'entre eux pourraient prendre l'autobus... etc.. je l'ai vécu , je sais de quoi je parle ... alors. piler sur votre orgueil et regarder combien d'argent vous dépensez inutilement par année pour ensuite vous plaindre d'une hausse des coups.. allez vous prendre les pancartes en aussi grand nombre quand vous aurez une famille et que vous verrez des injustices encore

plus grandes que celle ci , que la vie de vos enfants est mis en danger par la pollution, la mal-nutrition etc... pas sur. parce que presentement les parents ne font rien. aucune manifestation contre tout cela... et pourtant.. alors.. ou sont les vrais priorités maintenant.. merci...

Envoyé par [Roland Tremblay](#) de Montréal, 23 février 2012 à 11 h 08 HNE

Je suis tellement tanné d'entendre que la grève ne représente qu'une minorité des étudiants! Cesser d'être frustrés et allez voter, c'est tout! Les absents ont tort. S'il y a plus de 50 000 étudiants en grève aujourd'hui et d'autres à venir, c'est tout de même pas l'affaire d'une «petite minorité»!!! Incroyable ce qu'on peut lire ici de la part des gens qui pensent que les jeunes devaient prendre leur trou et qui pourtant profitent fortement du système sur tant d'autres aspects! L'éducation accessible, c'est un choix de société. Je suis fier de faire partie de ceux qui veulent ce choix, bien que j'aie terminé mes études depuis belle lurette.

Envoyé par [Richard H.](#) de Montreal, 23 février 2012 à 11 h 08 HNE

C'est vrai que les temps sont difficiles, financièrement. Cependant le gouvernement ne doit pas continuer de s'endetter et dépenser de plus en plus!

Envoyé par [Monique Durand](#) de Montreal, 23 février 2012 à 11 h 03 HNE

Sur 475,000 étudiants aux Québec, 30,000 étudiants en grève est loin de faire la majorité qu'ils prétendent. Il en reste 445,000 qui ne sont pas ne sont pas d'accord avec cette grève.

Envoyé par [Dany Paquet](#) de Québec, 23 février 2012 à 10 h 56 HNE

Bravo à ces jeunes qui ont le courage de dénoncer les 10% !

J'ai déjà été syndiqué quand je travaillais dans une usine, j'avais 19 ans. Tu n'as même pas le droit pensé ou d'avoir une opinion. Si le représentant dit qu'il recommande de voter pour la grève ben tu es mieux de lever la main quand il pose la question : Qui vote pour la grève ? Si non, tu te fais ramasser dans un coin noir. Ce n'est pas pour rien que les votes de grève passent presque toujours à 97% et rarement à 52 %.

Se sont les gouvernements que nous élisons qui doivent faire les lois. Pas une poignée de syndicalistes qui menace et prennent la population en otage en bloquant les routes et les industries. Des passeux de mope à 45 000\$ par année.

Votez aux élections et pour un parti qui a une opinion de droite ou de gauche. Arrêter de voter dans le vide.

Envoyé par [Lombroso Gilberto](#) de MONTREAL, 23 février 2012 à 10 h 53 HNE

Il faut les former gratuitement comme ce fut un temps dans les pays de L ex union soviétique.....la formation gratuite fait sortir des bons élèves , des très bon medecin, des très bons ingénieurs .A Comparaitre aux universités coca cola pespsi colalombroso

Envoyé par [Mathieu Lafleur](#) de sainte-thérèse, 23 février 2012 à 10 h 50 HNE

En passant les frais ne seront pas de 500 \$ par an mais de 3793 \$ par années en 2016-2017 plus frais afférent qui eux aussi augmentent annuellement.

Aussi le étudiants sont déjà endetté de façon significative, ça ne fera qu'empirer une situation déjà problématique.

Envoyé par [Frank Jolin](#) de St-Jean-sur-Richelieu, 23 février 2012 à 10 h 50 HNE

A l'étudiant au baccalauréat en histoire de l'Université LavalLes étudiants qui rouspètent le ventre plein au Québec ont infiltrés les médias sociaux il faut croire. Probablement un mot

d'ordre de l'association. De tout façon seulement ceux des sciences-sociales, politique et les pelleteux de nuages qui ont du temps à perdre car les autres travaillent pour réussir. Je sais que vous me direz le contraire, mais ne perdez pas votre temps davantage à essayé de me convaincre du contraire.

Envoyé par [Linda Tremblay](#) de Lachine, 23 février 2012 à 10 h 48 HNE

Incroyable ce qu'on peut lire. Je peux vous dire que l'intimidation, il y en a, physique et verbale. J'ai 3 adolescents qui étudient à 2 Cegep. Ils m'ont raconté ce qui s'est passé pendant certaines assemblées générales. J'ai vu des vidéos qui ont été filmés et les paroles, huées entendues. La pression des pairs y est aussi. Pas de vote secret dans certains Cegep. Le vote de grève passe à 60% à mains levés? Pas certaine qu'il aurait passé à vote secret. C'est une spéculation car on ne le saura jamais. Toutefois, pourquoi ne pas exiger un vote secret pour toute grève générale?

Est-ce c'est la majorité des pro-grève qui font de l'intimidation? Non. Pas plus que la gang de "voyous" qui se sont enfermés au Cegep du Vieux représentant la majorité. Toutefois, il faut en parler. Il ne faut pas taire ces agissements.

Qu'il y ait des étudiants qui soient membres du parti Libéral, cela change quoi? Mes 3 enfants ne sont pas membres du Parti libéral et ils sont contre la grève. Je suis certaine qu'il y a des étudiants membres de partis politiques dans l'autre groupe. On n'en parle pas? Ce n'est pas pertinent.

Alors, renseignez vous avant de porter des jugements gratuits.

Envoyé par [Régal Gagnon](#) de La Sarre, 23 février 2012 à 10 h 47 HNE

Ces étudiants qui font de l'intimidation, voilà de bons prospects pour Rambo et la FTQ. La relève au sein des gros bras de la FTQ est assurée.

Envoyé par [Patrick Roberge](#) de Québec, 23 février 2012 à 10 h 47 HNE

J'aimerais bien que quelqu'un m'explique quel poids politique ou social que les étudiants en grève ont. Les seules qui seront punis seront eux mêmes. Qu'ils fassent la grève pendant une journée ou 3 mois, cela ne change absolument rien à ma vie.

J'ai bien hâte de voir combien de ces étudiants seront encore dans les rues avec des pancartes durant la semaine de relâche.

Envoyé par [Michel Sociando](#) de Montréal, 23 février 2012 à 10 h 44 HNE

Dans tout mouvement de masse il y a des gens qui se dissocient. J'ai un peu de misère face aux arguments de cette étudiante là, mais j'imagine qu'elle a ses raisons. Ce qui est sur, c'est qu'elle pense avant tout à elle même plutôt que de l'ensemble de ses camarades. Je n'aurai donc pas trop de sympathie si elle se fait un peu déranger, tant que cela reste sans violence.

C'est un peu comme si on rencontrait un type qui aime des bouchons de circulations et le disait haut et fort, ou bien quelqu'un qui va demander à la ville d'augmenter les taxes de tout le monde pour avoir de meilleurs services. Pas sur que cela se passerait tranquille dans la réunion municipale avec ce genre d'égoïste.

Envoyé par [M.A. Houle Marc-André](#) de Québec, 23 février 2012 à 10 h 43 HNE

Intimidée ou pas cela semble bien servir sa cause. Jamais n'aurait-elle eu autant de visibilité. Pendant ce temps, des dizaines de milliers d'étudiants se réunissent en assemblée générale, débattent de façon parfois musclée c'est vrai et s'activent pour faire reculer le gouvernement sur la question de la hausse des droits de scolarité. Les médias aiment bien s'attarder sur les cas isolés qui ont une image forte et ne

parlent pas de l'essentiel. 47 565 étudiants sont aujourd'hui en grève, ce n'est tout de même pas rien ! Que les pro-hausse se réunissent et manifestent et qu'ils cessent de barrer à l'intimidation !

Quoi qu'il en soit, le gouvernement Charest a démontré depuis longtemps qu'il n'était pas en mesure de gérer de façon efficace et efficiente les deniers publics. De plus, il n'a jamais vraiment montré à quoi servirait la hausse. Engager des profs, créer des nouveaux programmes, épouger des déficits, payer plus substantiellement les cadres et recteurs, investissements dans la recherche, projets immobiliers ? Va-t-il se retirer financièrement du même montant que la hausse ? Devant ce manque de transparence et cette improvisation qui caractérisent le gouvernement Charest, tout le monde devrait s'opposer à cette hausse dont personne ne connaît vraiment les aboutissants. Peut-être sauf un : la réduction à l'accessibilité aux études postsecondaires.

Envoyé par [Luc Bourgoïn](#) de Blainville, 23 février 2012 à 10 h 39 HNE

Souhaitons que le gouvernement tienne son bout et ne plie devant la pression de ces futurs militants syndicaux...

Envoyé par [Olivier Côté](#) de Montréal, 23 février 2012 à 10 h 35 HNE

Si pour cette personne, se faire intimider, c'est se faire poser des questions, comme : "Qui paye pour tes études et qui te fait vivre durant celles-ci?", "Es-tu autonome financièrement ou tu reçois de l'aide de ton papa très riche?".

Oui, elle se fait intimider.

C'est possible que ce soit un peu insultant pour certains de se faire faire la morale de la responsabilité face à la société par quelqu'un qui porte des accessoires de mode qui valent plus que ton loyer mensuel...

Envoyé par [Félix Rousseau](#) de Saint-Jean-Chrysostome, 23 février 2012 à 10 h 28 HNE

Il faudrait peut-être clarifier certains éléments.

Il est déplorable qu'un ou plusieurs étudiants soient intimidés par d'autres personnes ne partageant pas leurs points de vue. Ces comportements se retrouvent cependant dans les deux camps, et j'ai été témoin, lors d'une levée de cours, d'intimidation contre des étudiants militant contre la hausse. Des menaces de « casser des poignets », des objets tirés... Bref, cette situation est malheureusement présente tant chez certains étudiants « pour » et « contre » la hausse. Dommage que les médias ne présentent qu'un revers de la médaille en discréditant tout le mouvement étudiant.

Nous militons pour une cause que nous considérons importante, soit celle d'une accessibilité aux études pour tous. Et, croyez-moi, les insultes et injures dont j'ai été témoin depuis le début de ces grèves ne provenaient pas des étudiants faisant la grève. Malgré tout, ces cas demeurent très isolés. Aidez-nous à relever le niveau du débat au lieu de contribuer à le rabaisser!

Un étudiant au baccalauréat en histoire - Université Laval

Envoyé par [Joseph Arthur](#) de Stanstead, 23 février 2012 à 10 h 24 HNE

La hausse va endetter les étudiants de façon significative, va saigner les parents (de la classe moyenne) et affecter l'accès aux études longues (médecine, par exemple) de façon négative pour les classes populaires`

Voyons donc! \$325 par année sur six ans... Cessez de prendre la population pour des imbéciles.

Envoyé par [Philippe Hansbury](#) de Montréal, 23 février 2012 à 10 h 24 HNE

"Juste comme ça... Un an = 52 semaines. 5 ans = 260 semaines.

1625 \$/260 = 6,25 \$ par semaine. Soit, un 2 bières au 4 à 7 du HEC, ou une bière avec le tips dans a peu près n'importe quel pub. Et quand on pense à toutes les déductions d'impôts qu'on peut aller chercher de ce 1625 \$, c'est encore moins que ça.

Quand une augmentation de 6,25 \$ par semaine te fait flipper, c'est pas une hausse des frais que tu devrais t'inquiéter, c'est la total gestion de ton budget"

Propos qui ne sont pas de moi, mais je suis en accord complet avec ce qui est écrit ci-dessus.

Envoyé par [Roland Tremblay](#) de Montréal, 23 février 2012 à 10 h 15 HNE

Essayerait-on de nous faire à croire qu'il n'a pas d'intimidation contre le mouvement étudiant? Attention à la désinformation!

Envoyé par [Yannick Martin](#) de Québec, 23 février 2012 à 10 h 14 HNE

C'est bien qu'il y est enfin une autre voix pour les étudiants car souvent la grève ne représente pas l'ensemble des étudiants et est voté par une minorité. Par contre, pour ce qui est de l'intimidation j'y crois pas vraiment, qu'elle se défende tout simplement ;0

Envoyé par [Gustave aka charles Bombo](#) de hull gatineau, 23 février 2012 à 10 h 12 HNE

Avec l'augmentation incroyable et rapide du nombre de participation des Étudiants à la grève, mon regard ne cesse de voir l'enfant que va accoucher le gouvernement Charest!

Envoyé par [Martin Provencher](#) de Drummondville, 23 février 2012 à 10 h 12 HNE

Le Mouvement des étudiants socialement responsables.

Si tu es totalement indépendant de tes parents, c'est à dire que tu te loges, que tu manges, que tu payes tous tes comptes et tes différents permis, que tu payes tes assurances, que tu t'habilles, que tu payes tes frais de déplacements, tes frais de scolarité et tes fournitures scolaires, et cela avec ton travail à temps partiel ou tes prêts et bourses, et bien oui, tu as le droit toi aussi de te prononcer sur la nécessité de cette grève.

Envoyé par [Guy Masson](#) de Québec, 23 février 2012 à 10 h 11 HNE

L'intimidation n'a pas sa place. Il faut que tout le monde puisse donner son point de vue. Je suis contre la hausse mais si cette jeune femme est pour elle a le droit à son point de vue.

Par ailleurs, il faut aussi remettre certaines choses en son contexte : on parle actuellement de 2000 amis facebook. Je connais des gens qui en ont autant. Lorsqu'il y a aura autant d'étudiants pour la hausse que contre, on commencera à parler de rapport de force.

Envoyé par [Scipion18 David](#) de Québec, 23 février 2012 à 10 h 09 HNE

Voyons! encore une fois, voilà un bel exemple de l'ignorance des gens à croire tout ce qu'ils voient dans les médias. Croyez moi, et s'il est vrai que l'intimidation existe, comme partout ailleurs, cela n'est aucunement généralisé chez les étudiants en grève.

N'importe quoi afin de nuire aux étudiants en faveur de la grève

Envoyé par [Alex Gauthier](#) de Victoriaville, 23 février 2012 à 10 h 09 HNE

Ces étudiants pour la hausse des frais de scolarité sont clairement en mission commandée par le Parti Libéral afin de discréditer le mouvement étudiant.

En récompense, ces étudiants se feront possiblement offrir des stages rémunérés auprès des députés libéraux au cours de l'été où ils pourront se faire un paquet d'argent en contrepartie de

leur collaboration et de leur trahison envers leurs confrères et consoeurs étudiants.

Envoyé par [Sylvain Côté](#) de Montréal, 23 février 2012 à 10 h 07 HNE

Des épais-se-s, il va toujours y en avoir, peu importe sur quel côté vous trouvez. Facile de pointer du doigt. Je trouve ça pathétique de se servir des agissements de quelques individus sans cervelle teinter des causes sociales et le fond qui y est rattaché. À la limite, c'est de la mauvaise volonté afin de discréditer tout un mouvement, en plus d'être complètement inutile. Ça me fait penser aux journaux à sensations. Je m'attends à mieux de la part de Radio Canada.

Envoyé par [Hai-Phong Nguyen](#) de Saint-Damase, 23 février 2012 à 10 h 05 HNE

Essentiellement, on parle donc d'une jeune étudiante en science politique qui aimerait étudier et qui décide de questionner la pertinence de faire la grève ou de paniquer pour une hausse modeste de 350 dollars par année.

Ainsi, les fou furieux stagiaires en Syndicalisme 101 sont prêts à menacer son intégrité physique simplement parce qu'elle tente de se faire entendre.

Scandalous, I say...

Envoyé par [Marissal Upfield](#) de Montréal, 23 février 2012 à 10 h 01 HNE

la pétainerie libéresse se porte bien...

Envoyé par [Mathieu Lafleur](#) de sainte-thérèse, 23 février 2012 à 10 h 00 HNE

Mais quelle belle façon de détourner les attentions de l'enjeu principal. La hausse va endetter les étudiants de façon significative, va saigner les parents (de la classe moyenne) et affecter l'accès aux études longues (médecine, par exemple) de façon négative pour les classes populaires. Combien, croulant sous les dettes, décideront de ne pas poursuivre au deuxième voir au troisième cycle, qui voudra s'endetter de 15-20K\$ pour risquer de ne pas trouver d'emploi dans leur domaine, etc.

Tous ces beaux effets adverses pour une augmentation du budget des universités d'à peine 1,2%.

<http://www.cyberpresse.ca/opinions/201202/22/01-4498658-droits-de-scolarité-une-hausse-qui-nuit-beaucoup-et-rapporte-peu.php>

Envoyé par [HessThomas Hess](#) de La terre, 23 février 2012 à 09 h 57 HNE

Tiens donc, il y a des p'tit Rambo aussi chez les étudiants ; prêts à casser des jambes si tu ne suis pas leur idéologie. ça va faire des très bons futurs chefs syndicaux...

Envoyé par [André Roy](#) de Gatineau, 23 février 2012 à 09 h 57 HNE

C'est beau la démocratie: Si tu as une opinion différente, nous allons te menacer et t'intimider pour que tu te la ferme et pour que tu dises la même chose que nous.. Ça pas d'allure!

De plus, ce que les étudiants du Québec semblent ne pas réaliser c'est que 1) l'éducation post-secondaire c'est un privilège et non un droit et que 2) les frais de scolarité au Québec sont parmi les plus bas (sinon les plus bas) du pays. Bref, les étudiants québécois se plaignent le ventre plein et ils devraient faire un an ou deux dans d'autres provinces et ils verront jusqu'à quel point ils sont bien au Québec.

Envoyé par [Elios Levy](#) de saint laurent, 23 février 2012 à 09 h 55 HNE

ben oui une vendu au parti libéral qui veut se faire remarquer c est aussi simple que ça

Envoyé par [Jules Langlois](#) de Montréal, 23 février 2012 à 09 h 54 HNE

Christiane Piché est totalement responsable des dérapages qui pourraient survenir, en niant le droit de grève, les principes démocratiques, et en incitant aux confrontations directes des

jeunes qui ne font que commencer à exercer leurs droits citoyens. Démission !!!

Envoyé par [Joseph Arthur](#) de Stanstead, 23 février 2012 à 09 h 53 HNE

Le monde étudiant est en sorte le reflet de la société. Tout comme dans le monde syndicale, ceux qui n'entrent pas dans le rang sont intimidés. De toute façon les contestataires sont infiltrés par les syndicaux. Le plus ironique, est qu'ils se gargarisent de démocratie, en autant que tu es de leur bord. Les étudiants qui sont contre se font traités de fachistes, mais qui sont réellement ceux qui essaient d'imposer leur vues par la force?

Envoyé par [Michel Savard](#) de Québec, 23 février 2012 à 09 h 51 HNE

Les étudiants qui sont en faveur de la grève et qui utilisent l'intimidation et l'insulte à l'égard de ceux qui ne pensent pas comme eux illustrent bien qu'ils n'ont aucune argumentation valable à présenter pour expliquer leur choix ! C'est vraiment bas comme procédé !

Envoyé par [Dany Paquet](#) de Québec, 23 février 2012 à 09 h 49 HNE

C'est normal, c'est ça la gauche syndical.

"si tu ne fais pas la grève avec moi, je vais te casser les jambes "

Au prochaine élection, voté !

Envoyé par [Jean-Sébastien Trudel](#) de Montréal, 23 février 2012 à 10 h 10 HNE en réponse à [Dany Paquet de Québec](#)

Honnêtement, M. Paquet, à mettre toute la gauche dans le même panier comme vous le faites dans votre commentaire, je ne vois pas la différence avec les individus dont vous rapprochez le comportement.

Ce n'est pas toute la gauche qui est comme cela et la droite n'est pas mieux, comme le ministre fédéral qui accusait ceux qui n'appuyaient pas le projet de loi C-30 d'être du côté des pédophiles.

Il faut faire preuve de plus de jugement lorsque l'on veut condamner une attitude déplorable, autrement on fait pareil comme eux.

Envoyé par [Florent Gaudreault](#) de Laval, 23 février 2012 à 09 h 45 HNE

"Recherchée : éducation accessible", pouvons-nous lire sur une affiche des manifestants. Pourtant, à nulle part en Amérique du Nord pouvons-nous trouver des frais de scolarité aussi bas (et de beaucoup) qu'ici au Québec, même avec la petite hausse annoncée. Ces manifestations dans les rues manquent parfaitement d'élégance, car elles sont injustifiées. Bravo aux étudiants qui ont le courage de s'y opposer : leurs appuis sont très nombreux.

Envoyé par [Mike Girard](#) de Timmins, 23 février 2012 à 09 h 43 HNE

Associations étudiantes et syndicats: même tactique...Pathétique!

Envoyé par [Marcel Biron](#) de Montréal, 23 février 2012 à 09 h 43 HNE

Si cette personne a réellement été victime d'intimidation, qu'elle porte plainte à la police; ce n'est effectivement pas tolérable et des lois existent pour punir ces actes.

Si elle cherche plutôt à décrédibiliser un authentique mouvement social avec des accusations sans fondement, qu'elle continue, c'est bien parti.

Et en passant, un jeune libéral, ça va, on peut croire que c'est un hasard. Mais quand on compte au moins trois jeunes libéraux parmi l'exécutif de votre mouvement de pacotille, dont deux militants très actifs, comment croire que vous n'êtes pas des pions du Parti libéral du Québec? La décence minimale serait de vous afficher comme des jeunes libéraux, en toute transparence...

Et question comme ça, aux journalistes, ça ne vous tenterait pas de donner la parole à des étudiants pro-grève ayant subi de l'intimidation? Je suis certain qu'il en existe; seulement, ceux-ci ne cherchent pas à tout prix l'exposition médiatique...
 Marcel Biron, Rosemont
 Envoyé par [Robert Vaughn Robert](#) de Québec, 23 février 2012 à 09 h 41 HNE
 Pourquoi les jeunes filles responsables de mouvements étudiants ont-elles toutes un « look » à la Marie-France Bazzo?

Envoyé par [Marissal Upfield](#) de Montréal, 23 février 2012 à 09 h 40 HNE
 Lu dans l'article:
 "Arielle Grenier affirme que si, en effet, certains de ses membres sont liés au PLQ, le Mouvement ne s'en est jamais caché. D'autre part, elle ajoute que l'organisation compte des membres appuyant d'autres partis politiques provinciaux."
 Plus libéral, on meurt!
 Envoyé par [Mathieu Roy](#) de Sherbrooke, 23 février 2012 à 09 h 38 HNE

« C'est difficile de ne pas voir dans ce mouvement-là une tentative du Parti libéral du Québec de vraiment simuler un désaccord chez les étudiants et les étudiantes »
 En effet, ça fait trois jours que les medias accordent une couverture égale à ce petit mouvement et à celui des étudiants en grève.
 Plus que jamais, l'éducation post secondaire doit être priorisée.

JOURNALDEMONTREAL.COM: Frais de scolarité: Des anti-grévistes libéraux - Publié le: jeudi 23 février 2012, 11H19 | Mise à jour: jeudi 23 février 2012, 11H47



Photo courtoisie

Marc-Antoine Morin, porte-parole pour le MESRQ, milite activement au sein de la Commission-Jeunesse du PLQ.
 Sarah-Maude Lefebvre

Le Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec (MESRQ), qui milite en faveur de la hausse des droits de scolarité, est dirigé par des militants du Parti Libéral du Québec.
 Marc-Antoine Morin et Jean-François Trudelle, tous deux porte-parole pour le MESRQ, militent activement au sein de la Commission-Jeunesse du PLQ. Une autre tête dirigeante du MESRQ, Arielle Grenier, a également été membre du Parti Libéral par le passé.
 "Nous ne sommes pas la marionnette du Parti Libéral", s'est vivement défendu l'attachée de presse du MESRQ, Catherine Imbeau, lors d'un entretien avec le Journal.
 "Ce n'est pas parce que certains de nos membres adhèrent à la vision du PLQ que tout le monde pense de la même façon au sein du MESRQ. Moi je ne suis pas une militante libérale et pourtant je suis en faveur de la hausse des frais de scolarité."

LA PRESSE: Des étudiants contre la grève reçoivent des menaces - Mis à jour le jeudi 23 février 2012 à 10h35



Photo: Édouard Plante-Frêchette, La Presse
 Arielle Grenier, étudiante favorable à la hausse des droits de scolarité: «Je me fais traiter d'extraterrestre. On me dit que je viens d'une autre planète.»

Émilie Bilodeau, La Presse
 Les étudiants qui s'affichent en faveur de la hausse des droits de scolarité ont la vie dure par les temps qui courent. La boîte courriel d'Arielle Grenier a été submergée de messages haineux après qu'elle eut dit à La Presse qu'elle se présenterait à ses cours même si son association se prononçait en faveur d'un débrayage.
 D'autres ont utilisé les médias sociaux pour faire parvenir leurs menaces à la jeune femme. Sur la page Facebook de la faculté de science politique et de droit de l'UQAM, un étudiant a invité ses collègues à «inonder la messagerie d'Arielle Grenier de messages pro-grève et d'articles éclairés (pour) la pauvre brebis égarée». L'auteur conclut sa note en écrivant: «Je veux sa tête sur son bureau. Point final.»
 Mme Grenier, qui est l'une des porte-parole du Mouvement des étudiants socialement responsables, n'en est pas à ses premières menaces. Dans un cours de politique et économie de l'Université de Montréal, le professeur a demandé à sa classe de se prononcer sur la hausse des droits de scolarité. Mme Grenier a osé prendre la parole, mais ses propos ont déclenché des huées dans l'auditorium de 300 personnes, soutient-elle.
 «On peut dire que c'est une forme d'intimidation de huer une personne. Je me fais traiter d'extraterrestre. On me dit que je viens d'une autre planète», affirme celle qui étudie en sciences politiques.

Mercredi, lors de l'assemblée générale de son association étudiante, Mme Grenier, qui portait le carré vert symbole des étudiants en faveur de la hausse des droits de scolarité, aurait aimé défendre son point de vue. La salle était pleine à craquer et le président de l'assemblée n'a pas semblé voir son bras s'agiter dans les airs. Elle a dû passer son tour.
 À sa sortie de l'auditorium, des étudiants sont venus la voir, déçus parce qu'elle n'avait pas pu exprimer son point de vue. D'autres l'ont interpellée, en groupe de deux ou trois, pour carrément défier ses opinions.
 Mme Grenier croit que les étudiants doivent faire leur part pour permettre aux universités d'embaucher des enseignants compétents et pour réduire leur déficit. «En coupant deux bières par semaine, les étudiants réussiraient à absorber la hausse», résume-t-elle.
Traité de fasciste
 Arielle Grenier n'est pas la seule à subir les repréailles de ses pairs. À l'Université de Sherbrooke, Frédéric Lamontagne s'est aussi fait conspuer dans une assemblée générale, l'hiver dernier. «On m'a hué et en sortant, il y a des petits amis avec un carré rouge qui m'ont traité de fasciste et m'ont suggéré de retourner dans mon Allemagne nazie», dit-il.
 L'étudiant en sciences politiques appliquées croit que certaines personnes qui ont une opinion opposée à la sienne ne respectent pas la liberté d'expression. «Le mouvement étudiant se dit partisan de la démocratie, mais il a très peu de respect pour les opinions des gens», affirme-t-il.
 À l'UQAM, un étudiant qui préfère taire son identité s'est fait bousculer, mercredi. «Je suis quand même grand et corpulent, mais un gars d'environ la même taille que moi m'a donné un coup d'épaule. Il avait un carré rouge. Les couloirs à l'UQAM sont larges. Il ne fallait vraiment pas vouloir me voir», affirme l'étudiant en économie. Malgré ce geste d'intimidation, il promet qu'il continuera de porter son carré vert, et ce, même à l'école.
 * * *

Le carré vert: un nouveau symbole
 Les étudiants appuyant la grève étudiante ont longtemps été seuls à défendre leur opinion dans les médias. Mais voilà que deux groupes de jeunes s'affichent pour la hausse des droits de scolarité commencent à faire entendre leur voix. Après le carré rouge arboré par les étudiants qui exigent que l'éducation soit accessible, ces deux groupes popularisent le carré vert:
 Le Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec possède un site internet, pourlahausse.com. Il compte plus de 2000 membres sur sa page Facebook.
 Le Regroupement des étudiants pour le respect de la liberté individuelle de choix tient quant à lui un blogue où il encourage les étudiants à se présenter à leurs cours malgré les débrayages. Les administrateurs du site demeurent toutefois anonymes.

Une grève, une facture
 Les grèves étudiantes ne sont pas gratuites. Déjà, les universités et les cégeps ont commencé à dépenser de l'argent pour assurer la sécurité



dans leur établissement. Si le semestre est prolongé, les universités devront aussi employer des chargés de cours et des étudiants (auxiliaires d'enseignement ou correcteurs, par exemple) plus longtemps. Les enseignants permanents, qui sont payés à l'année, ne changent rien à la facture de la grève.

Un semestre plus long peut également signifier une perte de revenus pour certains établissements. «À partir du mois de mai, on accueille beaucoup de congrès, colloques ou conférences à l'université. Si le trimestre se

prolonge, ça veut dire qu'on ne pourra plus louer les salles parce qu'il faudra continuer à donner les cours. On risque de perdre des revenus», affirme Jenny Desrochers, conseillère en relations de presse à l'UQAM.

Il est encore trop tôt pour chiffrer le coût de la grève qui s'amorce puisqu'on ignore le nombre de cours qui seront perturbés et pendant combien de temps, explique-t-elle. Dans le cas où les étudiants feraient du grabe, cela provoquerait également des dépenses imprévues.

LE SOLEIL: Droits de scolarité: les étudiants en administration de l'Université Laval pour la hausse - Publié le 23 février 2012 à 05h00 | Mis à jour le 23 février 2012 à 10h27

Marc Allard, Le Soleil (Québec) Les étudiants de premier cycle en sciences de l'administration de l'Université Laval ont voté en faveur d'une hausse des droits de scolarité, mercredi. Leur association devient ainsi la deuxième sur le campus à se prononcer pour une augmentation de 1625\$ de la facture d'ici cinq ans

Réunis en assemblée générale extraordinaire, mercredi midi, les membres de l'Association des étudiants en sciences de l'administration de l'Université Laval (AESAL) ont voté à 83,5% pour la hausse. Le taux de participation s'élevait à près de 20%.

Étant donné cette position, l'assemblée générale a retiré une question qui invitait les étudiants à se prononcer sur une grève.

Selon Patrick-André Lavoie, vice-président aux affaires externes de l'AESAL, il y a très peu de chances qu'un autre vote sur la question soit demandé en assemblée générale dans les prochains mois. «Avec un taux de participation de cette ampleur, dit M. Lavoie, ce serait difficile.»

Patrick-André Lavoie estime que le vote des étudiants en administration reflète leurs convictions sur la hausse des droits de scolarité et non une crainte de se retrouver en grève. «Il y en a beaucoup qui étaient d'accord avec le principe de payer plus», dit-il.

Au premier cycle, les étudiants en administration sont 2880, ce qui représente un des plus importants groupes d'étudiants de l'université.

Lundi, l'association des étudiants en relations industrielles de l'Université Laval a été la première à créer la surprise sur le campus en annonçant que ses membres s'étaient prononcés en majorité - 64,4% - pour la hausse des droits de scolarité.

Aux cycles supérieurs, toutefois, c'est l'inverse. Mercredi, les étudiants en relations industrielles à la maîtrise et au doctorat ont voté pour une grève générale dès le 27 février. Ils ne sont pas les seuls à s'être ajoutés. Mercredi, les étudiants en physique au premier cycle ont aussi voté pour une grève générale dès le 5 mars.

Aujourd'hui, avec l'arrivée des étudiants en théâtre et en sciences historiques et études

patrimoniales, 2250 étudiants de l'Université Laval seront en grève.

Pour leur part, les étudiants en communication publique ont voté pour une levée de cours d'une demi-journée, le 1er mars. Les étudiants en physique ont voté pour deux levées de cours, aujourd'hui et le 1er mars.

Manifestations

Une importante manifestation étudiante contre la hausse des droits de scolarité doit avoir lieu aujourd'hui à Montréal et le 1er mars à Québec, départ au parc des Braves.

Au Cégep Limoilou, les étudiants ont voté mercredi pour déterminer le mode de scrutin qu'ils vont utiliser pour se prononcer sur la grève. Ils ont choisi de le faire par vote secret sur papier. Amorcé mercredi, le vote se déroulera jusqu'à demain. Les résultats devraient être connus demain ou au plus tard lundi.

Selon la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, environ 44 000 étudiants seront en grève aujourd'hui à l'échelle de la province.

JOURNALDEMONTREAL.COM: Étudiants | Grève: Intimidation et violence - Les étudiants en faveur de la hausse des droits de scolarité se disent harcelés - Publié le: mercredi 22 février 2012, 20H17 | Mise à jour: mercredi 22 février 2012, 20H25



Photo d'archives, agence qui Le ton monte entre les étudiants grévistes et ceux qui sont en faveur d'une hausse des droits de scolarité. Plus de 43 000 étudiants sont présentement en grève.

Sarah-Maude Lefebvre

Les étudiants en faveur de la hausse des droits de scolarité affirment être l'objet de menaces et d'intimidation de la part des grévistes, à un point tel que certains craignent de se présenter aux assemblées générales de leur association.

« Je vous propose d'inonder la messagerie d'Arielle Grenier, porte-parole du Mouvement étudiant socialement responsable du Québec, de message pro-grève (...) Je veux sa tête sur mon bureau. Point final. »

Ce message, publié hier sur Facebook par un membre de l'Association facultaire étudiante de science politique et droit (AFESPED) de l'UQAM, est la goutte qui fait déborder le vase pour bien des étudiants qui sont contre le mouvement de grève étudiante.

« C'est très violent et très bas. Déjà, j'ai dû bloquer mon profil Facebook, car je recevais trop de messages de haine. Mais là, ça va trop loin », déplore Arielle Grenier, qui milite activement pour la hausse des frais de scolarité.

Menaces et messages haineux

Ce cas est loin d'être unique.

Depuis sa prise de position contre la grève, le Mouvement étudiant socialement responsable du Québec est souvent la cible de commentaires « haineux, voire racistes ».

« Les gens qui sont contre la grève se font huer dans les assemblées générales. Certains se font traiter de nazis. Nous recommandons aux étudiants qui désirent de se présenter en classe de le faire et de ne pas hésiter à avoir recours aux policiers s'ils sont victimes de violence physique », explique la porte-parole Catherine Imbeau.

Le ton monte

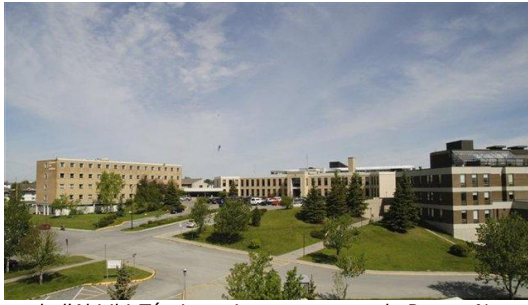
Du côté des associations étudiantes, on affirme être contre « toute forme de violence et d'intimidation », mais on reproche tout de même aux étudiants qui sont contre la grève d'être « provocateurs ».

« On demande à ce pseudo-mouvement contre la grève de cesser de faire eux-mêmes des appels à la violence en incitant les gens à franchir les lignes de piquetage. Il faut respecter ce que les étudiants ont eux-mêmes voté », affirme le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois.

- La CLASSE tiendra aujourd'hui à Montréal une manifestation pour souligner le début du débrayage étudiant.
- 36 associations étudiantes sont présentement en grève illimitée, ce qui représente environ 43 700 étudiants. Onze autres associations ont obtenu un mandat de leurs membres et devraient déclencher la grève à leur tour dans les prochains jours.

RADIO-CANADA / ABITIBI TEMISCAMINGUE: Les enseignants du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue contre la hausse des frais de scolarité - Mise à jour le mercredi 22 février 2012 à 15 h 55 HNE





Le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, campus de Rouyn-Noranda (archives)

Alors que le mouvement de grève étudiante s'intensifie au Québec, le Syndicat des enseignants du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue appuie les revendications des étudiants qui s'opposent à la [hausse des frais de scolarité à l'université](#).

« Les professeurs ont pris position à l'unanimité contre la hausse des frais de scolarité, explique le président du syndicat, Philippe Naud. Ça nous

touche de près. La plupart de nos étudiants s'en vont directement à l'université. »

Les associations étudiantes du Cégep et de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue n'ont pas encore tenu leur vote de grève.

Il aura lieu le 14 mars au cégep et le 20 mars à l'université.

Certains étudiants craignent que leur session soit annulée s'ils votent pour la grève. Le président de l'Association générale étudiante de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, Jean-François Vachon, affirme que ce ne sera pas le cas.

« La session ne sera pas annulée, le gouvernement ne peut pas aller dans cette voie. S'il annule la session, il va se retrouver dans un chaos logistique ingérable. »

Jean-François Vachon
président de l'Association générale étudiante de l'UQAT

Toutes les associations étudiantes en grève manifesteront le 22 mars à Montréal.

En complément

Audio - Annie-Claude Luneau fait le point sur le mouvement de grève étudiant dans la région

LAVANTAGE.QC.CA: Droits de scolarité universitaires - Québec solidaire dépose une motion de censure - Publié le mercredi, 22 février 2012 14:46



Photo Stéphane Fournier

Pendant qu'à l'UQAR, les étudiants votent sur l'opportunité de se retrouver en grève dans le dossier de la hausse des droits de scolarité, Québec solidaire annonce un débat d'urgence avec motion de censure la semaine prochaine

par Réal-Jean Couture

Québec solidaire présentera une motion de censure contre le gouvernement dans le dossier de la hausse des droits de scolarité universitaires. La motion sera débattue le mardi 28 février. Si elle était adoptée, elle ferait tomber le gouvernement. Québec solidaire devra toutefois affronter un gouvernement majoritaire, de telle sorte que sa motion a peu de chances de renverser le gouvernement et de plonger le Québec dans une élection générale immédiate.

Elle se lit comme suit : « Que l'Assemblée nationale retire sa confiance et blâme le gouvernement libéral pour la grave atteinte à l'accessibilité aux études et au droit à l'éducation que représente l'augmentation cumulative

de 1 625 \$ en frais de scolarité pour des études universitaires à temps plein. »

Cette motion est annoncée alors que dans l'Est du Québec, les étudiants de l'UQAR sont en plein vote tandis que des cégeps de l'Est et de la Côte-Nord voteront la semaine prochaine – dont Rimouski mardi prochain, le jour même où les politiciens débattront de la motion à l'Assemblée nationale.

S'inspirer des meilleurs

« Avec la hausse des frais de scolarité le gouvernement a décidé, sans véritable débat de société, d'entraîner le Québec dans le sillage de cancrs de la classe en matière d'accessibilité de l'éducation que sont les États-Unis et la Grande-Bretagne, déplore le docteur Khadir, député de Québec solidaire. Nous proposons plutôt que le Québec s'inspire des meilleures de la classe dans ce domaine que sont les pays scandinaves, où la gratuité scolaire est la norme. Ces pays ont les plus hautes normes de qualité et taux de diplomation universitaires tout en maintenant les meilleurs niveaux de vie de la planète. Le ministre Beauchamp devrait y réfléchir. »

Quel impact sur les plus pauvres ?

Québec solidaire interpelle également le premier ministre avec une question écrite. Cette question rappelle au premier ministre les obligations inscrites dans la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*. Cette loi prévoit que toute action gouvernementale doit être accompagnée d'une étude rigoureuse de l'impact qu'elle aura sur les plus pauvres et sur l'accroissement des écarts entre les plus riches et les plus pauvres.

Québec solidaire demande donc sur « quelles études se fonde le gouvernement pour affirmer que la hausse des frais de scolarité n'aura aucun impact sur les plus pauvres et sur l'accroissement des écarts entre les plus riches et les plus pauvres ? »

Le gouvernement devra répondre par écrit à cette question, précise Québec solidaire.

CYBERPRESSE: Grève étudiante: les cours sont maintenus - Mis à jour le mercredi 22 février 2012 à 09h24



Photo: Édouard Plante-Frêchette, La Presse

La FEUQ croit que de telles directives vont «envenimer la situation». Émilie Bilodeau, La Presse

L'administration de plusieurs universités a fait parvenir des courriels aux enseignants et aux étudiants pour leur signaler que les activités seraient maintenues durant les grèves étudiantes. Malgré la volonté des directions d'établissement et de la ministre, qui a aussi envoyé une lettre en ce sens la semaine dernière, plusieurs cours devraient être annulés.

L'Université de Montréal et l'UQAM promettent qu'elles ne torneront pas le bras des professeurs afin qu'ils assurent la formation. «Ce qu'on dit aux enseignants, c'est de se présenter à leurs cours. S'il y a une interruption [à cause d'une manifestation], on les prie de ne pas s'engager dans une confrontation ni physique ni verbale», affirme Jenny Desrochers, conseillère en relations de presse à l'UQAM.

Si les enseignants doutent de la décision à prendre devant deux groupes d'étudiants opposés, ils peuvent communiquer avec des médiateurs, assure Mme Desrochers. «Ils vont éclaircir la situation, mais ce qui va arriver dans la plupart des cas, c'est que le cours va être levé.»

Le syndicat des professeurs de l'Université de Montréal, qui appuie les revendications des étudiants, ne voit pas d'un mauvais œil les directives transmises par sa direction. «On a l'obligation légale de se présenter», reconnaît Jean Portugais, président du syndicat. Selon lui, les professeurs vont tout de même avoir la possibilité de ne pas donner leur cours si leur sécurité est menacée ou si le nombre d'élèves est insuffisant dans la classe.

La FEUQ «choquée»

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) croit que la diffusion de telles directives va au contraire «envenimer la situation». «Les administrations d'université vont se faire les fiers-à-bras du Ministère. On est choqués parce que la majorité des professeurs et chargés de cours appuie les étudiants», soutient Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

Elle promet de faire respecter le vote de ceux qui se sont prononcés pour le débrayage. «On va s'assurer que le vote fait en assemblée générale ou en référendum soit respecté. Pour nous, c'est important qu'aucun cours ne se donne parce que, sinon, ça va brimer les étudiants qui ont fait le choix d'être en grève.»
D'autres étudiants, en revanche, se réjouissent que les universités décident de maintenir leurs activités. Arielle Grenier, porte-parole du Mouve-

ment des étudiants socialement responsables du Québec, promet qu'elle se présentera à ses cours même si les étudiants en politique de l'Université de Montréal décident de se prononcer pour la grève ce midi. «C'est certain que je vais tenter de franchir les piquets de grève. Il n'y a personne au monde qui va essayer de m'empêcher d'avoir accès à mon éducation.»
- Avec Pascale Breton

LAVANTAGE.OC.CA: Le gouvernement Charest transmet ses directives de peur - Publié le mercredi, 22 février 2012 09:07

par Real-Jean Couture
Alors que les cégeps et les universités devaient être des lieux où professeurs et étudiants se retrouvent dans un respect mutuel, c'est un tout autre message que le gouvernement Charest a décidé d'envoyer aux directions d'établissement postsecondaire. En prônant que les professeurs et employés devaient franchir les piquets de grève des étudiants, c'est une attitude belliqueuse que démontre le gouvernement libéral envers les étudiants.
« Nous avons entrepris une grève pacifique pour démontrer que cette hausse de 1 625 \$ ne passe pas chez les étudiants. La ligne dure que transmet Jean Charest au travers de ses communications n'a pour but que de briser la bonne entente qui existe sur les campus entre les différents intervenants. Nous ne tomberons pas à son niveau », promet Martine Desjardins, présidente

de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).
En effet, au niveau collégial, outre de rares exceptions, la négociation entre les directions, les syndicats et les associations étudiantes se passe plutôt bien et des accords sur le déroulement et la gestion des relations pendant la grève sont à la veille d'être conclus.
Les fédérations, d'autre part, estiment qu'au niveau universitaire, le travail de perversion de la grève entrepris par Jean Charest a porté ses fruits : certaines directions universitaires ont ainsi adopté la ligne dure envers les actions des étudiants.
« Le mouvement de grève étudiante, quoique énergique, se veut avant tout pacifique. Il relève du gros bon sens que le rôle du gouvernement ne doit pas être celui de l'agent provocateur. Mais plus rien n'étonne les étudiants de la part de Jean Charest et ses acolytes dont le seul et unique but est de mater la grève avec ses tech-

niques de peur pour faire passer leurs politiques idéologiques déconnectées », constate Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).
Précisons que d'autres votes de grève se tiendront prochainement, et ce jusqu'au 22 mars, journée nationale de manifestation, dans les associations de la FECQ et de la FEUQ qui viendront grossir les rangs des grévistes. « En adoptant une attitude bornée et intransigeante envers les demandes légitimes des étudiants, Jean Charest ne nous donne d'autre choix que d'entreprendre des démarches en vue de déclencher la grève. Il est le seul responsable de la situation », concluent les présidents des deux fédérations étudiantes.
À l'UQAR, précisons que le vote des étudiants a lieu aujourd'hui. Les votes dans certains cégeps de la région de l'Est, dont Rimouski, n'auront lieu que la semaine prochaine.

98.5FM: Frais de scolarité : Amir Khadir va déposer une motion de censure - mercredi 22 février 2012 à 08h18



Amir Khadir/La Presse Canadienne (Cogeco Nouvelles) - Le député de Mercier, Amir Khadir, va déposer, mercredi, une motion de censure contre le gouvernement.

Il demande à l'Assemblée nationale de retirer sa confiance et de jeter le blâme sur le gouvernement de Jean Charest pour la grave atteinte à l'accessibilité aux études que représente l'augmentation des frais de scolarité.
La motion sera débattue mardi prochain.
Si elle devait passer, elle pourrait faire tomber le gouvernement. Cela risque peu d'arriver, puisque les libéraux sont majoritaires et que la Coalition avenir Québec est aussi en faveur d'une hausse.

LE DROIT: MacMillan « devrait retourner à l'école », rétorque le SCEP - Publié le mercredi 22 février 2012 à 05h30



Martin Roy, Archives LeDroit
Gaétan Ménard, secrétaire-trésorier du Syndicat canadien de l'énergie et du papier (SCEP)
Mathieu Bélanger, Le Droit

« C'est peut-être Norman MacMillan qui devrait retourner à l'école pour étudier ce que signifient les termes 'choix de société', 'solidarité', 'justice sociale' et 'droit à l'éducation pour tous'. »
C'est en ces mots que le secrétaire-trésorier des instances nationales du Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP), Gaétan Ménard, a annoncé l'appui de l'important syndicat à la lutte des étudiants québécois.
M. Ménard faisait référence aux déclarations du ministre régional de l'Outaouais, rapportées hier dans *LeDroit*, où il recommandait aux étudiants qui songent à la grève de plutôt « retourner à l'école ».
Le syndicaliste dénonce le ton de « bon libéral paternaliste » utilisé par le député de Papineau. « Norman MacMillan ne s'enfarge pas dans les fleurs du tapis et surtout ne tente pas de débattre des enjeux derrière la grève étudiante en cours au Québec », ajoute M. Ménard.

CANOE.CA / 24HEURES : Hausse des frais de scolarité: Solidarité ébranlée dans la communauté étudiante - mardi 21 février 2012 22h55 / 23h02

Agence QMI / Archives
Agence QMI, Jean-Nicolas Blanchet
QUÉBEC - Alors que plusieurs associations étudiantes en sciences sociales ont voté en faveur d'une grève générale illimitée à Québec, deux associations, en communication et en éducation physique, n'ont pas suivi le mouvement, mardi.
Près de 250 étudiants en communication publique se sont entassés mardi lors d'une assemblée au sein de l'Université Laval pour s'exprimer sur une proposition visant à permettre une levée de cours pour la journée de manifestation du 1er mars. Mais près de 56% des étudiants l'ont

refusée, évitant qu'une proposition de grève générale soit portée aux voix.
«Si quelqu'un avait proposé ça aujourd'hui, c'est sûr qu'il aurait été rabroué, a fait remarquer le président de l'association, Mathieu Massé. Il y en a qui vont dire que l'on n'est pas solidaires, bien il faut faire avec, c'est ce que les étudiants ont décidé.»
Une levée de cours d'une demi-journée a toutefois été acceptée par 60% des étudiants.
Selon M. Massé, les étudiants favorables à une grève au sein de la communauté universitaire se positionnent mal et devraient d'abord s'intéresser à la façon dont le gouvernement utilisera

l'argent tire de l'augmentation des frais de scolarités.
Opinion tranchée
«On est redevables envers les générations futures, il ne faut pas être égoïstes», a déclaré un étudiant chaudement applaudi lors des débats de l'assemblée. Un autre étudiant lui a répondu en faisant valoir qu'offrir les études à faible coût n'était qu'un beau principe moral irréaliste dans un contexte où la politique doit trouver le juste milieu entre ces principes et la viabilité économique. Lui aussi a été très applaudi, illustrant la division marquée au sein des étudiants.

Tous ceux que nous avons rencontrés mardi doutent que l'argent versé en plus puisse améliorer la qualité de l'éducation dans un contexte de gestion douteuse et de lourdeur administrative des hautes structures universitaires. Plusieurs proposent de se tourner vers les entreprises privées qui pourraient consacrer une petite partie

de leurs revenus pour pallier le sous-financement des universités.

De son côté, l'Association des étudiants en droit (AED) a déjà fait savoir qu'elle n'allait pas soumettre la question à ses étudiants, qui se sont opposés à 91% contre la grève avant les Fêtes. «On ne se sent pas légitimement en mesure

d'agir pour une grève, a dit Rémi Leprévost, de l'AED. Nous, on s'oppose à cette bipolarisation du débat. Soit que tu es un maudit bourgeois ou soit que tu es un gauchiste chialeux fatigant. On déplore ce dérapage dans le débat. Ça doit rester sur les enjeux pour éviter d'empoisonner le climat»

LE SOLEIL: Cours maintenus à l'Université Laval malgré la grève - Mis à jour le mardi 21 février 2012 à 09h49

Simon Boivin, Le Soleil (Québec) Il n'y a pas que les directions des cégeps qui ont reçu une lettre du ministère de l'Éducation rappelant aux enseignants qu'ils doivent donner leurs cours malgré la grève. Les établissements universitaires aussi. La lettre a soulevé l'indignation de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants, vendredi. «Les enseignants ont le devoir de se présenter devant leur classe pour constater la situation», a indiqué lundi le vice-recteur à l'Université Laval,

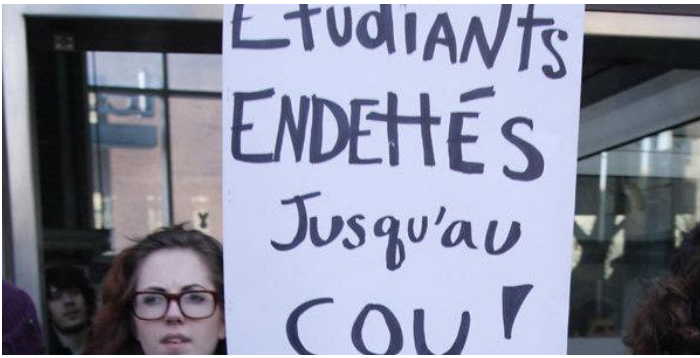
Bernard Garnier, qui rappelle que, même si d'autres votes restent à prendre, 98 % des étudiants du campus ne sont pas en grève. Par contre, «s'il y a un piquet de grève, je leur ai dit qu'il n'était pas question de le forcer», ajoute M. Garnier. Si le professeur juge que la situation n'est pas propice à la tenue du cours, il peut l'annuler sans problème. Toutefois, un piquet n'est pas acceptable pour des cours dans des départements non grévistes. «Là, les étudiants peuvent appeler les

services de sécurité pour dire : "On veut entrer, nous, on n'est pas grévistes"», indique M. Garnier.

Du côté du syndicat des professeurs de l'Université Laval, Yves Lacouture note que les enseignants devront juger le climat «acceptable» pour donner leur cours. «On n'ira pas donner un cours s'il y a trois étudiants dans une salle», indique-t-il.

JOURNALMÉTRO.COM: Droits de scolarité: Les étudiants en grève prévoient plus d'appuis - Mis à jour: mardi 21 février 2012 09:04





MAXENCE KNEPPER
MÉTRO

Les étudiants québécois sont persuadés d'avoir plus le mouvement se prolongera, plus ils feront l'opinion publique derrière eux. Ils espèrent que l'unanimité.

«Les Québécois vont nous soutenir de plus en plus, c'est ce qui s'est passé durant la grève étudiante de 2005, affirme Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). Le gouvernement a beau multiplier les arguments fallacieux pour faire passer la hausse des prix comme inévitable, personne n'est dupe.»

Selon les organisations syndicales étudiantes, la population semble approuver la grève illimitée qui a lieu présentement, et ce soutien ne ferait que commencer. «Il y a encore du travail à faire», souligne Vincent Fournier-Gosselin, externe de l'Association des étudiants en science politique et en études internationales de l'UdeM. C'est pos-

sible de convaincre les gens qu'abroger ce projet, c'est soutenir une vision de la société québécoise», poursuit-il.

«Non seulement une grande partie de l'opinion publique est derrière nous, mais notre message est porté par des personnalités», insiste Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

Dimanche soir, Mike, candidat de l'émission Star Académie, le chanteur Biz du groupe Loco Locass et le présentateur de Tout le monde en parle, Guy A. Lepage, portaient le carré rouge en soutien aux étudiants grévistes. Vendredi, le Sportographe réglait ses comptes avec les détracteurs des manifestants, et les Justiciers masqués signaient hier une chronique dans nos pages

pour défendre ces étudiants. «Même si certains médias nous font encore passer pour des bébés gâtés et s'attardent sur les débordements qui ont eu lieu, le mouvement est relativement bien couvert», constate Gabriel Nadeau-Dubois.

Les trois étudiants s'accordent sur l'importance d'avoir un maximum de visibilité. «Il faudrait donner davantage de place au débat», note Vincent Fournier-Gosselin. Son confrère de la FECQ espère que la grève inspirera la population. «Nous nous battons tous pour l'avenir du Québec, fait remarquer Léo Bureau-Blouin. Il ne faut pas oublier que c'est nous qui allons alimenter les caisses de retraite et les plans environnementaux.»

LE SOLEIL: Plus de 31 000 étudiants en grève - Mis à jour le mardi 21 février 2012 à 07h51



La Presse, André Pichette

Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, estime que la pression deviendra plus forte sur la ministre de l'Éducation Line Beauchamp, qui n'aura plus le choix de reculer sur la hausse des droits de scolarité.

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) La grève contre la hausse des droits de scolarité a pris de l'ampleur, lundi, alors que plus de 31 000 étudiants désertaient leurs cours.

Seulement lundi, plus de 13 000 étudiants se sont joints à la grève amorcée la semaine dernière contre l'augmentation de 1625 \$ sur cinq ans de la facture étudiante.

Après l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal, de nombreuses associations de l'Université de Montréal ont plongé. Trois cégeps se sont aussi ajoutés, soit le Cégep Saint-Laurent, à Montréal, et les cégeps de Valleyfield et de Mont-Laurier.

«C'est extrêmement motivant de voir qu'en à peine une semaine, le mouvement de grève a plus que triplé, alors que nous, on s'attendait davantage à ce que ça double», dit Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). «C'est la preuve que la mobilisation va bon train.»

Selon M. Dubois-Nadeau, le nombre d'étudiants en grève passera à 36 000 mardi, alors que les étudiants du Cégep Marie-Victorin, en Montérégie, devraient amorcer une grève. Mercredi, les 3750 étudiants du Cégep Limoilou (excluant le campus de Charlesbourg) se prononceront à leur tour sur la grève.

Le porte-parole de la CLASSE estime que la pression deviendra de plus en plus forte sur la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, qui n'aura bientôt plus le choix de reculer sur la hausse des droits de scolarité de 325 \$ par année prévue dans le dernier budget du Québec.

À l'Université Laval, 350 étudiants en création et études littéraires, 230 étudiants en philosophie et 60 étudiants en études cinématographiques se sont joints à la grève, lundi, faisant passer à environ 1800 le nombre d'étudiants qui ne se présentent plus à leurs cours.

Mardi, les 350 étudiants en histoire au premier cycle entameront aussi une grève.

THE GAZETTE: Students' strike is gaining strength: Education minister won't budge; 36,000 expected to walk out from classes at universities and CEGEPs - Tuesday, February 21, 2012 5:17 AM

By KAREN SEIDMAN, The Gazette February 21, 2012 5:17 AM

Education Minister Line Beauchamp is digging in her heels in the face of a fastgrowing student strike that threatens to paralyze many educational institutions in the coming weeks.

"No, no, there is no plan to change the tuition increases," said Beauchamp aide Hélène Sauvageau. "It's being done to assure the quality of teaching here."

But students in Quebec are hoping there is a tipping point.

If 36,000 students - the amount expected to be striking by Tuesday - won't do it, they hope that thousands more strikers expected with the next wave of student votes will convince Beauchamp that the plan to increase tuition fees can't proceed.

"It's getting hard to ignore," said Gabriel Nadeau-Dubois, a spokesperson for the Coalition Large du l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante, which represents about 70,000 students.

"We have tripled our numbers in a week. Mme. Beauchamp can't say this is a marginal movement."

The 36,000 students represent nine per cent of roughly 400,000 CEGEP and university students in Quebec.

On Monday, the day started with a huge red banner hanging from the cross on Mount Royal and a mystery as to how it got there.

Nadeau-Dubois believes students were responsible - especially because a red square has been the symbol of their battle against tuition hikes.

The students got some support from university teachers, with the Fédération québécoise des professeurs et professeurs d'université adopting a resolution protesting police action against peaceful students, most notably at McGill last November, said president Max Roy.

At the same time, universities have advised the minister to stand firm on tuition hikes. Universities here are considered underfunded to the tune of about \$620 million compared with other provinces.

It is essential the government proceed with its plan, the Conférence des recteurs et des princi-

paux des universités du Québec has told the government.

Tuition fees are to rise \$325 a year for five years beginning this fall, to \$3,793 from \$2,168.

Sauvageau said it's the students' democratic right to strike or protest, and it's too early to say if they risk losing their semester by launching an unlimited strike.

CLASSE said last week that 22,000 students would be striking this week, but many more student associations ended up voting to walk out - and Nadeau-Dubois is thrilled with the growing support.

Results have been more dramatic at the CEGEP level - where striking students can virtually leave a school empty - than at university, where votes are taken by independent departments, so the overall effect may be less noticeable.

Léo Bureau-Blouin, president of the Fédération étudiante collégiale du Québec, said 10,000 of its students voted to strike, and 15,000 college students in general.

"For the future generation, there is a real fear that a hike in tuition will reduce accessibility," he said.

LE DROIT: Mouvement de grève dans les cégeps et universités du Québec; MacMillan tient tête aux étudiants - Mis à jour le mardi 21 février 2012 à 05h30



La Presse Canadienne

Ils étaient 30 000 étudiants en grève hier au Québec. Leurs rangs gonfleront à 36 000 aujourd'hui, alors que les mandats de grève continueront de se multiplier dans les cégeps et les universités de la province.

Mathieu Bélanger, Le Droit

« Qu'ils retournent à l'école. Ce sont eux qui vont perdre leur temps, pas le gouvernement. La décision est prise et nous ne changerons pas d'idée. »

Avec son franc-parler habituel, c'est le message qu'a voulu lancer, hier, le ministre responsable de l'Outaouais, Norman MacMillan, aux milliers d'étudiants de la région qui songent à emboîter le pas à la grève générale illimitée qui se dessine actuellement au Québec pour dénoncer la hausse des droits de scolarité.

Ils étaient 30 000 étudiants en grève hier au Québec. Leurs rangs gonfleront à 36 000 aujourd'hui et les mandats de grève continueront de se multiplier dans les cégeps et les universités de la province au cours des prochaines semaines.

Dans la région, les prochains jours seront déterminants, tant au Cégep de l'Outaouais qu'à l'Université du Québec en Outaouais (UQO). Dès aujourd'hui, les représentants des étudiants des deux institutions, accompagnés de représentants de la Table jeunesse Outaouais préciseront leur position sur la hausse des frais de scolarité prévue l'automne prochain.

Jeudi, les étudiants de l'UQO sont convoqués en assemblée générale spéciale. Un sujet est à l'ordre du jour, la possibilité d'une grève illimitée.

« La décision est prise »

« Nous n'allons pas reculer, répète M. MacMillan. Tout le monde est d'accord avec la hausse des frais de scolarité à part les étudiants. Ça fait deux ans que la décision est prise. C'est une augmentation qui aurait dû être faite il y a longtemps. Là, ce sont les étudiants qui risquent de perdre leur temps. Ça va juste leur coûter plus cher parce qu'ils devront reprendre leur session. »

LE DEVOIR: Droits de scolarité contestés - Trois fois plus d'étudiants en grève - Environ 35 000 étudiants sont en débrayage ou en voie de l'être - Mardi 21 février 2012

Lisa-Marie Gervais

L'hiver est capricieux, mais la mobilisation étudiante, elle, semble faire boule de neige. Avec environ 35 000 étudiants qui sont en débrayage, ou ont décroché des mandats de grève, le nombre de grévistes a plus que triplé depuis la semaine dernière. Ce sont, pour l'instant, surtout des membres de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), mais ils sont rejoints peu à peu par des membres des deux grandes fédérations étudiantes.

Hier, des votes se sont tenus dans diverses associations de cégeps ou d'universités, et d'autres sont à venir au cours des prochaines semaines, jusqu'à la grande manifestation nationale du 22 mars. «Notre stratégie est d'avoir le plus grand nombre d'étudiants en grève pour la manif du 22 mars. Selon nous, le budget va être déposé dans ces eaux-là et on veut avoir le maximum d'effet», a indiqué Charlotte Watson, qui s'occupe des communications pour la Fédération étudiante collégiale du Québec.

Certains départements ou associations facultaires, comme l'École nationale d'administration publique ou le département d'éducation physique et de kinésiologie de l'Université de Montréal, ont toutefois choisi de se prévaloir de leur droit de grève seulement le 22 mars. Pour ceux qui ont choisi de commencer plus tôt la grève, des votes de reconduction seront tenus chaque semaine ou à une fréquence prédéterminée.

«La ministre [de l'Éducation, Line Beauchamp] n'a maintenant plus le choix de prendre au sérieux notre grève. Si elle ne recule pas rapidement, le système d'éducation du Québec sera de plus en plus paralysé», a indiqué un des porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, à l'issue d'un congrès qui se tenait en fin de semaine. Il s'est réjoui de voir 3000 personnes affluer lors d'une manifestation hier en fin d'après-midi, qui a démarré place Émilie-Gamelin, près de l'Université du Québec à Montréal.



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Des dizaines d'étudiants ont manifesté hier à Montréal pour demander de nouveau au gouvernement libéral de revenir sur sa décision de hausser les droits de scolarité.

On attend autant de gens, voire plus, lors d'une autre manifestation qui se mettra en branle ce jeudi depuis le square Phillips au centre-ville de Montréal. Une autre marche de protestation contre la hausse de 1625 \$ des droits de scolarité aura lieu à Québec le jeudi suivant, 1er mars.

La Coalition affirme qu'elle a une «panoplie d'alternatives» à proposer au gouvernement pour financer l'éducation, comme le Plan Nord, par exemple. «Le Plan Nord, comme de plus en plus d'intervenants le disent, est un "bar ouvert" pour les compagnies minières étrangères. Pourquoi ne pas aller chercher de l'argent en redevances?», a soutenu M. Nadeau-Dubois.

À Montréal, le premier ministre Jean Charest a cependant fait comprendre que les étudiants devraient se faire à l'idée de payer leur «juste» part. «Pas besoin de vous dire que la politique que nous avons adoptée a été mûrement, mûrement réfléchie», a dit M. Charest.

Avec La Presse canadienne

Vos réactions

- Matemiste, Abonné, mardi 21 février 2012 06h13
Bravo à la sérénité du courage étudiant, voilà l'espoir !
"Jazzy Just" a émis des sons ?
Ces gouvernements nous endette l'esprit avant naissance. Vous l'avez donc déjà payé votre éducation. Ce qu'ils veulent vous faire payer maintenant, c'est leur incompetence dévorante.
Étudiant un jour, étudiant toujours... C'est ce qu'il y a de plus formidable. Vous aurez réalisé que cette "dégénération de baby boomers" a peur que vous soyez plus intelligent qu'eux ?

...ainsi que vous compreniez et exposiez leur jeu...? Vous ferez mieux qu'eux !

Les cancre de l'histoire les attends avec des places v.i.p. (ils aiment ça ;)

marc.collin, Inscrit, mardi 21 février 2012 06h17

Couper dans l'inutile...

1625 \$, ils devraient pouvoir les couper dans les sorties, bière, cinéma, smartphone ça va les tuer?

que vont-ils faire demain lorsqu'ils seront dans la réalité des hausses de taxe, inflation et cie?

Anne-Marie Desmeules, Inscrit, mardi 21 février 2012 06h56

@marc.collin
Monsieur,

Je suis mère monoparentale de deux enfants et je compte retourner aux études cette année, afin d'améliorer ma qualité de vie et celle de mes petits. L'inutile, pour moi, c'est quoi ? La nourriture ? Le logement ? Mon transport ? Les vêtements de mes enfants ?

Les étudiants ne sont pas tous des fils à papa et à maman. La plupart travaillent très fort pendant et après leurs études pour limiter leur endettement et pouvoir simplement vivre.

Votre vision est étroite.

Anne-Marie Desmeules

JS L, Inscrit, mardi 21 février 2012 07h04

25 fois plus témoignage

C'est 25 fois plus que l'augmentation prévisible du coût de la vie! Yé!



- Dans l'article de M. Bouchard du QS février, propos tenus par l'ex-recteur M. Robert Poupard: «Nos universités sont financées selon le volume d'inscriptions. En augmentant le montant que chaque étudiant injecte dans son université, la course aux inscriptions s'amplifie, avec les conséquences que nous connaissons déjà: multiplication des campus des universités régionales dans les grands centres urbains, multiplication des satellites des grandes universités métropolitaines en dehors de leur territoire et souvent à proximité de leurs concurrentes, multiplication des programmes courts ou non contingentés qui ne mènent nulle part.»
- Les modes de financements, une spécialité du gouvernement libéral?
- Carole Dionne, Inscrite, mardi 21 février 2012 07h05
Ne lâchez pas les étudiants...
Mais j'ai écouté votre représentant à l'émission de Lévesques, hier soir. Celui qui prônait l'augmentation des frais disait que les étudiants gagneront plus d'argent après leur formation et pourront donc rembourser leur dette. Ce que le représentant des étudiants en grève répondit: " Un instant, ce n'est pas tous les étudiants qui travaillent dans leur domaine après leur études". Et voilà le HIC! On a bien beau crier sur tous les toits que l'éducation c'est un droit, le représentant des grévistes venait de dire tout haut ce que j'ai toujours avancé: on produit trop d'universitaires pour ce que le système peut absorber. Si l'université produit 100 géographes mais seulement 20 d'entre eux trouvent un travail dans leur domaine, donc on payer pour presque rien l'éducation de 80 géographes. Et ainsi de suite, surtout dans les sciences politiques et sociales. Comme on vit une crise économique, il faut savoir doser nos investissements comme société
Mais je suis d'accord avec les étudiants sur un point: l'augmentation des frais devrait servir uniquement à l'amélioration de la qualité de la formation, et non à l'augmentation des recteurs d'université et de leurs caprices.
 - Lise Moga, Inscrite, mardi 21 février 2012 07h22
@Matemiste
Vous avez là des arguments pour impressionner bien des gens! Êtes-vous certain d'être au bon endroit dans une grève d'étudiants?
1. "Ces gouvernements nous endettent l'esprit avant naissance".
Et comme vous êtes beaucoup plus sage, vous voulez demander à la population du Québec d'en rajouter?
2. "Étudiant un jour, étudiant toujours".
Votre situation est tellement précaire que vous essayez par tous les moyens de l'éterniser! Combien d'années, plusieurs parmi vous, consacrez à faire un CEGEP de deux ans ou un bac de trois ans?
3. ...cette "dégénération de baby boomers" a peur que vous soyez plus intelligent qu'eux... ainsi que vous compreniez et exposiez leur jeu...? Vous ferez mieux qu'eux ! Les cancre de l'histoire les attendent avec des places v.i.p. (ils aiment ça ;)".
4. Vraiment si on juge de l'éducation et de l'instruction nécessaires pour écrire un tel propos, avec un tel résultat, quelle note donneriez-vous à ce groupe d'individus qui a largement contribué à "investir" 85% dans les CEGEP et l'université? Êtes-vous certain que vos lobes frontaux (là où le jugement siège) étaient au maximum de leur performance lorsque vous avez établi un tel constat?
Vos propos seraient en harmonie avec le niveau d'âge où on se jette à terre pour faire la danse du bacon pour gagner sa cause... Allez-y donc!
 - ClarkeCity, Inscrite, mardi 21 février 2012 07h34
Les québécois devraient prendre exemple des étudiants
Bien que plusieurs québécois se disent indignés par rapport au gouvernement de John James Charest, Hydro-Québec, SAAQ, etc, les québécois devraient prendre exemple des étudiants.
 - Jean-Michel Picard, Inscrite, mardi 21 février 2012 08h02
3000 pas des dizaines, mais environ 3000 manifestants.
 - Mathieu Lavallée, Abonné, mardi 21 février 2012 08h11
@marc.collin
Je ne bois pas d'alcool.
Je n'ai pas de cellulaire.
Je ne sors jamais.
Mon seul luxe est ma connexion internet et mon abonnement au Devoir.
Vous êtes bienvenu de m'envoyer un chèque de 1625\$ à mon nom.
 - 3M, Inscrite, mardi 21 février 2012 08h33
Bravo aux étudiants(es)!
Bravo aux étudiants(es) d'avoir des opinions, des convictions et de les défendre. Bravo à vous tous, qui contre vent et marée, vous faites connaître votre mécontentement autrement qu'en « chialant » dans votre salon. Bravo à vous qui participez à la démocratie et qui utilisez vos droits pour critiquer le gouvernement. Bravo d'agir ainsi et de défendre le droit à l'accès à nos universités pour les futurs étudiants(es)! Plusieurs devraient prendre exemple sur vous, plutôt que de vous discréditer.
@ marc.collin
Attention, le débat ne porte pas sur les valeurs des jeunes (consommation, gestion de budget, etc.), mais sur l'accessibilité à l'éducation universitaire. À travers ce débat, il faut réfléchir sur «qui a le droit d'aller à l'université»? Et, si nous acceptons, comme société, que ce soit notre classe sociale qui détermine nos aspirations scolaires? Ne devrions-nous pas tous être égaux devant l'éducation?
 - Scarx00, Inscrite, mardi 21 février 2012 08h45
S.V.P.
Le Québec est l'une des provinces où le coût de l'éducation post-secondaire est le moins élevé, soit environ 1200\$ par session. En Ontario par exemple, (Université d'Ottawa), il en coûte plus de 3000\$ par session. Et encore, le Québec a un taux d'éducation post-secondaire beaucoup plus faible que plusieurs autres provinces.
Ça porte à réflexion...
 - Jacques Morissette, Abonné, mardi 21 février 2012 08h58
On veut faire de l'école une simple marchandise. Faire que les études deviennent marchandise. Il y a des scientifiques qui se prêtent au jeu du marchandage et filtre ou change leurs résultats pour les adapter aux intentions de ceux qui les paient. C'est jamais rentable à la longue. La même chose pour les policiers à qui on précise virtuellement dans leur contrat qu'ils ne doivent pas avoir la vue trop longue par rapport à ce qu'on leur demande de faire, c'est-à-dire protéger le capital et ceux qui le détiennent. En faisant des études une marchandise, on veut inviter les étudiants à ne la considérer que comme elle est, moins un outil pour apprendre à réfléchir qu'un simple moyen de parvenir à ses fins.
 - Anne Julie Neron, Abonnée, mardi 21 février 2012 09h07
@Scarx00
La comparaison entre le Québec et les autres provinces ne tient pas la route. Nous avons au Québec les institutions collégiales, qui écourtent le temps de fréquentation universitaire, et qui offrent pratiquement gratuitement des formations qui ne s'obtiennent qu'à l'université ailleurs au Canada.
Si on prend en considération la fréquentation du cégep, on voit que le Québec affiche un taux de fréquentation post-secondaire nettement supérieur. Même en ne regardant que la fréquentation universitaire, il demeure supérieur à la moyenne canadienne.
À consulter à ce propos: <http://www.iris-recherche.qc.ca/blogue/la-hausse-d>
 - ThierryV, Inscrite, mardi 21 février 2012 09h12
J'ai de la difficulté à comprendre certains raisonnements
Notre taux d'éducation post-secondaire serait plus faible que dans les autres provinces, donc montant nos frais de scolarité et notre taux devrait remonter ???
Je vois beaucoup d'étudiants autour de moi travailler pour payer leurs études. Ne pas oublier que les études, ce n'est pas seulement les frais de scolarité mais tout ce qui vient avec: livres, logement, nourriture, transport, etc. Et oui les jeunes ont des cellulaires et si demain matin, tous décidaient de couper leurs abonnements, plusieurs compagnies verraient leur chiffre d'affaire baisser de façon significative. Ceux qui ont vraiment suivi l'évolution du programme des prêts et bourses du gouvernement savent très bien que beaucoup d'étudiants sortent très endettés de leurs études grâce aux prêts du gouvernement. Et beaucoup plus qu'il y a vingt ans.
Les générations X lorsqu'ils étaient à au secondaire se sont aussi fait dire que ce n'était pas grave de s'endetter à l'université parce que nous allions avoir des très bon emplois en sortant de nos études. Et avec la les crises économiques des années 80 et 90, cela s'est avéré faux. Qui se souvient des bons d'emplois offerts par le gouvernement du Québec aux étudiants universitaires et aux compagnies fin des années 90 pour leur permettre de travailler 20 semaines afin d'avoir droit de tomber sur l'assurance chômage (à l'époque) et cela afin de désengorger le nombre de diplômés universitaires qui se retrouvaient sur le bien-être social (à l'époque). Et à moins d'être aveugle, nous entrons dans une grande crise économique.
De plus, les gens oublient que plusieurs diplômes d'aujourd'hui ne valent pas grand chose sur le long terme. Parlez-en à ceux qui ont étudié en informatique et qui se sont endettés. Ils avaient de très bon salaire jusqu'à ce que l'informatique soit redirigée vers l'Inde et compagnie par beaucoup de compagnies québécoises. Tout d'un coup, leur diplôme ne valait plus rien, mais ils n'avaient
Marjorie Michaud, Abonné, mardi 21 février 2012 09h20
Je suis une étudiante et je ne suis pas d'accord!
Bonjour tout le monde!
Je suis moi même étudiante au cégep et il me reste 1 an d'étude. Malgré ce que tout le

monde semble penser, ce n'est pas tout les étudiants qui sont d'accord avec la greve. Les associations étudiantes font, selon moi, de la désinformation. Ils privent les étudiants des opinions des deux cotés de la médaille. Ils ne disent pas que le coût va augmenter à l'université mais SELON LE DOMAINE D'ÉTUDE! Un étudiant en médecine va payer plus qu'un étudiant en éducation spécialiser! Et je trouve ça tout à fait normal! L'augmentation à été prévue en fonction du salaire moyen que fera l'étudiant en sortant de l'université. Ce n'est pas ce que l'on appelle la justice?? Pourquoi un étudiant en éducation, ou les salaires sont moins élever devrait payer les meme frais de scolarité de base qu'un étudiant en médecine ou en droit? <<À Montréal, le premier ministre Jean Charest a cependant fait comprendre que les étudiants devraient se faire à l'idée de payer leur «juste» part.>> Cette partie de l'article a été sortie de son contexte. Elle vien en lien avec ce que je vous affirme plus haut. De plus, une grande partie du 1625\$ (tout les étudiants n'aurons pas a payer cela soit dit en passant) sera de retour dans vos poches avec les retours d'impôts. Les universités souffrent d'un manque d'argent chronique du au fait que nous ne payons pas assez. Des idées comme prendre l'argent du plan nord sont totalement ridicule puisque le plan nord va détruire l'écosystème du toit de notre planète en plus de faire disparaître des espèces animales. De plus, les universités ailleurs au Canada possèdent des frais de scolarités plus élever que ceux du Québec et le taux de fréquentation est plus élever! Je sais qu'ils n'ont pas de cegep, mais si le reste du Canada est capable de le payer pourquoi pas nous?

Et pour marc.collin, c'est un peu exagerer, mais c'est vrai, certains étudiants se permettent des voyages dans le sud a

- Q1234, Inscrit, mardi 21 février 2012 09h25
Une société ignorante: ça sert à qui?
L'éducation accessible à tous est un principe de base qu'il faut défendre, jeunes et vieux, parents, professeurs et étudiants. C'est un investissement collectif avant tout, ceux qui feront davantage d'argent après leurs études paieront plus d'impôts et c'est ainsi qu'ils contribueront à l'éducation des autres générations. Leur demander de contribuer pendant qu'ils étudient est un non-sens. C'est leur travail que d'étudier quand ils sont jeunes, ils paieront après avec leurs impôts et cela servira à la société entière. Personne n'a intérêt à vivre dans une société où seuls les riches ont accès à l'éducation. Notre JEMEME SOUVIENS devrait nous rappeler nos parents, professeurs et étudiants qui n'ont pas eu la chance d'étudier, qui se sont tués au travail pour que leurs enfants puissent étudier. On ne va pas revenir en arrière. L'éducation n'est pas un bien de consommation, c'est une richesse collective. Un Québec instruit, est une école gratuite pour tous!
- Jacques Morissette, Abonné, mardi 21 février 2012 09h28
Les études ou comment on devient une marchandise marchandable.
L'augmentation des frais de scolarité, c'est pour développer chez les étudiants une mentalité de Wal Mart. J'ai les moyens, j'étudie. Plus tard, une fois mes études terminées, il ne me restera plus qu'à me vendre.
- Jack Bauer, Inscrit, mardi 21 février 2012 09h36
RE:SVP
Scarx00

Autre fait a noter, l'éducation post-sec au QC est financé a 80% du public

A ceux qui utilisent l'argument de la classe sociale... n'importe qui travaillant a l'opportunité de s'éduquer au québec, ne laissons pas les mots et simple rhétoriques se placer devant les faits actuels..

Johanne Lavallée Bernard Dupuis, Abonné, mardi 21 février 2012 09h41

Le retour du mépris pour la jeunesse.

Dans les années 60, P.E. Trudeau, comme beaucoup de ses admirateurs, aimait traiter les jeunes Québécois nationalistes et progressistes de «pouilleux». Aujourd'hui, les jeunes étudiants en grèves sont traités de pauvres flâneurs paresseux, irréfélchis, gaspilleurs et enfants gâtés.

Les arguments politiques sont rarissimes pour contredire les jeunes contestataires. Certains disent que nous devrions comprendre la décision «courageuse» du gouvernement puisque cela fait 25 ans que nous discutons de «droits» de scolarité. D'autres disent que 325 \$ par année, c'est bien raisonnable. M. Charest et Mme Beauchamp disent que les étudiants doivent «faire leur part».

Toutefois, même si cela fait 25 ans que nous en discutons, avons-nous réfléchi sur les conséquences politiques d'une telle décision? Cela ne va-t-il pas perpétuer et même accroître les écarts culturels, économiques et sociaux dans la jeunesse québécoise?

Lorsque M. Charest trouve bien raisonnable l'augmentation de 325 \$, s'est-il interrogé sur ce que cela représente pour un jeune qui commence dans la société? Pourtant les amis de M. Charest, qu'ils soient de Sagard ou d'ailleurs, pousseront les hauts cris dès que M. Charest oserait augmenter leurs impôts de 325 \$ par année? Pourtant, ces derniers ne sont pas des débutants dans la société.

Quelle est la vraie raison politique qui se trouve derrière ce psychodrame récurant? Veut-on opérer par le moyen financier une sorte de «sélection naturelle» de ceux qui auraient droit aux études supérieures? En effet, de même que la hausse du prix d'une marchandise fera en sorte d'éliminer son accès à certains consommateurs à revenus modestes, de même une hausse des frais de scolarité aura-t-elle pour effet de limiter la possibilité d'ascension sociale? Comment alors forger une société plus juste et plus égalitaire sur la base de l'accès au savoir?

Bernard Dupuis, Berthierville

• André Michaud, Inscrit, mardi 21 février 2012 09h56

Fierté de payer SES études

Une étudiante contre la grève fut interviewée à Québec. On comprend pourquoi elle est contre..

Elle vient d'un milieu très pauvres (HLM), mais elle n'a pas voulu de Prêts et Bourses et a travaillé très fort pour payer son université.. Quelle belle fierté ! Et que cela est rare de nos jours dans une société où on attend tout du gouverne maman..

Elle est révolté de voir que des jeunes qui se font payer leur études par les autres (parents, gouverne maman) veulent mettre en péril SON investissement scolaire..

Bravo à cette jeune femme qui prouve que l'on peut être pauvre mais fier et indépendant!

• Hein, Inscrit, mardi 21 février 2012 10h00

Élargir la lutte

Les étudiants sont du lot des victimes des plans d'austérité capitaliste. En effet, avec la hausse des frais de scolarité, leurs conditions

de vie vont se dégrader. Ils auront davantage la nécessité de se trouver des jobs à temps partiel pour un salaire ridicule. Bref, les étudiants venant des milieux modestes seront, et c'est déjà largement le cas, de plus en plus des prolétaires à temps partiel! La lutte pour la gratuité scolaire est légitime aux premiers abords. Nous devons cependant dépasser cette seule revendication qui vise en réalité la mobilité sociale et diriger notre lutte contre la société de classe, le capitalisme. Les syndicats, que ce soit l'ASSÉ ou la FECQ/FEUQ, vont les entraîner dans une lutte illusoire, soit pour la gratuité scolaire, soit pour un autre gel des frais de scolarité. Cette lutte est vaine, une voie de garage, puisqu'elle n'est pas une lutte dirigée contre le capital, mais une lutte pour une autre forme de capitalisme, un « capitalisme à visage humain »(genre Québec Solidaire) et une « éducation humaniste » réactionnaire. Que l'éducation soit gratuite et publique ou privée et chère, le capitalisme, lui, est toujours debout. On essaie de vous faire croire que la hausse entraînera une commercialisation de l'université la rendant dépendant du capital. Mais, l'université est déjà bourgeoise et a déjà comme fonction la reproduction des classes sociales. En effet, l'université n'est en rien indépendante du capital, elle fut historiquement constituée et financée par l'État bourgeois pour le maintien de sa domination tant au niveau technique qu'intellectuel.

Il faut dès maintenant que les étudiants rompre avec les attitudes corporatistes et carriéristes du mouvement étudiant officiel. Leur prolétarianisation les oblige à faire de l'agitation autant à l'université que sur leurs lieux de travail. Il faut se regrouper contre et en dehors des syndicats et toujours

Alexlambert, Inscrit, mardi 21 février 2012 10h01

À ceux qui croient à la hausse.

<http://silequebec.wordpress.com/2012/02/18/les-myt>

Ce texte s'adresse à qui compte veu faire face à des arguments solides.

J.Gabriel, Inscrit, mardi 21 février 2012 10h02

Bravo!

Bravo les étudiants. Courage, défendez nos universités que les vétérans de la joie veulent détruire, question de se distraire un peu. Merci à tous.

• NickGP, Inscrit, mardi 21 février 2012 10h04
@Scarx00 et Jack Bauer: Remettons les pendules à l'heure.

SVP messieurs, cessez d'utiliser des arguments que vous ne comprenez pas. En réutilisant la propagande libérale, vous ne faites que prouver à quel point vous ne comprenez en rien la situation.

Quelque faits:

1) L'éducation au Québec ne coute pas 1200\$ par session. Ce 1200\$ ne compte pas les frais obligatoires institutionnels qui, dans les faits, fait monter la facture à 1700\$

2) Le Québec est la province où le coût de la vie est le plus élevé. Si notre immobilier coûte un peu moins cher, le Québec est la province la plus taxée alors qu'elle est également la province avec le plus bas taux salarial du pays (à part Terre-Neuve). Un article du Devoir calculait que la moyenne du retard au niveau de notre pouvoir d'achat annuel était de 4740\$ face à l'Ontario.

<http://www.ledevoir.com/economie/actualites-econom>



- 3) L'accès aux études est une demande axée sur deux éléments. D'une part, tout les étudiants ne sont pas des jeunes au foyer, loin de là. Une mère monoparentale, par exemple, ne trouvera pas de solution facile dans un nouvel emploi quand elle en a déjà un qui lui sert à faire vivre sa famille. D'autre part, les étudiants ne veulent pas s'endetter. Je travaille dans tout mes temps libres, me tappant des semaines de 7 jours. Mon revenu annuel brut est de 9700\$. Si 7000\$ s'en va à l'université, il me reste quoi pour vivre?
- 4) Le problème n'en est pas un de sous-financement, mais de mauvaise gestion. Nos universités n'ont jamais été si bien financées en fait, mais cet argent est de plus en plus accaparé par la recherche commerciale, alors qu'on met de moins en moins pour la recherche fondamentale et l'enseignement. Ajoutez à cela les déboires administratives de nos recteurs, et vous comprendrez le cynisme des étudiants quand on leur dit qu'il faut plus d'argent. D'une façon comme d'une autre, on ne se propose pas de donner plus d'argent aux établissements,
- Bourgeoisgentilhomme, Inscrit, mardi 21 février 2012 10h15
Mobilisation?
Peut-on parler de mobilisation alors qu'on nous disait hier que les 32000 étudiants dans la rue ne représentaient que 7% de l'ensemble des étudiants d'universités et de CE-GEP. Encore une minorité qui veut imposer sa loi à une majorité. Et les médias embarquent là-dedans. QEt surtout quand nous savons de quels facultés ces contestataires émergent. A voir la photo, on dirait qu'il y en a qui sont en arts graphiques.
 - Roland Berger, Abonné, mardi 21 février 2012 10h18
Payer leur juste part
Les étudiants et étudiantes doivent payer leur juste part. Voilà l'argument massu d'un premier ministre qui s'apprête à dérouler gratis autoroutes et chemins de fer pour des compagnies minières qui exploiteront les ressources du Québec. Un virage à 180 degrés par rapport au gouvernement libéral de Lesage qui voyait la gratuité scolaire comme un investissement rentable dans l'avenir économique du Québec. Le gouvernement de Charest n'est libéral que de nom.
 - Roland Berger
 - NickGP, Inscrit, mardi 21 février 2012 10h18
@Scarx00 et Jack Bauer: Remettons les pendules à l'heure. (suite)
5) Il est faux de prétendre qu'un diplôme est un investissement. Plusieurs diplômes sont complètement inutiles, servant de prérequis à des diplômes plus avancés qui, eux, sont extrêmement contingents. Ces Baccs sont ainsi plutôt un pari qu'un investissement. D'autre part, les étudiants au DEP sont mieux rémunérés que les étudiants du Bacc. Un Grutier au Québec débute entre 80.000\$ et 120.000\$ annuellement avec un DEP d'un an et demi. Un enseignant, avec un Bacc de 4 ans, débute à 34.000\$ et plafonnera après 10 ans d'ancienneté à 61.000\$.
 - michel lebel, Inscrit, mardi 21 février 2012 10h23
Un système marchand!
Nous Québécois, étudiants inclus, vivons dans une société de grande consommation, d'économie libérale, avec toutefois un fort interventionnisme de l'État. Depuis plusieurs décennies, l'éducation a été marchandisée, comme la plupart des choses. C'est un fait facile à constater. Dans pareil contexte socio-économique, la marge de manoeuvre de

- l'État me semble bien mince. Et à ce que je sache, le Québec n'est pas prêt de virer au socialisme! Donc, en résumé, les étudiants doivent passer à la caisse.
- Ne demander pas à Jean Charest, Line Beauchamp ou Pauline Marois ou encore moins à François Legault de toutefois philosopher sur l'éducation. Leur propos sur le sujet est d'une grande pauvreté intellectuelle. C'est ainsi, mais il est évident que le sujet pourrait être abordé de façon beaucoup plus large, plus profonde. Mais ils en sont incapables, ce qui démontre, entre autres, la faiblesse de notre système d'éducation... Ces politiciens sont aussi globalement satisfaits du système, marchant en éducation comme dans d'autres domaines. Comme la plupart des Québécois d'ailleurs!
- On ne referra donc pas le monde en 2012! Les étudiants devront passer à la caisse (pas si onéreuse) et le gouvernement continuera de gouverner, séchage de cours ou pas, ou "grève" si on le veut... Ainsi va la vie...
- Michel Lebel, Ancien professeur d'université
Julien P., Inscrit, mardi 21 février 2012 10h25
@touslesindividualistes
essayez de considérez l'enjeu d'un point de vue social et non égoïste. Voulons-nous bâtir une société où la jeunesse de demain sera instruite et prospère économiquement, ou voulons-nous que les baby-boomers paient moins d'impôts et refilent la facture à ceux qui les supporteront financièrement lorsqu'ils seront à la retraite?
 - Christine L, Inscrit, mardi 21 février 2012 10h28
@Marjorie Michaud
Marjorie Michaud, l'envers de la médaille que vous voudriez que les associations étudiantes vous présentent est malheureusement complètement faux.
"Ils ne disent pas que le coût va augmenter à l'université mais SELON LE DOMAINE D'ÉTUDE!"
-Faux. Ça fait partie des pseudo-discussions dont il a été mention l'année dernière, mais la hausse de 1625\$ s'applique à tous les domaines d'études sans exception. Vous pouvez vous référer à ce document: <http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/Budget/2011->, du gouvernement, pour confirmer.
 - "Les universités souffrent d'un manque d'argent chronique du au fait que nous ne payons pas assez"
-Elles souffrent surtout de manque de rigueur dans la gestion de leur budget. La construction de l'îlot voyageur, la prime de départ de plus de 700 000 de la rectrice de Concordia, les hausses successives des salaires des recteurs et des cadres, c'est ça, la gestion du budget de nos universités.
"De plus, les universités ailleurs au Canada possèdent des frais de scolarités plus élevés que ceux du Québec et le taux de fréquentation est plus élevé! Je sais qu'ils n'ont pas de cegep, mais si le reste du Canada est capable de le payer pourquoi pas nous?"
-Le fait que le salaire moyen est plus élevé ailleurs au Canada est une partie de la réponse.
http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/famis_m
De plus, si on tient compte de l'ensemble de l'éducation post-secondaire au Québec (plutôt que seulement l'éducation universitaire chez les 20-21 ans, comme on le fait d'habitude), le Québec se classe premier dans les pays de l'OCDE.

- <http://www.mels.gouv.qc.ca/sections/publications/p>
Kris13104, Inscrit, mardi 21 février 2012 11h01
minorité/majorité
Ce n'est pas parce qu'ils sont minoritaires que les étudiants qui refusent l'alourdissement des coûts de leurs études ont tort: ils ne sont peut-être que plus clairvoyants et il est clair que ce sont les minorités pensantes et actives qui font progresser les sociétés.
Par ailleurs, l'enseignement doit être considérée comme un élément de souveraineté pour une société, au même point que la Justice, la Défense. La prise en compte de son importance pour la société québécoise, voire canadienne, constitue le gage de son progrès. Si l'enseignement primaire de qualité est celui qui démontre le plus grand rendement qu niveau de la société, l'enseignement secondaire constitue un passage vers l'enseignement supérieur. Pour ce dernier, il est plus censé de privilégier l'intelligence et le talent à la richesse, pour le plus grand bien de l'ensemble de la société et non pour la pérennité des influences de certaines classes sociales.
Oui, l'enseignement supérieur coûte cher, mais c'est à «l'État» provincial d'en assumer les coûts, avec d'ailleurs tous les arrangements utiles qu'il pourra passer avec les entreprises qui ont besoin de «matière grise». Les impôts sont là pour cela. L'expérience des pays scandinaves, reconnue pour la qualité de ses résultats, est à considérer. L'aspect financier des études ne peut pas, ne doit pas, constituer un handicap. Peut-être une solution d'obligation d'un temps de service publique, encadré sur le plan salaire, imposée aux «finissants» serait une solution qui permettrait aux pouvoirs publics comme aux entreprises associées à bénéficier des connaissances «fraîches», tout en assurant une première expérience professionnelle et une socialisation aux nouveaux diplômés.
- JS L, Inscrit, mardi 21 février 2012 11h04
@ Marjorie Michaud
J'aimerais voir cette info, sur l'endettement proportionnel au salaire. N'oubliez pas non plus que nous parlons d'accessibilité à l'éducation. De plus, un autre détail important est ce qu'on va faire de cet argent. Ne vous laissez pas berné par l'argumentaire libéral. Une hausse n'est pas mauvaise en soit, puisqu'il s'agit de redistribuer équitablement l'argent des étudiants pour permettre l'accessibilité au plus pauvre. Mais il n'est pas question ici de redistribuer l'argent "équitablement".. on parle de 4000 boursiers de plus en 2016-17 pour les 35000\$ et moins, ainsi que de financer les universités "sous-financées". Une partie de cette argent ne peut donc pas servir au programme de prêts et bourses. Pour ce qui est de la qualité de l'éducation, lisez mon commentaire plus haut. Il existe une culture de compétition dans les universités, sans parler des financements accordés à la recherche. Mais cette recherche, notre vrai trésor, profite généralement plus au privé qu'à nos institutions publiques. La grève est un recours nécessaire pour dire au gouvernement qu'il n'agit pas de manière responsable. Mais convenons que certains étudiants ne sont pas plus responsables. Il est toutefois plus facile de généraliser chez les étudiants, alors que nous n'avons qu'un gouvernement, qui agit effectivement tel un dictateur. C'est juste pas honnête. Les étudiants pour la démocratie:

- 1, le gouvernement pour la juste répartition des coûts: 0. Au plaisir.
- Pierre François Gagnon, Inscrit, mardi 21 février 2012 11h09
Collision frontale!
...entre deux visions de la société qui s'affrontent maintenant sur la scène étudiante. L'histoire de l'importance des droits de scolarité demeure tout à fait secondaire dans cet enjeu même si tous les étudiants pour ou contre n'en sont pas pleinement conscients. Deux visions opposées et irréconciliables: encore une fois néolibérale ou gauchiste dans le bon sens du terme.
L'une prêche l'idéologie de l'utilisateur-payeur à toutes les sauces, jusqu'à la nausée de l'absurde, l'autre fait valoir que l'accès libre et gratuit à l'éducation à tous les niveaux constitue de toute évidence au 21e siècle un enjeu fondamental dans une société convenablement socialisée au sens global comme au niveau individuel un adulte responsable doit avoir été convenablement socialisé.
 - Christian Richer, Inscrit, mardi 21 février 2012 11h12
Sa m'inquiète
Pourquoi suis-je inquiet parce quevoyez-vous ce n'est pas le débat en temps que tel.....mais bel et bien la mentalité derrière....
refus total des étudiants a une augmentation de tous frais de scolarité ils sont organisés, ils parlent fort et ont une pensée plutôt extrême.....
pensez-y 325\$ par année 162.50\$ par session.....ce n'est pas énormemais on a en face un refus catégorique sans aucune possibilité de discussion et ça sa me fait peur.....inquiétant pour la suite des choses.....car n'oublions pas que on a un déficit de 3 milliards à éponger....
 - JS L, Inscrit, mardi 21 février 2012 11h12
@ michel lebel
Pourquoi ne pas laisser une chance à la jeunesse et leurs idéaux? C'est parce que des gens comme vous se sont aplatis que nous vivons aujourd'hui des situations comme la hausse, sans oublier les autres hausses dans les domaines publics. C'est par votre incapacité à protester contre l'irresponsabilité et le mensonge politique que l'élite libéral s'est hissé au pouvoir à en dominer d'une main de fer le Québec. Quand je pense québécois, je dois remonter à Lévesque, aux patriotes, pour avoir une idée claire de qui je suis. Parce que, je m'en excuse, des mentalités de perdants il y en a de toutes les cultures et ce n'est pas vous qui changerez les choses. Lorsque nous aurons un pays, lorsque nous serons un exemple à suivre pour le reste du monde, ce ne sera pas grâce à vous. Avec respect.
 - JS L, Inscrit, mardi 21 février 2012 11h19
@Hein
Encore faut-il qu'il reste un pouvoir au peuple: la grève. Mais je suis entièrement d'accord avec toi et probablement que beaucoup d'étudiants le sont. Une chose à la fois. Après il nous faudra un pays, après la fin du capitalisme, après le bonheur? surement :) Soyons au moins fier de nos gens, qui n'attendent pas de crever de faim avant de se mobiliser, même si certains en tireront profit. Il n'est pas impossible que chaque étudiants soit, dans l'avenir, conscient de ce phénomène, il faut se laisser des chances et avancer pas à pas...
 - JS L, Inscrit, mardi 21 février 2012 11h29
Pour ajouter @ Christine L

De toute façon, l'études commandée par le MELS à notre conseil supérieur de l'éducation révèle que nous sommes 3e moins cher au Canada. C'est cela "l'autre" coté de la médaille, ne parler que de ceux qui sont plus cher. Mais sommes-nous si naïfs, encore aujourd'hui? Cherchez vos propres informations, l'internet en déborde! Consultez les pédéeffes, il en pleut et c'est amusant de voir comment on ne nous dit ce qu'on veut bien nous dire. Soyons des citoyens responsables.

Voir sur:
<http://www.cse.gouv.qc.ca/fichiers/documents/publi>

Jack Bauer, Inscrit, mardi 21 février 2012 11h32

@NickGP

"Les étudiants ne veulent pas s'endetter"

Réalisez vous l'absurdité abasourdisante de votre affirmation? Personne ne veut s'endetter, vous n'apprenez rien a personne avec cela je crois, la question est a qui bénéficie l'éducation supérieure? Les étudiants, de la même façon que l'achat d'une maison bénéficie son acheteur, si vous voulez avancer un argument vis-a-vis la responsabilité de la collectivité de payer entièrement (comme le monde ici ainsi que tous les syndicats revendiquent), il faudra faire mieux que de simplement affirmer que "les jeunes ne veulent pas s'endetter", s'ils ne sont pas prêts a financer ne serait-ce qu'une partie de leur études pour pouvoir accéder a une vie meilleure grâce a leurs études, comment justifier qu'ils gagnent un salaire en moyenne beaucoup plus élevé que les contribuables qui auront payé les frais de leurs études.

NickGP, Inscrit, mardi 21 février 2012 11h39

@Christian Richer: Manipuler les chiffres Non, 162\$ ce n'est pas énorme. 2000\$ par année, pour quelqu'un qui fait moins de 10.000\$, c'est énorme. Et c'est ça la hausse. Remarquez, ce ne sont même pas les étudiants d'aujourd'hui qui paieront la pleine facture, mais ceux de demain.

"D'ailleurs, pourquoi avoir choisi 1968 comme année de référence ? Et bien, 1968 a été l'année où le gouvernement a exigé des frais de scolarité les plus élevés dans toute l'histoire du Québec.

En fait, si en 1968 les frais de scolarité étaient à 100% de ce qu'ils auraient dû être, la moyenne des années 70 fut de 63.6%; celle des années 80 de 31.33%; celle des années 90 de 55.5% et celle des années 2000, environ 65%

Ces chiffres peuvent être vus de bien des manières, mais le premier constat qui nous vient à l'esprit est que ce sont ceux qui ont bénéficié des plus bas frais de scolarité qui prétendent que les étudiants doivent faire leur juste part. Pensons à Jean Charest (1981, 41.4%), François Legault (1984, 31.1%), Pauline Marois (1976, 59.8%), Gérard Deltell (1989, 25.1%), Mario Dumont (1993, 40.8%). En fait on pourrait pratiquement tous les passer, aucun n'aura payé ce qu'ils prétendent être "la juste part", soit celle de 1968. Si cette génération avait placé tous les montants non payés en frais de scolarité selon le pourcentage de ce qu'ils auraient dû, combien devraient-elle redonner, avec intérêt, aux générations actuelles qui sont maintenant prises à éponger le déficit ?

"
<http://silequebec.wordpress.com/2012/02/18/les-myt>

• Françoise Maertens, Inscrite, mardi 21 février 2012 11h48

À Mr John James Charest

Quand allez-vous arrêter de parler de "juste part"? Les étudiantes et les étudiants paieront leur juste part quand ils seront salariés via l'impôt sur le revenu. En attendant, laissez-les étudier en paix!

Michel Richard, Inscrit, mardi 21 février 2012 11h52

Faudrait organiser des manifestations de gens qui paient le gros des frais de scolarité. Oups,

Ils sont en train de travailler, et de payer des impôts.

Non mais pensez-y, ceux dont les frais de scolarité ne couvrent pas le tiers ou le quart des coûts s'en vont en "grève", tandis que ceux qui paient les deux tiers ou les trois quarts ne peuvent rien faire d'autre que travailler dur et payer.

En passant, on a évidemment pas ici une "grève" au même sens que lorsque les employés d'une manufacture ou d'un bureau font une grève au moment de la négociation d'une convention collective. En matière de travail, les votes sont balisés, les périodes où la grève est permise sont encadrées etc . . .

Ici, les associations étudiantes font ce qu'elles veulent, tiennent des votes avec des quorums très bas et tout et tout. Elles se drapent du langage des conflits de travail avec des "piquets de grève"; les cégepiens parlaient même de "lock-out" la semaine dernière.

Foutaise !

Donald Bordeleau, Inscrit, mardi 21 février 2012 11h53

83 % pas accès aux prêts et bourses.

Le présent gouvernement du Québec est en train d'entraver gravement son potentiel économique et éducatif en augmentant le coût des études universitaires comme cela se produit présentement en Ontario

<http://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/D>

<http://www.socialwatch.org/fr/node/13610>

Par exemple l'abolition des commissions scolaires ferait économisée au gouvernement 300 millions, un montant suffisant pour le financement de nos universités.

L'abolition de la subvention des écoles privées dégrèvera 400 millions.

Le problème n'en est pas un de sous-financement, mais de mauvaise gestion. Nos universités n'ont jamais été si bien financées en fait, mais cet argent est de plus en plus accaparé par la recherche commerciale, alors qu'on met de moins en moins pour la recherche fondamentale et l'enseignement.

Ajoutez à cela les déboires administratifs de nos recteurs, des millions en prime de départ, 555 millions fiasco Îlot Voyageur et ajouter le remboursement de la dette etc ... et vous comprendrez le cynisme des étudiants.

Le plus bizarre de toute l'affaire, nous avons les moyens de donner l'éducation gratuite ici au Québec.

Mais présentement aucun parti ne fera ce virage obligé. Le PLQ ne bougera pas de ce côté pour ne pas froisser son vote anglophone et allophones.

Présentement le gouvernement est en mode élection, se servir des femmes pour doré l'image de notre PM cela ressemble à de la ségrégation. Pourquoi ne pas utiliser les étudiants ?

Une procédure odieuse qui fait que le gouvernement à la tête ailleurs, alors que notre projet de société pourrait être l'éducation gratuite comme dans binn d'autres pays.



- En Norvège, les écoles sont municipales... Un modèle à suivre !
- Lise Moga, Inscrit, mardi 21 février 2012 11h59
@Julien P.
"...les paient moins d'impôts et refilent la facture à ceux qui les supporteront financièrement lorsqu'ils seront à la retraite?"
J'imagine que les baby-boomers ne veulent justement pas en mettre sur vos épaules de futurs payeurs d'impôts, en utilisant la marge de crédit... car une largesse de l'État, c'est un dû pour des années à venir. N'avez vous pas souvent été amenés à penser que vous, moi et les baby-boomers refileront une lourde dette sur les épaules des plus jeunes, en exigeant toujours plus de l'État. L'État, ne va pas chercher l'argent dans les arbres pour solder ses obligations, mais dans les goussets de ceux qui paient taxes et impôts. Où on apprend de ses erreurs où on n'apprend jamais.
 - NickGP, Inscrit, mardi 21 février 2012 12h04
@ Jack Bauer: illogique.
Monsieur, il va vous falloir décider: suis-je abasourdissement absurde, ou suis-je en train de déclarer l'évidence même? Parce que je ne peux faire les deux à la fois, comme vous semblez en être convaincue.
Donc selon vous l'idée de ne pas vouloir s'endetter, c'est absurde? Mais personne ne veut s'endetter. Donc nos sommes tous absurdes?
Non. L'éducation des citoyens n'est pas une maison. C'est quelque-chose qui rapporte énormément à la société. Mais que sais-je, moi l'absurde?
En bout de ligne, il y a un choix de société à faire. Au Québec, depuis le rapport Parent, nous avons choisis de subventionner les études post-secondaires pour en faciliter l'accès et éviter à nos jeunes de débiter leur carrière en situation d'endettement. Maintenant, ceux qui ont profité de ce système n'en sont plus content. Serait-ce une pointe d'égoïsme inconséquent que je vois apparaître?
 - NickGP, Inscrit, mardi 21 février 2012 12h13
@Lisa Moga: L'argent est bel-et-bien dans les arbres
Il n'y pousse pas, vous avez raison, mais l'argent est tout-de-même dans un arbre: c'est là que l'ont lancé les gaspilleurs professionnels qu'on appelle "gestionnaire".
Plusieurs articles ont été cité ici, alors je me contenterais de vous re-recommander celui-ci:
<http://silequebec.wordpress.com/2012/02/18/les-myt>
L'argent est là, mais il est mal géré.
 - Scarx00, Inscrit, mardi 21 février 2012 12h13
@NickGP
Je viens tout juste de terminer mon bacc. qui m'a coûté au maximum 1200\$ par session. Et même si ça en coûtait 1700 nous serions déjà loin devant l'Ontario où il en coûte plus du double par session. et en ce qui me concerne j'ai réussi à payer mes études (incluant loyer, bouffe, autos, cellulaire...) sans l'aide de personne à travailler comme serveur 2 soirs par semaines. Ne me faites pas pleurer en me parlant de la mère monoparentale qui reçoit beaucoup de subventions gouvernementales et qui a accès, cause de son statut, au bourses d'études encore une fois offerte par le gouvernement..
 - Lise Moga, Inscrit, mardi 21 février 2012 12h17
@Pierre François Gagnon
- "L'une prêche l'idéologie de l'utilisateur-payeur à toutes les sauces, jusqu'à la nausée de l'absurde, l'autre fait valoir que l'accès libre et gratuit à l'éducation à tous les niveaux constitue de toute évidence au 21e siècle un enjeu fondamental dans une société convenablement socialisée au sens global comme au niveau individuel un adulte responsable doit avoir été convenablement socialisé"
- En toute objectivité, vous auriez dû écrire: "L'une prêche l'idéologie de l'utilisateur-payeur à toutes les sauces, jusqu'à la nausée de l'absurde; l'autre fait valoir" l'obligation de se faire porter par la société, ce qui fait de lui un "être" qui n'assume jamais la responsabilité de devenir adulte et de porter ses idéaux de se dépasser en s'en donnant les moyens.
- Matemiste, Abonné, mardi 21 février 2012 12h38
Bravo à la sérénité du courage étudiant, voilà l'espoir !!
Un investissement dans la connaissance et le raisonnement sain des générations à venir pourra nous sortir de ce pétrin artificiel... L'argent n'est pas dans la population surtaxée mais la valeur si... Elle est systématiquement détournée vers des profits corporatifs déguisés et cumulatifs, des hauts salaires stériles de financiers qui ne créent rien d'utile, et vers les privilégiés qui réussissent à écrémer la fausse rareté par le contrôle des ressources névralgiques... NE VOYEZ-VOUS PAS LES SYMPTÔMES ?
Deux décennies sont passés depuis que j'ai terminé le BAA et n'ai jamais autant eu de plaisir et de temps pour lire et étudier que maintenant sur les problèmes de l'heure... C'est ce que les études nous apprennent de plus important. Avoir eu à travailler autant pour payer mes études, appartement, etc., fut contreproductif au lieu d'approfondir et l'enrichir d'expériences supplémentaires avec M. Parizeau et autre excellents profs de l'époque... C'est la multiplication de ces transmissions de qualité qui nous fera hausser les possibilités de nos attentes. Le niveau de nos problèmes demande une bonne connaissance historique, politique, économique, philosophique, psychologique... et une nouvelle synergie post-technocratique.
Trois trucs de détracteurs : dénigrement, supposition, dérision voilà des arguments quand ce n'est pas amalgamé dans l'ironie ?
Maintenant mon intervention s'adresse à tous. C'est un encouragement, mon support. Vraisemblablement les élus dirigeants actuels sont corrompus. J'en ai rencontré plusieurs et j'ai fait mon opinion. Je ne vous demande pas de me croire mais plutôt de brancher votre curiosité cervicale sans faiblir du coeur, et ainsi vous trouverez par vous-même... J'ai confiance en vos possibilités désintéressées...
Stéphann Coulombe
AKA Matemiste
- M. Enseignant, Abonné, mardi 21 février 2012 12h44
Juste part
AVant de demander aux étudiants de faire leur juste part il faudrait aussi que le gouvernement fasse la sienne. Pourquoi ne pas demander aux entreprises qui font des milliards de dollars en profit chaque année de faire leur juste part ??
Pour ceux qui ont eu l'éducation gratuite il devraient comprendre. Sinon ils appliquent le dicton : "Après moi le déluge". Ses étudiants devront composer avec un secteur immobilier qui explose. des caisses de retraite vides,
- un endettement record... est-ce ce qu'on appelle leur juste part ??
- Jeanclro, Abonné, mardi 21 février 2012 13h00
Les grandes questions
Es-ce qu'il y a un manque à gagner ou qu'on doit renflouer les coffres pour combler les baisses d'impôts accordées aux biens nantis? Ou pour continuer à accorder au privé des contrats très lucratifs?
- Ben Gagnon, Inscrit, mardi 21 février 2012 13h05
Simple question
Les gens qui se plaignent de la grève étudiante sont-ils les premiers à dénoncer l'inaction politique de la jeunesse? L'humain, ce paradoxe social.
- Gilbert Talbot, Abonné, mardi 21 février 2012 13h19
Bravo les étudiantEs !
À voir la somme de commentaires provenant des étudiants autant des pour que des contre l'augmentation des frais de scolarité, on se rend compte que certains lisent bien Le Devoir, qu'ils savent fort bien argumenter leurs opinions et finalement que ce débat reste fort démocratique. Bravo les étudiants ! Lâchez pas !
- marc.collin, Inscrit, mardi 21 février 2012 13h40
Ancien étudiant
@Anne-Marie Desmeules, les prêts, c'est pas juste pour acheter des autos ou bien une maison
@Mathieu Lavallée, tu veux de l'argent? fait comme beaucoup d'étudiant, va travailler
@André Michaud, C'est ce qu'on appelle un vrai battante.... de plus en plus rare, je crois le temps perdu à manifester leur aurait déjà permis de payer cette hausse....
eh ou il y a quelques années j'étais étudiant et avec 3 sessions par années et travail à temps partiel j'ai réussi....
- michel lebel, Inscrit, mardi 21 février 2012 13h43
@JS L
Si je vous saisis bien, quand nous aurons un pays, nous serons un exemple pour le reste du monde, rien de moins! Woh! Bref, le paradis où tout est gratos! J'ai bien hâte de voir cela! Avec mes respects anticipés...
Michel Lebel
- rabah hammachin, Inscrit, mardi 21 février 2012 13h48
Coment font-ils ailleurs?
Pour information:
L'analyse des frais de scolarité dans l'enseignement supérieur et des aides financières aux étudiants dans six pays européens, (Allemagne, Danemark, Espagne, France, Pays-Bas et Royaume-Uni) montre que :
- en Allemagne, en Espagne et en France, les frais de scolarité sont modérés voire inexistantes, tandis que les aides directes aux étudiants sont limitées ;
- aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, les frais de scolarité sont élevés, mais assortis d'aides financières importantes, destinées à responsabiliser les étudiants ;
- au Danemark, l'enseignement supérieur est gratuit et tous les étudiants ont la possibilité d'être financièrement indépendants.
Dans la plupart des pays du monde, les frais (droits) de scolarité sont dérisoires car l'éducation y est perçue, au même titre que la santé, comme un droit et un investissement sociétal. Un bon système d'éducation et un bon système de santé sont les garants d'une société développée.

Tant que nos gouvernants s'entêtent à tout financiariser et à tout ramener à des critères économiques libéraux, nous ne sommes pas sortis de l'auberge.

Le décrochage, l'appauvrissement et l'endettement ne doivent pas être les seules issues de nos étudiants.

- Imeon Besset, Inscrit, mardi 21 février 2012 14h59

L'endettement étudiant fait rouler l'économie.

Lorsqu'un étudiant fait une demande de prêt et bourse, le gouvernement ne fait que vérifier le revenu familial de l'étudiant selon son âge. Si l'étudiant est admissible à une bourse, ce qui est très rare, c'est l'état qui paie cette dette. Si l'étudiant a droit à un prêt, le gouvernement ne fait qu'émettre un bout de papier qui garantit le prêt à une institution financière qui elle octroie le prêt de l'argent qui n'existe pas en réalité. Lorsque l'étudiant rembourse sa dette à l'institution financière, il paie des intérêts sur de l'argent qui n'a jamais existé mais que l'étudiant a autorisé l'existence en apposant sa signature. Les intérêts sur le capital de la dette sert à enrichir l'institution financière qui verse de l'impôt à l'état. En réalité l'argent n'a jamais existé... Le gouvernement n'a qu'offert une garantie de prêt à l'institution financière...

Le problème est que l'étudiant n'est pas assuré de travaillé dans son domaine donc d'obtenir le salaire qui est inscrit dans les guides de programme étudiant... Que se passe-t-il lorsque l'étudiant ne travaille pas dans son domaine. C'est simple il n'a pas le salaire qui peut lui permettre de rembourser son prêt, donc si il travail au salaire minimum, il devient surendetté par rapport à son revenu = vie de misère jusqu'au moment qu'il se trouve un emploi convenable... mais d'ici ce temps là l'ex étudiant est du cheap labor surendetté. Advenant le cas que l'étudiant tombe sur le BS et qu'il ne peut rembourser immédiatement après, la dette retourne au ministère de l'éducation que là, la dette continue de gonfler par les intérêts et que lorsque l'individu se trouve un emploi, conditionnellement à ce que le marché du travail l'accepte (si il n'a pas resté trop longtemps inactif) il doit prendre un entente de remboursement avec ce ministère qui ne font pas de cadeau et ce foute bien que soit obligé de manger du craftdiner pendant 15ans. Et l'ét

- Jack Bauer, Inscrit, mardi 21 février 2012 15h17

@NickGP

L'idée de ne pas vouloir s'endetter n'est pas absurde, c'est une vertu, l'idée de vouloir endetter la collectivité pour obtenir quelque chose qui nous bénéficiera pour toute une vie sans accepter d'assumer ne serait-ce qu'une infime parcelle des coûts que cela implique, s'il y a quelque pointe d'égoïsme présent ici c'est bien ce genre de mentalité que vous et d'autres québécois au sens critique limité semblent épouser avec tel enthousiasme.

- Lise Moga, Inscrit, mardi 21 février 2012 15h20

@M. Enseignant

"Avant de demander aux étudiants de faire leur juste part il faudrait aussi que le gouvernement fasse la sienne. Pourquoi ne pas demander aux entreprises qui font des milliards de dollars en profit chaque année de faire leur juste part ??"

Il faudrait peut-être aussi demander aux professeurs d'université de partager leurs avantages "sociaux" avec leurs étudiants: avantages, qui en plus de leurs généreux salaires, leur donne droit à l'instruction gratuite pour leurs rejetons. Si quelqu'un a la possibilité d'assumer les frais de scolarité de leurs enfants à l'université, c'est bien eux. Alors, puisqu'ils ont les moyens de dicter les moyens de l'État, qu'ils partagent leurs avantages marginaux avec les étudiants. Ainsi, l'université va être moins endettée, plus accessible à l'ensemble de la population.

- Lise Moga, Inscrit, mardi 21 février 2012 15h42

De récepteur à participant.

"Le décrochage, l'appauvrissement et l'endettement ne doivent pas être les seules issues de nos étudiants."

Une autre issue serait de supporter sa besace et de faire un bout de chemin pour défier l'inculture et la pauvreté afin de s'inscrire, en tant qu'adulte, dans le grand défi de la civilisation.

- Hyde, Abonné, mardi 21 février 2012 17h45

La juste part

Le ministre Bachant aime bien répéter que «les étudiants doivent faire leur juste part». C'est drôle, mais quand je paie 2600\$ par année, quand je réalise qu'à la fin de mon bac, j'aurai déboursé 8000\$ en frais de scolarité, je trouve que ma juste part est justement faite.

Quand je regarde sur mes factures les taxes que je paie sur mon épicerie, mes livres et mon linge, je vois que je fait encore plus ma juste part.

Quand je sais que je vais payer des impôts pendant encore 50 ans sur un salaire moyen (parce que NON, un bac ne garantit pas un salaire élevé dans 75% des domaines d'études. Même en Droit, il n'est pas certains d'avoir un salaire plus élevé que la moyenne), je sais que ma juste part, je l'a fait.

Mais quand je regarde mon recteur d'université et ses acolytes avec leur faramineuse augmentation de salaire, quand je vois les parachutes très dorés remis aux administrateurs qui se font claquer la porte, quand je vois que des recteurs au salaire de 200 000\$/année se font payer leur condo sur le dos des contribuables et des étudiants, quand je vois des millions de dollar gaspillé dans l'ilot voyageur et, présentement, à la garde de triage d'Outremont...

Je trouve le gouvernement pas mal effronté de dire aux étudiants de faire leur juste part et de se serrer la ceinture quand la moitié d'entre-eux n'ont pas les moyens de se payer une ceinture.

- Michel Lanthier, Inscrit, mardi 21 février 2012 18h19

Les effets indirects de cette hausse ainsi que les mythes

Dans un premier lieu, je vous invite à vous informer avant de répéter la désinformation dont fait preuve notre gouvernement et certains médias en disant par exemple que le Québec n'a pas le plus haut taux d'études post-secondaire au Canada et même en Amérique du nord ou encore que le Québec a tellement les droits de scolarité les plus bas, en réalité le Québec a des droits de scolarité supérieurs à la moyenne des pays de l'OCDE. Donc, informez-vous ailleurs qu'à V ou TVA, car les corporations derrière ces géants de l'information ont des intérêts à ce

que les universités de se privatisent, ce qui est encouragé par cette hausse.

Puis la fameuse phrase «payer notre juste part», saviez-vous non seulement qu'une partie des étudiants ne pourront pas travailler dans leur domaine en sortant du BAC, mais qu'aussi une partie d'entre eux, je pense ici à nos enseignants, devront tourner en rond en moyenne de 5 à 10 ans avant de trouver un emploi stable dans bien des commissions scolaires et ça peu importe leurs compétences, puis réfléchissons, un enseignant gagne moins qu'un mécanicien, donc l'argument comme un bachelier gagne plus que les autres est chambranlant, cela est vrai pour les gens qui sont en médecine ou en génie. Mais cela n'est pas l'essentiel du problème.

Les gros problèmes sont que les universités n'auraient pas besoin de plus de fonds pour bien fonctionner, puis cette hausse n'augmentera même pas le financement final des universités. Elle aura plutôt l'effet de la pervertir en l'obligeant à transformer d'éducation en marchandise et en transformant les recherches universitaires en recherches privées financées par le public. Donc le diplôme ne deviendrait qu'un bout de papier qu'on paie et qu'on a avec un délai, au lieu d'être une reconnaissance d'acquis et la formation ne serait qu'un délai.

(à suivre)

- Michel Lanthier, Inscrit, mardi 21 février 2012 18h19

LA suite

De plus, «le manque de financement» est en fait qu'une mauvaise gestion et un mauvais calcul, je vous invite fortement à consulter les recherches de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS). Disons qu'elle présente des chiffres qui sont bizarrement jamais cités par le gouvernement ou les individus qui prônent cette hausse, pourtant ces chiffres sont tous aussi officiels. Cette hausse additionnée du projet de loi sur la gouvernance des universités a visiblement comme but transformer l'éducation post-secondaire en marchandise individuelle.

- JS L, Inscrit, mardi 21 février 2012 18h59

@ M. Lebel

Comme je l'ai dit j'accepte volontier de payer la hausse à condition que l'argent serve l'intérêt des étudiants. Le problème est au niveau de la confiance que l'on accorde à notre gouvernement et vous sembliez dire que de toute façon on se fait toujours avoir. Je réplique donc qu'il faut se tenir debout, parfois, au nom de la démocratie, sinon on se fera effectivement toujours avoir... Et les étudiants sont justement de ceux qui ont le temps de le faire. Un ancien professeur devrait être d'accord là-dessus, n'est-ce pas? Il faut faire la différence entre vouloir tout gratuit et vouloir que l'on respecte nos individus. Le gouvernement manque de respect envers la population, tout comme envers la population étudiante, qui elle, je me répète, à les moyens de protester, car elle n'a pas encore les responsabilités des «adultes-travailleurs». La population étudiante se tient debout autant pour elle-même que pour vous et le reste de la population payeuse d'impôts, qui, vous en conviendrez, se fait fourrer tous azimuts. Avec amour cette fois, parce que vous avez bien droit à votre opinion.



Ryan Remiorz / La Presse Canadienne
Martin Ouellet, La Presse Canadienne

QUEBEC – Plutôt que de «brader» les ressources naturelles, Québec devrait accroître les redevances et épargner les étudiants, a fait valoir lundi un leader du mouvement de grève opposé à la hausse des droits de scolarité.

Le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, s'insurge en effet contre toute augmentation des frais de scolarité.

En cette matière, «aucune hausse n'est acceptable», a tranché le porte-parole de la CLASSE, qui milite plutôt pour la gratuité des études supérieures.

«Notre perspective, ce n'est pas de rendre l'éducation de moins en moins accessible comme le propose le gouvernement libéral, au contraire. Il faut qu'il y ait un débat sur la gratuité scolaire, un choix fait par plusieurs pays et qui serait tout à fait réalisable au Québec», a-t-il estimé.

L'opposition à l'augmentation des droits de scolarité a pris de l'ampleur lundi alors que des cégepiens ont gonflé les rangs des grévistes aux côtés des membres d'une dizaine d'associations étudiantes de l'Université de Montréal.

Environ 31 000 étudiants de partout au Québec avaient déserté les salles de cours lundi et ce nombre atteindra au moins 36 000 mardi avec le débrayage du cégep Marie-Victorin à Montréal.

Les grévistes espèrent forcer la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, à faire marche arrière sur la majoration de 325 \$ par année des frais de scolarité prévue dans le dernier budget du Québec.

Les militants étudiants ont entrepris une partie de bras de fer avec le gouvernement Charest depuis que ce dernier a annoncé son intention de porter de 2200 \$ à 3800 \$ d'ici cinq ans les droits de scolarité pour une année d'études universitaires.

Selon M. Nadeau-Dubois, l'augmentation est injuste car elle vise seulement les étudiants et dresse une «barrière» à l'accessibilité aux études supérieures. Les frais relatifs à l'éducation doivent plutôt, à son point de vue, être assumés par l'ensemble des contribuables.

«On croit que tous les gens doivent contribuer selon leurs moyens et il y a une méthode pour cela, c'est l'impôt sur le revenu. C'est une façon beaucoup plus efficace et beaucoup plus équitable de financer l'éducation et tous les autres services publics», a-t-il avancé.

La Coalition affirme qu'elle a une «panoplie d'alternatives» à proposer au gouvernement pour financer l'éducation supérieure en épargnant les étudiants.

Le Plan Nord, par exemple, pourrait être mis à contribution, selon le porte-parole.

«Le Plan Nord, comme de plus en plus d'intervenants le disent, est un 'bar ouvert' pour les compagnies minières étrangères. Pourquoi ne pas aller chercher de l'argent en redevances? Il y a des banques qui font des profits faramineux, pourquoi ne pas aller chercher de l'argent à ce niveau? On a toutes sortes d'alternatives à présenter», a insisté M. Nadeau-Dubois.

À Montréal, le premier ministre Jean Charest a cependant fait comprendre que les étudiants devront se faire à l'idée de contribuer davantage au financement de leurs études.

La hausse des droits fixée par le gouvernement est «juste» et les précautions ont été prises pour ne pas pénaliser les étudiants les plus pauvres, a déclaré M. Charest.

«Les bourses vont être accrues d'un montant équivalent à l'augmentation des frais de scolarité. C'est une politique juste qui demande à chacun de faire sa part. Nous y croyons», a-t-il dit.

Du reste, la nébuleuse étudiante n'est pas unanime à combattre la croissance des droits de scolarité.

Jean-François Trudelle, du Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec, juge que l'effort demandé par le gouvernement est raisonnable et ne fait que combler le retard causé par des années de gel.

«On aimerait avoir tout gratuitement dans la vie mais il faut reconnaître que l'éducation au Québec est sous-financée. Les étudiants doivent reconnaître la valeur de leur diplôme (...) On a beaucoup de rattrapage à faire, il y a eu de mauvaises décisions politiques à travers le temps et maintenant, c'est le temps de payer», a dit l'étudiant de l'Université McGill.

RADIO-CANADA: 32 500 étudiants en grève – Mise à jour le lundi 20 février 2012 à 21 h 44 HNE



Lors du congrès de la CLASSE, samedi, à l'Université Laval.

Le mouvement de protestation contre la hausse des droits de scolarité décrétée par Québec continue de prendre de l'ampleur. Lundi, quelque 32 500 étudiants collégiaux et universitaires du Québec sont en grève, selon la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

Il s'agit d'un bond de plus de 70 % par rapport aux 18 530 étudiants de l'Université Laval, de l'Université du Québec à Montréal et de l'Université de Montréal qui débrayaient vendredi.

L'Association étudiante du Cégep de Saint-Laurent (3500 étudiants), l'Association générale des étudiantes du Collège de Valleyfield (1965) et ceux de l'Association facultaire étudiante en langues et communication de l'UQAM (3900) sont les principaux syndicats étudiants à venir grossir les rangs des grévistes lundi.

Toujours selon la CLASSE, 24 associations étudiantes regroupant 21 400 personnes ont en main un mandat de grève générale illimitée, mais sans être encore passé à l'action. Plusieurs d'entre elles ont conditionné leur participation à l'atteinte d'un certain plancher.

À l'Université de Montréal, par exemple, des associations ne déclencheront la grève que lorsque 7 associations étudiantes réparties sur trois campus auront voté en faveur de la grève, et que 5 associations de l'université regroupant 2500 ou 3000 étudiants l'auront fait.

La CLASSE affirme que le nombre d'étudiants en grève passera à 36 000 dès mardi.

Les étudiants du Collège de Maisonneuve (6100), du Cégep Limoilou - Campus Québec (3750), du Cégep André-Laurendeau (3500), du Cégep de Jonquière (3200) du Cégep de Rosemont (2550), du Cégep de Victoriaville (1500) et du Cégep d'Alma (1200) se prononceront aussi sur l'opportunité de déclencher la grève cette semaine en assemblée générale.

Les associations étudiantes du secteur des sciences du secteur de l'éducation de l'UQAM (3200 et 5000 étudiants), l'Association générale des étudiant(e)s de l'Université du Québec en Outaouais (6400) feront de même. D'autres votes de grève sont prévus ailleurs en province dans les semaines subséquentes.

Les étudiants demandent au gouvernement de renoncer complètement à la hausse annuelle de 325 \$ par année, prévue dans le dernier budget. Après cinq ans, cette hausse fera passer les droits de scolarité pour une année d'études universitaires d'environ 2200 \$ à 3800 \$ par année.

Le Québec compte environ 180 000 étudiants à temps plein au niveau collégial, selon des chiffres du ministère de l'Éducation, et 270 000 étudiants au niveau universitaire, en incluant ceux qui étudient à temps partiel, selon la Fédération universitaire du Québec.

Un porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, admet que la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, n'a toujours pas daigné rencontrer des représentants de la coalition étudiante, comme ils le réclament.

« On a bien confiance qu'au fur et à mesure qu'on va se mobiliser, au fur et à mesure qu'on va être de plus en plus en grève et de plus en plus dans les rues, qu'il va arriver un moment durant la grève où la ministre n'aura en fait simplement plus le choix de nous écouter », a-t-il déclaré lundi sur les ondes du Réseau de l'information.

« Plus elle va attendre, plus la grève va être massive, plus son système d'éducation va être paralysé, donc c'est vraiment tout à son avantage de trouver rapidement avec nous une sortie de crise », estime-t-il.

Manifestation à Montréal

Des centaines d'étudiants se sont [rassemblés](#) à la place Émilie-Gamelin, près de l'UQAM. Ils ont marché pendant plusieurs heures dans le centre-ville avant de se disperser dans le calme.

En complément

Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)





Vidéo - Véronique Darveau fait le point sur la grève étudiante.



Vidéo - Des étudiants en colère manifestent à Montréal, rapporte Pascale Harrison-Julien.

Les commentaires (198)

Envoyé par [Després Nicolas](#) de Québec, 20 février 2012 à 18 h 52 HNE

Plusieurs associations de la FEUQ ont des votes de grève de prévu.

Envoyé par [Emilien Marcoux](#) de Plessisville, 20 février 2012 à 17 h 58 HNE

La moindre des choses serait que la ministre de l'éducation accepte de rencontrer les représentants étudiants. Les adultes sont devenus de gros bourgeois et ils oublient qu'on ne gouverne pas par décret. Or, la hausse des coûts pour les étudiants a été décrétée, tout comme on a décrété le 200 dollars à la santé. M. Charest sait-il négocier? consulter? écouter tout simplement?

Envoyé par [Stephane Grenier](#) de Montreal, 20 février 2012 à 17 h 35 HNE

Votre commentaire nous indique que leurs méthodes diffèrent.

Pour nous aider à faire notre choix, il faudrait que vous nous disiez si dans le passé les méthodes de l'FEUQ ont obtenu de meilleurs résultats?

Merci.

Envoyé par [Stephane Grenier](#) de Montreal, 20 février 2012 à 17 h 25 HNE

"Je suis ingénieur professionnel et je suis appelé à enseigner à l'université de façon périodique. Lors de mon dernier cours, j'ai fait un sondage éclair; 85% ont des iPhones ou black, 70% une voiture, Ipod, sortent en ville, etc." -Eric St-Georges

Combien de vos futurs ingénieurs arrivaient du secondaire sans avoir jamais eu de travail à temps plein?

Pour ma part, je connais quelques'un et la plupart avaient des emplois à temps plein pendant qu'il étudiaient à temps partiel pour devenir ingénieur.

La plupart avaient aussi une maison et au moins 1 enfant.

Êtes-vous toujours étonné qu'ils avaient aussi une voiture et un iPhone?

Je crois que votre exemple s'applique à un domaine en particulier et qu'il ne reflète pas les étudiants en général.

Envoyé par [Etienne Lareau](#) de Val-d'Or, 20 février 2012 à 16 h 42 HNE

Alors que la FECQ et la CLASSÉ déchirent leur chemise sur la place publique, la FEUQ demeure prudente dans ses manifestations, elle semble être hésitante à tenter d'obtenir un mandat de grève de ses membres. Historiquement, elle s'est toujours montrée mesurée et moins revendicatrice que l'ASSÉ et procède surtout par des pétitions, des mémoires et des communiqués.

Envoyé par [Joseph Arthur](#) de Stanstead, 20 février 2012 à 16 h 08 HNE

... comme disait Parizeau, s'endetter pour dépenser c'est souvent un mauvais choix politique...

Le Parti Québécois avec Parizeau, en fait des mauvais choix politique avec des programmes sociaux mur à mur sans en avoir les moyens.

Envoyé par [Philippe Solomon](#) de montreal, 20 février 2012 à 16 h 02 HNE

l'éducation devrait être gratuit pour tous et à tout niveau de scolarité, pour la simple raison

que dépenser en éducation est le meilleur investissement qu'une société peut faire. comme disait Parizeau, s'endetter pour dépenser c'est souvent un mauvais choix politique, mais s'endetter pour investir et de surcroît en éducation ne peut jamais être 1 mauvais choix politique. Vive le Québec libre!

Envoyé par [Jeannot Charette Jeannot](#) de Québec, 20 février 2012 à 15 h 57 HNE

@ Eric St-Georges de Sherbrooke

Votre "sondage" vous aura donc permis d'apprendre que parmi les étudiants présents dans la salle de votre cours 85% ont des iPhones ou des black, 70% ont une voiture, etc. 15% n'ont donc pas de iPhones ou de black. 30% n'ont pas de voiture... Qu'est-ce que ces données sur vos étudiants futur-ingénieurs sont sensées apporter au débat?

Vous demandez "Quel investissement de 3000\$ annuellement va vous rapporter 75 000\$ par an à vie?" et vous précisez "Pas les actions d'apple en tout cas..." Si vous attendez comme réponse quelque chose comme "des frais de scolarité", c'est certainement que vous souhaitez un bel exemple de "sophisme de généralisation" en guise de réponse, monsieur le professeur. La pensée sophistique favorise-t-elle les salaires annuels de 75 000\$?

Envoyé par [Philippe Hamel](#) de Sherbrooke, 20 février 2012 à 15 h 12 HNE

Ces journées ne devraient pas être appelées 'journées de grève' mais bien 'journées de manifestation'. Ces étudiants ne sont pas à l'emploi de leurs institutions scolaires, ces étudiants paient des frais de scolarité afin de recevoir une formation et ultimement un diplôme. Les CEGEPS et universités pourvoient des services à ces étudiants, et non le contraire.

En utilisant le mot 'grève', nous minimisons ces gestes de manifestation. Appelons donc les choses par leurs vrais mots; Le premier titre de cet article devrait être '32500 étudiants manifestent' plutôt que '32500 étudiants en grève'.

Formation en 'Comment manifester en toute sécurité' 101; Les étudiants devraient vraiment retourner en classe, ils apprendraient des choses beaucoup plus formatrices.

Envoyé par [Eric St-Georges](#) de Sherbrooke, 20 février 2012 à 14 h 59 HNE

Je suis ingénieur professionnel et je suis appelé à enseigner à l'université de façon périodique. Lors de mon dernier cours, j'ai fait un sondage éclair; 85% ont des iPhones ou black, 70% une voiture, Ipod, sortent en ville, etc. Je ne dis pas de cesser de vivre, mais bien d'établir les priorités. Il est normal d'être serré lors des études, mais l'éducation est un investissement pour le futur. Quel investissement de 3000\$ annuellement va vous rapporter 75 000\$ par an à vie? Pas les actions d'apple en tout cas...

Envoyé par [Joseph Arthur](#) de Stanstead, 20 février 2012 à 14 h 55 HNE

@Mario Jean
Belle prestation d'humoriste....

Envoyé par [Pierre Laroché](#) de la sarre, 20 février 2012 à 14 h 47 HNE

Le gouvernement à évidemment biens des tares, sur ce il y a presque consensus et je suis assez

certain que les institutions publiques sont mal gérés, alors ce sont des erreurs commises et admises du moins par plusieurs, mais ici il s'agit d'une augmentation de frais scolaires qui seront parfois assumés par les étudiants et parfois assumer par d'autres, souvent les parents(baby boomer?). C'est quoi le drame, s'il y a des prêts et bourses qui sont pas accessibles à tous ceux qui en ont besoin? Pourquoi revendiquer la gratuité pour tous et voir encore plus d'étudiants dépenser de façon à donner une mauvaise image à l'ensemble. Mes enfants ont bénéficié de prêts qu'ils ont remboursés et actuellement ils économisent pour leurs enfants(avec les programmes incitatifs), leurs années d'université leur permettent des salaires qui "malheureusement!" disqualifiera leurs enfants des prêts et bourse. La mauvaise administration, et la corruption c'est autres choses.

Envoyé par [Hugues Chabot](#) de montréal, 20 février 2012 à 14 h 46 HNE

on construit des route dans le nord pour le privé mais on n'a pas un sous pour l'éducation

<http://www.cyberpresse.ca/le-soleil/actualites/transports/201108/01/01-4422638-331-millions-pour-la-route-des-monts-otish.php>

cette route va permettre d'ouvrir une mine de diamant qui nous donnera quelques sous en redevance. Au final cette mine va nous coûter quelque chose, comme presque toute celle qui vident notre sous-sol au simple profit des actionnaires.

La meilleure juridiction au monde clament les minières qui travaillent au Québec. Qu'est-ce que ça veut d'après vous?

Le BS corporatif coûte cher aux québécois. Rétablissons l'équilibre et faisons valoir nos droits sur le territoire. Ensuite nous verrons si cette hausse est vraiment nécessaire.

Envoyé par [Benoît Proulx](#) de Quebec, 20 février 2012 à 14 h 44 HNE

Vous savez ce que signifie donner un coup d'épée dans l'eau? C'est beaucoup ce que font les étudiants actuellement qui risquent de devoir faire beaucoup de rattrapage scolaire d'ici le mois de juin...

Envoyé par [Élèvesque E](#) de Québec, 20 février 2012 à 14 h 42 HNE

C'est quoi tous ces commentaires négatifs à l'encontre des étudiants!!! Vous devriez être fiers de ce qu'ils sont (vous les boomers). C'est vous qui les avez éduqués et vous avez fait du bon travail!

De la part d'une étudiante en grève (j'ai voté contre, en passant)!

Envoyé par [Joseph Arthur](#) de Stanstead, 20 février 2012 à 14 h 42 HNE

``Dans mon institution, 2500/3500 étudiants étaient présents pour le vote. Je ne sais pas si ça s'est fait par scrutin, mais le vote est passé à 67% pour.

Désolé de voir que votre association étudiante est mal organisée et que vos collègues étudiants ne participent pas aux assemblées, mais ne généralisez trop rapidement à l'ensemble du mouvement.``

Jean-François Mongrain

Cher Monsieur Mongrain, vous avez déclaré précédemment être professeur de CEGEP. Ma question est la suivante. Souffriez vous d'un dédoublement de votre personnalité car vous vous comportez comme un étudiant avec vos écrits. Professeur-syndicaliste sans-doute. Probablement un de ceux qui ont eu toute une montée de lait suite à mon commentaire sur les syndicaux qui ont infiltrés le mouvement étudiant. Les frais de scolarité, un paravent aux manifestation anti-gouvernementale des syndicats. Et si vous êtes réellement ce que vous dites être, vous êtes cuit d'un bord où l'autre. Les masques tombent.

Envoyé par [SimGir1976 Simon](#) de Québec, 20 février 2012 à 14 h 17 HNE

Ça va leur faire beaucoup de rattrapage scolaire, ces journées de grève...

Envoyé par [Cat Vachon](#) de RdL, 20 février 2012 à 14 h 14 HNE

Étudiants et étudiantes, je suis fière de vous.

Envoyé par [Hugo.. Deslandes-Kilimira](#) de Québec, 20 février 2012 à 14 h 09 HNE

Beaucoup d'agitation pour rien.

Le gouvernement ne reculera pas sur des hausses aussi minimes que nécessaires, les étudiants sérieux qui fréquentent des salles de classe qui aboutissent à un avenir assuré se fichent comme de leur première dent d'assemblées générales bidons qui récoltent des votes bidons sur la base de quorums tout aussi bidons et, au bout du compte, comme le dit le vieil adage, les chiens aboient, mais la caravane passe.

Tout ce cirque va se terminer en queue de poisson au bout de quelques semaines et, ironie de l'affaire, cela n'aura pénalisé au final que les étudiants que leurs études intéressaient mais qui, devant travailler en plus d'étudier, ne pouvaient faire entendre leurs voix lors des assemblées.

C'est comme ça depuis 1968 !

Rien de nouveau sous le Soleil, quoi...

Envoyé par [Mario Jean](#) de Montreal, 20 février 2012 à 14 h 04 HNE

Les jeunes, on ne veut pas que vous ayez des Ipods, on ne veut pas que vous alliez au cinéma, on veut que vous étudiez et rapidement.

Arrivez sur le marché du travail le plus rapidement possible pour payer de l'impôt afin de payer nos soins de santé et nos retraites. Malgré le fait que votre génération sera incapable de faire accès à la propriété, on veut que vous vous endettiez un peu plus pour qu'on investisse moins en éducation et plus en santé.

Même si on vous lègue une dette énorme, on va presser le citron au maximum pour ne pas avoir une vraie remise en question de notre société (coût de la santé et retraite) car on est majoritaire. On va vous dire qu'on a travaillé fort pour avoir construit ce qu'on a fait. On ne vous dira pas qu'avec 200 milliards sur la carte de crédit, on pouvait se payer tout ce qu'on voulait. On veut continuer à vivre ainsi. Augmenter vos frais de scolarité nous permet d'oublier ce qu'on vous laisse et d'éviter tout débat, car il est toujours plus simple de blâmer les autres.....

Envoyé par [Sammy B.](#) de Rock-Forest, 20 février 2012 à 14 h 03 HNE

Je viens d'entendre à la radio d'un jeune gréviste étudiantiste cégepiste qui dit qu'avec les jours de grève accumulés depuis la semaine passée qu'ils ont réussi à faire plier la Ministre??? Y'a-t-il une nouvelle que Radio-Canada ne nous a pas donné??? Et si cette déclaration de ce jeune est vraie, la Ministre a plié sur quoi???

Envoyé par [Claude Robert](#) de Montréal, 20 février 2012 à 13 h 56 HNE

En effet. Combien de millions déjà pour éponger le gouffre financier de l'Îlot Voyageur? Ce ne sont

pas les exemples qui manquent en matière de gouvernance inadéquate et de gestions bancales...

Envoyé par [Claude Robert](#) de Montréal, 20 février 2012 à 14 h 18 HNE en réponse à [Claude Robert de Montréal](#)

p.s. : mon commentaire faisait suite à celui d'Hubert Roy, de Lévis. Merci.

Envoyé par [Tommy Beaudry](#) de Saint-Hyacinthe, 20 février 2012 à 13 h 56 HNE

« Nous travaillons d'arrache-pied pour que les votes de grève se fassent d'une manière démocratique et pacifique. »

Si la FECQ aurait un souci de démocratie ils obligeraient tout les cégep a faire des votes par scrutin et non a main lever avec un quorum de même pas 10% dans une cafétéria ou même pas tous les étudiants du cégep peuvent entrer donc manière démocratique on y repassera ça ressemble plus a un syndicat. De plus si les associations étudiantes représenterais tant leurs étudiants ils démonterais les deux cotés de la médaille pas seulement leur point de vue. Comme quelqu'un dans ma classe la session passé qui a essayé de partir un débat lors de l'AG sur la grève, l'asso étudiante lui a dis de ne pas partir un débat sur ça que c'étais seulement le vote.... faudrait filmer les AG et envoyer ça au médias, les gens verrais c'est quoi de la démocratie syndicale. Tant mieux si au cégep du vieux-Montréal s'est fait par scrutin je crois juste pas que tous les facultés d'université et cégep ont fais de même.

Envoyé par [Jean-François Mongrain](#) de Montreal, 20 février 2012 à 14 h 00 HNE en réponse à [Tommy Beaudry de Saint-Hyacinthe](#)

Dans mon institution, 2500/3500 étudiants étaient présents pour le vote. Je ne sais pas si ça s'est fait par scrutin, mais le vote est passé à 67% pour.

Désolé de voir que votre association étudiante est mal organisée et que vos collègues étudiants ne participent pas aux assemblées, mais ne généralisez trop rapidement à l'ensemble du mouvement.

Envoyé par [Hugues Chabot](#) de montréal, 20 février 2012 à 14 h 11 HNE en réponse à [Tommy Beaudry de Saint-Hyacinthe](#)

A l'assemblée nationale on vote aussi à main levé pour la démocratie on repassera

Envoyé par [Vincent Gagné](#) de Québec, 20 février 2012 à 15 h 07 HNE en réponse à [Tommy Beaudry de Saint-Hyacinthe](#)

Vous n'avez qu'à demander un vote secret...! La majorité des AGs utilisent le Code Morin ou d'autres codes conformes au Code civil du Québec

Envoyé par [Joseph Arthur](#) de Stanstead, 20 février 2012 à 13 h 55 HNE

@Ghislain

`` ce sont eux ma référence ``

Pas besoin de faire un pas en avant, j'avais tout compris le premier coup avec votre raisonnement....

Envoyé par [Jonathan Breton](#) de Lévis, 20 février 2012 à 13 h 40 HNE

Contre, Ça suffit le niaiserie des étudiants qui veulent juste faire la grève. Si le ou la ministre de l'Education aurait des couille, ils enleveraient le droit de grève. Ils sont pas régis par le code du travail, donc Non-Négociable avec la ministre. Ils font a toutes les osties d'année une grève. Y'on rien que ça a faire eux autre qui doivent avoir 20 ans de Cégep dans l'corps. Moi en plus, j'imposerais un ticket modérateur aux traîneux. Si tu peux pas finir ton DEC ou ton BAC ou ta Maitrise ou ton DOC a temps, ben les études supérieures sont pas pour toi. En plus les Assosiations ont toujours le même discours année apres année: la gratuité scolaire. Ça fait depuis 1996 que les

frais sont gelé, le cout de la vie a augmenter depuis ce temps la. Reveillez vous et faite votre part dans la société. Des futures syndiqués qui vont faire fuir les employeurs d'ici ailleurs. En plus 7% des étudiants pour la grève seraient prêt a faire perdre la session de 93% qui sont contre ou s'en sacre

Envoyé par [Viedange François](#) de Québec, 20 février 2012 à 13 h 52 HNE en réponse à [Jonathan Breton de Lévis](#)

Vos 93% (chiffre fictif) n'avaient qu'à se présenter aux assemblées générales et voter contre.

Envoyé par [Vincent Phaneuf](#) de Quebec, 20 février 2012 à 13 h 56 HNE en réponse à [Jonathan Breton de Lévis](#)

Avant de dire des niaiseries, refaites vos devoirs. Il est faux de dire que les frais de scolarité sont gelés depuis 1996. Ces frais sont dégelés depuis 2007 et augmentent depuis de 100\$ par année. C'est beaucoup plus que l'inflation.

Par contre, votre idée de "ticket modérateur", elle est pas folle... Faites payer les crédits plus cher la 2è fois (ou plus) que quelqu'un fait un cours, ce serait très sensé... et assurément pas trop compliqué à appliquer!

Envoyé par [MelBee85 Mel](#) de Québec, 20 février 2012 à 14 h 20 HNE en réponse à [Jonathan Breton de Lévis](#)

Hmm wow.

7% ne veut pas dire que 93% est contre; beaucoup d'associations n'ont même pas encore voté et on sait que près d'un autre 7% ont voté pour la grève, mais ils attendent avant de la déclencher. Et puis il y a un certain % qui sont aux études supérieures en train d'écrire des thèses et mémoires qui ne votent pas, comme moi. Je n'ai pas voté, car nous n'avons même pas été consulté à ce sujet et dans tous les cas, je n'ai plus de cours, donc n'affecte pas le cours de ce que je fait actuellement. Cela ne veut pas dire que je suis contre la grève.

Dans les statistiques, ils devraient enlever le % d'étudiants qui sont à la rédaction ou toutes les associations qui n'ont même pas organisé quoi que ce soit; je suis pas mal sûre que le % d'étudiants pour la grève augmenterait et que les chiffres reflèteraient plus la réalité.

Envoyé par [Vincent Gagné](#) de Québec, 20 février 2012 à 15 h 10 HNE en réponse à [Jonathan Breton de Lévis](#)

Plutôt étrange que la bonne majorité des Assemblées générales ont eu la présence et la participation d'environ 60% de leurs membres ou plus. D'où tenez-vous ce genres d'informations peu valables?

Envoyé par [Ariane Lépine](#) de Terrebonne, 20 février 2012 à 16 h 40 HNE en réponse à [Jonathan Breton de Lévis](#)

T'as ben raison, je pense aussi qu'on devrait faire payer les enfants au primaire et au secondaire, voyons donc, quessé ça l'éducation gratuite ? Faut surtout pas attendre qu'ils soient sur le marché du travail pour les écraser.. Come on. Les étudiants vont participer à la fin de leurs études une fois sur le marché du travail, comme tout le monde. En ce qui a trait au temps requis pour les études, il y a déjà des limites par programme. Ce que tu proposes est insensé et favoriserait les enfants des classes aisées qui peuvent se permettre de ne pas travailler et de se concentrer à 100% sur leurs études.

Envoyé par [Hubert Roy](#) de Lévis, 20 février 2012 à 13 h 38 HNE

Que le gouvernement et les universités fassent le ménage dans leurs finances, après on discutera de hausses possibles de frais.

Envoyé par [J S](#) de Montréal, 20 février 2012 à 20 h 21 HNE en réponse à [Hubert Roy de Lévis](#)
voilà l'immobilisme québécois qui vient de s'exprimer...

Envoyé par [Ghislain Côté](#) de Boischatel, 20 février 2012 à 13 h 37 HNE
@Frank Jolin de St-Jean-sur-Richelieu, 20 février 2012 à 13 h 21 HNE
@Ghislain Côté

Au moins vous avez fait l'effort de lire le texte jusqu'au bout, c'était mon objectif. Nul besoin de parloter comme vous le faite car c'est vous même qui avez accusé un autre intervenant de mentir à propos de 325 dollars. Je vous ai indiqué que c'était par année et que vous auriez du lire jusqu'au bout. Le système d'éducation est vraiment mal en point car même rendu au CE-GEP ils ne peuvent même pas comprendre un texte. Trop habitué de pitonner comme des moutons faut croire.

Vous exagérez, si certains cégepiens n'avance pas, d'autre oui et ce sont eux ma référence de plus, ce n'est pas 325\$ par année, c'est 325\$ cet année, différent car le montant monte chaque année

Si vous basez vos opinions sur les cancrés, moi je la base sur les jeunes qui désirent travailler fort et réussir et faire avance le futur

Taxe à l'échec, ça je suis en accord mais de priver des classes sociales qui en arrache pour s'offrir des études universitaire, ça je ne le suis pas

Envoyé par [Guy Masson](#) de Québec, 20 février 2012 à 13 h 37 HNE

@Joseph Arthur

"Tu peux promettre le Paradis à la fin de tes jours en sachant que tu ne formera jamais le gouvernement. Et Aussant lui-même serait le premier à se rendre compte que le Québec n'a pas les moyens de faire des sandwiches pour tout le monde gratos"

À votre avis, instaurer la gratuité coûterait combien au gouvernement?

Envoyé par [Viedange François](#) de Québec, 20 février 2012 à 14 h 23 HNE en réponse à [Guy Masson de Québec](#)

J'avais lu 1.6 milliard. Soit la moitié des baisses d'impôt que charest a accordé aux entreprises. Soit encore une fraction des baisses de tarif d'électricité négociés secrètement entre Hydro-Québec et les minières chinoises. Soir encore une fraction de la surfacturation des sous-contractants de l'État (construction, entretiens, etc). On continue?...

Envoyé par [Frank Jolin](#) de St-Jean-sur-Richelieu, 20 février 2012 à 13 h 21 HNE
@Ghislain Côté

Au moins vous avez fait l'effort de lire le texte jusqu'au bout, c'était mon objectif. Nul besoin de parloter comme vous le faite car c'est vous même qui avez accusé un autre intervenant de mentir à propos de 325 dollars. Je vous ai indiqué que c'était par année et que vous auriez du lire jusqu'au bout. Le système d'éducation est vraiment mal en point car même rendu au CE-GEP ils ne peuvent même pas comprendre un texte. Trop habitué de pitonner comme des moutons faut croire.

Envoyé par [Jean-François Mongrain](#) de Montréal, 20 février 2012 à 13 h 30 HNE en réponse à [Frank Jolin de St-Jean-sur-Richelieu](#)
En tant que professeur au collégial, je peux vous affirmer que ce que vous dites à propos de nos étudiants est faux. Notre jeunesse est intelligente, débrouillarde et écrit (au moins, même si c'est un plancher plutôt bas) aussi bien que vous.

Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 20 février 2012 à 13 h 08 HNE

Qui a des droit a aussi les obligations. Comme celle de contribuer à sa propre éducation.

Envoyé par [Jean-François Mongrain](#) de Montréal, 20 février 2012 à 13 h 33 HNE en réponse à [Marianne longfield Marianne de Québec](#)

Alors pourquoi ne pas faire payer les employeurs pour l'éducation de leurs employés? Ils ont le droit d'en profiter (ils ne payent plus, comme il y a quelques années, la formation à l'interne) alors selon votre logique, ils devraient avoir le devoir de payer, non?

Envoyé par [Viedange François](#) de Québec, 20 février 2012 à 13 h 36 HNE en réponse à [Marianne longfield Marianne de Québec](#)

J'espère que le diner était bon. N'est-il pas du devoir et de l'obligation de ceux et celles qui reçoivent un salaire de travailler ? Comment peut-on se permettre de s'inquiéter de la gestion des finances publiques quand soi même on fraude son employeur à la semaine longue en commentant toutes les nouvelles de RC ? Décidément, je n'arriverai jamais à comprendre la logique libérale.

Envoyé par [Marie-ève Cédras](#) de saint-jean-sur-richelieu, 20 février 2012 à 13 h 39 HNE en réponse à [Marianne longfield Marianne de Québec](#)

Les étudiants ne disent pas qu'ils ne veulent pas contribuer. On est contre la hausse comme elle est annoncée, car les étudiants de la classe moyenne qui n'ont droit à aucun prêt ou bourse doit payer cette hausse de leurs propres poches. Je ne sais pas si vous avez les moyens de contribuer à 3 800\$ (sans compter le reste des frais connexes) par année, mais en tant que travailleuse à temps partiel qui a droit à aucun prêt et à aucune bourse gouvernementale, je n'ai pas les moyens de le faire. Si le gouvernement veut augmenter les frais de scolarité, qu'il augmente le régime de prêt et bourse pour aider les gens qui ne peuvent supporter cette hausse.

Envoyé par [Ghislain Côté](#) de Boischatel, 20 février 2012 à 12 h 59 HNE

@Frank Jolin de St-Jean-sur-Richelieu, 20 février 2012 à 12 h 04 HNE
@Ghislain Côté

C'est vous qui devriez vous informez à tout le moins prendre le temps de lire le texte de la nouvelle avant de dire que ceux qui mentionnent le chiffre de 325 dollars par année sont dans l'erreur.

Lisez donc la phrase jusqu'au bout et ensuite vous me direz si c'est moi qui ne sait pas lire et possible que les moutons comme vous dite l'ont lu jusqu'au bout,

Je vous met la phrase au complet: "325 \$ par année, prévue dans le dernier budget. Après cinq ans, cette hausse fera passer les droits de scolarité pour une année d'études universitaires d'environ 2200 \$ à 3800 \$ par année."

si vous comptez bien, cette année nous parlons de 325\$ mais après ça devient 1600\$ de plus... Et c'est écrit ci-haut

Envoyé par [Gustave Despommès](#) de Saguenay, 20 février 2012 à 12 h 40 HNE

La majorité ne sait même pas pourquoi ils font la grève. C'est un phénomène de masse, comme celui des i-pad ou pod, ce n'est que du vent.

Je ferais tout de même mieux en pénalisant monétairement les étudiants oisifs qui ne reconnaissent pas la valeur et l'importance de l'éducation. J'ai repris l'université à mes frais, tout en travaillant, en marchant, et en économisant.

Moi aussi j'aimeraient bien que le gouvernement en soutire moins de mon salaire. La classe moyenne en a pour son rhume et a raison. Le peuple veut tout avoir. Le gouvènement inter-

vient dans trop de domaines et en bout de ligne c'est tjrs la société qui paie. Alors vous avez assez perdu de temps, retournez en classe pour que vos formations aboutissent. La grève a parfois sa place, mais jamais dans ce cas.

Envoyé par [Gaetan Beaudoin](#) de Sherbrooke, 20 février 2012 à 12 h 36 HNE

C'est dommage, mais l'éducation a un prix. C'est bien beau de vouloir le pain et le beurre, mais nous voulons aussi la confiture et le café. C'est ironique de voir les étudiant avec tablettes électronique, I-phone à \$650 sans compter le forfait cellulaire qui vient avec. Et je ne parle même pas de l'accès Internet qui ne sera jamais assez rapide, mais ca, c'est papa qui le paye. Ha j'oubliais, il faut tout de même que je me divertisse en allant boire des bières à \$6 chacune dans les bars. C'est vrai qu'ils sont mieux de le faire maintenant, car lorsqu'ils travailleront et auront des enfants, ils n'auront plus les moyens de le faire.

Envoyé par [Abourk Alain](#) de Québec, 20 février 2012 à 12 h 36 HNE

Qu'on les laisse grever

Ridicule comme ça tu meurs ...

Mis à part les étudiants qui veulent entrer étudiant... qui punissent-ils ?!

Envoyé par [Ghislain Bélisle](#) de Namur, 20 février 2012 à 12 h 26 HNE

Tellement drole , ils pensent qu'ils vont réinventer le monde , ca vas leur passer

Envoyé par [Jurice Jurice](#) de Québec, 20 février 2012 à 12 h 18 HNE

Pour vous, "boomers" qui ne voient pas plus loin que le bout de leur nez et qui pensent comprendre tout les rouages de la société, j'aimerais rajouter quelque chose.

Premièrement, nous ne grévons pas pour ces quelques étudiants en BMW qui remplissent les stationnements mais pour ces quelques milliers d'étudiants qui, dans 5 ans, n'aurai j'aimais les moyens d'envisagé une session a l'université. De plus, vous qui avez sans doute étudiés de 1968 a 1989 avez bénéficié d'un gel des frais de scolarités, grâce au gouvernement Lesage et aux associations étudiantes, de 567 \$ (vous me répondrez inflation, mais encore...).

"Pi si O moins" cette hausse allait dans les universités et les bourses, je suis certain que plusieurs étudiants ne seraient pas embêté de payer plus pour avoir plus. Vous dites sans cesse "seulement 1% d'imbéciles font la grève", c'est parce que nos mouvement s'organise de manière démocratique et que deux scrutin son nécessaire (du moins, dans mon cégep)

ps: bonne chance avec votre retraite ;)

Envoyé par [Joseph Arthur](#) de Stanstead, 20 février 2012 à 12 h 10 HNE

``Heureusement, il y a bien un politicien qui a compris cela. En effet, Jean-Martin Aussant, chef de l'Option Nationale, propose la gratuité scolaire s'il est élu. ``

Tu peux promettre le Paradis à la fin de tes jours en sachant que tu ne formera jamais le gouvernement. Et Aussant lui-même serait le premier à se rendre compte que le Québec n'a pas les moyens de faire des sandwiches pour tout le monde gratos.

Envoyé par [Frank Jolin](#) de St-Jean-sur-Richelieu, 20 février 2012 à 12 h 04 HNE

@Ghislain Côté

C'est vous qui devriez vous informez à tout le moins prendre le temps de lire le texte de la nouvelle avant de dire que ceux qui mentionnent le chiffre de 325 dollars par année sont dans l'erreur. C'est inscrit noir sur blanc. Vous êtes plus pressé de cliquer contre ceux qui ne partagent pas vos opinions je pense. Le pire c'est de voir les autres cornichons qui cliquent de votre

bord comme des moutons quand c'est inscrit en haut de la page. Pas fort, le traitement de texte!
Envoyé par [Jos Bronswik](#) de Montréal, 20 février 2012 à 12 h 03 HNE
En fait, avec la hausse prévue, les étudiant-e-s devront travailler deux fois plus longtemps que dans les années 1970 pour payer leurs études. Ils ont tout les droits de manifester. Quand c'est pour chialer sur les forums vous revendiquer votre droit de parole, quand ce sont les étudiants qui gueulent vous leur disent de se la fermer et de se comparer au reste du pays de Harper. Comparons nous aux pires, c'est mieux que de se comparer au meilleurs n'est-ce pas ?
Quand ils restent chez eux on dit que les jeunes ne s'impliquent pas, quand ils sortent dans la rues on leur dit de retourner chez eux. Pffffff ! Dieu merci je ne vieillit pas de la même façon que certains internautes sur ce site.
Lâchez pas les jeunes !!! Mon oncle est de votre bord !
Envoyé par [Jean-Francois Asselin](#) de Saint-tite, 20 février 2012 à 12 h 03 HNE
a voir le revirement depuis la semaine passée sur les "accords" et les "desaccords", on voit qu'il y a des étudiants en congé aujourd'hui!!
Envoyé par [Yan Brassard](#) de Saint-Ambroise, 20 février 2012 à 11 h 56 HNE
Je précise qu'ici, au Cégep de Jonquières, les étudiants ne se prononcèrent pas en assemblée générale. Il y a déjà eu une assemblée générale et nous avons décrété un référendum qui se tiendra cette semaine, les 22, 23 et 24 février 2012.
J'espère que les étudiants voteront contre cette grève! Je ne veux pas manquer des cours...
Envoyé par [Marc Couture Leclerc](#) de Lévis, 20 février 2012 à 11 h 55 HNE
La loi de l'Offre et de la Demande.
Plus on monte les prix sur une marchandise donnée, plus la demande diminue pour ce produit et inversement. Ça fonctionne partout comme cela. C'est la principale loi de l'économie. Malheureusement, il y a des gens qui ne comprennent pas encore cela et qui de plus, on plein de préjugés à en lire les commentaires (sans vouloir viser personne en particulier).
Heureusement, il y a bien un politicien qui a compris cela. En effet, Jean-Martin Aussant, chef de l'Option Nationale, propose la gratuité scolaire s'il est élu.
De plus, il a mis en ligne une pétition. <http://www.optionnationale.org/2012/02/17/appui-aux-etudiants-contre-la-hausse-des-frais-de-scolarité/>
Vive les politiciens Honnêtes et Intègre! Vive la Démocratie Propre! Vive Option Nationale!
Envoyé par [L'Harfang des Neiges Philippe](#) de Québec, 20 février 2012 à 11 h 54 HNE
Lâchez pas les étudiants ... ça démontrera dans le futur comment nos dirigeants politiques avaient une vue à court terme du concept de l'éducation, Le savoir doit être accessible à tous et toutes et ce, à très peu de frais.
L'éducation qui rend libre, ça ne peut que déranger une certaine partie de la population.
Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 20 février 2012 à 11 h 44 HNE
Constatation dans le stationnement incitatif ce matin: la moitié des places étaient libres... donc, ça implique que nos jeunes étudiants ont des autos, en plus de se payer la passe d'autobus/métro.
Et ils ne peuvent pas payer les frais supplémentaires pour les études? Euh...
Envoyé par [Ghislain Coté](#) de Boischatel, 20 février 2012 à 11 h 40 HNE
Je vois plein de messages contre les jeunes et surtout contre le fait qu'ils se soulèvent contre une politiques traite de Charest.

Si certains étudiants ne devrait pas avoir de problèmes a assumer ces frais, pourquoi vous ne pensez pas a ceux qui pour eux ça devient un problème
Mais je vois que ceux qui ce plaignent de la taxe sur la santé le beau 50\$ - 100\$ et 200\$ cette année sont pour plusieurs ceux qui viennent dire au étudiant qu'il n'a rien là et que la hausse est insignifiante
Et ceux qui viennent nous dire que ce n'est que 325\$, informez vous donc un peu avant de dire n'importe quoi...
Envoyé par [Unlock Holmes Simon](#) de Québec, 20 février 2012 à 11 h 32 HNE
Montrez votre véritable volonté, monsieur charest.
Mettez le baillon et sortez un lock-out. Cela encouragera nos étudiants à étudier au privé et aux USA.
Envoyé par [J-C. Rioux](#) de Pointe à Calhoun, 20 février 2012 à 11 h 28 HNE
Et une fois sur le marché du travail, ils vont faire face à la réalité et vont chialer qu'ils sont trop taxés et trop imposés
Envoyé par [Frank Jolin](#) de St-Jean-sur-Richelieu, 20 février 2012 à 11 h 26 HNE
J'ai deux enfants aux études post-secondaires. Ils côtoient des étudiants qui proviennent d'autres provinces acr les faris sont beaucoup plus abordables au Québec. Ils en reviennent tout simplement pas de l'attitude des étudiants Québécois qu'ils trouvent très mal informés. Le gouvernement devrait acheter des pages de journaux dans tous les quotidiens avec du temps d'antenne et nous démonter avec l'aide de tableaux comparatifs, les frais de scolarité par province et états Américains.
Envoyé par [J-C. Rioux](#) de Pointe à Calhoun, 20 février 2012 à 11 h 26 HNE
Quand j'étais étudiant, je n'avais pas de voiture, pas d'ordinateur, pas de télé, pas de cellulaire, micro-onde etc.. j'étais là pour étudier. Je m'en suis sorti avec presque pas de dettes, et je me suis acheté mon premier ordi quand j'ai commencé à travailler.
Envoyé par [Denise Robidoux](#) de quebec, 20 février 2012 à 11 h 25 HNE
"c'est vraiment tout à son avantage de trouver rapidement avec nous une sortie de crise », estime-t-il."
Décodage de ce langage syndicaliste : Notre affaire ne marche pas comme il faut ,donc nous sommes prêts à faire des concessions.
J'espère que Mme Beauchamp ne va pas tomber dans le piège
Envoyé par [Jean-François Mongrain](#) de Montréal, 20 février 2012 à 11 h 22 HNE
Il est vrai que comme cette génération va devoir payer pour les pensions de boomers en plus de voir son pouvoir être au plus faible que le Québec ait connu en 50 ans, les travailleurs devraient, afin de s'assurer des diminutions d'impôts pour payer leur deuxième voiture et leur gros bungalow dans le 450, demander aux jeunes de payer plus alors qu'eux ont profité de frais de scolarité très bas.
Belle génération d'égoïstes, oui. Mais attention, en privant une partie de la population d'études, en augmentant leur endettement et en s'assurant que plusieurs qui auraient pu avoir un salaire décent et contribuer à la société se trouvent plutôt à occuper des jobs cheapes au salaire minimum, ils pleureront lorsqu'on coupera leur pension faute de payeurs de taxes et d'impôts.
Envoyé par [Samuel B](#) de Brossard, 20 février 2012 à 11 h 19 HNE
Pourquoi ceux qui ne sont pas aux études commentent cette publication? À votre époque vous payez pratiquement rien pour vos études

vous aussi, mais là que vous n'y êtes plus la hausse ne vous dérange pas.. à ce que je sache c'est nous qui allons payer pour votre retraite (RRQ) et soins de santé (entraîn d'explorer), bref nous devons compenser pour tous ces années de mauvaise gestion... vive les politiciens qui font les budgets et non des comptables et/ou économistes... ah! avez-vous penser mettre des journalistes dans les hôpitaux pour faire la job des médecins à la place? non? pourquoi pas? pourtant c'est ce qui est entraîné de ce produire pour le budget du Québec.. résultat: 250G\$ en déficit!! bravo bravo...
Envoyé par [J-C. Rioux](#) de Pointe à Calhoun, 20 février 2012 à 11 h 18 HNE
Pauvres petit étudiant influencables. Ils ne se rendent même pas compte qu'ils ne sont que les marionnettes pour les syndicats, qui les utilisent pour mettre de la pression sur le gouvernement pour leur propres intérêts.
Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 20 février 2012 à 11 h 16 HNE
Discussion avec un collègue ce matin, qui demandait "ça va faire quel genre d'employés, ça, plus tard, toujours à revendiquer comme ça? Ils vont trouver la "vraie vie" pas mal dure".
Et dans les futures entrevues d'emploi, il faudra ajouter une question "vous avez voté en faveur de combien de grèves étudiantes, et lors de combien de grèves étudiantes avez-vous manifesté?" Plus le nombre sera élevé, plus le futur employé sera "recalé"... les employeurs préféreront un employé qui était à ses cours qu'un employé qui était dans la rue - le premier démontrant plus de sérieux et d'engagement envers sa réussite que le second!
Envoyé par [Denise Robidoux](#) de quebec, 20 février 2012 à 11 h 15 HNE
Il me semblait que les étudiants avaient reçu une formation des syndicats ,les spécialistes des grèves .
Il devraient savoir que pour qu'une grève ait des chances de réussir ,il faut deux conditions essentielles :
Elle doit être massive dès les premiers jours
Elle doit avoir l'assentiment de la majorité de la population.
Ces deux conditions étant loin d'être remplies ,Mme Beauchamp peut dormir tranquille
Envoyé par [Sammy B.](#) de Rock-Forest, 20 février 2012 à 11 h 12 HNE
Monsieur Ghislain Côté de Boischatel
Comment ça le Premier Ministre et la Ministre de l'Éducation serait encore les responsables d'à peine 1% d'étudiants insatisfaits??
Peut-être que M. Charest n'est pas le meilleur Premier Ministre et peut-être que la Ministre de l'Éducation a commis des impairs durant son mandat mais j'en ai ma claque de toujours rendre responsable le gouvernement et les Députés et les ministres responsables de toutes les décisions imbéciles et irréels de la société québécoise!!!
Il serait peut-être temps que l'individu soit responsable de son propre comportement???
Moi quand il y a à peine 1% d'étudiants qui ont "décidé" de faire les "piquets" avec des "pancartes" et de "scander" des âneries devant leurs écoles ou devant les bureaux gouvernementaux ce sont eux les seuls responsables de leurs déboires!!!
Envoyé par [Denis Gaumond](#) de Québec, 20 février 2012 à 11 h 12 HNE
En tant que citoyen et contribuable, j'exhorte le Gouvernement à ne pas céder devant un petit groupe d'étudiants irresponsables. Que feront-ils dans 5,10,20 ans lorsqu'ils devront

face au déficit gouvernemental qu'ils devront assumer.

C'est curieux que certains étudiants grévistes de l'Université Laval, en autre institutions, ne veulent pas payer pour leurs études mais encombrant le stationnement de leur campus avec leur voitures au point ou cet immense stationnement est presque toujours complet. Excusez-moi chers étudiants(es) mais vous n'avez pas mais pas du tout mes sympathies.

Envoyé par [Joseph Arthur](#) de Stanstead, 20 février 2012 à 11 h 04 HNE

``L'endettement des étudiants ne profite qu'aux banques.``

Les prêts et bourses les banques n'on rien à voir là-dedans.

``L'endettement est une arme de destruction massive.``

Cellulaire, texto, tablette, bagnole, voyage dans le sud

Une hausse de \$325 par année pour les frais de scolarité.... Tsé veut dire man!

Envoyé par [Denis Brossard](#) de Varennes, 20 février 2012 à 11 h 01 HNE

Espérons qu'enfin et pour une fois, que notre gouvernement se tiendra debout devant ces bébés gâtés. Mais malheureusement j'en doute encore un peu... Pourquoi donc?

C'est vraie que ça peut faire baisser les revenus des agents de voyages, de centre de sky, de ceux qui gèrent les stationnements que ces chères " petits choux" font vivre grarcement....vu qu'ils vont être obligés de verser moins de \$2.00/jours de plus pour se faire instruire et ensuite nous remplir la facture par des honoraires très élevés pour pouvoir consulter ces futurs professionnels....

Envoyé par [Joseph Arthur](#) de Stanstead, 20 février 2012 à 10 h 56 HNE

``Je suis même un peu impressionné de l'organisation des étudiants``

Infiltré par les syndicats serait plus juste. A ceux qui feront des montées de lait avec mes propos, Réjean Parent le syndical, leur à donné de la formation en fin de semaine. Les frais de scolarité ne sont qu'un paravent pour les manifestations anti-gouvernementales des syndicaux et de leur appendices. Même si Charest n'est pas ma tasse de thé, quand même une chance que se ne soit pas le PQ au pouvoir, eux qui ont toujours couché dans le même lit que les pelleteux de nuages au nom du populisme. Une plug en passant, raison de plus, de voter pour la CAQ, si vous ne voulez pas des Libéraux. Eux au moins, il veulent abolir les Commissions Scolaire et faire le ménage avant que nos jeunes accèdent au études post-secondaires.

Envoyé par [Steve Goyette](#) de saint-denis de brompton, 20 février 2012 à 10 h 56 HNE

Les grosses entreprises font de plus en plus de profit et paye moins d'impôt, quel qu'un doit payer :-)

Envoyé par [Dany Paquet](#) de Québec, 20 février 2012 à 10 h 53 HNE

Avec le Parti-Québécois au pouvoir, tout va être gratuit !

Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 20 février 2012 à 11 h 08 HNE en réponse à [Dany Paquet de Québec](#)

... mais les impôts et taxes de tous vont monter en conséquence de la supposée "gratuité"...

Envoyé par [Étudiantesurlacaféine Arielle](#) de Québec, 20 février 2012 à 12 h 11 HNE en réponse à [Dany Paquet de Québec](#)

Ah ben c'est clair qu'avec l'argent que la vente de la maison de Pauline rapporterait, ça paierait largement les frais de scolarité des étudiants! Allô la Terre!

Envoyé par [Carole-Anne Tremblay](#) de Saguenay, 20 février 2012 à 10 h 51 HNE

Franchement ya pas juste les étudiants à matin qui ne sont pas à leur poste... ya tous les boomers aussi qui bloque plutôt que de travailler.

Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 20 février 2012 à 11 h 09 HNE en réponse à [Carole-Anne Tremblay de Saguenay](#) Les pauses café, vous connaissez?

Envoyé par [Ghislain Coté](#) de Boischatel, 20 février 2012 à 11 h 14 HNE en réponse à [Carole-Anne Tremblay de Saguenay](#)

On désire faire de l'humour ou est ce uniquement de la frustration

Je suis un boomer, je suis a mon travail (travailleur autonome à la maison) et je peux suivre cette tribune et en faveur des étudiants

Et vous, si vous êtes en mesure de chialer contre les boomer, comment ça que vous ne travailler pas, ou n'étudier pas et pourquoi que je vois uniquement de la frustration contre les générations précédentes mais pourquoi vous ne la prenez pas votre place au lieu de vous plaindre

Aucune place n'est attiré aune génération ou une autre, ils vous suffit de la prendre en gagnant vos points mais ceci demande de l'implication pas uniquement se servir comme si c'était un buffet et vous devriez vous demander qui a payé pour votre buffet

Envoyé par [Viedange Francois](#) de Québec, 20 février 2012 à 11 h 17 HNE en réponse à [Carole-Anne Tremblay de Saguenay](#) Excellent point.

Tout ces noms qu'on ne voyait pas dans le temps des fêtes. Vous avez pas honte ? Au boulot bande de paresseux !

Envoyé par [Hai-Phong Nguyễn](#) de Saint-Damase, 20 février 2012 à 10 h 46 HNE

Il faut être positif. Ces manifs sont un excellent entraînement pour le jour quand ils seront des syndicalistes revendicateurs de type "Moi Moi Moi".

En plus, cela fait de l'exercice physique, car ce n'est pas toujours évident d'être assis pendant trois heures en classe. Ainsi, ils brûlent des calories, se fatiguent et iront ensuite se réfugier dans un Burger King ou un Second Cup.

Finalement, ça fait de l'excellente publicité pour les compagnies comme Reebok, The North Face, Columbia, Adidas, Ray-Ban et ainsi de suite, puisque que l'on voit comment ces étudiants sont habillés.

Positivisme, positivisme!

Envoyé par [Ghislain Coté](#) de Boischatel, 20 février 2012 à 10 h 53 HNE en réponse à [Hai-Phong Nguyễn de Saint-Damase](#)

Autant de négativisme dans trois petits paragraphes, wow votre fin de semaine n'a pas du être trop rose et vos proches devaient se tenir loin.

Envoyé par [Francis Lavoie](#) de Montreal, 20 février 2012 à 11 h 02 HNE en réponse à [Hai-Phong Nguyễn de Saint-Damase](#)

Et vive la généralisation!

Envoyé par [404322](#), 20 février 2012 à 11 h 14 HNE en réponse à [Hai-Phong Nguyễn de Saint-Damase](#)

Mais quel sens de l'humour!

Envoyé par [Hugues Chabot](#) de montréal, 20 février 2012 à 10 h 41 HNE

Les prêts sont garanti. L'endettement des étudiants ne profite qu'aux banques.

L'endettement est une arme de destruction massive.

Envoyé par [Pierre Laroche](#) de la sarre, 20 février 2012 à 11 h 13 HNE en réponse à [Hugues Chabot de montréal](#)

Ça me reconforte de constater qu'il y à des personnes comme toi, concientes que l'endettement n'est pas une bonne chose et que tu prendras les moyens pour t'endetter le moins possible, bravo de vouloir ainsi sensibiliser tes compagnons. Assurément que tu es concient que pour les gouvernements s'endetter n'est pas non plus une bonne pratique, c'est comme tu dis c'est une arme de destruction massive, il ne faut pas le dire trop fort pour ne pas être envahi par les troupe de l'oncle Sam. Shut...

Envoyé par [Fred Lavoie](#) de Québec, 20 février 2012 à 10 h 40 HNE

Lâchez pas!! Bravo aux étudiants, aux indignés, à Wikileaks, à Anonymous et à tout ceux et celles qui se tiennent debout devant ces "money junkies" qui pensent nous gouverner.

Et pour les autres, pliez-vous et endurer.

Envoyé par [Sammy B.](#) de Rock-Forest, 20 février 2012 à 10 h 38 HNE

Que c'est ça que cette nouvelle "à sensations" sur le côté des "étudiants" et qui fait passer le gouvernement pour un méchant loup???

Ce chiffre représente à peine 1% des étudiants du Québec!!! J'espère que la Ministre Beauchamps va pas plier et va les laisser "gâcher" leur année!!! Et oui!!! Il faut que les professeurs et les autres élèves puissent entrer au travers les "piquets de grève" afin de se rendre à leurs cours afin de continuer à enseigner et à étudier!!!

Envoyé par [Ghislain Coté](#) de Boischatel, 20 février 2012 à 10 h 35 HNE

Une chose est sur, Charest et Beauchamp ont ouvert une brèche qu'ils auront de la misère a fermer.

Je suis même un peu impressionné de l'organisation des étudiants mais au delà de ce qui s'en vient, je déplore que Charest et son gouvernement n'aient pas ouvert une vraie conversation avant de leur imposer les nouvelles mesures

Mais le coté positif (et possiblement négatif pour Charest) c'est que ce mouvement politisera possiblement plus les jeunes aux manigances et jeux politiques et les pousseront à aller voter en plus grand nombre pour être considéré par les élus.

C'est évident que trop souvent, les politiciens ne se préoccupent pas trop des jeunes a ce niveau d'age car dans l'échiquier politique, ils y tiennent très peu de place mais si tous les jeunes se mettaient à voter, la donne et les résultats des élections pourrait drôlement changer de portrait. Les sondages serait fausser assez facilement si c'était le cas...

Envoyé par [Alexandra F](#) de montreal, 20 février 2012 à 10 h 30 HNE

Bravo lâchez pas les jeunes!

Envoyé par [Gilles Carpentier](#) de Beauport, 20 février 2012 à 10 h 28 HNE

Pierre-Élliott Trudeau était un fin politicien et son équipe ne fonctionnait pas de front. Ils laissait sortir une fuite pour les jeuneux qui choquait le public. Finalement, il présentait la réforme avec moins d'impact et tout le monde soufflait d'avoir éviter le pire. Ils ont régné très longtemps.

Charest, c'est un baveux qui détient le volant. Imaginé qu'il vous présenterait un augmentation moindre mais sur une plus longue période. La levé de boucliers seraient bien moins importante. Envoyé par [Frank Jolin](#) de St-Jean-sur-Richelieu, 20 février 2012 à 10 h 28 HNE

En lisant le titre de la nouvelle, ça me rappelle que se sont les médias qui faisaient monter l'eau du Richelieu au printemps dernier à chaque bulletins de nouvelles. Plus où moins 34,000 étudiants sur environs 400,000 il ne faut pas virer fou, mais il faut vendre le produit.

Envoyé par [Emilien Marcoux](#) de Plessisville, 20 février 2012 à 10 h 27 HNE

Combien d'étudiants en médecine et en sciences pures ont voté du même bord que les étudiants en sciences sociales ou politique? Sans doute très peu, parce que ces étudiants ont besoin d'étudier pour réussir leur formation.

Envoyé par [Georges Henri](#) de Montreal, 20 février 2012 à 10 h 24 HNE

J'attends encore que les associations étudiantes proposent leur solution pour le financement des études supérieures. Quant au cégep, c'est une grosse blague, ça coûte rien et c'est pratiquement des vacances. Le gouvernement devrait retirer les prêts et bourses au cégep pour transférer les fonds vers le niveau universitaire.

Envoyé par [L.R. St-L.](#) de Granby, 20 février 2012 à 10 h 24 HNE

On est prêt à sacrifier une session pour manifester durant ces heures de cours. À qui cela profite, je me le demande. À quoi bon en parler, même si le gouvernement bonifie le système de prêts et bourses, la hausse des frais de scolarités s'en voit diminuée. Il me semble que c'est raisonnable. Ce qui me réjouit, c'est que vous êtes peu nombreux à manifester, ne venez pas vous plaindre si on vous refuse de reprendre les cours manqués, vous n'aurez que vous à blâmer.

Envoyé par [Maxime L.](#) de Montreal, 20 février 2012 à 10 h 18 HNE

Je ne comprend pas leur raisonnement.

Faire la grève pour 1 500\$ d'augmentation en 5 ans (350\$ par an pendant 5 ans.) Leur iPhone coûte plus de 600\$ par an, priorisé vos choix cher petit.

En plus ils risquent de perdre une demie-année de salaire en retardant leur rentré sur le marché du travail. Donc a un salaire moyent de 40 000\$ ils vont perdre 20 000\$ pour seulement une augmentation de 1 500\$.

Vite un cours de Math s'impose.

Envoyé par [Michel Letourneau](#) de quebec, 20 février 2012 à 10 h 16 HNE

J'espère que le gouvernement Charest ne recule pas... Il est temps que les étudiants assument une juste part... Quand j'allais à l'Université... je prenais l'autobus... Aujourd'hui, les pauvres petits... ils n'ont pas le choix t'avoir une voiture neuve et tous les gadgets techno à la dernière mode... Que les étudiants arrêtent de vivre au dessus de leurs moyens et qu'ils acceptent leur statut d'étudiants... c'est-à-dire moins riches que les travailleurs...

Envoyé par [Guy Masson](#) de Québec, 20 février 2012 à 10 h 12 HNE

Le "spin" de la ministre qui consiste à dire que les étudiants présentement en grève représentaient à peine 1-2 % de toute la population étudiante était une bien mauvaise idée. C'est le genre de déclaration qui va fouetter les troupes dans le milieu étudiant c'est certain. Je croyais que les Libéraux auraient appris de leurs erreurs passées : l'arrogance n'est jamais une bonne carte à jouer. Surtout pas avec des groupes aussi faciles à mobiliser que les étudiants.

Envoyé par [Dany Paquet](#) de Québec, 20 février 2012 à 10 h 09 HNE

Lâcher pas les jeune, le PQ et les grands centraux syndical sont avec vous !

Envoyé par [André Simard](#) de Chicoutimi, 20 février 2012 à 10 h 08 HNE

Peu importe ce qu'on pense des demandes des étudiants, il me semble que notre bon gouvernement devrait au moins être ouvert au dialogue, plutôt que de rester fermement sur sa position. La principale erreur de Charest et cie là-dedans, c'est de ne pas expliquer sa décision.

M. Charest: plus personne ne vous fait confiance aveuglément. Si vous voulez faire accepter vos

décisions, hé bien, vous allez devoir nous convaincre de leur bien-fondé.

Également, les étudiants devraient faire des suggestions des aménagements plutôt que de rester braqués.

Étudiants: réalisez-vous que le "gel" des frais que vous réclamez n'est pas un gel mais bien une baisse? Les coûts de fonctionnements des universités subissent l'inflation chaque année, pourquoi en irait-il autrement du coûts des études?

Envoyé par [Georges Auger](#) de Windsor, 20 février 2012 à 10 h 03 HNE

Et maintenant madame la ministre qu'aller vous faire, sortir la loi du plus fort, où bedon les menaces!!!!!!

Envoyé par [Ghislain Bélisle](#) de Namur, 20 février 2012 à 10 h 03 HNE

Ca peut pas mieux arrivé , Ca vas faire plein deti gardiens et de tite Gardiennes disponible si les CPE retourne en greve , on pourais meme dire des centaines de millier en disponibilité . La CSN as mal choisis son temps pour faire la greve .

Envoyé par [Pierre-Luc Gauthier](#) de Saguenay, 20 février 2012 à 10 h 02 HNE

Tenez bon les étudiants et ne vous laissez pas intimidez par les gens qui sont contre vous!

Envoyé par [Ghislain Bélisle](#) de Namur, 20 février 2012 à 10 h 01 HNE

(Plus elle va attendre, plus la grève va être massive, plus son système d'éducation va être paralysé, donc c'est vraiment tout à son avantage de trouver rapidement avec nous une sortie de crise », estime-t-il)

Je n'espere qu'une chose , c'est que la ministre Beauchamp ne se présente pas a leur discussion .

CANOE.CA: 30 000 étudiants en grève : La grève étudiante se généralise - Mise à jour lundi 20 février 2012, à 21h19



© Maxime Deland / Agence QMI
Plus d'un millier d'étudiants s'étaient rassemblés au parc Émilie-Gamelin, lundi en fin d'après-midi, à Montréal.

Agence QMI , Maxime Deland et Diane Tremblay MONTRÉAL - La grogne des étudiants québécois se fait de plus en plus sentir. Ils étaient plus de 3000 lundi soir à marcher dans les rues du centre-ville, afin de protester contre la hausse des frais de scolarité.

Après avoir manifesté un peu plus de deux heures de façon pacifique, le rassemblement a pris fin à l'angle des rues McGill et Notre-Dame, dans le Vieux-Montréal.

La police n'a rapporté aucun incident disgracieux ni d'arrestation au cours de la manifestation.

À en croire les organisateurs, le mouvement de protestation ne fera que prendre de l'expansion au fur et à mesure que les jours vont passer. Les étudiants entendent en effet continuer à mettre de la pression sur la ministre afin qu'elle fasse marche arrière dans le dossier de la hausse des frais de scolarité.

D'ailleurs, une manifestation étudiante nationale doit avoir lieu jeudi à Montréal. Plus de 15 000 étudiants de partout au Québec sont attendus au centre-ville pour l'occasion.

Rappelons que dans son dernier budget, le gouvernement Charest a prévu une hausse des droits de scolarité de l'ordre de 1625 \$ répartis sur cinq ans, soit l'équivalent d'une augmentation de 325 \$ annuellement.

Les hausses prévues feront en sorte que dès l'année scolaire 2016-2017, les étudiants devront déboursier 3793 \$ pour une année universitaire; dernièrement, il en coûtait 2168 \$.



Autre manifestation à Rivière-du-Loup

Des étudiants collégiaux ont également manifesté lundi à Rivière-du-Loup à l'occasion d'une conférence de presse de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp. La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a interpellé la ministre afin qu'elle clarifie ces propos quant au respect des votes de grèves des étudiants.

«Les étudiants sont outrés que la ministre demande aux enseignants de franchir les lignes de piquetage, a déclaré Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ. Nous lui demandons de [...] dire si elle respectera la démocratie étudiante afin d'éviter des débordements.»

Mouvement qui prend de l'ampleur

D'autre part, il semble que le mouvement de grève des étudiants prend de l'ampleur très rapidement dans la province, selon Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

D'après la CLASSE, au moins 35 000 étudiants seront en grève dès mardi.

«En à peine une semaine, le mouvement de grève a plus que triplé, a déclaré dans un communiqué Jeanne Reynolds, co-porte-parole de la CLASSE. La ministre n'a maintenant plus le choix de prendre au sérieux notre grève. Si elle ne recule pas rapidement, le système d'éducation du Québec sera de plus en plus paralysé.»

La Coalition a souligné que plusieurs autres votes de grève des étudiants sont prévus cette semaine et la semaine prochaine.

Boule de neige

Le mouvement de grève étudiante fait boule de neige à Québec, alors que plus de 1 700 étudiants suivent le mot d'ordre.

Et la vague n'a pas encore atteint son apogée puisque le quart des 80 associations étudiantes de l'Université Laval se sont prononcées jusqu'à présent. De nouveaux résultats sont compilés chaque jour.

«On est très optimistes, a dit Sébastien Harvey, président de la Confédération des associations d'étudiants de l'Université Laval (CADEUL). C'est évident que le chiffre va augmenter d'ici la manifestation à Québec prévue le 1er mars.»

Quelques centaines d'étudiants sont privés de cours depuis plus d'une semaine. Ceux inscrits en service social ont été les premiers à enclencher le mouvement. Ils sont suivis chaque jour par un nombre toujours plus élevé d'associations. Lundi, c'était au tour des étudiants en



philosophie de débrayer pour une période de temps illimitée. Le nombre d'associations en grève à l'Université Laval est passé de deux à huit depuis le 13 février dernier. En principe, les professeurs sont tenus de se présenter en classe, mais ils ne sont pas obligés de traverser les piquets de grève.

Les cégeps de la région de Québec surveillent de près la situation. Pour le moment, aucun mandat de grève n'a encore été donné. Les étudiants de Lévis-Lauzon, réunis lundi après-midi, ont choisi de reporter d'au moins une semaine la tenue d'un scrutin.

«Notre position est claire. On est contre l'augmentation des frais de scolarité. Il reste à déterminer si on joint le mouvement», a fait savoir, lundi, David Robitaille, conseiller à l'Association générale des étudiants du Cégep Limoilou au campus de Charlesbourg.

MÉTRO: La grève étudiante s'intensifie – Lundi 20 février, 10h19



Chantal Levesque/monscopeo@journalmetro.com

Des étudiants de la région métropolitaine ont manifesté en marge de la conférence de Line Beauchamp, vendredi, à Montréal.

MAXENCE KNEPPER

Plus de 13 000 étudiants en provenance de 15 associations membres de la coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), rejoignent, lundi, le mouvement de protestation contre l'augmentation des frais de scolarité.

Des étudiants de l'Université de Montréal et de l'UQAM se mettent en grève illimitée, rejoignant les 18 000 étudiants déjà impliqués dans le mouvement. Le cégep du Vieux-Montréal, dont 37 élèves ont été arrêtés

la semaine dernière pour méfaits publics, ne sera plus le seul cégep paralysé puisque ceux de Saint-Laurent et de Marie-Victorin ainsi que le collège de Valleyfield rentrent aussi en grève.

Une manifestation est prévue à 16 h à partir du carré Berri, pour soutenir l'entrée en grève de ces cégeps et l'accroissement du mouvement de protestation, qui a triplé en une semaine. Près de 31 000 étudiants sont désormais en grève illimitée pour protester contre la décision de Québec d'augmenter les frais de scolarité de 325\$ par année jusqu'en 2017.

Par ailleurs, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a rassemblé ses troupes dimanche lors d'un camp de formation pour se préparer à rejoindre leurs collègues grévistes.

Des ateliers ont réuni les représentants des étudiants, au Collège Montmorency, à Laval, pour leur apprendre les ficelles du syndicalisme et des mouvements de protestation.

Pour l'organisation étudiante, ce type de formation devrait permettre d'éviter des débordements. «Nous ne voulons pas que des événements semblables à celui du Cégep du Vieux-Montréal aient encore lieu, affirme Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ. La mobilisation doit se faire de manière démocratique et pacifique.»

Une lettre du ministère provoque la colère de la FECQ

Le ministre de l'Éducation a adressé, jeudi, une lettre aux administrations collégiales, dans laquelle il invite le personnel à «continuer d'offrir la formation malgré le mandat de grève»

Pour la FECQ, cela équivaut à une incitation à franchir les piquets de grève. «La ministre veut utiliser les employés des cégeps pour briser le mouvement de grève étudiant. C'est une décision irresponsable, voire dangereuse qui ne fait que susciter la confrontation», déplore Léo Bureau-Blouin.

AGECAR: L'AGECAR n'accepte pas l'ingérence de l'UQAR[imouski] dans la mobilisation contre la hausse des frais de scolarité. – Lundi 20 février 2012

Rimouski, 20 février 2012 – L'Association Générale Étudiante du Campus à Rimouski (AGECAR) de l'UQAR dénonce le message de peur que la direction de l'Université du Québec à Rimouski a mis en ligne sur son site web. En plus d'insinuer une possible annulation de la session, ce message n'aura pour effet que d'augmenter la tension. « Nous voulons que les étudiants de l'UQAR puissent se faire leur propre idée sur les actions à entreprendre afin de démontrer à Jean Charest que sa hausse de 1625 \$ des frais de scolarité ne passe pas. Par cette tentative de désinformation des étudiants, la direction de l'UQAR se fait le fier-à-bras du gouvernement. C'est inacceptable ! », a martelé Thomas Briand Gionest, Président de l'AGECAR.

En effet, les propos tenus dans la lettre indiquant que la session pourrait être annulée si un mouvement de grève était mis en branle à l'UQAR relèvent de l'absurde. Jamais au cours de l'histoire récente du Québec, une grève étudiante n'a entraîné l'annulation d'une session. « La raison en est simple, la pression de l'entrée d'une double cohorte serait insoutenable pour les établissements d'enseignement et le gouvernement. De plus, le retard dans la diplomation entrainerait des problèmes énormes dans le renouvellement de la main d'oeuvre » affirme la

vice-présidente aux affaires externes de l'AGECAR, Samie St-Arnault.

L'administration de l'UQAR fait une fois de plus de la désinformation en véhiculant des mensonges et des demi-vérités. La version initiale du texte, mise en ligne par l'UQAR, informait les étudiants qu'il n'y avait jamais eu de grève générale illimitée à l'UQAR, ainsi que les stages seraient annulés en cas de grève. Toutefois, cela est mensonger, car les étudiants universitaires rimouskois ont voté en ce sens à plusieurs reprises dans l'histoire, notamment en 1990 et en 2005. De plus, les stages ont toujours été exclus des grèves étudiantes. « Nous comprenons que les administrations universitaires du Québec veulent davantage d'argent pour se payer des primes de toutes sortes et continuer la mauvaise gestion dont ils font preuve, mais ce n'est pas aux étudiants de faire les frais de celle-ci. » énonce le Président de l'AGECAR.

L'AGECAR consultera ses étudiants sur les démarches à adopter au cours des prochains jours. Cependant, selon le Comité exécutif de l'Association étudiante, les étudiants pourront choisir eux-mêmes les moyens à prendre et l'administration de l'UQAR devrait cesser toutes ses manigances qui visent à s'immiscer dans un débat qui n'est pas le sien, en dépit des possibles

instructions de la ministre. L'UQAR devra mettre un terme à ses tentatives de déstabiliser la mobilisation étudiante et ainsi respecter les choix démocratique des étudiants. 300, allée des Ursulines, local E-220, Rimouski, Québec, G5L 3A1, 418. 723.1986 p. 1523 Fax :418.724.1837 Courriel : agecar@uqar.qc.ca

L'Association générale des étudiants du campus de Rimouski de l'UQAR a comme objectif de représenter les intérêts académiques, sociaux, politiques, économiques et culturels de ses membres. L'AGECAR représente près de 3 000 étudiants(es) de premier cycle et de cycles supérieurs répartis sur le campus de Rimouski et dans l'Est du Québec.

- 30 -

Source :

Samie St-Arnault
Vice-présidente aux affaires externes
vp.externe.agecar@gmail.com
Bureau : (418) 731-0019
Pour informations :
Thomas Briand Gionest
Président de l'AGECAR
presidence.agecar@gmail.com
Cellulaire : (418) 730-2797

BRANCHEZ-VOUS: Plus de 30 000 étudiants en grève au Québec - lundi 20 février 2012 à 8H13

par Reine Côté

Plus de 30 000 étudiants seront en grève cette semaine pour dénoncer la hausse des frais de scolarité.

À Montréal, les grévistes se rassembleront au Square Berri à 16h, lundi, puis parcourront le secteur, pancartes à la main.

Les associations étudiantes de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale

étudiante (CLASSE) étaient en congrès dimanche pour discuter avec leurs membres. Une rencontre positive, selon les porte-parole de la CLASSE, qui précisent que le nombre de grévistes pourrait tripler dès mardi et grimper jusqu'à 35 000.

«La grève se généralise rapidement. Aujourd'hui des milliers d'étudiants et d'étudiantes des Cégeps et de l'Université de Montréal se joignent au mouvement démarré à l'UQAM et à l'Université

Laval. Plus la ministre attendra, plus le mouvement prendra de l'ampleur!» indique dans un communiqué Gabriel Nadeau-Dubois, co-porte-parole de la CLASSE.

Ce dernier rappelle que plusieurs autres votes de grève sont prévus cette semaine et la semaine prochaine.

«La ministre n'a maintenant plus le choix de prendre au sérieux notre grève. Si elle ne recule

pas rapidement, le système d'éducation du Québec sera de plus en plus paralysé», ajoute pour sa part Jeanne Reynolds, co-porte-parole de la CLASSE.

Une manifestation se tiendra également jeudi à 13h00 au Square Philipps à Montréal, tandis qu'une autre est prévue à Québec pour le 1er mars.

RADIO-CANADA: Plus de 30 000 étudiants en grève – Mise à jour le lundi 20 février 2012 à 8 h 02 HNE



© Éric Plouffe

Manifestants étudiants à Montréal

Quelque 31 000 étudiants québécois sont en grève aujourd'hui pour dénoncer la hausse des droits de scolarité, tandis que des milliers d'autres pourraient se joindre au mouvement de protestation au cours des prochains jours.

Plus de 18 000 étudiants de l'Université du Québec à Montréal, de l'Université Concordia, de l'Université Laval et du Cégep du Vieux-Montréal étaient déjà en grève générale illimitée.

Parmi les associations qui s'ajoutent au mouvement aujourd'hui, il y a celle des étudiants du Cégep St-Laurent avec ses 3500 membres et celle

Les commentaires (177)

Envoyé par [MarieV Marie-Eve](#) de Québec, 22 février 2012 à 17 h 06 HNE

À Mme Morissette de St-Lambert,

Mon association étudiante a défendu mes droits lorsque j'ai eu un litige avec un professeur de mon université. Elle a aussi soutenu financièrement un de mes projets artistiques afin de m'aider à débiter une carrière. Mon association s'assure aussi que des étudiant/e/s nous représentent dans les instances de décision des universités, afin de s'assurer que les cours offerts rejoignent les besoins réels des étudiant/e/s et des futurs employeurs.

Il ne faut pas oublier que les associations étudiantes sont là à l'année longue, et pas uniquement lorsqu'il est question de grève. Elles représentent les voix des étudiant/e/s qui y participent. Si votre association vous insatisfait, pourquoi ne pas vous impliquer afin d'y faire entendre votre point de vue ?

Envoyé par [Eric Grenier](#) de Thetford Mines, 20 février 2012 à 18 h 25 HNE

Ces étudiants sont parmi les mieux sur terre. Les Québécois sont parmi ceux qui paient le plus d'impôts et de taxes de toutes sortes sur terre... Quand ces étudiants arriveront sur le marché du travail pour 50 ans, ils comprendront la frustration des millions de travailleurs québécois de voir Radio-Canada encourager ces étudiants en grève non pas pour soutenir leur cause car ils n'en ont rien à foutre mais bien pour promouvoir leur anti- M. Charest et leur pro-Pauline facilement manipulable...

Envoyé par [Julie Morissette](#) de Saint-Lambert, 20 février 2012 à 18 h 14 HNE

C'est drôle, y'a aucune personne qui a osé mettre un autre commentaire. Est-ce un sujet tabou l'argent des associations étudiantes?

Envoyé par [Julie Morissette](#) de Saint-Lambert, 20 février 2012 à 13 h 57 HNE

Et un syndicat, ça se paie. Vos frais d'inscription comprennent au moins 25\$ pour l'association étudiante.

des étudiants en langues et communication de l'UQAM avec près de 4000 membres.

Les étudiants demandent au gouvernement de renoncer complètement à la hausse annuelle de 325 \$ par année, prévue dans le dernier budget. À terme, cette hausse ferait passer les droits de scolarité pour une année d'études universitaires d'environ 2200 \$ à 3800 \$ par année.

La FECQ sur un pied de guerre

Une soixantaine de délégués représentant 100 000 cégépiens ont assisté en fin de semaine à un camp de formation de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), en vue de mobiliser les quelque 25 000 étudiants qui auront à se prononcer sur la grève d'ici deux semaines.

Les formations ont porté sur l'utilisation des médias, sur les droits et devoirs des manifestants et sur l'histoire des mouvements de grève.

« Si nos membres décident de se doter de mandats de grève, nous ferons tout pour que leur voix résonne jusqu'à l'Assemblée nationale », a affirmé dans un communiqué Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ, qui représente 80 000 étudiants.

« Devant l'arrogance du gouvernement Charest, nos membres envisagent la grève, non pas par gaieté de coeur, mais par nécessité », a-t-il ajouté.

La Fédération déplore le [mot d'ordre envoyé par Line Beauchamp](#) pour forcer les enseignants à franchir les piquets de grève. « La ministre de l'Éducation jette de l'huile sur le feu en invitant les enseignants à franchir les piquets de grève. À la fédération, nous avons envoyé le mot d'ordre à nos membres de protester de manière pacifique », a conclu le président de la FECQ.

Si vous faites un calcul rapide selon les données d'un autre article de Radio-Canada: Le Québec compte environ 180 000 étudiants à temps plein au niveau collégial, selon des chiffres du ministère de l'Éducation, et 270 000 étudiants au niveau universitaire. Donc nous disons 180 000 270 000 = 450 000 étudiants inscrits dans un CEGEP ou une université. Nous multiplions par 25\$ de frais d'association étudiante: 11 250 000\$ par session.

Que font-ils de cet argent? Payer des autobus pour des grévistes. Du carton et des crayons de couleur pour les pancartes.

Avez-vous déjà vu ou entendu parler d'une association étudiante ayant aidé des étudiants dans le besoin? Si oui, faites-nous leur savoir.

Est-ce que vous savez ce que votre association étudiante fait de votre argent? Si oui, faites-nous leur savoir.

Envoyé par [555480](#), 20 février 2012 à 23 h 24 HNE en réponse à [Julie Morissette de Saint-Lambert](#)

Tu n'as jamais entendu parlé d'une assemblée générale?? parce que c'est pas mal là que les décisions se prennent. On y parle d'argent... pas seulement de grève. Sinon, il y a aussi les tables de concertation qui est en fait un rassemblement de comités (X) qui négocient d'argent avec l'association. Bref, à chaque début de session les représentants d'un comité doivent établir un budget qu'ils présentent ça comprend le parascolaire, des activités culturelles, des stages internationaux et humanitaire, etc. Je ne mets pas de côté qu'en ce moment, il y a une partie du budget est allouée à la GGI, mais ce n'est certainement pas la totalité.

Envoyé par [Tommy Beaudry](#) de Saint-Hyacinthe, 20 février 2012 à 13 h 17 HNE

« Nous travaillons d'arrache-pied pour que les votes de grève se fassent d'une manière démocratique et pacifique. »

Si la FECQ aurait un souci de démocratie ils obligeraient tout les cégep a faire des votes par scrutin et non a main lever avec un quorum de même pas 10% dans une cafétéria ou même pas tous les étudiants du cégep peuvent entrer donc

manière démocratique on y repassera ça ressemble plus à un syndicat. De plus si les associations étudiantes représenteraient tant leurs étudiants ils démontreraient les deux cotés de la médaille pas seulement leur point de vue. Comme quelqu'un dans ma classe la session passé qui a essayé de partir un débat lors de l'AG sur la grève, l'asso étudiante lui a dit de ne pas partir un débat sur ça que c'était seulement le vote... faudrait filmer les AG et envoyer ça au médias, les gens verraient c'est quoi de la démocratie syndicale. Tant mieux si au cégep du vieux-Montréal s'est fait par scrutin je crois juste pas que tous les facultés d'université et cégep ont fais de même.

Envoyé par [555386](#), 20 février 2012 à 12 h 46 HNE

Juste histoire de calmer ceux qui pensent qu'étudier en France c'est génial parce qu'on ne paie quasiment rien pour l'université (environ 300€ l'année). D'abord, connaissez-vous une université française qui a la réputation d'Harvard Oxford, MIT ou même Laval ou McGill? non? c'est normal il n'y en a pas! Les universités françaises sont obsolètes, surchargées et les profs très mal payés. Le Français partent à l'étranger pour trouver une université qui est à la hauteur des conditions de travail actuelles: Canada, États-Unis, Australie sont les trois destinations les plus en vue. Chaque année c'est 30 000 étudiants qui quittent le territoire français, les conditions d'étude sont exceptionnelles, pour nous français, ici c'est incomparable avec ce qu'on a chez nous. Avons de voir si c'est dans cette direction que vous voulez avancer.

Envoyé par [Kami951 Christophe](#) de Québec, 21 février 2012 à 20 h 49 HNE en réponse à [555386](#)

Je suis allé étudier à l'Université de Genève, en Suisse et les étudiants ne paient effectivement presque pas leurs études. Toutefois, l'Université de Genève est beaucoup mieux reconnue que la plupart des universités québécoises et possède des grands centres de recherche. Je sais que ce n'est pas une université française, mais elle mérite quand-même une mention.

De plus, la reconnaissance universitaire ne veut absolument rien dire sur la qualité de l'enseignement. Elle n'est significative, qu'au niveau de la recherche. Malheureusement, la plupart des étudiants se font leur réputation et acceptent de payer plus cher pour ce qu'ils croient être une meilleure éducation. J'ai fréquenté trois universités différentes de diverses réputations et l'enseignement ne se distinguait pas d'une université à l'autre.

Envoyé par [Frank Jolin](#) de St-Jean-sur-Richelieu, 20 février 2012 à 10 h 20 HNE
Mes deux enfants sont aux études. Ma fille à l'université et mon garçon au collège Dawson. Ils côtoient des étudiants qui proviennent de l'extérieur du Québec qui étudient au Québec. Les frais au Québec ne sont même pas comparables avec la moyenne Canadienne. Le gouvernement devrait faire circuler des tables tarifaires et acheter des pages de journaux afin de démontrer que les étudiants Québécois se plaignent le ventre plein. Et pour les xénophobes et anglophobes des forums, je suis un Québécois francophone qui à grandi et étudié au Québec. Ma carrière m'a conduit à travers le Canada et aux Etats-Unis. Mes enfants sont nés hors Québec et ils ont fréquentés les écoles francophones dans différentes provinces et des écoles anglophones au Québec. Bilingues, ils sont libre de leur choix et fiers de leur racines Québécoise.

Envoyé par [116422](#), 20 février 2012 à 12 h 35 HNE *en réponse à Frank Jolin de St-Jean-sur-Richelieu*
En se comparant, nous pourrions tout simplement tirer une leçon de ce qui se passe ailleurs. Mais au contraire, notre gouvernement n'agit que par mimétisme. Pourquoi vouloir faire comme tout le monde? Le Québec ne laissera pas de traces s'il marche dans celles des autres.

Envoyé par [Jean-François Mongrain](#) de Montréal, 20 février 2012 à 12 h 40 HNE *en réponse à Frank Jolin de St-Jean-sur-Richelieu*
Vous voulez peut-être aussi inclure dans votre comparaison, question d'être plus objectif, disons, tous les pays membres de l'OCDE? Les résultats vous surprendront - les frais de scolarité au Québec sont plus élevés que la moyenne de ces pays occidentaux.

Envoyé par [Sylvain Côté](#) de Montréal, 20 février 2012 à 10 h 03 HNE
<http://fr.canoe.ca/infos/quebeccanada/politiqueprovinciale/archives/2012/02/20120219-145054.html>
Tiens tiens...

Envoyé par [GILLES LEBEAU](#) de MARIEVILLE, 20 février 2012 à 10 h 03 HNE
Danny Paquet
Des engagements ça se signent. Supposons que vous avez une dette quelconque ici au pays, ce n'est pas parce que vous décideriez de vous aller au Japon, que vous vous libérez de votre dette. Le premier commentaire que j'ai exprimé sur ce sujet, je disais qu'il devrait y avoir une transformation complète du réseau de l'instruction et ceci pourrait en être un élément. Ce n'est qu'un exemple.

Envoyé par [Georges Auger](#) de Windsor, 20 février 2012 à 09 h 55 HNE
Madame Pauline va tout arranger sa elle, ben oui elle veut le commandement et après on verra, comme toute les autres,

Envoyé par [Ghislain Bélisle](#) de Namur, 20 février 2012 à 09 h 39 HNE
Une greve chez les étudiants pour 300 piasses, c'est le reflet de la société Québécoise (une gang de queteux)

Envoyé par [Hugues Chabot](#) de Montréal, 20 février 2012 à 09 h 34 HNE

La classe moyenne se fait dépecer par les re- quins de la haute finance.
Les fonds de retraite ont été dilapidés.
Les étudiants doivent s'endetter pour entrer sur le marché du travail.
L'inflation est galopante sur les fronts du logement, de la bouffe et de l'énergie.
Le système de santé est dans la mire des corporations, il y a de l'argent à faire avec la misère des gens.
Le débat n'est pas gauche-droite mais nord-sud. Tout le monde est à genou pour sauver le bourseau.
Le problème viens d'en haut!
Envoyé par [Ghislain Bélisle](#) de Namur, 20 février 2012 à 09 h 31 HNE
@ Jean-Francois Asselin de Saint-tite (Jaimerais beaucoup savoir ce que coute réellement une session universitaire si le gouvernement ne paye rien. Quel pourcentage du total de la facture est payé par l'étudiant)
En Floride environ \$30,000 / \$40,000 / années en plus des livres et autres frais . Ils fonctionnent par prêt et bourse d'étude . Les Universités sont pleine a craquer . et le plus drôle , isl ont hate de termier leurs études et ils gossent jamais a faire des greves pour 300 piasses
Envoyé par [Ghislain Bélisle](#) de Namur, 20 février 2012 à 09 h 26 HNE
@ Chiche AJC de Québec
(Ou sont les étudiants de McGill et Concordia ?? En classe possiblement)
Définitivement . la CSN c'est pas leur amis .
Envoyé par [Hugues Chabot](#) de Montréal, 20 février 2012 à 09 h 20 HNE
La cause était juste et on était à un cheveu de faire plier le gouvernement ... si les profs avaient embarqué. Et puis il y a eu ce carriériste de la FEUQ qui s'est mis à genou.
Envoyé par [Jean-Francois Asselin](#) de Saint-tite, 20 février 2012 à 09 h 17 HNE
Jaimerais beaucoup savoir ce que coute réellement une session universitaire si le gouvernement ne paye rien. Quel pourcentage du total de la facture est payé par l'étudiant?
Si c'est une greve comme on le dit partout, est-elle legale?
Les étudiants en greve et leur supporters ne semblent pas comprendre la chance qu'ils ont d'être au Québec pour leurs études. A force de tout payer pour tout le monde, on rend les gens dépendants et ils croient que tout leur est dû.
Envoyé par [Lawrence Fillion](#) de Montréal, 20 février 2012 à 09 h 17 HNE
J'ai fait des études universitaires au début des années 90 et j'ai largement profité comme la plupart des universitaires depuis 1965 des orientations stratégiques de notre Nation pour une éducation accessible et peu coûteuse.
Je lis des commentaires totalement abhorrés, surtout ceux de Mme Longfield, sur le fait qu'il revient à chacun de payer pour ses études. Comme si cette personne était prête aujourd'hui à rembourser le coût social de ses études, à juste part de ce qu'il en revient aujourd'hui pour faire ces études.
S'attaquer ainsi à la génération actuelle, c'est souhaiter son abrutissement et le nivellement vers le bas de notre société.
Pour ce qui est des étudiants qui nous quittent une fois leur formation faite, et bien je suis entouré de 2 douzaines de français qui ont fait leur étude en France, on est bien servi je trouve. Ils ont rien coûté à former pour nous.
Envoyé par [Luc-Olivier Leclerc](#) de Sherbrooke, 20 février 2012 à 09 h 12 HNE
je ne peux accepter de payer pour le style de gestion présentement des universités.
Envoyé par [Chiche AJC](#) de Québec, 20 février 2012 à 09 h 12 HNE

Où sont les étudiants de McGill et Concordia ??
En classe possiblement ?
Envoyé par [Joseph Arthur](#) de Stanstead, 20 février 2012 à 09 h 11 HNE
``Quel manque de courage politique``
Manque de courage politique de tout les gouvernements du Québec depuis au moins 40 ans. Les frais de scolarité auraient du suivre à tout le moins le coût de la vie afin d'assurer la pérennité du système. Le sous financement est due en grande partie au manque à gagner suite au gel des frais de scolarité. Jadis, un gel avait pour but d'inciter les francophones de poursuivre des études post-secondaires.
Envoyé par [Pierre Lagasse](#) de St-Basile, 20 février 2012 à 09 h 08 HNE
Selon l'étude de la Chaire de recherche en fiscalité et finances publiques de l'Université de Sherbrooke, intitulée La participation accrue des femmes au marché du travail: Impacts macroéconomique et budgétaire des services de garde à contribution réduite, des chercheurs Pierre Fortin, Luc Godbout et Suzie St-Cerny, il est dit que, pour chaque dollar investi dans les services de garde au Québec, il revient 1,05 \$ dans les coffres du gouvernement du Québec et 0,44\$ dans ceux du gouvernement canadien.
Bien sûr, il y a des problèmes de gestion (soulignés par les chercheurs, ainsi que le V-G) qu'on devrait régler pour en accroître l'efficacité et l'équité.
Envoyé par [Dominique Croteau](#) de Montréal, 20 février 2012 à 09 h 03 HNE
Très belle photo prise en automne!
Est-ce que les photographes de Radio-Canada sont en greve aussi?
Envoyé par [Sammy B.](#) de Rock-Forest, 20 février 2012 à 09 h 02 HNE
Des étudiants qui vont désertés aussitôt leurs études faites ou bien des étudiants qui ne rembourseront pas leurs dettes il y en a eu et il y en aura encore!!!
Pour ce qui est des frais et des dettes des étudiants il y a comme une différence dans les discours des étudiants et de la Ministre Beauchamps??
Je l'ai écouté ce week end à Larocque/Lapierre et elle a bien dit que le Québec, même avec les augmentations qui s'échelonnent sur des années, à la fin de ces années, le Québec restera encore la province la moins chère dans les frais de scolarité!!! Ils veulent quoi ces étudiants??? Une cuiller d'argent dans leurs bouches??? S'ils sont pas contents, qu'ils aillent étudier ailleurs!!!
Et les nouvelles ne le disent peut-être pas mais l'organisateur en chef des grèves à l'Université de Sherbrooke est en Sciences Humaines depuis près de 5 ans, à temps partiel, parce qu'il est très, très, très occupé avec ses nombreux Comités et il n'arrive pas à "finir" ses études...
Envoyé par [Guy Masson](#) de Québec, 20 février 2012 à 09 h 23 HNE *en réponse à Sammy B. de Rock-Forest*
Les frais ont bien beau être moins cher ici qu'ailleurs, ce n'est pas une raison pour les hausser. Ce que la ministre oublie, c'est que comme contribuables, nous payons tous plus d'impôts et de frais que dans les autres provinces. Il est donc normal que les services publics coûtent moins cher. De toute façon, pour une fois qu'on fait mieux que les autres, pourquoi ne pas poursuivre dans la même voie?
Envoyé par [Marie-Andrée Giguère](#) de Montréal, 20 février 2012 à 10 h 37 HNE *en réponse à Sammy B. de Rock-Forest*
Quel beau commentaire constructif! Emmenez-en des comme ça, ça ne fera qu'alimenter les contestations.
Bonne idée! Comme ça, je vais dans un pays étranger où mon gouvernement (le vôtre) me

payera presque entièrement mes dépenses! Encore plus cher à payer pour vous au lieu d'investir dans notre système. Bien non, continuez de couper les revenus aux établissements et augmenter nos frais. Brillant avenir pour la société québécoise.

Arrêtez de comparer des systèmes d'éducatons britanniques au nôtre, ce n'est pas du tout pareil. En comparant avec l'OCDE, nous sommes totalement dans la moyenne des frais.

Envoyé par [Pierre Lagasse](#) de st-Basile, 20 février 2012 à 09 h 00 HNE

Je ne comprends pas les gens: On chiale contre la corruption et le gaspillage, mais quand il est question de pressurer la classe moyenne et les étudiants, on applaudit ? Alors que les universités sont le pire exemple de gestion:

Elles dépensent plus dans l'immobilier qu'en recherche (Est-ce que quelqu'un se souvient de l'Ilot Voyageur ?) et en recherche qu'en enseignement, tout en laissant les brevets à des intérêts privés

Leurs recteurs se votent des salaires indécents, des primes de "rendement", des primes de départ (voir la valse des recteurs à Concordia), des primes de "logement" et de "déplacement", des rénovations aux résidences personnelles des administrateurs, etc.

Augmenter les frais de scolarité ne va rien changer, seulement alimenter encore plus le gaspillage et les récompenses pour mauvaise gestion. Il faut d'abord faire le ménage, ensuite on pourra considérer les vrais besoins en financement.

Envoyé par [Elise Gaudron Élise](#) de Québec, 20 février 2012 à 09 h 20 HNE en réponse à [Pierre Lagasse de st-Basile](#)

Totalement d'Accord. En tant qu'étudiante je serais bien moins frustrer si l'Argent serait bien géré en premier. à L'Université de Montréal le recteur a dépenser près de 150 000\$ pour des télévisions pour nous informer, nous les étudiants, car supposément on aime pas recevoir des e-mails. Bref, un ménage s'imposerait

Envoyé par [Gilles Hervieux](#) de Cornwall, 20 février 2012 à 08 h 57 HNE

Cerai t- t- il un scandale. Jamais travaille et deja en greve. Le prix ne peux etre negocié.

Le cour a une taux et il faut payer la pleine valeur ou s'abstenir. Ma facon de voir enfin!..

Envoyé par [Etienne Lareau](#) de Val-d'Or, 20 février 2012 à 08 h 57 HNE

Robert Picher: ces suceurs d'argent public sont ceux qui paieront vos soins de santé et votre pension, alors un peu de respect SVP.

Dany Paquet: certainement que les étudiants vont aller travailler ailleurs et avec raison et je ne vois pas pourquoi ils s'en priveraient. Une maladie dégénérative ne m'a pas permis de finir mon DEC en soins infirmiers, mais au bout de mes trois ans de CÉGEP, 3 jours et je serais parti m'établir à Ottawa, pour profiter des 15 000\$ de plus que j'aurais gagné chaque année.

Je n'approuve pas cette grève, mais j'aimerais que la population témoigne aux étudiants le respect qui leur est dû. En 2005, j'étais dans la rue avec les autres étudiants et notre cause était juste (comment justifier que le gouvernement aille piger 103 millions dans les poches des étudiants les plus pauvres?). Cette fois-ci, je ne pense pas que l'effort supplémentaire qu'on demande aux étudiants est démesuré, mais je salue le courage des étudiants de faire entendre leur opinion.

Envoyé par [Pierre Meunier](#) de Magog, 20 février 2012 à 08 h 55 HNE

La majorité de la population est pour une hausse "raisonnable" des frais de scolarité. Mais pour-

quoi donc geler les frais pendant 15 ans pour ensuite les tripler en 5 ans. Quelle gestion de broche à foin! Quel manque de courage politique. On devrait augementer les frais de scolarité de 5-6% à tous les 3-4 ans.

Aussi on devrait regarder du côté des dépenses. Il y a un paquet de gens sur le payroll des universités qui ne servent pas à grand chose. La preuve, l'Université de Sherbrooke a continué à fonctionner avec 1400 employés en grève. Ce qui me dit qu'il doit y en avoir au moins 400 de trop.

Envoyé par [Joseph Arthur](#) de Stanstead, 20 février 2012 à 08 h 43 HNE

``Hier c'était le président de la CSN qui leur donnais un cour``

Et mes admirateurs s'insurgent quand je déclare que le mouvement étudiant est infiltré par les syndicats. Les frais de scolarité sont qu'un paravent pour les manifestations anti-gouvernementale

So so so solidarité!.....

Envoyé par [Antoine Gadbois](#) de Sherbrooke, 20 février 2012 à 09 h 09 HNE en réponse à [Joseph Arthur de Stanstead](#)

Tes admirateurs? Envoyé par [GILLES LEBEAU](#) de MARIEVILLE, 20 février 2012 à 08 h 36 HNE

Danny Paquet
Votre phrase débute bien mais je trouve qu'il en manque un petit bout très important. Je reprends votre phrase, et j'ai ajouté quelques petits mots;

On va vous payer 100% de vos études et après vous irez travailler ailleurs hors Québec, mais avant il faut nous rembourser vos études.

Envoyé par [Vincent Archambault](#) de Montreal, 20 février 2012 à 08 h 57 HNE en réponse à [GILLES LEBEAU de MARIEVILLE](#)

Ça serait très pertinent, surtout pour les médecins!

Envoyé par [Dany Paquet](#) de Québec, 20 février 2012 à 09 h 02 HNE en réponse à [GILLES LEBEAU de MARIEVILLE](#)

"Mais avant il faut nous rembourser vos études."

Et comment vous allez les faire payer quand ils seront partis puisse qu'ils n'ont pas de dette ?

Envoyé par [Ghislain Bélisle](#) de Namur, 20 février 2012 à 08 h 31 HNE

Hier c'était le président de la CSN qui leur donnais un cour (comment faire la greve) Demain il vas leur donner un cous (comment fermer une usine et la faire déménager)

Envoyé par [Francois Bussière](#) de Montréal, 20 février 2012 à 08 h 49 HNE en réponse à [Ghislain Bélisle de Namur](#)

Ah! Si les gens avaient usé de leurs études gratuites pour apprendre le français. Ils comprendraient peut être mieux la situation. Mais non, ils ne veulent pas payer pour ça! Après toute, les aides, sa serre à rien. On leurre done des "cous" gratuit pour ki s'ajète des Iphones.

En plus, après ça, si en plus ils sont trop éduqués et cultivés, ils risque de faire partie de la gauche et de vouloir conserver les bibliothèques publiques et faire construire des salles de concert. Inimaginable!

Envoyé par [Robert Picher](#) de Québec, 20 février 2012 à 08 h 28 HNE

Allons les médias un peu de précision... Le mot grève est réservé au monde du travail. Ici il s'agit d'un mouvement de contestation dirigé contre une décision d'un gouvernement élu démocratiquement. Aucune loi ne protège cette action contrairement à une grève dans le monde du travail.

Comme la majorité de la population est écoeurée de payer et qu'elle est aussi écoeuré de voir des suceurs d'argent public descendre dans les rues,

je crois que le problème va se régler assez vite. Espérons que ce ne sera pas l'annulation de la session mais, malheureusement, ce sera le seul moyen démocratique qui restera.

Envoyé par [Dany Paquet](#) de Québec, 20 février 2012 à 08 h 24 HNE

On va vous payez 100% de vos études ensuite vous irez travailler en Ontario et aux USA où les salaires sont plus élever.

Envoyé par [Dany Paquet](#) de Québec, 20 février 2012 à 08 h 36 HNE en réponse à [Dany Paquet de Québec](#)

Et surtout les impôts moins élevé !
Le beurre et l'argent du beurre !

Envoyé par [Francois Bussière](#) de Montréal, 20 février 2012 à 08 h 43 HNE en réponse à [Dany Paquet de Québec](#)

Bravo! J'apprécie énormément votre commentaire, monsieur Nostradamus. Votre science est fondée. Vos dires calculés. Vos prévisions si justes qu'on a besoin de vos services au gouvernement. Le plan nord est issu de prévisions du

genre.http://www.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2012/02/19/004-education-greve-frais.shtml?Authorized=1&AuthenticationKey=2_55_0a2a840b-8a55-407f-ae40-5f8152a06c8d.pjbglpempjce#btnSubmit

Envoyé par [MasterMike Michel-Andre](#) de Québec, 20 février 2012 à 09 h 16 HNE en réponse à [Dany Paquet de Québec](#)

Bonne idee! C'est ce que j'ai Fait d'ailleurs! En plus on paye tellement moins d'impot!

Merci le Kebec!
Envoyé par [Ghislain Bélisle](#) de Namur, 20 février 2012 à 08 h 14 HNE

@Stan Tremblay de Trois-Rivieres
Le rtruc la dedans compte tenue du niveau d'imposition et de taxes du Québec et compte tenue des frais de scolarité . Tu ramasse un diplome pas cher au Québec et tu déménage ailleur pour ne pas a avoir a payer la dette de la Province

Envoyé par [Marc Pell](#) de Ottawa, 20 février 2012 à 08 h 31 HNE en réponse à [Ghislain Bélisle de Namur](#)

Je connais un type qui dès qu'il a sorti de l'Université il y a une dizaine d'années a finchi le camp en Colombi-Britannique pour se sauver de ses dettes d'étude. Il n'y est jamais revenu.

Envoyé par [Ghislain Bélisle](#) de Namur, 20 février 2012 à 08 h 12 HNE

@ Stan Tremblay de Trois-Rivieres
(Aujourd'hui le fédéral le provincial ne va pas au-delà de 48% les deux ensemble!)

Quand on se compare , on se console . En Floride c'est plafonne a 18 % apres \$50,000 de revenu . Ca veut dire que tu gagne \$100,000 ou \$1 million , c'est toujours 18 % et ils ont des surplus tout les ans

Envoyé par [Sébastien Lucas](#) de Québec, 20 février 2012 à 08 h 11 HNE

La ministre la dit hier jamais ils vont reculer pour 2% des étudiants.
30 000 sur 400 000 milles c'est peu.

Continuez a perde argent et temps pour rien.
Envoyé par [Joseph Arthur](#) de Stanstead, 20 février 2012 à 08 h 08 HNE

Au lieu de concentrer sur le déficit de l'Ontario, certains spectateurs du dîner de cons, devraient être davantage préoccupé par celui du Québec.

Au moins l'Ontario prendra les mesures qui s'imposent pendant qu'au Québec nous pelletons toujours par en avant. L'Ontario est beaucoup plus riche malgré son déficit pendant que nous sommes presque les plus pauvres au Canada avec presque 200 milliards de dettes, 40% de la population qui ne paient pas d'impôts car sous le seuil de la pauvreté où au salaire minimum. Le salaire moyen au Québec est de mois de \$40,000

par année, alors il n'y a pas de quoi à faire des sandwichs pour tout le monde....

Envoyé par [Stan Tremblay](#) de Trois-Rivieres, 20 février 2012 à 08 h 06 HNE

En 1948, la table d'impôt fédérale affichait 80% d'impôt à payer lorsque le revenu dépassait 250,000 \$.

Aujourd'hui le fédéral le provincial ne va pas au-delà de 48% les deux ensemble!

De 80% à 48%. Pour les riches. On s'endette?

On va augmenter les frais de scolarité. Puisque les gens continuent à voter libéral, on va aussi mettre une taxe supplémentaire sur la santé et leur faire croire que c'est pour leur bien. Et les gens croient encore les libéraux!?!?

Eh les jeunes, il y a une seule façon de vous en sortir. Et ce n'est pas en marchant dans la rue. Mais bien en allant voter et en convaincant vos amis de le faire.

Lorsque vous serez vraiment « tanné » de payer, vous agirez de la bonne façon!

Bonne chance dans votre endettement pour aider les riches!

Envoyé par [Dany Paquet](#) de Québec, 20 février 2012 à 08 h 16 HNE en réponse à [Stan Tremblay de Trois-Rivieres](#)

Vous voulez vivre comme un Québécois moyen de 1948 ?

Demandez à vos grands parents ce qu'ils en pensent !

Envoyé par [Francois Bussièrre](#) de Montréal, 20 février 2012 à 08 h 50 HNE en réponse à [Stan Tremblay de Trois-Rivieres](#)

Leurs grands-parents s'en fichent des années 40. Ils veulent juste mourir en paix et profiter de la manne si jamais elle passe... tout comme eux.

Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 20 février 2012 à 08 h 53 HNE en réponse à [Stan Tremblay de Trois-Rivieres](#)

Quand ils auront leur diplôme, ils pourront faire partie des "riches" qui gagnent un salaire astronomique de 250K\$, et rembourser leurs dettes rapidement. Ça s'appelle "investir dans son avenir".

Envoyé par [Francois Bussièrre](#) de Montréal, 20 février 2012 à 09 h 03 HNE en réponse à [Stan Tremblay de Trois-Rivieres](#)

De quels riches parlez-vous, Mme longfield? Les enseignants ou les infirmières? Ou les historiens, les jeunes avocats, les rédacteurs, les ingénieurs?

Bravo encore...

Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 20 février 2012 à 09 h 06 HNE en réponse à [Stan Tremblay de Trois-Rivieres](#)

Monsieur Bussièrre, je parle des "riches" qui gagnent 250K\$ - ça a l'air que ce salaire est un salaire de "riche" et donc, inacceptable, selon certains commentaires.

Envoyé par [Hubert Roy](#) de Lévis, 20 février 2012 à 09 h 58 HNE en réponse à [Stan Tremblay de Trois-Rivieres](#)

250 000\$/année.. À part avec médecine.. qui est-ce qui gagne ça uniquement avec son diplôme??

Envoyé par [GILLES LEBEAU](#) de MARIEVILLE, 20 février 2012 à 08 h 05 HNE

M.J.A. Je m'excuse, je ne savais pas que vous faisiez parti du grand monde. , car voyez vous l'heure de cette émission coincide avec l'heure de dîner des grands. Moi, je suis du petit monde, à cette heure mon souper est pris, ce qui me permet de regarder T.L.M.E.P. une émission vue par plus de 2 millions de spectateurs.

Je vais essayer de trouver un lien ou si quelqu'un pouvait m'aider, qui vous permettra de voir directement M. Robert Bourassa dire ces belles paroles : " Le Québec est maintenant et pour

toujours une société distincte. " Quelles belles paroles.! surtout venant d'un fédéraliste.

Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 20 février 2012 à 08 h 01 HNE

Ils ne sont pas à plaindre: la moitié du stationnement incitatif était vide, ce matin, ce qui prouve que les étudiants sont capables de se payer une auto. Donc, ils sont capables de se priver d'un dollar par jour et payer l'augmentation des frais. Ce n'est pas à "la société" de payer pour leur choix de faire des études. Les études, c'est un investissement personnel.

Envoyé par [116422](#), 20 février 2012 à 12 h 52 HNE en réponse à [Marianne longfield Marianne de Québec](#)

Madame,

je ne pourrai jamais croire que vos commentaires sont dignes d'une femme ayant un jour décidé d'investir dans son avenir. Vous écrivez "investir", (et qu'est-ce qu'investir? seulement un mot nous renvoyant à l'argent? Je ne crois pas.) vous écrivez ce mot investir et j'entends votre voix sonner comme le bruit d'une caisse enregistreuse.

Envoyé par [Gaetan Beaujoin](#) de Sherbrooke, 20 février 2012 à 07 h 52 HNE

Il est grand temps que les étudiants paient pour leur choix. Ils veulent la grève, qu'ils perdent leurs sessions, et qu'ils paient encore pour la refaire. Il est temps de réaliser que vous êtes chanceux d'étudier au Quebec, la ou c'est beaucoup moins cher qu'ailleurs au pays. Et je parie que la plupart d'entre vous s'exileront pour travailler en Ontario ou aux US.... c'est plus payant la bas !

Envoyé par [Joseph Arthur](#) de Stanstead, 20 février 2012 à 07 h 47 HNE

Gilles, je n'écoute pas Tout le Monde en parle, c'est un diner pour les cons!

Envoyé par [GILLES LEBEAU](#) de MARIEVILLE, 20 février 2012 à 07 h 42 HNE

MasterMike Michel André Cou-donc êtes-vous au courant du dernier déficit de l'Ontario.? Si vous ne le trouvez pas encore assez élevé, on pourrait vous envoyer notre cher John.M.Charest pourrait-être disponible en 2013 au plus tard, et probablement beaucoup plus tôt. Et c'est gratos.!

Envoyé par [Georges Auger](#) de Windsor, 20 février 2012 à 07 h 40 HNE

Et, après tout sa, vous avez une Province bon, bon, (On dit que le sucre n'est pas toujours bon, pour les petits) et vous.!!!!

Envoyé par [Martin M Jean](#) de Quebec, 20 février 2012 à 07 h 34 HNE

Dans un contexte de crise économique mondiale, c'est typiquement québécois de vouloir plus de services mais de toujours payer moins, voire rien du tout. Si vous voyez des étudiants en "greve" dites vous que leurs études ne sont pas sérieuses, puisqu'ils peuvent se permettre de manquer des cours, de perdre le fil de la session. Jamais vous ne verrez des étudiants en science et génie, medecine, pharmacie, perdre leurs temps avec des idéologies gauchiste pathétique comme faire une (autre) greve étudiante malgré des frais de scolarités bien inférieures a ce qui se fait ailleurs. C'est exactement ce meme monde, qui crient leurs mécontentement des qu'un effort est nécessaire, qui utilisent la "greve" pour chialer contre n'importe quelles causes qui vont faire du quebec une risée mondiale. Je suis étudiant à temps plein, travaille à temps partiel et je suis contre la greve et contre la facon générale de penser au quebec que tout devrait etre gratis.

Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 20 février 2012 à 08 h 03 HNE en réponse à [Martin M Jean de Quebec](#)

Yvon Deschamps avait fait un monologue très amusant à ce sujet, d'ailleurs... à revoir.

Envoyé par [Daniel G](#) de montréal, 20 février 2012 à 08 h 09 HNE en réponse à [Martin M Jean de Quebec](#)

M. Martin M Jean, je vous appui dans vos propos. C'est comme si vous lisiez dans ma tête. cela fait du bien de constater qu'il reste encore des gens travaillant au Québec. Des personnes qui réalisent la chance inouïe qu'ils ont de vivre dans une société comme la nôtre. J'ai terminé mes études voilà 18 ans. J'étais à l'université de Montréal en médecine dentaire. Je me souviens bien de ces genres de grève et l'ensemble des étudiants de la faculté était tous contre ces mouvements car on y perdait trop ! Comme aujourd'hui, ce sont les jeunes adultes des faculté "yoyo " qui votaient en masse pour le "débrayage". J'espère sincèrement que le gouvernement va faire preuve de jugement et qu'il va garder sa ligne de conduite.

Envoyé par [JeanneCant Jeanne](#) de Québec, 20 février 2012 à 09 h 26 HNE en réponse à [Martin M Jean de Quebec](#)

Je suis contre la grève tout autant que vous, mais je n'aime pas vos préjugés qui dénigrent les études qui ne sont pas "sérieuses" si je reprends vos propos. Vous devriez avoir honte de mettre toutes ces personnes dans le même panier! J'ai terminé ma maîtrise en histoire et je travaille pour une université et je paie des impôts comme tous les ingénieurs et médecins de ce monde et ce que je fait n'est pas moins "sérieux" ou important que ce que font ces gens. Et oui, je suis tout de même contre cette grève!

Envoyé par [Marion Racine](#) de Ancienne-Lorette, 20 février 2012 à 07 h 32 HNE

Je suis étonnée de voir autant de commentaires aussi infondés. Je pensais que l'argument "Ils ont tous des iPhone, ils devraient payés plus de droit de scolarité" était une blague, mais non...

A la limite, je m'en fous qu'on quintuple mes droits de scolarité, mais soyez assurez que je vais me battre pour ne pas payer d'impôt plus tard. On peut jouer au un pour un, je ne pense pas que les jeunes soient les plus vulnérables à ce jeu !

Envoyé par [GILLES LEBEAU](#) de MARIEVILLE, 20 février 2012 à 07 h 21 HNE

M.Arthur En passant avez-vous regardez Tout le monde en parle. J'ai hâte de demander la pareille à Mme Longfield. Entre vous et moi, comment avez-vous trouvé les déclarations (en reprises) de M.Bourassa et je cite: à compter d'aujourd'hui et pour toujours le Québec est une société distincte. Pour moi, ce petit bout de l'émission valait toute l'émission. Peut-être de l'avoir entendu ou ré-entendu de la part d'un premier ministre libéral du Québec, ministre considéré par plusieurs comme un bâtisseur, leur permettra de se rendre compte de la distinction du Québec. Ça, ce n'est pas de l'ironie, c'est de la réalité.

Envoyé par [GILLES LEBEAU](#) de MARIEVILLE, 20 février 2012 à 07 h 11 HNE

J.A.

Heureux que vous ayez saisi mon ironie, remarquez qu'elle ne s'adressait pas nécessairement à vous, mais comme on le dit si bien : si le chapeau vous va , mettez-le. Bonne journée.

Envoyé par [Marc Pell](#) de Ottawa, 20 février 2012 à 07 h 01 HNE

Que le gouvernement tienne son bout et que les pleurnichards quêtoux perdent toute leur année scolaire en entier et ils pourront attendre une autre année avant de rentrer dans le domaine des travailleurs qui paient des taxes.

Comment ce fait-il que cette syndicalisation outrageuse dans le système d'éducation de la Belle Province nouvellement Nation des petits enfants juste a la sortei des couches jusqu'aux

universités n'existe nulle part ailleurs en Amérique du Nord.
C'est vrai que le Québec est distinct et ce n'est pas demain que cela changera.
Envoyé par [Joseph Arthur](#) de Stanstead, 20 février 2012 à 06 h 55 HNE
``c'est qu'un commentaire plus loin cette personne à une écriture correcte``
Une autre journée de parano Gilles? Les conspirations fédéralistes sur ces blogs, l'identité réelle des internautes, les pourcentages d'appuis à vos opinions vs ceux qui sont contre. Une obsession chez vous :-)
Envoyé par [Dany Paquet](#) de Québec, 20 février 2012 à 06 h 48 HNE
Les plans du PQ pour 2012 !
Après 40 ans d'échec à tenter de faire le souveraineté, la chute du Bloc-Québécois et le départ des gens de la droite pour CAQ, le PQ voyait sa fin arrivé à grand pas.
Nouvelle stratégie de la dernière chance :
1- Faire alliance avec les grandes centrales syndicales. (C'est fait)
2- les grandes centrales syndicales déclenchent des grèves partout au Québec pour faire croire à la population que le Québec est en déroute (C'est commencer)
3- Le PQ met la faute de la déroute Québécoises sur le dos des libéraux et de la droite ! (Dans un mois)
4- Le PQ contrôlé par les syndicats prend le contrôle du Québec. (à la prochaine élection)
5- Le Québec devient une république socialiste.
Maintenant vous savez !
Envoyé par [Jacques Famery](#) de Joliette, 20 février 2012 à 13 h 10 HNE *en réponse à Dany Paquet de Québec*
Vous oubliez le
No 6 Les agences de notation, décotent le Québec.
No 7 A cause de la décote, les taux d'intérêt augmente en flèche ce qui rend difficile au Québec à faire face à ses obligations
No 8 A cause des coupures drastiques, causé par les contraintes du remboursement de la dette, des émeutes ont lieu.
No 9 Le gouvernement fédéral est obligé par le FMI à assumer les dettes du Québec
No 10 Le gouvernement fédéral met sous tutelle le gouvernement du Québec.
La récréation est terminée
Envoyé par [Benjamin Bousquet-lemieux](#) de Québec, 20 février 2012 à 06 h 47 HNE
il n'y a plus de neige à Montréal :O ?!?!
Envoyé par [Alderik Alejandro](#) de Vanuatu, 20 février 2012 à 06 h 31 HNE
"Unis contre la hausse"
La hausse de quoi ? Des frais de cellulaires, du prochain iPhone ou du prochain voyage dans le sud.
Envoyé par [GILLES LEBEAU](#) de MARIEVILLE, 20 février 2012 à 06 h 23 HNE
Roger Lemelin
Votre réponse 04.37 est très adéquate. Ce que je ne comprends pas, c'est qu'un commentaire plus loin cette personne à une écriture correcte. Alors vous avez parfaitement raison dans votre ironie, La vôtre est réussie, mais pas celle de qui vous moquer. Mais sur ce blog faut-être prudent avec l'ironie, car il en a de chatouilleux(se) qui la trouve drôle seulement quand elle émane d'eux, d'elles.
Envoyé par [GILLES LEBEAU](#) de MARIEVILLE, 20 février 2012 à 06 h 11 HNE
Je sens qu'il va y avoir beaucoup d'actions au Québec ce printemps. Attachez vos tuques et attendons voir les événements.
Envoyé par [Dany Paquet](#) de Québec, 20 février 2012 à 06 h 05 HNE

Les classe ou il y a plus de 50% d'absence devrait être fermé jusqu'en août !
Tu veux pas aller à l'école ben reste chez vous !
Envoyé par [Avam Nevseravno](#) de Montréal, 20 février 2012 à 03 h 48 HNE
Le drapaus Rouges (sur la photo je les voi) sont des drapaus des esclaves rébèles.
un gros ;) à bourgeoisie.
Envoyé par [Reggie Lemelin](#) de Montréal, 20 février 2012 à 04 h 37 HNE *en réponse à Avam Nevseravno de Montréal*
Votre commentaire est illisible...l'éducation c'est important!
Envoyé par [Hugo.. Deslandes-Kilimira](#) de Québec, 20 février 2012 à 05 h 11 HNE *en réponse à Avam Nevseravno de Montréal*
Pour être pris en considération, un commentaire devrait respecter certaines règles régissant la langue française.
Dans le cas présent, le vôtre m'incline à penser qu'une crapule pourrait être la femelle du crapaud.
Il y aurait matière à lever un drapeau rouge, mais pas de ceux auxquels vous faites allusion.
En matière de rébellion, il faut un minimum de compétence pour jouer les prophètes...
Envoyé par [Avam Nevseravno](#) de Montréal, 20 février 2012 à 03 h 38 HNE
il faut payer mes chères étudiants, il faut payer, la bourgeoisie ne doit perdre dans aucun cas ces profits de révenu, par contre ça ne sérais pas le capitalisme.
Les povres payent pour que les riches restent les riches! le droit primordiale des nosseigneures.
Envoyé par [Hugo.. Deslandes-Kilimira](#) de Québec, 20 février 2012 à 03 h 32 HNE
Beaucoup d'agitation pour rien.
Le gouvernement ne reculera pas sur des hausses aussi minimes que nécessaires, les étudiants sérieux qui fréquentent des salles de classe qui aboutissent à un avenir assuré se fichent comme de leur première dent d'assemblées générales bidons qui récoltent des votes bidons sur la base de quorums tout aussi bidons et, au bout du compte, comme le dit le vieil adage, les chiens aboient, mais la caravane passe.
Tout ce cirque va se terminer en queue de poisson au bout de quelques semaines et n'aura pénalisé au final que les étudiants que leurs études n'intéressent que marginalement.
C'est comme ça depuis 1968 !
Rien de nouveau sous le Soleil, quoi...
Envoyé par [555361](#), 20 février 2012 à 10 h 38 HNE *en réponse à Hugo.. Deslandes-Kilimira de Québec*
Je trouve vos propos non justifiés et empreints de mépris. Avez-vous personnellement assisté à plusieurs assemblées générales dans les dernières années? Moi oui, les votes n'y sont pas truqués et les interventions se font dans le respect des opinions. S'il y a des dérapages, je le déplore vraiment et il ne faut pas les généraliser, car ils sont une minorité.
Je trouve méprisant de traiter les étudiants qui sont contre la hausse des frais de scolarité comme des fainéants ne prenant pas au sérieux leurs études.
Je vois dans votre discours non pas des arguments valables, mais une étroitesse d'esprit qui franchement me désole.
Envoyé par [Jean-Sébastien Venne](#) de Montréal, 20 février 2012 à 03 h 25 HNE
Il est tout-à-fait ridicule de vouloir quantifier la valeur de l'éducation uniquement sur des bases de rentabilité financière.
Un accès facile pour tous à l'éducation supérieure contribuera à hausser le niveau intellectuel moyen de la population.
Réduire la bêtise humaine, ça n'a pas de prix!

L'éducation supérieure ne bénéficie pas qu'à l'individu, la société entière en bénéficie tout autant, sinon plus, c'est pourquoi la société entière doit y contribuer.
La gratuité scolaire totale et inconditionnelle pour tous représente une gigantesque investissement qui peut sembler énorme et irréaliste à court terme... par contre, cet investissement sera maintes fois rentabilisé à long terme (d'ici une ou deux générations).
Malheureusement, les politiciens (ainsi qu'un grand nombre de commentateurs sur ce forum) ne peuvent envisager les choses qu'à court terme...
Imaginez un peuple qui s'intéresse davantage à la science, aux arts, à la philosophie, à la littérature qu'au hockey, aux voitures, à Céline ou à Occupation Double...
Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 20 février 2012 à 08 h 06 HNE *en réponse à Jean-Sébastien Venne de Montréal*
Si vous pensez devoir contribuer davantage, je vous invite à offrir plus de votre salaire en impôts. Pour ma part, j'en paie suffisamment.
Envoyé par [Claude Quézel](#) de Québec, 20 février 2012 à 00 h 52 HNE
Ah! Que les temps changent. Je payais 295\$ par session et c'était un tarif fixe à temps plein (15 crédits). Tous les crédits de plus étaient gratuits.
Envoyé par [Reggie Lemelin](#) de Montréal, 20 février 2012 à 00 h 52 HNE
Certaines personnes seraient bien en Corée du Nord où il n'y a pas de liberté d'expression et de manifestations.
Pathétique et nauséabond!
Envoyé par [MasterMike Michel-Andre](#) de Québec, 20 février 2012 à 00 h 50 HNE
Quand je vois ce qui se trame au Québec avec vos chers syndiqueux et futurs syndiqueux, je me dis une chose: maudit qu'on est bien en Ontario!
Envoyé par [Donald Bordeleau](#) de Grand-Mère, 20 février 2012 à 00 h 37 HNE
Suite
Par exemple l'abolition des commissions scolaires ferait économisée au gouvernement 300 millions, un montant suffisant pour le financement de nos universités. L'abolition de la subvention des écoles privées dégagera 400 millions.
Le plus bizarre de toute l'affaire, nous avons les moyens de donner l'éducation gratuite ici au Québec.
Mais présentement aucun parti ne fera ce virage obligé. Le PLQ ne bougera pas de ce côté pour ne pas froisser son vote anglophone et allophones.
Présentement le gouvernement est en mode élection, se servir des femmes pour doré l'image de notre PM cela ressemble à de la ségrégation.
Pourquoi ne pas utiliser les étudiants ?
Une procédure odieuse qui fait que le gouvernement à la tête ailleurs, alors que notre projet de société pourrait être l'éducation gratuite comme dans bine d'autres pays.
En Norvège, les écoles sont municipales... Un modèle à suivre !
Envoyé par [Striman Frédéric](#) de Québec, 20 février 2012 à 00 h 36 HNE
Jusqu'à 31 000 étudiants en grève !!!
Si on se réfère aux statistiques du Ministère de l'Éducation, il y a un peu plus de 370 000 étudiants présentement au niveau collégial et universitaire.
<http://www.mels.gouv.qc.ca/rentree2010/index.asp?page=statistiques#h1>
Cela représente bien la position de la majorité des étudiants.
Envoyé par [Joseph Arthur](#) de Stanstead, 20 février 2012 à 00 h 21 HNE
``Un contingent de personnes vêtues d'un sarrau blanc et pourvu d'un stéthoscope déambu-

laient dans les rues montréalaises le 10 novembre dernier afin de revendiquer, comme la majorité de la population étudiante, Vous vous êtes tromper de mois et de journée. Vous voulez probablement dire le soir du 31 Octobre 2011 lors de l'Halloween. Les revendicateurs proviennent des sciences-sociales infiltrés par le mouvement syndicale. Les frais de scolarité sont un prétexte pour tempester contre Charest. La majorité des contestataires se font lessiver le cerveau par les leaders d'opinions qui en passant sont des étudiants à temps partiel. Envoyé par [Joseph Arthur](#) de Stanstead, 20 février 2012 à 00 h 13 HNE
 ``les mots Respect,Rigueur,Education et Punition mais surtout Devoir ne font plus partie de notre société`
 Vous avez oublié Dieu... Quel sacrilège que de prononcer ce nom au Québec dans nos institutions d'enseignements.
 Envoyé par [Jaooo Jon](#) de Montréal, 19 février 2012 à 23 h 44 HNE
 Les manifestans ce ne sont surtout pas des étudiants en ingénierie, droit, administration, médecine, etc..
 Ce sont ceux qui étudient en art, lettre, communication, etc..
 Selon moi, ce sont ces derniers qui coûtent chère à l'état.
 Envoyé par [Reggie Lemelin](#) de Montréal, 19 février 2012 à 23 h 34 HNE
 Bravo aux étudiants!
 Pendant ce temps l'extrême droite s'agite l'écume à la bouche et s'offense que des gens font usage de la liberté d'expression. Honte à eux.
 Envoyé par [Alain Rousseau](#) de gatineau, 19 février 2012 à 23 h 34 HNE
 les mots Respect,Rigueur,Education et Punition mais surtout Devoir ne font plus partie de notre société c'est desuet et passe date,on la encore constate dans le dernier rapport sur le rendement au niveau primaire et secondaire cela se poursuit au collégiale et universitaire...haut taux de faillite et décrochage,dans les derniers 20 ans on eduque plus on ne fait que leur donner de l'instruction qu'ils ont beaucoup de difficulté a gerer...beaucoup de trouble d'apprentissage et on normalise les notes par le bas.
 ON se bat pas pour des devoirs ,justes pour des droits car le devoir ca demande de l'effort et il y a juste sa personne a blamer s'il n'est pas fait.Le droit on la et on l'exerce si ca nous tente ou pas,tres facile...
 Quand on veut pas accepter les directives pensees et recommandees par des diplomes de haut niveau qui orientent et conseillent les elus ,mais qu'on leur trouve des solutions ailleurs le {pas dans ma cour},l'eleve depasse le prof et le systeme ,il y a vraiment problemeon est pas syndiques ,pas organiser et on va ecouter et prendre des cours de Syndicat 101 durant un week-end pour defier l'autorite avec l'appui des bonnes centrales syndicales....on est pas sortie de l'auberge...
 Envoyé par [Jérémy Turcotte](#) de Granby, 19 février 2012 à 23 h 33 HNE
 Qu'on les laisse grever, le gouvernement Charest va sûrement plier (sarcasme). Non mais sérieusement, je suis étudiant et je félicite les étudiants en chômage de nous faire passer pour les bébés gâtés de la société! Je vais sortir de l'université avec au moins 40000\$ de dettes et je suis le premier à être pour la hausse des frais, pourquoi? Parce que je n'aime pas que les gens paient pour moi, c'est mon choix d'étudier, je ne devrais pas avoir à en imposer le coût au travailleur qui gagnent durement son argent.
 Envoyé par [John Smith](#) de Abitibi, 19 février 2012 à 23 h 14 HNE

Faux M. Énard! Le Québec aura plein d'emplois nouveaux.
 On y créera par exemple la GRQ (police), Environnement Québec (météo) et le fameux sénat québécois. Ce seront tous des emplois bien rémunérés qui n'apporteront rien économiquement en autant que ce soit des emplois affiliés aux amis syndicats.
 Envoyé par [Richard-A Laniel Richard-Alexandre](#) de Québec, 19 février 2012 à 23 h 08 HNE
 @Pierre Laroche
 Je ne suis pas certain de comprendre à quel niveau il y aurait menaces. En fait, les seules menaces que je vois sont dans votre dernier commentaire...
 Envoyé par [Marco Jetté](#) de Gatineau, 19 février 2012 à 23 h 02 HNE
 Si les étudiants (es) ne sont pas capables de faire des sacrifices le temps de leurs études, alors ils ne méritent pas de l'être " étudiant ". Les frais de scolarités ne sont pas une dépense mais un investissement en l'avenir de l'individu.
 Si certains ne sont pas capables de comprendre ça, alors ils ne méritent pas que la société les aides.
 La-dessus, j'encourage fortement le gouvernement a ne pas céder et d'aller jusqu'à annuler carrément les sessions en cours (sans remboursement aux étudiants) pour faire comprendre a ces enfants-rois que tout le monde doit mettre la main à la pâte en ces temps difficiles.
 Envoyé par [Pierre Laroche](#) de la sarre, 19 février 2012 à 22 h 43 HNE
 Il y a des commentaires qui sont des menaces à peine voilées, donc les forces de l'ordre et les éléments vulnérables de la société doivent prendre les mesures appropriés au cas où, moi je le ferais.
 Envoyé par [Hai-Phong Nguyen](#) de Saint-Damase, 19 février 2012 à 22 h 34 HNE
 Aux étudiants en génie, sciences, éducation, médecine, administration et ainsi de suite, Poursuivez vos études! Laissez les autres facultés s'enfoncer dans leur délire!
 J'ai une ancienne étudiante du secondaire qui étudie présentement pour devenir infirmière (le programme Dec-Bacc). Elle est seule dans son appartement et travaille à deux endroits différents afin d'arriver à la ligne d'arrivée, c'est-à-dire la collation des grades.
 Pendant ce temps, des enragés vont manifester et filmeront le tout avec des téléphones intelligents et en plus, ils seront au chaud avec des beaux manteaux dernier cri.
 Aucune sympathie pour les grévistes.
 Envoyé par [Jean Énard](#) de Sabrevois, 19 février 2012 à 22 h 33 HNE
 Dans le fond, peut-être que les étudiants ont raison. Aussi bien s'habituer à rien faire, car dans un Québec souverain, il y aura pas beaucoup d'emplois...
 Envoyé par [Richard-A Laniel Richard-Alexandre](#) de Québec, 19 février 2012 à 22 h 32 HNE
 Je commence à en avoir royalement raz-le-bol de ces individus qui se transforment en esclaves de la pensée économique. Je vous conseille fortement d'écouter la chronique de Xavier Brouillette à Dessine-moi un dimanche, aujourd'hui, à la radio de Radio-Canada (<http://www.radio-canada.ca/audio-video/pop.shtml#urlMedia=http://www.radio-canada.ca/Medianet/2012/CBF/DessinemoiUnDimanche201202190910.aspx>).
 Voilà un érudit qui est capable d'analyser la question de l'éducation au Québec au-delà des austères questions comptables... , L'éducation supérieure est le principal chien de garde d'une vitalité démocratique quelconque. Cela ne devrait-il pas être une richesse absolument déli-

cieuse, accessible à tous et toutes ? J'ai parfois l'impression que derrière le dénigrement de certain-e-s envers les étudiant-e-s universitaires se cacherait un profond complexe d'infériorité, complexe qui n'a d'ailleurs tellement pas sa place à mon humble avis. Nous devrions tout simplement être en mesure, à titre de société, de valoriser autant l'éboueur que le médecin; l'enseignant que le fiscaliste (pour jouer avec les clichés).
 Envoyé par [Pierre Laroche](#) de la sarre, 19 février 2012 à 22 h 29 HNE
 Il y des infrastructures, des professeurs, des cours qui ont été mis à la disposition et payé par des adultes, libre aux enfants qui le désirent d'en profiter.
 Envoyé par [Jean Énard](#) de Sabrevois, 19 février 2012 à 22 h 28 HNE
 Je vous gage un latté à \$4 que si on avait un hiver digne de ce nom, et qu'il faisait moins 18 degrés Celsius, on verrait pas mal moins de manifs...
 Envoyé par [Pierluc Marcoux-Viel](#) de Sherbrooke, 19 février 2012 à 22 h 25 HNE
 Considérant que la future hausse entraînera les frais de scolarité les plus chers en 50 ans et ce, même en tenant compte de l'inflation, Considérant que l'adoption de mesure de contrôle des coûts des médicaments pourrait permettre d'économiser jusqu'à 1 milliards de dollars (<http://www.nonauxhausse.org/wp-content/uploads/Alternatives-version-8x113.pdf>), Considérant que la corruption au Québec coûte jusqu'à 4.5 milliards de dollars annuellement (<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2011/09/26/001-reactions-opposition-duchesneau-entrevue.shtml>),
 J'appuie totalement le combat des étudiants contre cette mesure régressive.
 Pourquoi ne va t-on pas chercher l'argent là où elle est?
 Envoyé par [Jean Énard](#) de Sabrevois, 19 février 2012 à 22 h 23 HNE
 Au nombre de désaccords qu'il y a sur les commentaires sensés, c'est clair qu'il y a des étudiants qui se la coulent douce ce soir plutôt que d'étudier, des futurs syndicaux qui vont amener le Québec droit dans le mur, tout en textant leurs tinamis pour leur demander où est le party ce soir, puis demain soir.... C'est toujours les mêmes qui chiâlent: les syndicaux, les séparatistes, pis leurs jeunes recrues, les zétudiants.
 Ça s'achète des Lattés à \$4, des Ipods et des Izod, sans compter les téléphones intelligents, mais ça rechigne quand il faut payer davantage pour son éducation. Peut-être qu'en payant plus cher pour leurs années de CÉGEP, on va éviter d'avoir des étudiants "professionnels", ceux qui changent 26 fois d'idée, au frais du contribuable, et qui finissent par joindre l'association étudiante pour "militier" pour la grève. Un DEC, ça devrait prendre 2 ans max pour un tronçon commun, pis trois ans pour une technique.
 Envoyé par [Bernard Rousseau](#) de Montréal, 19 février 2012 à 22 h 43 HNE en réponse à [Jean Énard de Sabrevois](#)
 Bien oui, il y a des gens qui ont le coeur de travailler et d'étudier en même temps alors qu'il y en a d'autres qui sont trop sans coeur pour faire l'un ou l'autre !
 Envoyé par [Lallier21 Catherine](#) de Québec, 19 février 2012 à 22 h 47 HNE en réponse à [Jean Énard de Sabrevois](#)
 Voilà un bien beau condensé de préjugés.
 Envoyé par [Benjamin Couillard](#) de Québec, 19 février 2012 à 22 h 54 HNE en réponse à [Jean Énard de Sabrevois](#)
 Je suis pour la hausse, qui me paraît raisonnable compte tenu de l'état des finances pu-

bliques, des frais de scolarité, mais 100% en désaccord avec la généralisation que vous faites des étudiants.

Quand j'étais étudiant, surtout les premières années, je me serrais la ceinture et non je ne buvais pas de Latté à 4\$, je n'avais pas de voiture, et je n'avais pas de Ipod...

Envoyé par [Sam Larouche](#) de Montréal, 19 février 2012 à 22 h 21 HNE

Détrompez-vous, c'est parce qu'on est les derniers à voter. Vous allez être surpris au cours des deux prochaines semaines.

Envoyé par [Denis LeBrun](#) de Québec, 19 février 2012 à 22 h 15 HNE

C'est une question de principe! L'éducation doit être gratuite pour que tous puissent y avoir accès. Et c'est un investissement très rentable pour une société. 100% avec cette grève étudiante.

Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 19 février 2012 à 22 h 14 HNE

Les étudiants n'ont pas mon appui. Je les trouve "bébés gâtés" de ne pas comprendre que si le coût de la vie en général augmente, c'est "un peu normal" que les frais de scolarité augmentent aussi. L'éducation est gratuite pendant de très nombreuses années, et travailler en étudiant n'a jamais fait mourir les générations qui les ont précédés - eux aussi devraient survivre.

Étudier, c'est investir dans son avenir. Ce n'est pas à "la société" de payer pour "votre" investissement pour "votre" avenir. C'est à vous de le faire.

Envoyé par [Olivier Roy](#) de Plessisville, 19 février 2012 à 22 h 26 HNE en réponse à [Marianne longfield Marianne de Québec](#)

Je suis d'accord avec toi. C'est un calcul, on y peut rien.

Envoyé par [Daniel Bertrand](#) de Montréal, 19 février 2012 à 22 h 38 HNE en réponse à [Marianne longfield Marianne de Québec](#)

Étudier, c'est investir dans son avenir. Ce n'est pas à "la société" de payer pour "votre" investissement pour "votre" avenir. C'est à vous de le faire.

Je ne veux pas vous décevoir, mais le niveau d'éducation d'une société a une répercussion sur tous ses membres. Contrairement à ce que vous pouvez croire, on est tous dans le même bateau.

Assez étrange de traiter les gens de "bébé gâté" avec une réflexion aussi individualiste.

Envoyé par [Gabriel Dion](#) de Montréal, 19 février 2012 à 22 h 51 HNE en réponse à [Marianne longfield Marianne de Québec](#)

Et pourtant la société paye pour "vos" routes, "vos" soins de santé, "vos" parcs et "vos" avantages sociaux ...

Je ne suis pas contre la hausse en tant que tel. Je suis contre cette hausse.

Une hausse qui double presque en 5 ans, c'est beaucoup trop drastique pour les étudiants d'aujourd'hui.

Le gouvernement devrait plutôt installer une hausse légèrement plus haute que l'inflation sur une période plus longue ... jusqu'à l'atteinte du pallier attendu. Puis, hausse en fonction de l'inflation.

Envoyé par [Olivier Ariel](#) de St-Hyacinthe, 19 février 2012 à 22 h 55 HNE en réponse à [Marianne longfield Marianne de Québec](#)

Ainsi si je suis votre logique Mme. Marianne Longfield, la population du Québec ne devrait pas assumer les coûts des hôpitaux et autres soins de santé car ceux-ci sont pour "votre" santé et "votre" avenir et que si vous voulez faire soigner "votre" personne c'est "votre" problème car votre corps n'est tout simplement que "votre" investissement pour "votre" santé

....

Envoyé par [Jean-Nicolas Raymond](#) de Montréal, 19 février 2012 à 23 h 14 HNE en réponse à [Marianne longfield Marianne de Québec](#)

En fait, pour présentement le faire, travailler en étudiant est très possible, mais les résultats scolaires sont en conséquences. Je suis certainement contre la grève, mais des commentaires comme celui-ci me donne parfois le goût de donner raisons aux autres étudiants...

Envoyé par [Eric Langelier](#) de Gatineau, 19 février 2012 à 23 h 25 HNE en réponse à [Marianne longfield Marianne de Québec](#)

On devrait aussi doubler l'impôt-santé pour les utilisateurs de réseau... comme "ils" paieraient "leurs" dépenses...

Envoyé par [AndreJcastonguay André](#) de Québec, 19 février 2012 à 22 h 05 HNE

Je suggère à Charest de mettre tous les étudiants en Lock-out

Envoyé par [Rémi Larouche](#) de Bécancour, 19 février 2012 à 21 h 49 HNE

Malgré la hausse des frais de scolarité les études universitaires demeurent un investissement très payant et surtout presque sans risque pour les futures diplômés. Pourrais-t'on s'attaquer à de vrai problème comme la gigantesque dette du Québec et le choc démographique.

Envoyé par [Michel Laframboise](#) de Gatineau, 19 février 2012 à 21 h 48 HNE

Ne pourrait-on pas réduire ou maintenir les frais aux secteurs d'avenir et en demande mais augmenté ceux des cours bidons sans avenir et à risques ? Aussi si tu as un échec on augmente tes frais également. Si tu quitte la province après tes études on te rejoint la dessus aussi.

Envoyé par [J S](#) de Montréal, 19 février 2012 à 22 h 39 HNE en réponse à [Michel Laframboise de Gatineau](#)

Votre proposition est légitime.

Elle a déjà été essayée il y a plus de 10 ans. Le résultat a été une grève. C'est dommage qu'on soit rendu à des hausses de frais si "élevée", mais le Québec a choisi l'immobilisme il y a 10 ans et nous devons payer le prix de cet immobilisme.

Espérons que le mouvement étudiant se fasse briser par le gouvernement.... car sinon, la facture sera encore plus grande pour les étudiants de demain !

Envoyé par [Jonhny Fortier](#) de quebec, 19 février 2012 à 21 h 43 HNE

Aucun avocat medecin ingénieur et plusieurs autres métiers importants ne seront pour cette grève c'est toujours les plus lâches qui participes à ces grèves

Envoyé par [Jean-Nicolas Raymond](#) de Montréal, 19 février 2012 à 23 h 12 HNE en réponse à [Jonhny Fortier de quebec](#)

Autant que je suis contre la grève étudiante, je trouve insultant que vous considérez tout les étudiants de facultés autres que les métiers "importants" comme étant lâche et conséquemment futile à la société ayant des métiers non-importants.

Envoyé par [Marc Boisvert](#) de Québec, 19 février 2012 à 21 h 38 HNE

Une grève inutile si l'on tient compte des crédits d'impôts l'augmentation des droits de scolarité sera seulement de \$230 dollars par année, En 2016-2017 les étudiants paieront \$3797 par année soit \$1625 de plus que cette année, et après les crédits d'impôts fédéral et provincial sur leur droit de scolarité l'augmentation nette sera de \$1150 sur cinq ans.

Il y a rien pour faire une révolution avec ça, et tout démolir sur votre passage en payeur de taxe c'est nous qui rebatissons encore ce que vous utilisé comme service c'es pas en démolissant et

avec des émeutes que vous aurez l'appui des payeurs de taxes.

Envoyé par [Antoine Darveau-Bernier](#) de Montréal, 19 février 2012 à 22 h 19 HNE en réponse à [Marc Boisvert de Québec](#)

Belle utilisation des sophisme M. Boisvert! Je commence à être fatigué de lire de tels commentaires condescendants sans fondements. Informez-vous un minimum avant de commenter ainsi à tort et à travers en salissant la communauté étudiante qui fait des sacrifices pour une cause très importante (non ce n'est pas pour être en congé). Et lire l'éditorial de la presse n'est pas ce que j'appelle s'informer! Sinon, je vous invite à écouter le sportno-graphie (émission de radio) du 17 février a la 49e minute ils parlent de vous!

Envoyé par [J S](#) de Montréal, 19 février 2012 à 22 h 41 HNE en réponse à [Marc Boisvert de Québec](#)

Au moins, M. Boisvert a un emploi et offre une contribution à notre société.... c'est pas comme tous ces étudiants en sciences politiques qui seront de futurs politiciens...

Alors, Messieurs les étudiants, un peu de respect pour ceux qui paient vos bourses!

Envoyé par [Jean-Nicolas Raymond](#) de Montréal, 19 février 2012 à 23 h 08 HNE en réponse à [Marc Boisvert de Québec](#)

Vous croyez réellement que tous les étudiants ne travaillent pas et se laissent vivre par les bourses. Vous êtes réellement dans le tort et votre commentaire est plutôt insultant pour les étudiants qui travaillent pour payer leurs études.

Merci de rectifier vos propos
Envoyé par [Donald Bordeleau](#) de Grand-Mère, 20 février 2012 à 00 h 54 HNE en réponse à [Marc Boisvert de Québec](#)

L'augmentation des coûts pour l'université est contre les femmes. Mais la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a réaffirmé qu'il n'était pas question de reculer. «On a pris une décision responsable», a-t-elle dit. Tout cela est navrant pour les femmes madame la Ministre La Responsable. De plus Madame Beauchamp ne parle pas des frais afférents que les étudiants doivent payer de \$ 500 à \$ 600 par année à l'université et en plus les frais d'études universitaires. Depuis quelques années les frais afférents ont augmenté de 100% dans plusieurs cas. De plus les étudiants doivent déboursier la taxe santé et faire face aux augmentations des autres tarifs.

<http://www.cyberpresse.ca/le-soleil/actualites/education/201104/07/01-4387711-tour-de-force-dun-budget-equilibre-a-luniversite-laval.php>

Envoyé par [Sébastien Lavoie](#) de Trois-Rivières, 19 février 2012 à 21 h 38 HNE

Que ce gouvernement commence à aller chercher l'argent ou elle se trouve, c'est à dire, en s'occupant véritablement de la corruption au lieu de tout faire protéger ses arrières et ses p'tits amis. Après, s'il manque d'argent encore... qu'il s'occupe de percevoir de façon équitable les redevances dans le Grand-Nord. Après on pourra faire notre part en tant que contribuable.

Envoyé par [Marc-Olivier Héту](#) de Saint-Luc, 19 février 2012 à 21 h 37 HNE

Avant toute hausse d'imposition ou de taxation, le gouvernement devrait se poser la question suivante: "Puis-je couper/optimiser dans mes dépenses?"

-Oui: je le fais et je laisse les contribuables tranquilles

-Non: j'augmente les taxes, impôts ou autres frais (incluant les frais de scolarité et les péages sur les ponts)

De toute évidence, la réponse est oui, mais on tente de nous faire accroire que non. Mme Beauchamp essaie de nous faire passer une pilule que nous n'avons pas à avaler.
 Envoyé par [Anna Derwaun](#) de Québec, 19 février 2012 à 21 h 28 HNE
 Au moins pendant la grève les autoroutes seront moins congestionnées.
 Envoyé par [Eric Langelier](#) de Gatineau, 19 février 2012 à 21 h 25 HNE
 Je salue le courage des étudiants. Puissent-ils nous mener à une nouvelle révolution qui viendra corriger les lamentables erreurs de la Tranquille et récupérer dans les poches des baby-boomers ce qu'ils doivent.
 Envoyé par [Claude Jacques](#) de Varennes, 19 février 2012 à 21 h 12 HNE

Personnellement, je trouve que notre argent est mieux placé en bourse pour les études que le salaire de nos sénateurs ou même députés qui souvent dorment au gaz. Nous avons besoin beaucoup plus d'étudiants qui finissent leur université ou CEGEP car au moins ils paieront de l'impôt plus tard, tandis que nos sénateurs et députés nous en siphonnent.
 Envoyé par [GILLES LEBEAU](#) de MARIEVILLE, 19 février 2012 à 20 h 53 HNE
 Je ne prends pas pour ni contre les étudiants. Car moi je suis contre la façon de faire du ministère de l'éducation., A mon sens des transformations majeures devraient-êtré faites dans ce système.
 Ou je veux en venir dans mon commentaire c'est que contrairement à Mme James, Mme Beau-

champ va perdre son combat., et qu'il va y avoir beaucoup de grabuge dans les prochaines semaines. On verra.
 Envoyé par [Mathieu Fregeau](#) de Seattle, 19 février 2012 à 20 h 52 HNE
 Encore des étudiants qui veulent se faire nourrir à la petite cuillère. Une grève après l'autre.
 Envoyé par [Michel Bisson](#) de St-Georgs, 19 février 2012 à 20 h 51 HNE
 Génial....
 Cette jeunesse a intérêt à s'occuper de leurs affaires, avec la classe politique actuelle, leur avenir est vraiment menacé...

LE DEVOIR: Droits de scolarité contestés - Un camp de formation pour apprendre à gérer la grève - Lundi 20 février 2012

La Presse canadienne
 Laval — La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a tenu un camp de formation, ce week-end, à Laval, afin de mieux outiller les représentants étudiants collégiaux de partout au Québec face à une éventuelle grève générale.
 Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, a affirmé que 60 délégués provenant de partout au Québec ont participé aux formations, qui portaient notamment sur l'utilisation des médias en temps de grève, sur les droits et devoirs des manifestants et sur l'historique des mouvements de grève.
 M. Bureau-Blouin a estimé que la pression exercée par les étudiants pour faire reculer le gouvernement Charest dans sa décision de hausser les droits de scolarité de plus de 1600 \$ en 5 ans porte fruit.
 Selon lui, de plus en plus de citoyens se rallient à la cause des étudiants. Il dit croire que les enseignants appuient également les revendications étudiantes.
 La société québécoise se rend de plus en plus compte de l'impact global d'une hausse des coûts des études, qui réduirait l'accessibilité aux formations supérieures, selon le président de la FECQ. M. Bureau-Blouin a assuré que sa fédération favorise la discussion avant tout débrayage général, ajoutant toutefois que la «fermeture» du gouvernement, qui maintient sa position, ne laisse pas beaucoup de choix.
 Plus de 10 000 autres membres de la FECQ seront appelés à se prononcer sur la grève cette semaine, et 15 000 la semaine prochaine.

Rappelons que quelque 20 000 étudiants universitaires sont déjà en grève.
Vos réactions
 • ROCH AMYOTTE, Inscrit, lundi 20 février 2012 06h38
 A la CLASSE de négociateur
 Le mouvement national est amorcé depuis une semaine grâce à l'immense travail effectué par la CLASSE. Plusieurs associations étudiantes membres de la FECQ et de la FEUQ se sont d'ailleurs joint à ce mouvement. En 2005, nous avons assisté à un scénario du même genre pour que finalement la FECQ et la FEUQ trahissent la CASSÉE de l'époque pour négocier à rabais. J'espère que cette fois-ci, seuls les représentants nommés démocratiquement par la CLASSE auront droit de représenter les étudiants à la table de négociation et ainsi éviter un nouveau déchirement social comme ce fut le cas en 2005. Rappelons-nous que les frais de scolarité sont arrivés juste après la présumée victoire de 2005 et ce à cause d'un mauvais protocole de retour en classe. Le gouvernement de l'époque a été gagnant sur toute la ligne. Si les étudiants sont dans la rue aujourd'hui, c'est à cause de cette mauvaise entente.
 • Marc O. Rainville, Inscrit, lundi 20 février 2012 13h22
 Dans la rue...
 ... face aux policiers. Tout dépend du genre de dispositif de sécurité mis en place par l'of-

ficier sur le terrain. Si vous faites face à un cordon de policiers casqués frappant sur leur bouclier, les quelques conseils qui suivent pourront sans doute être utiles.
 On peut faire face en tant que groupe à un tel déploiement de forces. On peut même être faces à faces. Je recommande toutefois de procéder à des rotations latérales fréquentes afin de ne pas être toujours devant le même "ami". Si l'envie vous vient de faire un petit peu de jasette, adressez-vous à un ou une camarade. Il est inutile de tenter de convertir à votre cause le gorille qui vous fait face et qui transpire dans son attirail de sécurité. Il est de toutes façons sympathique à votre belle jeunesse qui lui rappelle un peu la sienne. Mais il a une job à faire. Inévitablement, le poivre de Cayenne a le don d'apparaître dans ce genre de confrontations. Ayez en réserve un "infirmier" équipé d'eau citronnée ou de Maalox fortement dilué.
 • Jack Bauer, Inscrit, lundi 20 février 2012 14h54
 A la CLASSE de négociateur?
 Négocier quoi, que les contribuables paient les frais d'études supérieures des jeunes dans leur totalité?... ugh... aussi ben demander à mom boucher de négocier pour moi..

LE DEVOIR: Droits de scolarité: plus de 30 000 étudiants sont en grève - Lundi 20 février 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
 Vendredi, des étudiants étaient descendus dans les rues de Montréal pour manifester contre la hausse des droits de scolarité. Aujourd'hui, ils sont 31 000 étudiants qui désertent les salles de cours.
 La Presse canadienne

Plutôt que de «brader» les ressources naturelles, Québec devrait accroître les redevances et épargner les étudiants, a fait valoir aujourd'hui un leader du mouvement de grève opposé à la hausse des droits de scolarité. Le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, s'insurge en effet contre toute augmentation des frais de scolarité.
 En cette matière, «aucune hausse n'est acceptable», a fait valoir le porte-parole de la CLASSE, qui milite plutôt pour la gratuité des études supérieures.
 «Notre perspective, ce n'est pas de rendre l'éducation de moins en moins accessible comme le propose le gouvernement libéral, au contraire. Il faut qu'il y ait un débat sur la gratuité scolaire, un choix fait par plusieurs pays et qui serait tout à fait réalisable au Québec», a-t-il estimé.
 L'opposition à l'augmentation des droits de scolarité a pris de l'ampleur lundi alors que des cégépiens ont gonflé les rangs des grévistes aux côtés des membres d'une dizaine d'associations étudiantes de l'Université de Montréal.

31 000 étudiants en grève
 Environ 31 000 étudiants de partout au Québec avaient déserté les salles de cours aujourd'hui et ce nombre atteindra au moins 36 000 demain avec le débrayage du cégep Marie-Victorin à Montréal.
 Les grévistes espèrent forcer le ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, à faire marche arrière sur la majoration de 325 \$ par année des frais de scolarité prévue dans le dernier budget du Québec.

Les militants étudiants ont entrepris une partie de bras de fer avec le gouvernement Charest depuis que ce dernier a annoncé son intention de porter de 2200 \$ à 3800 \$ d'ici cinq ans les droits de scolarité pour une année d'études universitaires.

Accessibilité

Selon M. Nadeau-Dubois, l'augmentation est injuste, car elle vise seulement les étudiants et dresse une «barrière» à l'accessibilité aux études supérieures. Les frais relatifs à l'éducation doivent plutôt, à son point de vue, être assumés par l'ensemble des contribuables.

«On croit que tous les gens doivent contribuer selon leurs moyens et il y a une méthode pour cela, c'est l'impôt sur le revenu. C'est une façon beaucoup plus efficace et beaucoup plus équitable de financer l'éducation et tous les autres services publics», a-t-il avancé.

La Coalition affirme qu'elle a une «panoplie d'alternatives» à proposer au gouvernement pour financer l'éducation supérieure en épargnant les étudiants.

Le Plan Nord, par exemple, pourrait être mis à contribution, selon le porte-parole.

«Le Plan Nord, comme de plus en plus d'intervenants le disent, est un "bar ouvert" pour les compagnies minières étrangères. Pourquoi ne pas aller chercher de l'argent en redevances? Il y a des banques qui font des profits faramineux, pourquoi ne pas aller chercher de l'argent à ce niveau?»

Vos réactions

- André Michaud, Inscrit, lundi 20 février 2012 12h39
Combien?
Quel pourcentage des TOUS les étudiants des universités du Québec ont voté pour la grève, et quel pourcentage de TOUS les étudiants n'ont pas voté pour la grève?
Félicitations aux média qui donne aussi la parole aux étudiants contre la grève..ça démontre leur professionnalisme...
- michel lebel, Inscrit, lundi 20 février 2012 12h56
Qui ça dérange?
30,50,100 mille étudiants qui sèchent les cours! Qui ça dérange? Personne! Les centres de ski, les bars, les salles de pool, les Mcdos, et les Cages au sport vont, quant à eux, faire plus d'argent! Passons!
- Carole Dionne, Inscrite, lundi 20 février 2012 14h45
Mais ils faut leur donner en partie raison... je veux bien que l'on augmente les frais de scolarités des étudiants mais où l'argent va-t-il être déposé? Si c'est dans le fonds consolidé de la province, No Way. Pas pour payer plus de salaire, de primes de départs, un chauffeur, une voiture aux recteurs d'université, qui sont dans les faits, bien souvent nommées pour leurs accointances politiques. Bien souvent des petits amis du PM.
J'aurais une solution:
D'un côté on garde le même niveau de dépenses du gouvernement, avec augmentation au coût de la vie pour les universités. Et le surplus que les étudiants devront payé sera versé dans un fonds qui verra à améliorer la qualité de l'enseignement. Je ne charge rien à personne pour ma suggestion (hihi)
- Philippe Cadieux, Inscrit, lundi 20 février 2012 15h04
Réponse à Michel lebel
100 000 étudiants en grève, ça n'affecte personne à court terme, dans la mesure où la grève ne fait que commencer. Toutefois, après un mois, quand on parlera d'annuler la session, on réalisera l'ampleur de la situation. Pensez-vous vraiment qu'une cohorte entière d'étudiants ne graduant pas, n'avançant pas de niveau, ne créera aucun problème dans la société? Si vous pensez ainsi, cela explique bien pourquoi votre commentaire est aussi simpliste.
- Marc O. Rainville, Inscrit, lundi 20 février 2012 15h06
Tactiques
Bloquer un pont... Bonne idée.

On a toutes sortes d'alternatives à présenter», a insisté M. Nadeau-Dubois.

Charest juge les hausses «justes»

À Montréal, le premier ministre Jean Charest a cependant fait comprendre que les étudiants devront se faire à l'idée de contribuer davantage au financement de leurs études.

La hausse des droits fixée par le gouvernement est «juste» et les précautions ont été prises pour ne pas pénaliser les étudiants les plus pauvres, a déclaré M. Charest. «Les bourses vont être accrues d'un montant équivalent à l'augmentation des frais de scolarité. C'est une politique juste qui demande à chacun de faire sa part. Nous y croyons», a-t-il dit.

Du reste, la nébuleuse étudiante n'est pas unanime à combattre la croissance des droits de scolarité.

Jean-François Trudelle, du Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec, juge que l'effort demandé par le gouvernement est raisonnable et ne fait que combler le retard causé par des années de gel.

«On aimerait avoir tout gratuitement dans la vie mais il faut reconnaître que l'éducation au Québec est sous-financée. Les étudiants doivent reconnaître la valeur de leur diplôme [...] On a beaucoup de rattrapage à faire, il y a eu de mauvaises décisions politiques à travers le temps et maintenant, c'est le temps de payer», a dit l'étudiant de l'Université McGill.

Bloquer un pont à l'heure de pointe... Mauvaise idée.

Adopter un Indigné... Douteux.

Adopter un grand capitaliste. Nettement mieux. Le suivre à la maison, lui chanter quelques chansons, l'aider à compter les moutons...

- Marcel Bernier, Inscrit, lundi 20 février 2012 15h15

Le gouvernement doit céder...

Face à ces ignobles augmentations des frais de scolarité (et on n'a pas encore parlé des frais afférents), le gouvernement se doit de prendre acte de la volonté populaire. Cela ne passera pas!

L'éducation est un droit et non un privilège, de la maternelle à l'université. Point barre.

Cette idée de sous-financer les universités pour avoir les coudees franches pour imposer un prix à ce qui n'est pas une marchandise fait franchement

dur pour des supposées gens ayant le bien commun en tête.

La ministre de l'Éducation devrait réfléchir sur ses aprioris néolibéraux pour ainsi aller de l'avant dans ce qui s'avère être une impasse.

- Sylvain Labranche, Abonné, lundi 20 février 2012 15h19

Pertinence

Merci de votre pertinence monsieur Lebel, on voit immédiatement que vous êtes un grand penseur.

- Jeremie Poupart Montpetit, Inscrit, lundi 20 février 2012 15h38

Pour ou contre ou les deux...

Sans être nécessairement Pour ou contre la grève, il faut quand même relever ici qu'au final, le gouvernement demande une majoration très agressive des frais de scolarité à hauteur de 60% de leur valeur annuelle, ce qui somme toute est inacceptable !!! Que diriez vous si l'on faisait la même chose en santé pour économiser ?

La comparaison est bien sûr un sarcasme, mais il faut quand même y penser, car l'éducation nous permet de former les médecins/avocats/ingénieurs et autres membres de la relève nécessitant une formation poussée. Si ce n'est pas décourager les étudiants avant terme et une forme d'élitisme éducatif par l'argent, je ne sais pas ce que c'est.

Comme relevé par Mme Dionne, le problème en soi est plus insidieux et se dirige plutôt au niveau de la redistribution des gains. Il y aura augmentation des frais, mais aucune mesure d'amélioration des services éducatifs n'est suggérée. De même, il n'y a aucune

bonification du programme de bourse qui est prévue, ce qui ramène au problème d'engorgement monétaire des étudiants.

@ André Michaud: j'espère que vous êtes conscient qu'il n'y a jamais eu autant de contre argumentaire à la grève dans les universités... de toute façon, attendez encore un peu, Denise Bombardier n'est pas ressortie de sa tanière pour dire que les étudiants "n'ont pas de buts, de valeurs ou de sens du réalisme" comme en 2005...

Jérémie, Étudiant au Doc. Sc. de l'environnement

- Ben Gagnon, Inscrit, lundi 20 février 2012 15h57

Charest joue aux échecs

Je vous invite à aller lire un article plutôt intéressant dans La Tribune d'aujourd'hui : "Les enseignants ne veulent pas franchir les piquets de grève"

Comme quoi il n'y a pas que les étudiants...: <http://www.cyberpresse.ca/la-tribune/>

- michel lebel, Inscrit, lundi 20 février 2012 16h46

"Grève" efficace?

Une "grève" étudiante ne fait que pénaliser les étudiants eux-mêmes. Leur formation devient inadéquate et les étudiants retardent pour certains leur entrée sur le marché du travail. Conclusion: " la grève" ne peut être un moyen de pression efficace! Amen!

- MJ, Inscrite, lundi 20 février 2012 16h49

Et il en coûte beaucoup plus qu'au bac, en frais de scolarité, pour traverser la maîtrise et le doctorat

Le Québec a besoin de toutes ses forces vives et de ses cerveaux en ce XXIe siècle, alors que la concurrence internationale est féroce et qu'il faut user d'invention et de connaissances à la fine pointe pour tirer son épingle du jeu. J'appuie les étudiants dans leurs revendications car les études comptent parmi le bagage le plus important qui soit et demeure l'actif le plus stimulant de toute une vie. Les études aident à structurer l'esprit et la pensée, et permettent de baigner dans un environnement humain riche intellectuellement avec possibilités de faire à plus petite échelle des expériences d'implication sociale. Les études sont une "richesse" inestimable pour chaque citoyen qui peut s'en prévaloir et qu'une société doit pouvoir offrir à tous. Et je ne parle pas seulement de richesse matérielle pour de meilleures opportunités d'emplois, mais aussi de cette richesse intellectuelle qui ouvre l'esprit et qui permet que des échanges et des solidarités se tissent au

- sein d'une mini-société ouverte qui servira d'entrée à la société et au marché du travail. Les frais de scolarité sont une chose. Les autres coûts afférents peuvent être énormes, si les étudiants ne peuvent obtenir le soutien financier de leurs parents et qu'ils habitent loin du foyer familial: logement, chauffage, alimentation, transport, ordinateur portable, internet, livres, vêtements, etc. Considérant que les étudiants ne doivent pas travailler durant l'année académique, il ne reste que la période estivale pour travailler, s'ils trouvent un emploi (souvent au salaire minimum). Les prêts et bourses (ces dernières sont plutôt rares) sont insuffisants (je le sais d'expérience) pour couvrir toutes les dépenses. Il faut travailler durant l'été et une partie de l'année académique.
- MJ, Inscrite, lundi 20 février 2012 16h52
Des études universitaires accessibles pour tous
Est-ce que seuls les étudiants issus de milieux bourgeois pourront désormais continuer tranquillement leurs études? Ces derniers n'ont pas les mêmes contraintes. Ces parents offrent à leurs enfants toutes les ressources matérielles et financières plus que nécessaires: logement, ordinateur, cellulaire, mobilier, vêtements, loisirs et même voiture, etc. De plus, ces jeunes se voient favorisés sur les autres car ils n'ont pas besoin de travailler et peuvent se consacrer entièrement à leurs études, tout en se distrayant. Plus tard, ils bénéficieront des contacts de leurs parents pour se trouver un emploi ou suivront les traces de papa et maman, la voie étant déjà toute déblayée. Les fils et filles d'oligarques de pays étrangers se ménagent-ils aussi une place dans nos universités, alors qu'on veut hausser les droits de scolarité et rendre ainsi inaccessibles les études aux Québécois issus de familles moins bien nanties, de la classe moyenne? Les emplois qui se perdent au Québec, les familles qui se scindent, ne doivent pas être un frein à l'accès aux études universitaires pour des jeunes qui n'ont pas les mêmes chances que d'autres.
 - Edouard Mercure, Inscrit, lundi 20 février 2012 16h54
Décentralisation
Les étudiants ont des bonnes intentions, mais ils ne sont pas crédibles dans leurs discours. La gratuité scolaire? C'est absurde. Tout a un prix. La majorité des étudiants adhèrent au mouvement sans connaître les impacts concrets de sa finalité. Ils adoptent une belle image, ils ont des bonnes intentions.
Le problème provient essentiellement de la centralisation de l'éducation, au profit du capital économique. Pour obtenir une véritable réforme de l'éducation, il faudrait carrément décrocher de ces institutions qui monopolisent le savoir. Les professeurs pourraient continuer de donner les cours, mais de manière indépendantes. Il faudrait pouvoir obtenir une certification pour chaque cours suivi, en tirer des compétences pratique, et poursuivre un cheminement personnalisé. Il en résulterait nécessairement une éducation accessible, représentative du caractère unique de l'individu, à couts beaucoup plus abordables.
-Edouard
 - Donald Bordeleau, Inscrit, lundi 20 février 2012 17h09
L'augmentation des coûts pour l'université est contre les femmes. suite

Le présent gouvernement du Québec est en train d'entraver gravement son potentiel économique et éducatif en augmentant le coût des études universitaires comme cela se produit présentement en Ontario: <http://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/D> <http://www.socialwatch.org/fr/node/13610>
Par exemple l'abolition des commissions scolaires ferait économisée au gouvernement 300 millions, un montant suffisant pour le financement de nos universités. L'abolition de la subvention des écoles privées dégagera 400 millions.
Le plus bizarre de toute l'affaire, nous avons les moyens de donner l'éducation gratuite ici au Québec.
Mais présentement aucun parti ne fera ce virage obligé. Le PLQ ne bougera pas de ce côté pour ne pas froisser son vote anglophone et allophones.
Présentement le gouvernement est en mode élection, se servir des femmes pour dorer l'image de notre PM cela ressemble à de la ségrégation. Pourquoi ne pas utiliser les étudiants ?
Une procédure odieuse qui fait que le gouvernement à la tête ailleurs, alors que notre projet de société pourrait être l'éducation gratuite comme dans bine d'autres pays.
En Norvège, les écoles sont municipales.... Un modèle à suivre !

- Helsinki, Inscrit, lundi 20 février 2012 17h25
Vue d'ensemble déficiente!
D'un côté, la société québécoise est imposée de 31% à 53%, incluant les 2 paliers de gouvernement. Il n'y a que 3 paliers d'imposition, ce qui fait en sorte qu'un particulier qui gagne 80 201\$ ou 3 millions \$ est imposé au même % au Québec. Au Canada le 3e palier se situe à 132 406 \$.
D'autre part, nous assistons à une tarification et à une augmentation généralisée des tarifs des services « publics ». Nous n'avons qu'à penser à la taxe à la santé de 200\$ par tête de pipe par année, peu importe le salaire que la personne gagne (30 000 \$ ou 3 millions, ça coûte 200\$), à l'augmentation des frais de scolarité (325\$ par année, pendant 5 ans), au recul de l'âge de la retraite, aux augmentations des frais d'hydroélectricité, l'augmentation des frais reliés à la SAAQ, pour ne nommer que ces services / situations.
On est imposé ici, on est taxé par là. Au final, la situation reste la même!
Je suis contre la hausse des frais de scolarité. Je suis contre, car je crois fermement que nous devons revoir nos dépenses avant de vouloir « augmenter » nos revenus.
Quand on ne sait pas dépenser et qu'on dépense les yeux fermés (i.e Les fraudes commises dans l'industrie de la construction est un bon exemple), même si on augmentait nos revenus infiniment, notre problème ne réside pas dans un revenu insuffisant. Le problème réside plutôt dans les mal-dépenses.
Mais ici, au Québec, les problèmes que l'on vit sont regardés de si près que nous perdons notre vue d'ensemble qui permettrait d'en régler plusieurs!
Si on fait un rapide calcul, les étudiant-es ne représentent que 5% de la population québécoise. Va-t-on vraiment faire de l'argent sur leur dos? Non. Situation perdant (étudiant-e)-perdant (population québécoise).
- Lise Moga, Inscrit, lundi 20 février 2012 17h45
@Philippe Cadieux

"100 000 étudiants en grève, ça n'affecte personne à court terme, dans la mesure où la grève ne fait que commencer."
Dans la mesure où la casse ne fait pas parti des mesures "éduquées" de manifestation, les étudiants sont les premiers à être pénalisés par cette grève. En passant, ceux qui ont vandalisé le CEGEP du Vieux Montréal se sont-ils offerts pour remettre le milieu sac-cagé en bon état? C'est quand même inconscient que de demander aux contribuables de payer davantage pour leur éducation et de profiter de la première occasion pour augmenter les coûts en détériorant le matériel public payé par eux et mis à leur disposition. Ça dû créer tout un climat de sympathie!
JS , Inscrit, lundi 20 février 2012 19h02
Le pire
Les étudiants disent oui à la démocratie, lorsque les fédérations étudiantes s'assoient avec le gouvernement pour s'entendre et que celui-ci les envoi paître, ce n'est plus de la démocratie mais une dictature. Ça ne vous rappelle pas la commission d'enquête sur la construction? Qui s'est levé pour en demander une? Je le répète, les étudiant se battent avant tout pour la démocratie. Elle la population aura compris qu'on arrive à ses fins qu'en se battant dans ce monde, elle dira merci à toute une génération de jeunes.
Le pire dans tout ça est que cette hausse est une commande de l'élite en matière d'éducation, au profit d'entreprises privées, encore une fois les 99% contre le 1%. Facile à dire? Faites vos propres recherches.
ici: <http://www.cse.gouv.qc.ca/fichiers/documents/publi>- Horace Blunt, Inscrit, lundi 20 février 2012 19h28
CONTRE LA HAUSSE !
Bravo à tous ces étudiants qui prennent le temps de changer l'avenir ! Continuer à montrer à tous que le Québec est constitué de jeunes dynamiques qui ont des COLONNES et qui revendiquent une société JUSTE avec l'égalité des chances !
Poirier Sylvie , Inscrite, lundi 20 février 2012 20h21
Le PLQ manque de vision et ne sait pas calculer. GO les jeunes...
Le coût de la gratuité scolaire en milieu universitaire
Les chercheurs ont ensuite calculé qu'il en coûterait entre 176 M \$ et 405 M \$ à l'État québécois pour introduire la gratuité scolaire sur un budget total de 15 milliards \$ du ministère de l'Éducation soit entre 1,2 % et 2,7 % du budget. « Nous estimons que l'élimination des droits de scolarité ferait épargner à l'État 77 millions de \$ en coût de programmes d'aide aux études. En additionnant une baisse en crédits d'impôt de 63,1 millions de \$, nous estimons que l'impact total de l'élimination des droits serait de 140 millions de \$. En prenant en compte ces deux facteurs, on peut estimer que les coûts de la gratuité universitaire se situeraient entre 176 millions de \$ et 405 millions de \$ », ont calculé les deux chercheurs de l'IRÉC: <http://www.irec.net/index.jsp?p=35>
- Celyne Lalande, Abonnée, lundi 20 février 2012 21h52
inégalités
La hausse des frais de scolarité contribue à créer une société de plus en plus inégalitaire où la classe moyenne en en voie de disparition. Pour ceux et celles qui ne connaissent pas les impacts ainsi que les coûts sociaux et économiques associés aux inégalités de re-

venu, je vous invite à lire Richard Wilkinson et à visionner ce court extrait: <http://www.youtube.com/watch?v=cZ7LzE3u7Bw>

- Célyne Lalande, étudiante à la maîtrise en service social Udm
- Donald Bordeleau, Inscrit, lundi 20 février 2012 23h25

L'augmentation des coûts pour l'université est contre les femmes. suite

L'augmentation des coûts pour l'université est contre les femmes. Mais la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a réaffirmé qu'il n'était pas question de reculer. «On a pris une décision responsable», a-t-elle dit. Tout cela est navrant pour les femmes madame la Ministre La Responsable. De plus Madame Beauchamp ne parle pas des frais afférents que les étudiants doivent payer de \$ 500 à \$ 600 par année à l'université et en plus les frais d'études universitaires. Depuis quelques années les frais afférents ont augmenté de 100% dans plusieurs cas. De plus les étudiants doivent déboursier la taxe santé \$ 200 et faire face aux augmentations des autres tarifs.

<http://www.cyberpresse.ca/le-soleil/actualites/edu>

L'arrivée massive des femmes sur le marché du travail n'a rien changé à la ségrégation des emplois... Pour l'équité salariale, il reste

un bout de chemin à faire. Le salaire moyen des femmes est encore de 14 % inférieur aux hommes au Québec. Un homme non syndiqué reçoit 15% de moins en salaire qu'un homme syndiqué. Une femme non syndiquée reçoit 25% de moins. La morale de l'histoire, il vaut mieux être un homme et être syndiqué pour recevoir un bon salaire.

Le faible salaire des femmes à un impact négatif sur l'accessibilité aux études universitaires. Imaginez cela pour les femmes monoparentales. En Ontario depuis 1990, on observe une augmentation des frais aux études universitaires de 244%. Le rapport révèle qu' "une famille avec un enfant commençant l'Université cet automne devra faire face à une dette beaucoup plus élevée qu'une famille semblable en 1990. Pour comparer, une famille de 1990 avait une dette égale à 93 % du revenu disponible ; une famille d'aujourd'hui a déjà une dette égale à 150 % de son revenu disponible.

- Mathieu Bouchard, Abonné, mardi 21 février 2012 00h58

Cette hausse-ci n'est PAS UN DÉGEL.

Si vous comparez le prix des études en 2016 avec celui en 1996, vous allez remarquer que ça ne correspond pas du tout aux pourcentages très modestes de l'inflation telle que domptée par la politique de taux d'intérêt de la Banque du Canada.

1996 est l'année du dernier dégel massif, celui qui avait compensé pour l'inflation énorme des années 80, ben en retard.

J'aimerais bien avoir un graphique qui détaille ça depuis les années 50, avec d'autres graphiques sur les prêts et bourses. Ça mettrait les choses en perspective. Mes données sont très limitées.

- Michel Savard, Inscrit, mardi 21 février 2012 16h33

Durant ce temps...

Oui, pendant que nos chers journalistes ne cessent de nous rebattre les oreilles avec le fait qu'il y a plus de 30000 étudiants en grève(?), il faudrait faire savoir aux étudiants qu'il y a des centaines de milliers de travailleurs qui payent énormément d'impôts et qui demandent au gouvernement de ne pas reculer d'un pouce face aux bravades des étudiants !

Et, en passant, dans le chiffre de 30000 étudiants en grève, on inclut les étudiants de Cegep qui, pour l'instant, ne sont même pas touchés par les frais de scolarité universitaires ! Si la cause étudiante est si bonne, comment se fait-il qu'il y ait si peu d'étudiants universitaires qui sortent en grève au point où les leaders étudiants doivent faire appel aux étudiants de Cegep pour se donner un semblant de crédibilité?

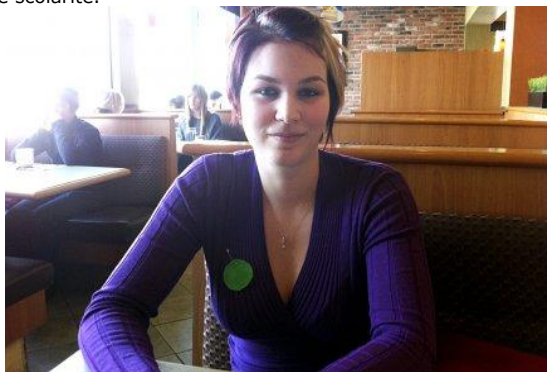
LE SOLEIL: Des étudiants en faveur de la hausse des droits de scolarité - Mis à jour le lundi 20 février 2012 à 09h24

Ian Bussi eres, Le Soleil

(Qu ebec) Quand on entend parler d' etudiants universitaires favorables à la hausse des droits de scolarité, on pourrait avoir tendance à imaginer des poulets favorables à la hausse du nombre de renards près des poulaillers. Ce n'est toutefois pas du tout le point de vue des quelque 1300 membres du Mouvement des étudiants socialement responsables du Qu ebec (MESRQ), pour qui cette position n'est pas du tout contradictoire.

«Entre vous et moi, ça ne me tente pas de payer plus cher, mais je sais que si je ne paie pas tout de suite, je vais payer plus tard avec mes impôts, car la dette augmentera toujours», confie Gabrielle Brisebois, étudiante à la maîtrise en littérature et membre du comité exécutif du MESRQ.

«  cause de ma position, d'autres étudiants me traitent parfois de bourgeoise et d'élitiste, alors que, pourtant, je viens des HLM. J'ai été elevée par une mère monoparentale et j'ai payé mes études moi-même, sans le régime des prêts et bourses, en travaillant et en obtenant des bourses au mérite ou pour l'engagement social», poursuit celle qui arbore un cercle vert en réponse au carré rouge des étudiants opposés à la hausse des droits de scolarité.



Ian Bussi eres, collaboration spéciale

Gabrielle Brisebois, du Mouvement des étudiants socialement responsables.

Grégory Laporte, un autre membre de l'exécutif qui étudie en informatique à l'Université de Sherbrooke, parle d'amélioration des services. «Je suis favorable à la hausse surtout parce que la qualité des services n'est pas là présentement. Beaucoup de programmes manquent de profs et on engage des chargés de cours qui ne sont pas si compétents que ça. Il y a aussi les départements de recherche qui manquent de financement.»

M. Laporte ne croit pas que la hausse des droits de scolarité réduira l'accès aux études supérieures. «Selon certaines études réalisées par l'Institut économique de Montréal, le taux de fréquentation est parfois plus élevé dans les provinces où les frais de scolarité sont plus hauts», fait-il remarquer.

Pour Arielle Grenier, étudiante en science politique à l'Université de Montréal, il s'agit aussi d'une question d'équité intergénérationnelle. «Nous avons le devoir de ne pas hypothéquer l'avenir de la génération future», explique-t-elle.

Franchir les piquets

 videmment, en raison de leur appui à la hausse des droits de scolarité, les membres du MESRQ sont contre le mouvement de grève qui se prépare dans plusieurs cégeps et universités du Qu ebec. Ils souhaiteraient d'ailleurs continuer à fréquenter leurs cours même si un débrayage est lancé.

«Notre membership a augmenté de 600 depuis deux semaines! La plupart des étudiants, même certains opposés à la hausse, veulent étudier. Nous préparons d'ailleurs une pétition demandant que l'éducation soit considérée comme un service essentiel et que les gr vistas ne puissent empêcher l'accès aux cours», signale Gabrielle Brisebois, qui a bien l'intention de franchir les piquets de grève.

Grégory Laporte est du même avis. «L'université est un service pour lequel nous avons payé et qui doit nous être rendu. Les gr vistas auront beau bloquer l'entrée des cours, rien ne nous empêche d'appeler la police pour pouvoir aller à nos cours quand même», conclut-il.

LA TRIBUNE: Les enseignants ne veulent pas franchir les piquets de grève - Mis à jour le lundi 20 février 2012 à 15h38



Imacom, Jocelyn Riendeau
Isabelle Pion, La Tribune
(Sherbrooke) Le président du Syndicat du personnel enseignant du Cégep de Sherbrooke

(SPECS), Steve McKay, trouve carrément «machivélique» l'avis envoyé par le ministère de l'Éducation aux cégeps, qui suggère de poursuivre la formation pendant la grève des étudiants. Les enseignants ne veulent pas devoir franchir les piquets de grève, dénonce M. McKay. Le président du SPECS a appris l'existence de la lettre par les médias. Il doit rencontrer la directrice du Cégep de Sherbrooke, Marie-France Bélanger, à ce sujet prochainement. «D'un point de vue politique, le gouvernement essaie d'utiliser la communauté collégiale en mettant les étudiants et les enseignants face-à-face. On ne peut pas être en accord avec cette tactique... Je trouve ça navrant», indique M. McKay.

Pour l'instant, les étudiants du Cégep de Sherbrooke ne se sont pas encore lancés dans le mouvement provincial de grève générale illimitée, à l'instar de leurs camarades d'autres établissements collégiaux et universitaires de la province. Ils ont dit non lors d'une assemblée générale début février. Cependant, une pétition circule actuellement et pourrait être déposée prochainement. On s'attend donc à ce que l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AÉCS) convoque de nouveau une assemblée générale. Une rencontre d'information a toutefois eu lieu lundi au cégep.

THE GAZETTE: Tuition hike will go ahead, Education Minister says in face of strike by CÉGEP students - Monday, February 20, 2012



Photograph by: Dario Ayala, The Gazette
Students gather in protest of increasing university tuition fees at Berri Square in Montreal on Monday.

By KAREN SEIDMAN, The Gazette

MONTREAL - Education Minister Line Beauchamp is digging in her heels in the face of a fast-growing student strike that threatens to paralyze many educational institutions in the coming weeks.

"No, no," said Hélène Sauvageau, an aide to Beauchamp, "there is no plan to change the tuition increases. It's being done to assure the quality of teaching here."

But students in Quebec are hoping there is a tipping point - and if 36,000 students isn't it (the amount expected to be striking by Tuesday), then they are hoping that thousands more striking students expected with the next wave of student votes will convince Beauchamp that the plan to increase tuition fees can't proceed.

"It's getting hard to ignore," said Gabriel Nadeau-Dubois, a spokesperson for the Coalition Large de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante, which represents about 70,000 students. "We have tripled our numbers in a week. Mme. Beauchamp can't say this is a marginal movement."



Photograph by: Phil Carpenter

Semaine du 13 février 2012

JOURNALDEMONTREAL.COM / 24HEURES: Dès lundi: Plus de 30 000 étudiants en grève - Hausse des droits de scolarité - Mise à jour: dimanche 19 février 2012, 18H53 / 18h58

Students explain their opposition to proposed tuition hikes as they protest outside the Sheraton Centre in Montreal, where Quebec education minister Line Beauchamp was speaking.

(Still, the 36,000 students represent only 9 per cent of the roughly 400,000 CÉGEP and university students in the province.)

Students are definitely upping the ante - the day started on Monday with a huge red banner hanging from the cross on Mount Royal and a mystery as to how it got there. Nadeau-Dubois believes students were responsible - especially since a red square has been the symbol of their battle against tuition hikes.

And the students got some support from university teachers, with the Fédération Québécoise des Professeures et Professeurs d'Université adopting a resolution protesting police action against peaceful students, most notably at McGill University last November, said president Max Roy.

At the same time, universities have advised the minister to stand firm on the plan as Quebec universities are considered underfunded to the tune of about \$620 million when compared with other provinces.

It is essential the government proceed with its plan, the Conférence des Recteurs et des Principaux des Universités du Québec has told the government.

Tuition fees are supposed to go up \$325 a year for five years starting this fall, bringing tuition to \$3,793 from \$2,168.

Sauvageau said it's the students' democratic right to strike or protest, and it's still too early to say if they are risking losing their semester by launching an unlimited strike.

In fact, CLASSE said last week that only 22,000 students would be striking this week, but many more student associations ended up voting to walk out as well and Nadeau-Dubois was thrilled with the growing support.

The effects have been a bit more dramatic at the CÉGEP level - where striking students can virtually leave a school empty - than at the university level, where votes are being taken by independent departments, so the overall effects may be less noticeable.

There was a face-off last Thursday at the CÉGEP du Vieux Montréal, when striking students were told they would be locked out, said Nadeau-Dubois. Some students chose to stay and tried to negotiate to have access to the building, he said, and there were about 40 students there when riot police showed up late that night.

CÉGEP students will feel the full brunt of the hikes and are quickly joining university students in the fight. Léo Bureau-Blouin, president of the Fédération Étudiante Collégiale du Québec, said 15,000 of its 80,000 members have already voted to strike.

"For the future generation, there is a real fear that a hike in tuition will reduce accessibility," he said.



Photo PHILIPPE-OLIVIER CONTANT/AGENCE QMI

Agence QMI

Le mouvement de protestation contre la hausse des droits de scolarité annoncée par la ministre de l'Éducation Line Beauchamp devrait prendre de l'ampleur dès lundi, alors que 10 000 étudiants de plus seront en grève dans l'ensemble du Québec.

Les étudiants des cégeps de Valleyfield, de Marie-Victorin et de Matane, ainsi que de plusieurs facultés de l'Université Concordia et de l'Université

de Montréal notamment, ont prévu se joindre aux 20 000 autres étudiants déjà en grève.

De plus, environ 25 000 étudiants seront consultés au cours des prochaines semaines.

Apprendre à se mobiliser

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a donné un atelier cette fin de semaine sur la façon de mener un débrayage. Au menu, des cours sur l'historique des grèves, sur la façon de communiquer avec les médias et des ateliers de mobilisation.

Soixante délégués représentant 100 000 membres d'une vingtaine d'associations étudiantes se sont retrouvés au cégep Montmorency de Laval, là où se déroulait l'événement.

Le président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Réjean Parent, était également présent pour donner une conférence sur la grève comme moyen de pression.

« La centrale s'est prononcée par ses instances générales, appuyant le mouvement et faisant de cette lutte contre les frais de scolarité sa propre lutte, a affirmé M. Parent. Il y avait une bonne occasion de leur dire que leur lutte était juste et... pas de les motiver, mais de leur dire qu'ils avaient tous nos encouragements. »

Line Beauchamp ne cèdera pas

Le ministre de l'Éducation a réaffirmé sur les ondes de TVA qu'elle ne céderait pas à la pression et que les hausses seront maintenues.

Ces hausses, prévues dans le dernier budget Bachand, feront en sorte que dès l'année scolaire 2016-2017, les étudiants devront déboursier 3793 \$ pour une année universitaire; actuellement, il en coûte 2168 \$.

Une manifestation nationale est prévue le 22 mars prochain.

98.5FM: La FECQ se prépare à une autre grève - dimanche 19 février 2012 à 06h22. Modifié par Jacques Thériault à 14h38



La Presse Canadienne

Les manifestants jeudi dernier/

Publié par La Presse Canadienne, Modifié par Jacques Thériault

LAVAL, Qc - La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a tenu un camp de formation ce week-end à Laval afin de mieux outiller les représentants étudiants collégiaux de partout au Québec face à une éventuelle grève générale.

Écoutez le reportage Cogeco Nouvelles :

Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, précise que 25,000 étudiants du collégial se prononceront sur la grève dans les prochaines semaines.

Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, estime que la pression exercée par les étudiants pour faire reculer le gouvernement Charest dans sa décision de hausser les frais de scolarité de plus de 1600 \$ en 5 ans porte fruit. Selon lui, de plus en plus de citoyens se rallient à la cause des étudiants. Il croit aussi que les enseignants appuient les revendications étudiantes.

M. Bureau-Blouin assure que sa fédération favorise la discussion avant tout débrayage général, ajoutant toutefois que la «fermeture» du gouvernement, qui maintient sa position, ne laisse pas beaucoup de choix.

Plus de 10 000 autres membres de la FECQ seront appelés à se prononcer sur la grève cette semaine, et 15 000 la semaine prochaine.

LESOLEIL.COM: Fédération étudiante collégiale: formation pour une grève générale - Publié le dimanche 19 février 2012 à 14h21

La Presse Canadienne, Laval

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a tenu un camp de formation ce week-end à Laval afin de mieux outiller les représentants étudiants collégiaux de partout au Québec face à une éventuelle grève générale.

Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, a affirmé que 60 délégués provenant de partout au Québec ont participé aux formations, qui portaient notamment sur l'utilisation des médias en temps de grève, sur les droits et devoirs des manifestants et sur l'historique des mouvements de grève.

M. Bureau-Blouin a estimé que la pression exercée par les étudiants pour faire reculer le gouvernement Charest dans sa décision de hausser les frais de scolarité de plus de 1600 \$ en 5 ans porte fruit.

Selon lui, de plus en plus de citoyens se rallient à la cause des étudiants. Il dit croire que les enseignants appuient également les revendications étudiantes.

La société québécoise se rend de plus en plus compte de l'impact global d'une hausse des coûts des études, qui réduirait l'accessibilité aux for-

mations supérieures, selon le président de la FECQ.

M. Bureau-Blouin a assuré que sa fédération favorise la discussion avant tout débrayage général, ajoutant toutefois que la «fermeture» du gouvernement, qui maintient sa position, ne laisse pas beaucoup de choix.

Plus de 10 000 autres membres de la FECQ seront appelés à se prononcer sur la grève cette semaine, et 15 000 la semaine prochaine.

Quelque 20 000 étudiants universitaires sont déjà en grève.

CNW: FECQ: Les représentants de 100 000 cégépiens se rassemblent au camp de formation de la FECQ - dimanche 19 février 2012 14:43

LAVAL, QC, le 19 févr. 2012 /CNW Telbec/ - Plus de soixante délégués représentant ensemble 100 000 cégépiens ont assisté au camp de formation de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) qui s'est tenu au Collège Montmorency du 17 au 19 février. « Les cégépiens sont plus prêts que jamais à confronter le gouvernement Charest sur la hausse des frais de scolarité et ne cesseront pas leur mouvement de protestation »,

explique Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ.

Des ateliers sur l'histoire des grèves étudiantes, la mobilisation, l'organisation d'actions, les communications et le droit des manifestants ont outillé les représentants qui consulteront leurs membres sur la possibilité de déclencher une grève générale. Dans les deux prochaines semaines, 25 000 membres de la FECQ auront à se positionner sur le déclenchement d'une grève

générale pour contrer la hausse des frais de scolarité de 1625\$.

En cas de votes de grève dans les cégeps, la Fédération fera une annonce officielle au courant des prochaines semaines pour annoncer l'entrée en grève de ses membres.

« Si nos membres décident de se doter de mandats de grève, nous ferons tout pour que leur voix résonne jusqu'à l'Assemblée nationale. Depuis deux ans, nous avons pris tous les



moyens en notre possession pour faire annuler cette hausse drastique. Devant l'arrogance du gouvernement Charest, nos membres envisagent la grève, non pas par gaieté de cœur, mais par nécessité », enchaîne le président de la FECQ. La FECQ en a également profité pour insister sur l'importance que les moyens mis en œuvre pour faire pression sur le gouvernement se déroulent d'une manière démocratique et pacifique. Les cégépiens jugent déplorable que la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, ait envoyée le mot

d'ordre aux administrations postsecondaires de forcer les enseignants à franchir les lignes de piquetage. « La ministre de l'Éducation jette de l'huile sur le feu en invitant les enseignants à franchir les piquets de grève. À la fédération, nous avons envoyé le mot d'ordre à nos membres de protester de manière pacifique, mais madame Beauchamp doit lui favoriser la concertation », conclut le président de la FECQ. La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) représente plus de 80 000 étudiants

réunis dans 23 associations étudiantes présentes sur l'ensemble du territoire québécois. Depuis 21 ans, elle défend et promeut les droits et intérêts des étudiants des cégeps.

Renseignements :

Charlotte Watson, coordonnatrice aux relations et aux communications, FECQ, cell. 514 554-0576, courriel : crc@fecq.org, twitter [@charlottewats](https://twitter.com/charlottewats)

CYBERPRESSE: Les étudiants mettent en garde la ministre Beauchamp - Mis à jour le dimanche 19 février 2012 à 13h09



Photo André Pichette, La Presse
Des étudiants ont manifesté devant l'hôtel Sheraton au centre-ville de Montréal vendredi dernier.

Valérie Simard, La Presse

En invitant les enseignants à franchir les piquets de grève, la ministre de l'Éducation risque d'envenimer la situation, mettent en garde les fédérations étudiantes. Selon la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), de telles directives pourraient mener à la répétition des événements qui se sont produits vendredi dernier au cégep du Vieux-Montréal.

«Quand la ministre invite les enseignants à franchir les piquets de grève, qu'elle invite les administrations de collèges à ne pas entériner les grèves des étudiants, je pense que c'est le genre de gestes qui peuvent envenimer la situation et qui peuvent mener à des reproductions de ce qu'on a vu au cégep du Vieux-Montréal, fait valoir le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin. Et je pense qu'en ce sens-là, la ministre joue un jeu dangereux. Au lieu de favoriser la concertation, elle vise la confrontation.»

La Presse révélait samedi que dans une lettre envoyée aux directeurs de cégeps, la sous-ministre de l'Éducation suggère aux enseignants de continuer à «offrir la formation», même si les étudiants entament un mouvement de grève

contre la hausse des droits de scolarité. La lettre a fait bondir tant les syndicats représentant les enseignants que les fédérations étudiantes. La FECQ accuse la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, de jeter de l'huile sur le feu. La Fédération étudiante universitaire du Québec est choquée. «On cherche par tous les moyens à s'entendre avec les administrations, à créer des ententes dans le cas de votes de grève qui s'avèreraient positifs, note la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins. On aime mieux prévenir qu'intervenir sur des situations qui pourraient dégénérer. On essaie d'éviter ça à tout prix. Mais, l'appel de la ministre pourrait en effet envenimer les choses.»

Le grabuge survenu dans la nuit de jeudi à vendredi dernier au cégep du Vieux-Montréal a fait jaser au congrès de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) qui s'est tenu samedi à l'université Laval. Rappelons que 37 étudiants ont été arrêtés pour méfaits, voies de fait et agressions armées alors qu'ils refusaient de quitter l'établissement après leur assemblée générale. «Il n'y a personne, ni à l'association ni dans le mouvement étudiant, qui voudrait que ça se termine comme ça, a réagi Gabriel Nadeau-Dubois, le porte-parole de la CLASSE, dont est membre l'Association générale étudiante du cégep du Vieux-Montréal. Rien de tout ça ne serait arrivé si l'administration avait accepté de dialoguer avec l'association étudiante.»

Gabriel Nadeau-Dubois ajoute qu'il n'est pas dans l'intention de la CLASSE de resserrer le contrôle sur ses membres. «Chaque association décide de son entrée en grève, mais aussi des moyens d'action qu'ils utilisent, dit-il. On n'a ni le pouvoir ni le goût de venir prendre en tutelle les associations étudiantes pour leur dire de faire certaines choses et de ne pas en faire d'autres.» La FECQ dit avoir contacté la Fédération des cégeps pour qu'une entente sur la reconnais-

sance de la grève étudiante soit conclue entre les associations d'étudiants et les cégeps. La Fédération abordera la question de la violence lors des manifestations avec ses membres lors d'un camp de formation qui se tient au Collège Montmorency de Laval ce week-end.

Dans un communiqué envoyé hier, la Fédération québécoise des professeurs et professeurs d'université (FQPPU) dénonce «le climat de violence qui paraît s'installer dans le contexte des manifestations étudiantes contre la hausse des droits de scolarité». La FQPPU évoque la manifestation du 27 janvier dernier où des étudiants ont été pris à partie par des policiers devant les bureaux de la ministre Beauchamp à Montréal. L'intervention fait l'objet d'une enquête interne du Service de police de la Ville de Montréal. Réunis en Conseil fédéral la semaine dernière, les membres de la FQPPU ont adopté à l'unanimité une résolution demandant au ministre de la Sécurité publique de faire respecter les droits civils en exigeant des corps policiers qu'ils renoncent à l'usage excessif de la force lors de ces manifestations.

Des milliers d'étudiants doivent se prononcer la semaine prochaine sur un mandat de grève. La CLASSE tiendra une manifestation jeudi prochain au centre-ville de Montréal. La FECQ, dont aucune association membre ne s'est encore prononcée pour la grève, mise pour sa part sur une grande manifestation qui aura lieu le 22 mars prochain et à laquelle participera également la FEUQ.

Une pétition, parrainée par le député de Nicolet-Yamaska et chef d'Option nationale, Jean-Martin Aussant, a également été déposée à l'Assemblée nationale. La pétition, qui est en ligne depuis hier sur le site de l'Assemblée nationale, demande au gouvernement du Québec de revenir sur sa décision d'augmenter les frais de scolarité de 1625 de dollars entre 2012 et 2017.

JOURNALDEMONTREAL.COM / CANOE.CA: Droits de scolarité: Line Beauchamp ne cèdera pas - Publié le: dimanche 19 février 2012, 5H00 / 05h34



Jean-François Desgagnés / Agence QMI
Invitée à l'émission «Larocque Lapierre», Line Beauchamp a martelé que «la décision était prise» au sujet de l'augmentation des frais que devront assumer les étudiants pour obtenir leur diplôme.

Agence QMI

Que les étudiants qui protestent contre la hausse des droits de scolarité se le tiennent pour dit : la ministre de l'Éducation n'entend pas fléchir pour donner suite à leurs revendications.

Invitée à l'émission «Larocque Lapierre», Line Beauchamp a martelé que «la décision était prise» au sujet de l'augmentation des frais que devront assumer les étudiants pour obtenir leur diplôme. Elle a indiqué que cette position datait du plus récent budget et que son gouvernement n'avait pas changé d'avis à ce sujet depuis.

Pour Line Beauchamp, l'augmentation des droits de scolarité de 325 \$ par année représente «un effort raisonnable demandé aux étudiants», qui ne permettra même pas d'atteindre la moyenne nationale.

Les hausses prévues dans le dernier budget Bachand feront en sorte que dès l'année scolaire 2016-2017, les étudiants devront débours

3795 \$ pour une année universitaire; dernièrement, il en coûtait 2168 \$.

La bonification du programme de prêts et bourses viendra de surcroît annuler la hausse de 325 \$ annuelle en droits de scolarité, selon Line Beauchamp. Si un étudiant ne peut pas acquitter ces frais, il devrait recevoir l'équivalent en bourses.

Si plusieurs pourraient se sentir découragés à l'idée d'entamer un programme d'étude dans ces circonstances, l'effort de ceux qui se lanceront en vaudra la peine, croit Line Beauchamp.

«L'étudiant universitaire sait qu'il va gagner de 500 000 \$ à 700 000 \$ de plus sur l'échelle d'une vie, a-t-elle déclaré. Je continue à dire que l'investissement de 325 \$ supplémentaires par année est un excellent investissement.»

La grève pénalise les étudiants avant tout

Réagissant au mouvement de contestation étudiante qui a pris de l'ampleur cette semaine, la ministre a affirmé : «La personne qui va être

principalement touchée et dérangée et qui va vivre des perturbations, c'est l'étudiant lui-même, parce qu'un jour, il va devoir reprendre ses cours. Ça veut dire des cours de soir, de fin de semaine, des cours d'été.»

Même si elle reconnaît aux étudiants le droit de manifester, «dans le respect des lois et des règlements», elle ne compte pas céder face à la pression, d'autant plus que la majorité silen-

cieuse est de son côté», croit-elle. Seuls 11 000 étudiants de niveaux collégial et universitaire exercent leur droit de grève sur 475 000 étudiants, selon les chiffres avancés par Line Beauchamp.

«Si je continue à geler les frais de scolarité, qui paie? C'est l'ensemble des contribuables, dont la majorité n'a pas de diplôme universitaire», a-t-elle ajouté.

Line Beauchamp a aussi fait planer les pertes monétaires qui pourraient découler d'une grève, notamment parce que les étudiants pourront moins travailler, puisqu'ils devront être à l'école plus longtemps. Sans compter les retards générés pour le passage des examens ou dans les admissions pour un autre programme.

JOURNALDEMONTREAL.COM: Grève étudiante: Week-end de formation et de... détente - Mise à jour: dimanche 19 février 2012, 0H07



L. Bureau-Blouin, Président FECQ
Cédéric Caron

- Exemples de formation**
- Psychologie en temps de crise
 - Le droit des manifestants
 - Mobilisation en temps de grève
 - Histoire des grèves étudiantes
 - Les actions directes
 - Bien utiliser les médias pour faire passer son message
- source: FECQ

Alors que de plus en plus d'étudiants se joignent à la grève étudiante, une soixantaine de membres de la Fédération étu-

diante collégiale du Québec (FECQ) se sont réunis hier à Laval pour discuter de stratégies et se détendre devant une bière à 2 \$. Réunis dans le cadre d'un camp de formation placé sous le thème « les cégeps du Québec en grève », les représentants de différentes associations étudiantes collégiales du Québec se sont arrêtés au Collège Montmorency pour s'outiller en prévision d'une éventuelle grève générale étudiante afin de manifester contre la hausse des frais de scolarité.

« C'est important que des dérapages comme celui du Vieux-Montréal ne se reproduisent plus. C'est pour cette raison que nous tenons à bien outiller nos membres », explique le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin.

Bière et spectacle

Il suffit de naviguer quelques secondes sur la page Facebook de l'événement pour constater que les collégiens prévoient aussi avoir du bon temps entre deux discussions stratégiques.

Membre du conseil d'administration du Collège Montmorency à titre de représentant des étudiants du secteur préuniversitaire et ancien

coordonnateur à la recherche de la FECQ, Alexandre St-Onge Perron a indiqué que de la bière serait en vente au coût de 2 \$ lors des soirées « pour relaxer ».

Toujours selon cette même page Facebook, on semblait préparer la venue d'un groupe de musique pour l'occasion.

La coordonnatrice aux affaires étudiantes de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a répondu « pourquoi pas » à la question « aimeriez-vous avoir un band pour une des soirées ? » qui a été posée par un étudiant.

Rassurant

Questionné à ce sujet, le président de la FECQ a tenu à se montrer rassurant.

« Il s'agit d'une fin de semaine sérieuse de formation. Nos journées bien remplies débutent à 8 h 30. Il y a un petit moment pour la détente, mais nous ne pouvons plus boire après 23 h 30 », soutient M. Bureau-Blouin.

La FECQ regroupe 23 associations étudiantes représentant plus de 80 000 étudiants.

LEDEVOIR.COM: Les enseignants devront franchir les piquets de grève, selon Québec - Jean Martin Aussant dépose pour sa part une pétition contre la hausse des droits de scolarité - 18 février 2012 22h03

La Presse canadienne

Demander aux enseignants du collégial de franchir les piquets de grève en cas de boycott des cours par les étudiants ne fait qu'envenimer la situation, estime le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin.

Le bureau de la sous-ministre à l'Éducation a envoyé une lettre aux directeurs des cégeps, rappelant les «droits et devoirs» des établissements et suggérant aux enseignants de continuer à «offrir la formation», même si les étudiants entament un mouvement de grève contre la hausse des droits de scolarité.

M. Bureau-Blouin a estimé que le ministère jette de l'huile sur le feu, puisque les associations étudiantes maintiennent de bonnes relations avec les directions et les regroupements d'enseignants.

Il a ajouté que la FECQ tente de s'entendre avec le milieu pour que la grève et les moyens de pression ne nuisent pas trop aux étudiants et que le tout reste pacifique. Selon lui, le ministère pose un geste désespéré, qui pourrait provoquer la dégradation de la situation.

De son côté, Jean Trudelle, président de la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ), s'est dit scandalisé par cette lettre. Au cours d'une entrevue au quotidien montréalais La Presse, il a accusé le ministère de l'Éducation de tenter de mettre des bâtons dans les roues des étudiants.

Selon lui, le ministère encourage les directions de collèges à forcer les professeurs à offrir les services même s'il manque les deux tiers ou les trois quarts des étudiants. Il soutient plutôt qu'il faut respecter les piquets de grève. Comme en 2005, il suggère que les cours annulés à cause d'un éventuel débrayage soient repris «dans un calendrier remanié».

La Fédération des enseignants de cégep de la CSQ croit, pour sa part, que le gouvernement a décidé de «jouer à la dure avec le mouvement de grève étudiante». La Fédération a communiqué avec ses syndicats locaux, stipulant aux enseignants que s'ils pensent que leur sécurité est en jeu malgré les directives du collège, ils ne doivent pas essayer de rentrer au travail.



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Hier midi, des étudiants de l'Université de Montréal ont tenu une manifestation devant l'hôtel Sheraton, au centre-ville de Montréal, où la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, prenait la parole.

Jean Martin Aussant dépose une pétition

Par ailleurs, le député de Nicolet-Yamaska, Jean-Martin Aussant a déposé une pétition visant à s'opposer à la hausse des droits de scolarité à l'Assemblée nationale. Celle-ci se trouve que le site Internet depuis hier.

Le chef d'Option nationale affirme que l'accessibilité à l'éducation supérieure est d'une importance cruciale pour la croissance économique du Québec et espère que le gouvernement reculera sur sa décision de les hausser de 1625 \$ d'ici 5 ans.

La gratuité scolaire figurera au programme d'Option nationale, a rappelé M. Aussant.

L'ancien député péquiste a aussi expliqué à la Presse canadienne que les choses vont bon train pour son nouveau parti, Option nationale, dont le congrès de fondation aura lieu samedi prochain, à Bécancour. Aussant a révélé que le parti compte maintenant plus de 1400 membres.

M. Aussant a ajouté que si des élections devaient être déclenchées rapidement, Option nationale serait en mesure de présenter des candidats dans plusieurs circonscriptions.

Toutefois, il espère avoir le temps nécessaire de recruter assez de candidats pour que le nom Option nationale apparaisse sur les bulletins de vote de tous les Québécois.



Vos réactions

- parade21, Abonné, samedi 18 février 2012 12h09
l'avenir du Québec ne se marchand pas
Un pays riche est un pays qui encourage la poursuite des études le plus longtemps possible. L'augmentation des frais de scolarité décrétée par le gouvernement Charest est exactement ce qu'il ne faut pas faire. Au moment où on souhaite combattre le décrochage scolaire, la hausse des droits de scolarité est un incitatif à abandonner ses études. Le Québec a fait le bon choix en favorisant l'accès aux études par un soutien important de l'État. Il faut continuer dans cette direction.
Je suis d'accord pour que mes impôts servent à soutenir la poursuite des études du plus grand nombre possible d'étudiants. Ce n'est pas une dépense. C'est un investissement dans l'avenir de notre société. Certaines sociétés paient pratiquement tous les droits de scolarité et ce sont des sociétés qui s'en sortent mieux économiquement. C'est le cas, notamment, du Danemark. Une société semblable à celle du Québec.
L'éducation n'est pas une marchandise. Que cherche-t-on comme société? Favoriser l'éducation sans être obligé de travailler et donc se concentrer sur la réussite scolaire? Ou obliger les jeunes à travailler en plus de leurs études et ainsi mettre en péril la poursuite de celles-ci. Ou revenir à une éducation pour une élite dont les parents sont assez fortunés pour payer les études de leur progéniture?
Il faut être nombreux et nombreuses à signer cette [pétition](#).
- Arabe, Inscrit, samedi 18 février 2012 13h03
Il n'y a rien à "franchir" quand il y a piquets de grève disposés de manière légale.
S'il ya quelque chose à "franchir", c'est alors que les piquets de grève sont disposés de manière illégale, ce qui mérite une intervention policière immédiate.
Aucun non-propriétaire n'a le droit de faire obstruction à un passant, que ce soit sur une propriété privée ou public. On peut piqueter avec discrétion, mais sans entraver les mouvements des gens qui vaquent à leurs activités.
Aucun gréviste ou boycotteur n'a le droit d'intimider un passant ou un travailleur, de bloquer son passage, de faire interférence. etc.
Sinon, c'est le gréviste ou le boycotteur qui met de l'huile sur le feu et qui commet une entrave à la paix.
Bloquer une rue, bloquer l'entrée d'un édifice dont on n'est pas le propriétaire, etc. constitue une entrave à la paix.
http://www.montrealgazette.com/news/McGill_students_your_protest_wasn_peaceful/6154397/story.html
- Glanglais, Inscrit, samedi 18 février 2012 14h10
Oui..Mais...Non
Bonjour,
L'augmentation des frais de scolarités est acceptable et les étudiants ont un très mauvais cheval de bataille. Cependant, ce qui rend les majorations d'impôts et de frais de toutes sortes contestables, c'est justement parce que nos gouvernements gaspillent toujours et que les bandits continuent de se servir dans le Trésor public. L'exemple doit venir d'en haut.
Les professeurs enseignent en présence d'élèves. Vont-ils enseigner aux chaises et aux pupitres? Comme on vit dans une société

capotée, ça pourrait arriver sinon leur salaire pourrait en souffrir.
Gaston Langlais - Gaspé.

- François Ricard, Abonné, samedi 18 février 2012 14h13
Revoir le financement
Dans les universités états-uniennes, les droits de scolarité, pour une année scolaire, se situent à environ 25 000\$.
Une bonne partie de nos diplômés s'en vont ailleurs et ne travaillent pas au Québec à la fin de leurs études, la raison étant qu'ils sont d'ailleurs et retournent chez eux. Ils ne sont venus au Québec que parce que les droits de scolarité étaient plus bas que chez eux. Nous subventionnons des gens d'autres provinces et d'autres pays.
Il faut aussi admettre que le Québec a un besoin criant de diplômés dans tous les domaines.
Alors pourquoi ne pas mettre sur pied un système de tarification à deux vitesses.
1- L'enseignement gratuit pour chaque étudiant qui s'engage à travailler au Québec pour 5 ans (baccalauréat et maîtrise), pour 7 ans (doctorat) à la fin de ses études.
2- Un frais de 25 000\$ annuellement pour chaque étudiant qui refuse de signer un semblable engagement. Ceci mettrait fin aux subventions outre-frontières et à la pénurie de diplômés que nous avons.
Il faudrait aussi revoir de fond en comble la gestion universitaire et son système comptable. Au regard des argents que nous y mettons, il serait tout-à-fait de s'assurer que l'on respecte les bons principes de gestion.
C'est avec plaisir que je signerai cette pétition de M. Aussant.
- NickGP, Inscrit, samedi 18 février 2012 15h10
@Arabe: le but de manifester.
... est de déranger. C'est pour ça qu'on appelle ça un moyen de pression. Si les manifestant étaient facilement ignorable, cela ne serait pas une manifestation viable.
Je ne fais pas la promotion de la casse, remarquez, mais cette idée de manifester en marge est simplement contre-productive et revient à dire "ne manifestez pas".
P.S. "Franchir" une ligne de piquetage légale est une chose possible vous savez? Seulement voilà, c'est illégal. Au Québec, ceux qui font cela sont appelés des "Briseurs de Grève".
- Slo Mo, Inscrit, samedi 18 février 2012 15h43
@arabe
On retourne tu en 1950 tant qu'à y être? Arabe tu as l'air de te préoccuper du droit à accéder aux entrées d'édifices et aux rues pour une journée plus que du droit d'étudier de façon gratuite, c'est bas.
Cette lettre de la sous-ministre mérite le qualificatif de malhonnête, pour rester poli. L'éducation est sensée être gratuite pour tous. Les riches doivent aussi travailler pour obtenir les meilleurs emplois grâce à la gratuité scolaire. Cessons d'agrandir le fossé entre les riches et les pauvres.
Bravo aux étudiants pour leurs protestations!
- Pragmatique, Abonné, samedi 18 février 2012 15h44
Aux professeurs et à Jean Trudelle
Vous n'avez aucune imputabilité dans ce conflit. Vous êtes payés pour enseigner, enseignez!
L'éducation prend une part très importante de mes taxes alors que les étudiants étudient et que les professeurs enseignent.

Vos états d'âme, étalez les dans vos temps libres; pas sur le temps payé par mes taxes!

- Arabe, Inscrit, samedi 18 février 2012 16h30
@NickGP
Ce que vous prônez est illégal. Prenez-en conscience. De plus, votre notion de "briseurs de grève" est inapplicable ici. Les étudiants ne font pas la grève: ils boycottent leur formation. Ils ont le droit de boycotter, mais ils n'ont pas le droit de bloquer le chemin à quiconque désire continuer à enseigner, et quiconque désire continuer à recevoir ses cours.
Il y a des moyens de pression légaux: utilisez-les sans tomber dans l'illégal.
Avis à ceux qui verrons des choses illégales, comme vous bloquer le chemin, vous retarder dans vos activités: appelez la police immédiatement.
- Arabe, Inscrit, samedi 18 février 2012 16h32
@NickGP: le but de manifester est d'INFORMER.
Et non de déranger en bloquant le chemin, occupant des lieux dont on n'est pas le propriétaire, etc.
Jacques Saint-Cyr, Inscrit, samedi 18 février 2012 19h36
Ce n'est pas une grève au sens de la Loi du travail
C'est un baroud d'honneur suite à une décision gouvernementale prise depuis des mois et qui a l'appui de la grande majorité des contribuables. Les professeurs qui recherchent des principes pour ne pas franchir les lignes de piquetage sont des adolescents retardés.
- MJ, Inscrite, samedi 18 février 2012 19h46
De l'ingérence "politique" de la part de la sous-ministre de l'Éducation - Une tentative d'intimidation des enseignants de cegeps
La lettre du bureau de la sous-ministre de l'éducation adressée aux directeurs de cegeps constitue de l'ingérence politique dans le conflit qui oppose les étudiants et le gouvernement du Québec, en enjoignant ni plus ni moins aux enseignants de ne pas soutenir ou tenir compte des revendications des étudiants, en continuant à offrir leurs cours, malgré la grève adoptée par les étudiants comme moyen de pression. Le conflit serait vite réglé si le gouvernement reculait sur sa décision d'augmenter les frais de scolarité.
Le gouvernement semble craindre une importante mobilisation étudiante à l'approche d'une campagne électorale.
- @ Arabe: Si vous êtes Arabe (compte tenu de votre pseudonyme), je vous fais remarquer que le printemps arabe n'aurait pas eu lieu avec votre vision étroite des manifestations, à moins que vous ne soyez du côté des dictateurs. Les manifestations étudiantes, par ailleurs, se déroulent la plupart du temps dans le calme, hormis quelques agitateurs qui provoquent parfois des casses. Votre mesquinerie et votre manque de solidarité sociale sont désolantes.
- Ques81, Abonné, samedi 18 février 2012 20h34
Regarder au delà du bout de son nez...
@arabe
Vous savez ce que signifie "boîte à penser" ? Cela vous dit quelque chose ?
Selon Rawls : « La désobéissance civile peut être définie comme un acte public, non violent, décidé en conscience, mais politique, contraire à la loi et accompli le plus souvent pour amener un changement dans la loi ou bien dans la politique du gouvernement. En agissant ainsi, on s'adresse au sens de la justice de la majorité de la communauté et

- on déclare que, selon une opinion mûrement réfléchie, les principes de coopération sociale entre des êtres libres et égaux ne sont pas actuellement respectés.»
- Pour Habermas : « La désobéissance civile inclut des actes illégaux, généralement dus à leurs auteurs collectifs, définis à la fois par leur caractère public et symbolique et par le fait d'avoir des principes, actes qui comportent en premier lieu des moyens de protestation non violents et qui appellent à la capacité de raisonner et au sens de la justice du peuple. »
- <http://fr.wikipedia.org/wiki/Désobéi>
- Marcel Bernier, Inscrit, samedi 18 février 2012 21h13
Cette fois-ci est la bonne...
Les revendications des étudiants-es sont justes et raisonnables.
Je crois que le gouvernement se doit d'entendre raison.
Ces augmentations des frais de scolarité sont ignobles et mettent en péril la poursuite d'un projet éducatif pour un ensemble de citoyens-nes qui pourront mettre à profit leur savoir, leur savoir-faire et leur savoir-être au profit de la collectivité.
L'éducation est un droit et nous nous devons d'appuyer ce principe haut et fort pour le bénéfice des générations actuelles et futures.
Ici, au Québec, nous avons une façon unique, en Amérique du Nord, de concevoir le bien commun et nous n'avons aucune leçon à recevoir de nos voisins. Respectons ce que nous sommes!
 - marc.collin, Inscrit, dimanche 19 février 2012 07h00
Ridicule
Une trop grande part du budget est alloué à l'éducation, les étudiants doivent aussi faire leur part.
Ce n'est pas cette infime augmentation qui va les ruiner, moins de bière, de sortie, pas de smartphone..... et hop tu as l'argent pour cette augmentation qui leur permettront un meilleur avenir.
 - Nunu, Inscrit, dimanche 19 février 2012 07h20
Les lois?
Charest se fou de toutes les lois c'est connu. N'y a t'il pas une loi qui interdit les -scabs au Québec?
 - Lise Moga, Inscrit, dimanche 19 février 2012 10h15
@Marcel Bernier
"Ici, au Québec, nous avons une façon unique, en Amérique du Nord, de concevoir le bien commun et nous n'avons aucune leçon à recevoir de nos voisins."
Je ne pense pas que nos voisins soient en cause ici. Notre façon unique de concevoir le bien commun, n'est pas forcément "LA FAÇON UNIQUE" pour tous les québécois: donc c'est se gargariser d'utopie que de penser parler pour tous les québécois.
C'est certain que pour la catégorie de gens qui sont perpétuellement ou temporairement en mode "RECEVOIR"... les 40%, qui ne paient pas d'impôt et ceux qui misent sur plus tard pour se soumettre à cette réalité, il y a bien des gens qui sont RÉQUISITIONNÉS pour maintenir ce "si merveilleux modèle québécois" vivant.
Parmi ces gens assujettis à payer pour d'autres ce à quoi ils n'ont jamais eu droit, le modèle québécois est un lourd fardeau. Alors, avant d'en rajouter, il faudrait les évaluer, mais ça, ce n'est pas notre fort... sitôt mis en place, sitôt boulonné dans le ciment et toute tentative pour en changer un iota
- devient un outrage à notre identité québécoise. (à suivre)
- Arabe, Inscrit, dimanche 19 février 2012 11h09
@jacques Saint-Cyr:
Même si le boycott étudiant de leur lieu d'enseignement était une grève au sens de la loi du travail (ce que ce boycott n'est pas, bien sûr), il n'en demeure pas moins que des piquets de grève ne doivent jamais bloquer les déplacements des gens qui vaquent à leurs activités.
Les piquets sont là pour renseigner et sensibiliser. Dès qu'ils bloquent ou intimident, ils sont illégaux. Une intervention policière s'impose alors pour sociabiliser les piqueteurs et leur faire comprendre qu'il y a une différence entre piquetage et dictature.
- Lise Moga, Inscrit, dimanche 19 février 2012 11h11
@Marcel Bernier (suite)
Souvent, ces beaux programmes sociaux sont lancés comme ça pour se faire élire, (ça remplace le frigidaire ou la caisse de bière d'antan) sans qu'ils aient été analysés: le comment ils seront mis en application, comment ils seront supervisés et leur valeur qualité/prix en relation avec notre capacité de payer. Quelle foutaise de dretteste!
Pour le "payeur", la question ne se pose même pas: du 60% des imposés, je soustrais les gens qui en tirent bénéfice, les méchants riches de \$100 000,00 et plus (après tout, ils ne méritent que ça... ils ont juste à croire en la richesse des autres). Il reste les sans voix, les nègres blancs d'Amérique pour qui "être différent" devrait être l'IDÉE qui les comble d'allégresse!
Pas si envoûtant que ça "le modèle québécois" qui permet à certains de se péter les bretelles face à toute l'Amérique étrange. Pas si exaltant, pour ceux qui doivent parfois couper jusqu'à loin dans le maigre à chaque fin de mois... pour en supporter l'existence. Surtout lorsque l'on observe le saccage du CEGEP du Vieux Montréal comme la retombee économique et humaine négative du 85% investi avec tant d'effort, dans l'éducation et le savoir.
Le vandalisme du CEGEP, c'est un monstrueux pied de nez... pas à M. Jean Charest, pas à Mme Line Beauchamp (c'est bon pour eux selon certains praticiens de l'INTÉGRITÉ absolue), mais, à moi et aux autres québécois pour qui la dilapidation de nos biens collectifs ne peut être un fait divers et banal, car il a nécessité de nous plus que ce que jamais notre travail ne pourra jamais nous permettre pour nous-même.
Et je devrais croire qu'un ajout d'un 15% supplémentaire ferait du Québec la société civilisée par excellence, celle qui partage sa richesse et qui reconnaît la dignité de chacun?
 - Discret, Inscrit, dimanche 19 février 2012 11h27
@ Arabe
Asseoir votre derrière sur le «droit» et pêrer sur la «légalité» depuis ce perchoir nau-séabond est d'une bêtise à pleurer. Alors, selon vous, ce débat n'est qu'une question de police et de maintien de l'ordre? En gros, votre raisonnement revient à dire ceci: s'il y a des gens qui manifestent, peu importe le bien-fondé de leurs revendications, appelez la police. Ah, vous nous souhaitez une belle société!
Quand, après une intervention policière musclée de la police contre les étudiants, comme vous le prônez, on aura dénombré un certain
- nombre de blessés, et peut-être pire, reviendrez-vous ici pour assumer votre attitude guerrière?
- Lise Moga, Inscrit, dimanche 19 février 2012 11h30
@Marcel Bernier
Correction: C'est certain qu'à part (pour) la catégorie de gens qui sont perpétuellement ou temporairement en mode "RECEVOIR": les 40%, qui ne paient pas d'impôt et ceux qui misent sur plus tard pour se soumettre à cette réalité, il y a bien des gens qui sont RÉQUISITIONNÉS pour maintenir ce "si merveilleux modèle québécois" vivant.
 - Arabe, Inscrit, dimanche 19 février 2012 11h59
@Discret:
Manifester n'inclut nullement le droit de bloquer le chemin. Bloquer le chemin est une attitude guerrière illégale: c'est une entrave à la paix, une incitation à la violence et une cause d'alarme publique, en somme. Il est tragique de voir des gens comme vous torturer la réalité et le sens des mots au point de créer une inversion à 180 degrés.
Nous vivons dans une société de droit et non dans une société où l'arbitraire mène.
http://www.montrealgazette.com/news/McGill_students_your_protest_wasn_peaceful/6154397/story.html
 - CentreDroite, Inscrit, dimanche 19 février 2012 13h52
Quel moyen lâche de protestation
Je suis étudiants et je n'arrive pas à croire que ces gens ait le pouvoir de fermer des écoles. Il aurait été beaucoup trop constructif et judicieux pour eux de protester avec un projet plutôt que de bloquer le droit de travailler et d'étudier aux autres étudiants, sérieux.
La hausse ne couvre même pas l'inflation qu'il y a eu depuis que ceux-ci ont été instaurés. Ces gens vont mettre les universités en faillite, déjà les plus pauvres en Amérique du Nord.
Je ne suis pas anti-démocrate, mais voici encore une fois la preuve que la démocratie totale ne peut pas fonctionner, la majorité des gens étant ignorants politique et économique et du coup incapable de savoir ce qui est bon pour eux. Et ça veut en plus mettre à mort le 1% des gens super-instruits qui contrôlent réellement et non-démocratiquement bien sûr notre planète! Laissez-moi rire.
 - NickGP, Inscrit, dimanche 19 février 2012 19h24
@CentreDroite: vous êtes mal renseigné monsieur.
Les universités québécoises sont loins d'être les plus pauvres. En fait elles n'ont jamais été aussi bien subventionnées de toute leur histoire.
La réalité? La réalité c'est que de plus en plus de fonds sont détournés vers la recherche à but commerciale tandis que de moins en moins de fonds sont alloués à la recherche fondamentale et à l'enseignement. Quand on ajoute tout ce qui est gaspillé par la mauvaise gestion des administrations universitaires, on se retrouve avec un montant quasi-astronomique.
La preuve? Personne ne parle de donner plus d'argent aux universités. On change simplement la provenance: ce que les étudiants paieraient en plus, le gouvernement le paie en moins. Cette situation n'a donc absolument rien à voir avec le financement des universités.
C'est en fait plutôt une histoire de priorités mal placées: on préfère dépenser des for-

RADIO-CANADA: Grève étudiante : Québec ordonne aux cégeps de continuer l'enseignement – Mise à jour le samedi 18 février 2012 à 21 h 55 HNE



© Jean-Ann Bouchard

Des étudiants de l'UQAM attendent pour voter sur le déclenchement de la grève (archives)

Une directive du gouvernement du Québec aux enseignants des cégeps, leur demandant de franchir les piquets de la grève étudiante contre la hausse des droits de scolarité, a fait réagir samedi autant les étudiants que certains enseignants.

Dans une lettre datée du 16 février, envoyée aux administrations collégiales et signée par la sous-ministre adjointe à l'enseignement supérieur, Christiane Piché, le ministère de l'Éducation (MELS) rappelle que les étudiants « ne sont pas assujettis à l'application du Code du travail » et qu'ainsi, « les établissements peuvent continuer d'offrir la formation malgré le mandat de grève ».

Les étudiants demandent au gouvernement de renoncer complètement à la hausse annuelle de 325 \$ par année, prévue dans le dernier budget. À terme, cette hausse ferait passer les droits de scolarité pour une année d'études universitaires d'environ 2200 \$ à 3800 \$ par année.

La ministre « envenime la situation », selon les étudiants

« Nous travaillons d'arrache-pied pour que les votes de grève se fassent d'une manière démocratique et pacifique. En envoyant le mot d'ordre aux employés des cégeps de dispenser la formation et de franchir les lignes de piquetage, la ministre envenime la situation et s'apprête à créer des situations conflictuelles et dangereuses », s'insurge Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), par voie de communiqué.

Il ajoute que ce mot d'ordre du MELS vise à « utiliser les employés des cégeps à des fins politiques pour briser le mouvement de la grève étudiante ».

« Il s'agit non seulement d'une ingérence dans la démocratie étudiante, mais également d'une décision irresponsable qui va monter les étudiants et les employés des cégeps les uns contre les autres », ajoute le président de la FECQ, qui représente 80 000 étudiants du cégep.

[Les commentaires \(277\)](#)

Le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, croit pour sa part que cette directive est la preuve que le mouvement de grève se porte bien et favorisera une plus grande solidarité envers les étudiants.

« Je crois que des lettres comme ça, loin d'entraver la mobilisation étudiante, ça va mobiliser les gens et ça va convaincre les enseignants de nous appuyer encore plus qu'ils ne le font déjà », a-t-il dit.

Le ministre de l'Éducation, Line Beauchamps, n'était pas disponible samedi pour commenter cette directive, a affirmé son attaché de presse, qui s'est limitée à qualifier la lettre de « procédure administrative »

Des enseignants « scandalisés »

Jean Trudelle, président de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ), s'est dit également « scandalisé » par la demande du MELS.

« Un piquet de grève, il y a quelque chose de symbolique là-dedans, et placer les étudiants dans une situation où il faudrait qu'ils soient plus durs et placer les enseignants dans une situation où ils doivent traverser [les piquets], on trouve cela pour le moins malhabile » a-t-il déclaré lors d'un entretien avec Radio-Canada.

Pour M. Trudelle, le problème réside dans l'absence d'un « débat social » autour de la question des frais de scolarité.

« Il n'y a pas eu de réflexion préalable sur l'avenir des universités, sur [leur] conduite, sur la manière dont elles gèrent leur budget », poursuit-il.

Des milliers d'étudiants en grève

Plus de 18 000 étudiants de l'Université du Québec à Montréal, de l'Université Laval et du cégep du Vieux-Montréal sont en grève générale illimitée depuis cette semaine. Ce nombre [devrait augmenter](#) d'ici lundi, selon le site de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, [a indiqué](#) à plusieurs reprises que le gouvernement ne reculerait pas sur la hausse des droits de scolarité, et que des mesures ont été prises pour ne pas nuire à l'accessibilité.

En complément

Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)



Vidéo - Le reportage de Olivier Lemieux

LAVANTAGE.QC.CA: La FECQ parle de situations dangereuses aux lignes de piquetage - Publié le samedi, 18 février 2012 11:17 - par



photo Stéphane Fournier (archives)

Le milieu collégial pourrait connaître des turbulences advenant que les lignes de piquetage des étudiants soient franchies. C'est ce que soutient la FECQ

Réal-Jean Couture

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) s'est dite consternée d'apprendre que le ministère de l'Éducation (MELS) a envoyé le mot d'ordre aux administrations collégiales de ne pas

respecter les votes de grève des étudiants et de poursuivre l'offre de formation.

« Nous travaillons d'arrache-pied pour que les votes de grève se fassent d'une manière démocratique et pacifique. En envoyant le mot d'ordre aux employés des cégeps de dispenser la formation et de franchir les lignes de piquetage, la ministre envenime la situation et s'apprête à créer des situations conflictuelles et dangereuses », explique Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ.

En effet, le MELS a envoyé le 16 février dernier une directive aux administrations collégiales où on peut lire que celles-ci peuvent « [...] continuer d'offrir la formation malgré le mandat de grève ». Cette lettre, signée par la sous-ministre à l'enseignement supérieur, ajoute même que les cégeps doivent « [...] [s]'assurer que les membres du personnel bénéficient de conditions qui leur permettent de livrer une prestation de travail, et ce, afin que les étudiants qui le désirent puissent poursuivre leur formation ».

La FECQ considère ce mot d'ordre comme une invitation à franchir les lignes de piquetage des étudiants. « La ministre veut utiliser les employés des cégeps à des fins politiques pour briser le mouvement de grève étudiante. Il s'agit non seulement d'une ingérence dans la démocratie étudiante, mais également d'une décision irresponsable qui va monter les étudiants et les employés des cégeps les uns contre les autres », enchaîne Léo Bureau-Blouin.

L'attachée de presse de la ministre a même affirmé dans La Presse de ce matin que « Les gens ont le droit de s'exprimer, mais ils ont aussi le droit de franchir les lignes de piquetage ». Les étudiants demandent donc à la

ministre de rectifier le tir et de s'engager à respecter les votes de grève des étudiants. « Je comprends que la ministre ne soit pas en accord avec nous, mais la moindre des choses c'est de respecter la décision démocratique des étudiants », conclut le président de la FECQ.

La directive complète du MELS est disponible à l'adresse suivante : <http://scr.bi/w8A9Uc>

BRANCHEZ-VOUS: S'il y a grève, les enseignants devront travailler (PC) - samedi 18 février 2012 à 12H32

par La Presse Canadienne
MONTRÉAL - Demander aux enseignants du collégial de franchir les piquets de grève en cas de boycott des cours par les étudiants ne fait qu'envenimer la situation, estime le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin.

Le bureau de la sous-ministre à l'Éducation a envoyé une lettre aux directeurs des cégeps, rappelant les «droits et devoirs» des établissements et suggérant aux enseignants de continuer à «offrir la formation», même si les étudiants entament un mouvement de grève contre la hausse des droits de scolarité.

M. Bureau-Blouin a estimé que le ministère jette de l'huile sur le feu, puisque les associations

étudiantes maintiennent de bonnes relations avec les directions et les regroupements d'enseignants.

Il a ajouté que la FECQ tente de s'entendre avec le milieu pour que la grève et les moyens de pression ne nuisent pas trop aux étudiants et que le tout reste pacifique. Selon lui, le ministère pose un geste désespéré, qui pourrait provoquer la dégradation de la situation.

De son côté, Jean Trudelle, président de la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ), s'est dit scandalisé par cette lettre. Au cours d'une entrevue au quotidien montréalais La Presse, il a accusé le ministère de l'Éducation de tenter de mettre des bâtons dans les roues des étudiants.

Selon lui, le ministère encourage les directions de collèges à forcer les professeurs à offrir les services même s'il manque les deux tiers ou les trois quarts des étudiants. Il soutient plutôt qu'il faut respecter les piquets de grève. Comme en 2005, il suggère que les cours annulés à cause d'un éventuel débrayage soient repris «dans un calendrier remanié».

La Fédération des enseignants de cégep de la CSQ croit, pour sa part, que le gouvernement a décidé de «jouer à la dure avec le mouvement de grève étudiante». La Fédération a communiqué avec ses syndicats locaux, stipulant aux enseignants que s'ils pensent que leur sécurité est en jeu malgré les directives du collège, ils ne doivent pas essayer de rentrer au travail.

JOURNALDEMONTREAL.COM / CANOE.CA: Grève étudiante: «La ministre envenime la situation» - Mise à jour: samedi 18 février 2012, 12H19 / 12h16



© Ian Gauthier / Agence QMI

Manifestation d'étudiants se prononçant contre la hausse des frais de scolarité devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, devant l'hôtel Sheraton, à Montréal le vendredi 17 février.

Agence QMI

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) s'est dite «consternée» de voir la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, proposer aux administrations collégiales de maintenir les cours malgré les votes de grève des étudiants.

«Nous travaillons d'arrache-pied pour que les votes de grève se fassent d'une manière démocratique et pacifique. En envoyant le mot d'ordre aux employés des cégeps de dispenser la formation et de franchir les lignes de

piquetage, la ministre envenime la situation et s'apprete à créer des situations conflictuelles et dangereuses», a expliqué Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ, dans un communiqué.

Selon la FECQ, le ministère de l'Éducation a fait parvenir jeudi aux administrations des cégeps une missive leur suggérant de permettre à leurs enseignants de franchir les piquets de grève. La lettre est signée par la sous-ministre à l'enseignement supérieur, Christiane Piché.

«La ministre veut utiliser les employés des cégeps à des fins politiques pour briser le mouvement de grève étudiant. Il s'agit non seulement d'une ingérence dans la démocratie étudiante, mais également d'une décision irresponsable qui va monter les étudiants et les employés des cégeps les uns contre les autres», s'est indigné Léo Bureau-Blouin.

Formation à la grève

Déterminée à poursuivre sa lutte, la FECQ propose également un camp de formation à la grève à une vingtaine d'associations étudiantes.

Dans un communiqué, la FECQ a précisé que ce camp est offert aux représentants étudiants des collèges du Québec. La formation se tiendra dimanche au Collège Montmorency, à Laval, et comportera des ateliers pour mieux outiller les étudiants à une éventuelle grève générale.

Le président de la Centrale des syndicats du Québec, Réjean Parent, est l'un des conférenciers. Il entend expliquer aux étudiants comment se servir de la grève comme moyen de pression.

«On veut aussi montrer les façons d'utiliser les médias pour faire passer notre message», a précisé Léo Bureau-Blouin.

En entrevue avec TVA Nouvelles, ce dernier a déclaré que son organisation profitera de ce rassemblement pour demander aux participants d'éviter les débordements lors des manifestations, comme celui qui a été vu cette semaine au cégep du Vieux-Montréal.

La FECQ regroupe près de 80 000 étudiants québécois de niveau collégial.

LA PRESSE: Les enseignants invités à franchir les piquets de grève - Mis à jour le samedi 18 février 2012 à 11h26



Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse (Archives)

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) trouve déplorable que la ministre s'ingère dans la démocratie étudiante. «On a l'impression que la ministre jette de l'huile sur le feu en demandant aux employés des cégeps d'entrer dans les collèges à tout prix», dit son président, Léo Bureau-Blouin.

Émilie Bilodeau, La Presse

Une lettre envoyée par le bureau de la sous-ministre à l'Éducation aux directeurs des cégeps provoque de vives réactions autant du côté des étudiants que des enseignants. La lettre en question rappelle les «droits et devoirs» des établissements et suggère aux enseignants de continuer à «offrir la formation», même si les étudiants entament un mouvement de grève contre la hausse des droits de scolarité.

Jean Trudelle, président de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ), croit que le ministère de l'Éducation tente de mettre des bâtons dans les roues des étudiants. Il s'avoue «scandalisé» par la lettre qui expose certaines dispositions du Code du travail.

Ce que le ministère est en train de dire, c'est d'encourager les directions de collèges à obliger les professeurs à offrir les services même s'il manque les deux tiers ou les trois quarts des étudiants. C'est ça que ça veut dire concrètement et ça va pénaliser les étudiants qui ont choisi de faire une

grève», soutient le président de la fédération, qui représente 85% des enseignants au collégial.

M. Trudelle croit qu'il faut respecter les piquets de grève. Comme en 2005, il suggère que les cours annulés à cause d'une éventuelle grève soient repris «dans un calendrier remanié».

La Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (CSQ) croit, pour sa part, que le gouvernement a décidé de «jouer à la dure avec le mouvement de grève étudiante».

Nous avons communiqué avec nos syndicats locaux et si les enseignants pensent que leur sécurité est en jeu malgré les directives du collège, ils ne doivent pas essayer de rentrer. S'il y a une ligne de piquetage où les

étudiants bloquent les différents accès au collège, on ne passera pas», affirme Mario Beauchemin, président de la FEC-CSQ.

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) trouve déplorable que la ministre s'ingère dans la démocratie étudiante. «On a l'impression que la ministre jette de l'huile sur le feu en demandant aux employés des cégeps d'entrer dans les collèges à tout prix», dit son président, Léo Bureau-Blouin.

L'attachée de presse de la ministre Line Beauchamp, Hélène Sauvageau, affirme que la lettre, datée du 16 février, a pour but de rappeler certains droits et devoirs. «Les gens ont le droit de s'exprimer, mais ils ont aussi le droit de franchir les lignes de piquetage.»

LE DEVOIR: Les grèves étudiantes prennent de l'ampleur: La ministre Line Beauchamp déplore le grabuge au cégep du Vieux-Montréal – Samedi 18 février 2012

La Presse canadienne

Le mouvement de grèves étudiantes s'amplifie et plusieurs facultés tiendront des assemblées générales dans les prochaines semaines afin de gonfler les rangs des associations en débrayage.

Stéphanie Tougas, secrétaire générale de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM), s'est montrée insistante: l'augmentation des droits ne passe pas auprès de la population étudiante.

Hier midi, des étudiants de l'Université de Montréal ont tenu une manifestation devant l'hôtel Sheraton, au centre-ville de Montréal, où la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, prenait la parole dans le cadre d'un événement portant sur la persévérance scolaire organisé par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Hier midi, des étudiants de l'Université de Montréal ont tenu une manifestation devant l'hôtel Sheraton, au centre-ville de Montréal, où la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, prenait la parole.

Actuellement, environ 10 000 étudiants sont en grève. Lundi prochain, ce nombre pourrait doubler, à l'issue de nouveaux mandats obtenus par d'autres facultés. «Le budget sera présenté en mars, il n'est donc pas trop tard. Nous allons continuer d'augmenter la pression. Lundi, nous serons

20 000 en grève», a mentionné Mme Tougas, soutenant que plusieurs associations doivent aussi tenir des assemblées générales dans les prochaines semaines.

Grabuge dans le Vieux-Montréal

Alors que les étudiants universitaires ont manifesté bruyamment et sans grabuge, 37 étudiants du cégep du Vieux-Montréal étaient détenus pour avoir occupé et vandalisé leur établissement, en plus de s'en être pris aux policiers. Ces étudiants, appréhendés dans la nuit d'hier, feront face à des accusations. Huit d'entre eux sont mineurs.

L'établissement est fermé jusqu'à nouvel ordre. Aucun accès n'est autorisé et il en sera de même pour toutes les activités habituelles et les services normalement offerts au pavillon principal et au centre sportif.

Les représentants de l'Association générale étudiante du cégep du Vieux-Montréal (AGECVM) ont en main un vote de grève obtenu jeudi soir pour dénoncer la hausse prévue des droits de scolarité.

La ministre réagit

Mme Beauchamp a tenu à dénoncer le dérapage survenu au cégep du Vieux-Montréal, le qualifiant d'«inacceptable». Le gouvernement reconnaît le droit de manifester, mais celui-ci doit s'exercer dans le respect des lois, a-t-elle martelé.

La ministre a par ailleurs remis en question l'importance de la contestation. «Le mouvement qui a été enclenché représente en ce moment vraiment une minorité d'étudiants», a-t-elle estimé lors d'un point de presse après son discours.

Line Beauchamp a souligné que certains étudiants, notamment ceux du cégep de Sherbrooke, ont voté contre la grève. «La plus grande perturbation [pour les grévistes], ça sera dans leur propre vie, a-t-elle affirmé. Ça veut dire un jour devoir reprendre les cours ratés de soir, de week-end et l'été. C'est un pensez-y-bien.»

La hausse des droits de scolarité vise entre autres à empêcher que la «valeur» des diplômes québécois baisse par rapport aux autres décernés dans le monde, a soutenu Mme Beauchamp.

À partir de l'automne 2012, les droits doivent augmenter de 325 \$ par année, et ce, sur une période de cinq ans. La mesure s'accompagne d'une bonification du régime de prêts et bourses.

Vos réactions

- Ben Gagnon, Inscrit, samedi 18 février 2012 01h56

L'enseignement selon Beauchamps

"La hausse des droits de scolarité vise entre autres à empêcher que la «valeur» des diplômes québécois baisse par rapport aux autres décernés dans le monde"

Madame Beauchamps base la valeur d'un diplôme, du fourmillement qu'est le savoir universitaire et de l'enseignement en général selon de vulgaires signes de piastres, de simples bouts de tissus qui sont en fait sans valeur réelle. Et c'est la Ministre de l'Éducation, celle qui est censée représenter le summum de l'éducation au Québec, qui dit ça.

Voilà donc la vraie raison de la hausse. Les Libéraux vivent dans un monde où les enveloppes brunes sont les seuls gages de la valeur et de la compétence d'une personne. Il leur semble donc normal qu'il en soit de même pour la société et pour les autres. Ils sont complètement, mais alors là complètement déconnectés du monde réel. Dans quel genre de fantasme financier vivent-ils? Chapeau bas.

- MARCEL Ferland, Inscrit, samedi 18 février 2012 06h11

Les grèves étudiantes prennent de l'ampleur

Ce mouvement de grève est totalement ridicule. Compte tenu du fait que les frais de scolarité au Québec sont nettement moins élevés que dans la plupart des provinces et qu'à ma connaissance ils n'ont pas beaucoup augmentés au cours des 10 dernières années, rien ne justifie ce mouvement. Avec cette mentalité d'assistés sociaux que démontrent ces étudiants en grève on peut se dire: Tant pis pour eux ils en paieront le prix et rateront une année ou rentreront dans les rangs lorsqu'ils se rendront compte que le Gouvernement ne fléchit pas et que la population n'est pas favorable à ce mouvement. Avec cette mentalité ils sont probablement les mêmes qui, lorsqu'ils entreront sur le marché du travail, feront la grève pour que leurs salaires soient au même niveau que ceux des provinces où on verse des salaires les plus élevés pour des postes similaires aux leurs. Tout ce qu'on doit s'assurer c'est que les étudiants qui ne suivent pas ce mouvement n'en soient pas lésés. Probablement que M. Charest récoltera des dividendes politiques en se tenant debout et en résistant à ces farfelus qui ne méritent pas un diplôme universitaire.

- frederik Fortin, Abonné, samedi 18 février 2012 06h58

Sacrée Mme Beauchamp...

Si elle pense que les étudiants vont reculer avec cette simple menace hypothétique, elle se met le doigt dans l'oeil! Le gouvernement Libéral va reculer ou bien les étudiants resteront dans la rue. Le gros bout du bâton, ce ne sont ni le gouvernement, ni les institutions qui le tiennent, ce sont les étudiants. Allez, ce n'est pas le gouvernement qui se battra pour nos acquis sociaux, c'est à nous de les défendre!

- Kebekwa, Inscrit, samedi 18 février 2012 07h42

Pauvre étudiants....

Je ne suis pas impressionné par les jérémiades des grévistes étudiants. Ils ont de l'argent pour leurs iPhones. iPads et autres gadgets électroniques. Ils ont de l'argent pour Madonna (65,000 billets en 28 minutes; U-2) (etc, etc). Mais pour contribuer une juste part à leur éducation, non merci. Que la société paye.....

- MaximeV, Inscrit, samedi 18 février 2012 07h49

Une marionette

La ministre Beauchamp est une marionette contrôlée par le tandem Charest-Bachand et

les chambres de commerce. Ses propos sont toujours aussi vides de sens.

"Les étudiants doivent faire leur juste part". Où définis-tu la limite entre "juste part" et "injuste part" ? La moyenne canadienne, la moyenne des pays de l'OCDE, le budget médian des étudiants ? L'idée de juste part est un concept flou et populiste.

Aussi, "empêcher la valeur des diplômes de diminuer"... quel argument bidon ! La valeur des diplômes diminue lorsque le budget universitaire par étudiant diminue, pas lorsque les frais de scolarité sont bas. Or, la hausse actuelle n'aura pas pour effet d'augmenter le budget des universités, mais plutôt de réduire la proportion de ceux-ci payée par le gouvernement. Aux États-Unis, les frais de scolarité sont exorbitants, mais seules quelques universités phares peuvent se vanter d'avoir un diplôme d'une certaine "valeur", pas les autres. Certaines universités parmi les plus réputées au monde ont pourtant des frais de scolarité nuls (Université de Copenhague, Lund University en Suède) ou bas (Université technique de Munich, Université McGill) (basé sur le classement de The Guardian qui présente en plus un biais pour les universités anglo-saxonnes).

Enfin, que Beauchamp cesse de mentir en disant que ça rejoint une minorité d'étudiants : 18 000 sont déjà en grève et 21 000 étudiants ont déjà voté pour la grève, mais sont en attente de déclenchement. Aussi, des associations représentant plus de 80 000 étudiants consulteront leurs membres dans les prochaines semaines pour déterminer s'ils se joignent au mouvement. Enfin, il ne faut surtout pas sous-estimer l'effet "boule de neige" qui fera sortir plusieurs autres associations.

- marc.colin, Inscrit, samedi 18 février 2012 09h24

Grosse augmentation

325\$ de plus par années, ils vont crever ces petits étudiants.....

ils devront couper dans leur smartphone, alcool, sortie..... c'est vraiment pas trop la vie d'étudiant.....

- André Michaud, Inscrit, samedi 18 février 2012 09h45

Démocratie ?

Combien y a-t'il d'étudiants dans les universités au Québec et combien ont voté pour la grève?

Quel pourcentage des étudiants doit voter pour que le vote soit représentatif? 5% ou 10% ?????

Ceux pour qui un si petit nombre suffit sont-ils des démocrates ou des manipulateurs de démocratie? De futurs boss syndicaux?

- Carole Dionne, Inscrite, samedi 18 février 2012 09h48

J'ai changé en parti d'idée

Seules les folles ne changent pas d'idée. J'ai écouté une étudiante à la TV. Son discours avait plein de bon sens: elle était d'accord avec l'augmentation des frais étudiant en autant que ce montant n'aïlle pas se fondre dans le budget général des universités. Que cet argent additionnel soit strictement dépensé pour les étudiants et non pour les recteurs d'université qui se paient des salaires de fou (bien souvent, ces recteurs n'ont que la qualité d'être des amis du PM ou autre), des primes de départ mirobolantes, d'ouvrir des campus partout (cela coûte de l'argent en stie...). Désolé, une université n'est pas le joujou des recteurs. Mon fils m'a parlé de son recteur de l'université de Sherbrooke. Dégeuulasse. mais c'est un ami du PM.

Donc: oui à l'augmentation mais à la condition que ce nouvel argent soit dépensé dans les universités pour améliorer la qualité de l'enseignement, non pour augmenter le salaire du recteur. Je sais, on va me dire qu'il y a un conseil d'administration... mais bien souvent, eux-mêmes sont des nommés par le bureau du PM, alors ne me prenez pas plus naïve que je suis. En passant, ils étaient où ces valeureux administrateurs le jour où le recteur les a convaincu de bâtir l'îlot voyageur?

- yannick cote, Inscrit, samedi 18 février 2012 10h40

déconstruire le mythe de la hausse.

Je vais tenter d'être le plus succinct possible.

1. on entend souvent dire que le coût des frais scolaires sont plus bas au Québec que partout ailleurs au Canada. Attention, le niveau de vie ailleurs au Canada n'est pas le même qu'au Québec. Par exemple, on compare le Québec avec la C-B. Mais en C-B il font un salaire de 30% plus haut qu'au Québec et une maison coûte autour de 700 000\$. Faut comparer des tomates avec des tomates. De plus si l'on regarde la moyenne de l'OCDE le Québec et le Canada se retrouvent au-dessus de cette moyenne, c'est sans rappeler qu'en Allemagne l'université est gratuite... Choix de société?!!

2. On nous parle de valeur des diplômes. On nous dit qu'avec une augmentation des frais notre diplôme vaudrait plus. Pourtant, un français qui vient étudier à l'université de Montréal paie par session 7000\$ et un québécois 1800\$. Pourtant, au bout du compte on aura le même diplôme. Est-ce dire que le diplôme du français vaut plus que le miens??

3. On nous parle de mauvaise foi de la part des étudiants. Pourtant, la MAUVAISE FOI EST DE LA PART DES GOUVERNEMENTS QUI REFUSENT DE DISCUTER. Depuis, le début des hostilités, le gouvernement est sur la défensive et refuse d'entamer un débat de société à savoir comment devrait-on faire face à l'accès à l'éducation. La marchandisation du savoir n'est pas une valeur québécoise, mais américaine. Depuis l'année passée en Angleterre les frais scolaire universitaire étaient gratuits. Depuis, le mandat conservateur, ils ont augmenté les frais de mille %. Maintenant bon nombre de jeunes anglais se révoltent face à se volte face. L'éducation n'est pas un privilège de bourgeois, mais l'affaire de tous.

4. L'augmentation des frais scolaire qui va priver sur 5 ans 7000 étudiants de rentrer à l'université n'est même pas d'ordre économique pour le gouvernement. Cette hausse des frais aura un répercutions sur le budget total du Québec de 0,2%. pourtant on baisse les t

- NickGP, Inscrit, samedi 18 février 2012 10h51

@ Kebekwa

Vous semblez déconnectés d'avec la réalité mon pauvre. Oui, la plupart des étudiants ont un cellulaire... parce-qu'ils ne sont jamais à la maison. Ils travaillent où suivent des cours.

Je suis étudiant à temps plein. Je travail également les fds et les soirs. Va sans dire, je fais 7 jours semaines. Vous voulez connaître mon revenu pour l'année dernière? 9700\$

Comment voulez-vous que je vive avec moins de 10,000\$ si mes frais scolaires s'élèvent à plus de 6000\$?

Pace-que c'est bien là la farce, n'est-ce pas? On manipule les chiffres. 2200\$ par année? Dans quel monde ils vivent eux? Moi, ça me

coûte 1700\$ par session, donc plus de 3400\$ par année déjà, sans compter les frais de matériel (livres etc).

Vous pensez que je vais en vacance? Vous pensez que j'ai des gadgets fancy? Eh bien je vous invite à vous reconnecter avec la réalité mon cher: oui, il y a des étudiants fortunés. En règle générale, ce ne sont pas eux qui sont touchés par l'accessibilité aux études.

- yannick cote, Inscrit, samedi 18 février 2012 10h56

déconstruire le mythe

Suite...

4. Le problème avec les Universités au Québec c'est qu'il sont gérés comme des entreprises. Merci à la belle ré-ingénierie bureaucratique que Charest nous vend ou tente depuis 2003, il y a une grande disproportion entre les budgets alloués à la recherche et les budgets soumis à la qualité de enseignement. De plus, avec des enlisement financier comme l'îlot voyageur ou encore la gare de triage Outremont, je constate que les universités se voient davantage comme des contractants que comme des institutions du savoir. Il a un changement à faire dans l'idéologie bureaucratique et organisationnel des universités et non dans le budget même de ceux-ci.

5. Les étudiants ont proposer depuis 1990 des alternatives au financement des universités. On parle de taxe post-universitaire etc. Pourtant, le gouvernement n'a jamais voulu ouvrir l'oreille à ces recommandations. C'est donc avec la grève seulement qu'il pourra enfin s'ouvrir à la discussion.

6. Finalement, on dit que la session pourrait être annulée. Que les étudiants seraient les seuls perdants. FAUX. Jamais une session ne fut annulée dans toute l'histoire du Québec. EN plus, une fois que les étudiants ont leurs examens de mis session, les universités n'ont plus légalement le droit d'annulé la session. Donc, les étudiants ont tous à gagner. C'est le gouvernement qui au contraire à tous à perdre, car nous avons l'appui des partis d'oppositions et de plus, à la grève en 2005, le gouvernement Charest avait perdu durant cette période 20% de ses appuis.

Bref, les étudiants ne vont pas en grève pour le plaisir. ils vont car c'est le seul moyen pour que le gouvernement sort sa tête de son trou. Provoquer un vrai débat de société. Car, dans mes valeurs québécoises la marchandisation de l'éducation ne rime pas.

- Sarah Fontaine, Inscrit, samedi 18 février 2012 11h11

Malaise

Je suis mal à l'aise lorsque je lis certains commentaires.

La hausse a été annoncée en 2010, cela fait deux ans que les gens sortent l'Argument de Poids de l'étudiant riche se payant les derniers gadgets électroniques et un voyage à Cuba.

Cela fait deux ans que nous réfutons cet argument calmement, en enjoignant la population de peser ses dires et de ne pas stigmatiser l'étudiant moyen.

Il est vrai que l'argument "Madonna" est tout récent et a même été utilisé par Benoît Dutilleul dans un grand éclair de génie, mais bon, il est facile de se faire croire que les 65 000 billets vendus en 28 minutes sont détenus par des étudiants endettés.

Il est triste de voir qu'autant de préjugés restent ancrés dans l'imagerie populaire.

Les étudiants universitaires, des bébés gâtés, des enfants-rois ???

Pardonnez-moi, mais il semblerait que certains oublient qu'ils s'adressent à des adultes qui sont leurs égaux.

Ces "enfants-rois" ont assez d'intelligence et de conscience sociale pour peser leurs décisions et, si vous y réfléchissez ne serais-ce qu'une minute, vous verrez qu'ils ne font pas cela pour eux-mêmes, mais pour ceux qui iront à l'université après eux, vu que cette hausse aura atteint son plein potentiel dans CINQ ANS.

Belle mentalité de "bébé gâté" de se sacrifier pour que 7000 jeunes puisse continuer d'avoir accès à l'éducation dans 5 ans, n'est-ce pas ?

- Delisle-Gagnon, Valérie, Abonné, samedi 18 février 2012 11h37

Québec !

@ Kebekwa: "Ils ont de l'argent pour leurs iPhones. iPads et autres gadgets électroniques. Ils ont de l'argent pour Madonna (65,000 billets en 28 minutes; U-2) (etc, etc). Mais pour contribuer une juste part à leur éducation, non merci. Que la société paye...."

Il faut faire attention aux apparences, les étudiants qui n'ont pas de Ipad, qui n'ont pas d'argent pour aller étudier toute la journée dans un café du centre ville, qui ne sortent pas en ville avec la voiture de papa, ceux-la, on ne les voit pas, ils restent chez eux ! et il ne flashes pas dans l'autobus.

Moi je me souviendrais longtemps d'une famille sur le bien être social chez qui j'allais jouer avec leur fille, je comprenais qu'ils étaient pauvres, du haut de mes dix ans, mais je ne comprenais pas pourquoi eux ils avaient de l'argent pour un nintendo et pas mes parents. Eux, ils ont reçu le fameux nintendo en cadeaux et il s'agissait bien du seul "jouet" qu'ils avaient. Il faut faire attention aux apparences.

On est près à payer très cher, dans cette société, pour ne pas avoir l'air "pauvre", pensez à votre nouvel écran plasma, en aviez-vous vraiment besoin ? N'aurait-il pas été plus judicieux de mettre cet argent dans vos REER ? ou bien dans l'éducation de vos enfants ?

- Gilbert Talbot, Abonné, samedi 18 février 2012 11h41

Une lutte historique.

La lutte contre l'augmentation est une bataille historique des étudiants québécois, qui datent des années soixante, au moment de l'instauration du système des prêts et bourses. En 1966, ce régime devait progressivement augmenter la bourse et diminuer le prêt. Évidemment c'est l'inverse qui s'est passé. L'augmentation du montant du prêt allant de pair avec l'augmentation du coût de la scolarité. Le rapport Parent s'enseignait lui sur l'idéal d'une éducation gratuite et accessible pour tous du primaire à l'université, suivant en cela le modèle républicain de la France. On a changé de modèle depuis, (la France aussi d'ailleurs) passant du républicanisme au thatchérisme, où l'éducation devient une marchandise dans l'économie de marché, qui doit suivre la même loi suprême de l'offre et de la demande : tu achètes tes diplômes et ensuite tu vends ton savoir. Si tu es en administration, tu vau plus cher donc tu paie plus cher. Et les disciplines qui ne rapportent rien comme la théologie ou la philosophie n'ont qu'à disparaître.

Or, voilà, le thatchérisme, nous a mené à la pire crise financière du siècle. Et l'éducation de marché y a sombré (avec l'ilot Voyageur!).

Les luttes étudiantes se sont succédées : 1968, 1970, 1974.1978, se sont estompés devant la force du thatchérisme naissant puis ont repris de plus bel avec les crises financières de 1992 à aujourd'hui. La lutte de cette année n'est que la dernière en lice. Ces luttes n'auront de cesse que lorsqu'enfin on reconnaîtra que l'éducation est un droit, non une marchandise.

Catherine Labelle-Leonard, Inscrite, samedi 18 février 2012 11h45

Vos commentaires m'indignent

Je ne peux que m'indigner face à cette article et aux commentaires qui s'en suivent. Comment juger si une grève est juste ou non si l'on n'en connaît pas les enjeux. Je vous invite à vous informer plus loin que dans vos quotidiens. Nous ne sommes pas des «farfelus qui ne méritent pas un diplôme universitaire». Nous sommes plutôt des gens qui s'indignent devant ce que l'on fait avec notre argent.

Du 1625\$ par étudiant de plus que nous payerons,

10% ira pour l'amélioration de l'administration et de la gestion

20% ira pour la qualité de la recherche

15% pour le «positionnement concurrentiel de l'établissement»... de la pub.

En total 45% de l'argent que nous payerons de plus n'ira aucunement dans nos poches.

Ensuite 33% de la hausse ira pour améliorer le programme de prêts et bourses. Quelle aberration ! Un tiers de l'argent que nous payerons de plus nous serons prêter. Et prêter à qui? Au plus pauvres des pauvres et aux gens dit «autonome de leurs parents». La plus riches n'auront aucune difficulté à payer. Résultat c'est encore la classe moyenne qui paiera.

Finalement, il ne reste que 22% du budget qui ira à la qualité de l'enseignement et il reste à définir ce qu'on veut dire par là. Dans certains pays, nous serions payer pour étudiant. Ceux-ci savent que les travailleurs et intellectuelle de demain ont besoin de soutien. Avec 30 heures d'école par semaine et 20 heures d'étude à la maison, où croyez-vous que nous trouverons l'argent pour continuer nos études? Nous n'avons pas une «mentalité d'assisté sociaux», mais peut-être déciderons nous de le devenir vu les bâtons que nous mets dans les roues le gouvernement.

Jacques-Antoine N, Inscrit, samedi 18 février 2012 11h54

RAISON DE LA GRÈVE ÉTUDIANTE

Cet exercice social a démontré que l'identité de notre monnaie scripturale par laquelle l'État a endetté les étudiants et le peuple du Québec de 1.60\$ pour chaque dollar de nos revenus est à l'image de la dénaturation des expressions suivantes : pour notre science juridique québécoise, l'expression PROVINCE est synonyme d'ÉTAT du Québec. Le Québec n'est plus une province du Canada depuis 1968, c'est un ÉTAT selon la LOI SUR L'EXERCICE DES DROITS FONDAMENTAUX ET DE LA PRÉROGATIVE ANTIMONARCHIQUE. De même, l'enfant dans la nature est synonyme d'être humain à partir de la fécondation de l'ovule, durant le développement de l'embryon durant sa mise au monde jusqu'à sa mort.

Dans la science juridique, l'enfant n'est pas un être humain selon la Cour suprême du Canada 2RCS-530 (1989) et selon les articles 223(1) et 238 du Code criminel Canadien. L'enfant dans la science juridique anti-Dieu du Barreau du Québec, le monde juri-

dique anti-Dieu et antimonarchique est synonyme de personne juridique « physique ». L'expression « personne » vient du mot latin « PERSONA ». Persona signifie un « MASQUE » derrière lequel se cache une identité anonyme à qui la science juridique anti-Dieu interdit de s'identifier. Pourtant cette entité derrière ce masque « la personne physique immatriculée d'un numéro d'assurance sociale » est le gardien sans contrat confié par nos gouvernements à cette entité anonyme monarchique, spirituelle humaine non-juridique.

Loi est synonyme de juridique et d'effet de droit. Pour qu'il y ait une loi qui n'est pas hors la loi, cette loi doit être fondée sur une constitution. Au Québec il n'y a pas de constitution. L'article 33 de la Charte canadienne des Droits et Libertés abolit la garantie juridique dont l'effet de droit des lois du Québec. Les lois du Québec sont sans effet de droit, ces lois sont illégales donc hors la loi. www.jacquesantoinenormandin.org tel:

Discret, Inscrit, samedi 18 février 2012 12h06

Et ça yest, c'est parti...

... les commentaires hargneux contre les étudiants, «leurs iPhones, leur alcool, Madonna...» Mais quelles con...ries populistes peut-on lire parfois, même dans les pages d'un quotidien aux lecteurs soi-disant «éclairés» comme Le Devoir. On se corrait sur le blogue réactionnaire du démagogue Richard Martineau du Journal de Montréal.

Est-ce que les gens pourraient voir un peu plus loin, au-delà de leur hargne contre les jeunes? Est-ce qu'ils pourraient voir que ce dont il s'agit ici, c'est ni plus ni moins que la remise en question de la social-démocratie québécoise. Cette société où nous payons des impôts et des taxes indirectes astronomiques de bonne volonté, parce que nous espérons avoir en retour un système où l'éducation et la santé,, entre autres, seront accessibles à tous. Mais payer de plus en plus pour avoir de moins en moins de services sociaux essentiels accessibles, non, et NON!

Est-ce que les gens pourraient voir que ce qui se profile à l'horizon sous Charest et consorts, c'est une éducation supérieure à l'américaine, c'est à dire réservée aux plus riches? Mais les Américains paient 33% d'impôts et n'ont, sauf rares exceptions, pas de taxes de vente. Nous, nous payons jusqu'à 50% d'impôts et nous subissons 14,5% de taxes de vente. Pour payer quoi? Le salaire de Mme Beauchamp, et les routes défoncées du Québec?

Francis Bouchard, Inscrit, samedi 18 février 2012 12h21

La réalité des arguments

Dans ce débat, qui vient d'arriver sur la place publique pour la plupart, alors que les étudiants font pression depuis presque un an, ce sont toujours les mêmes arguments qui fusent de part et d'autre. C'est le temps d'en finir avec les mythes gouvernementaux.

Premièrement, les frais de scolarité sont fixes depuis des années. Vrai, mais la facture universitaire ne représente pas juste les frais de scolarité. Depuis la fin des années 80, il y a les Frais Institutionnels Obligatoires (FIO), qui font gonfler la facture à environ 3000\$ par année, ce qui rejoint le prix tant chéri par le gouvernement en indexant les frais de 1968. Ces frais sont en augmentation constante depuis 2005.

Deuxièmement, la question de manifester avec son iPod, iPhone et Macbook pro n'est

pas une question de gens mal placés. Ceux qui risquent de devoir arrêter leurs études faute de fonds sont ceux qui ne peuvent déjà pas se permettre une ou deux heures de manifestation. Au-delà des moyens financiers, cette génération d'étudiants marche dans les pas tracés par les baby-boomers et ceux qui contestent le mouvement étudiant en défendant une idée d'égalité des chances et de défense de la classe moyenne, de plus en plus opprimée par les mesures de privatisation de notre système.

Troisièmement, les universités manquent de financement... Je ne veux plus jamais entendre cet argument, puisqu'ils reçoivent plus d'argent par étudiant que n'importe où au Canada. Ils sont juste incapables de bien l'investir, puisque le béton n'est pas très rentable en ce moment.

Et le dernier et non le moindre, la valeur d'un diplôme va diminuer... Montréal a été nommée dans le top 5 des villes universitaires au monde, mais cela passe inaperçu... Des pays avec un système d'éducation gratuit fournissent les meilleurs scientifiques au monde, mais c'est négligeable...

Les arguments du gouvernement sont tellement moins compliqués!

- Arabe, Inscrit, samedi 18 février 2012 12h26
Etudiants analphabètes?

Sinon, ils sauraient que ce qu'ils font est un boycott (de leur formation) et non une grève. Seuls les gens rémunérés peuvent faire la grève.

Si je cesse de faire mon épicerie au Maxi, je boycotte; je ne fais pas la grève. Même chose pour les étudiants qui cessent d'aller à leurs cours.

Les journalistes pourraient-ils, eux aussi, prendre note de la différence entre boycott et grève?

- Jack Bauer, Inscrit, samedi 18 février 2012 12h42

Pour le concept, contre les activistes

Je suis d'accord avec le fait de refuser une hausse mandatée par le gouvernement, simplement parce qu'il y a d'innombrables dépenses dont le gouvernement pourrait abolir, avant même de penser toucher aux tarifs étudiants.

Pour les grévistes prêchant la "gratuité scolaire", vous n'avez pas la moindre idée de la nature ridicule et complètement égoïstes de vos revendications...

- Jack Bauer, Inscrit, samedi 18 février 2012 12h46

@Discret

Est0-ce que le fait que nous soyons extrêmement surtaxés comme peuple ET que nous n'ayons pas accès à des services dignes de l'argent ramassé par l'état vous mets la puce à l'oreille vis-à-vis de l'impossibilité technique d'un tel système, ou présumez-vous que lorsque votre "team"(QS, PQ, NPD souverainiste) prendra le pouvoir les oiseaux chanteront et l'argent coulera à flot?

- Mathieu Guilbert, Inscrit, samedi 18 février 2012 13h39

Définition d'une grève

Monsieur arabe, svp portez une attention particulière au point 2:

1- Cessation volontaire et collective du travail par des salariés afin de défendre des intérêts communs. Droit de grève. Grève licite, illicite. Grève illimitée. Un ordre de grève. Journée, mouvement de grève. Usine en grève. Faire la grève. Soutenir une grève. Briseur de grève.

2- Arrêt volontaire d'une activité par une personne, un groupe qui veut attirer l'attention sur une situation, sur ses revendications. Une grève de la faim. Une grève de l'impôt. Grève des étudiants, des détenus. Grève de solidarité.

3- Terrain plat situé au bord de la mer ou au bord d'un cours d'eau. Marcher sur la grève.

Source: Antidote. (Le Petit Robert donne une définition semblable)

Andree-Anne Binette, Abonné, samedi 18 février 2012 15h37
Sherbrooke

Les étudiantEs de Sherbrooke on voté contre la grève au Cégep, c'est bien vrai, mais la raison est simple : l'AG s'est fait deux jours après le retour en classe suite aux vacances de Noël. Du coup, l'informations et la mobilisation n'a pas eu le temps de ce faire.

C'est d'ailleurs pourquoi une pétition circule en ce moment afin qu'une AG de grève se tienne de nouveau afin de vérifier auprès des étudiants si, maintenant qu'ils sont davantage au fait du mouvement, ils maintiennent leur position initiale, ce qui m'étonnerait grandement.

• Simon Wilson, Inscrit, samedi 18 février 2012 15h51

Étudiants riches? je ne crois pas

Je lis nombre de commentaires portant sur le fait que les étudiants ont des iPhones et de l'argent. Ce que les personnes qui commentent ce genre de bêtises ne comprennent pas, c'est que les étudiants se mobilisent POUR ceux qui n'en n'ont pas et qui peinent à arriver. Cette grève est un mouvement collectif, allant à l'encontre du mouvement individualiste que les adultes de nos jours sont en train d'instaurer. Mes parents paient mes études, j'ai un iPhone, je me paie des sorties plusieurs fois par semaine, mais je pense aussi à mon camarade de classe qui est extrêmement serré dans son budget. Arrêtez de ne penser qu'à vous, qu'à votre ménage et pensez collectivement. L'accès à l'éducation doit être présent pour TOUS. Merci.

Arabe, Inscrit, samedi 18 février 2012 16h53
@Mathieu Guilbert: merci de confirmer le sens premier du mot "grève".

au sens large, on peut utiliser "grève" pour décrire le boycott étudiant de leur formation, mais ce n'est pas le mot le plus précis. Je n'en veux pas aux articles sur le boycott étudiant où les mots "boycott" et "grèves" sont mentionnés également, mais aux articles, très fréquents, où le mot "grève" est systé-

matiquement utilisé mur-à-mur au mépris du mot le plus précis: "boycott".

jfrancois01, Inscrit, samedi 18 février 2012 17h59

La pauvreté...

"Il est vrai que les étudiants vivent très modestement pour la plupart. Mais contrairement à bien des vrais pauvres, ils ne sont pas prisonniers de leur condition, qui dure le temps d'une formation qui leur vaudra plus tard des revenus incomparablement plus élevés que ceux des non diplômés. Les leaders étudiants pressent toujours les gouvernements de voir les dépenses publiques en éducation comme un investissement dans le futur. Pourquoi ne s'apliquent-ils pas cette logique à eux-mêmes?"

Joseph Facal, 2005

Considérant que les étudiants d'aujourd'hui seront les contribuables qui porteront le fardeau fiscal de demain, leurs revendications sont un peu à courte vue, et c'est bien là le problème.

Comme pour une hypothèque résidentielle, plus on met d'équité, moins on paye longtemps. Les étudiants réclament leur propre "\$0 down paiement", c'est l'éducation Brault

jfrancois01, Inscrit, samedi 18 février 2012 22h00

La pauvreté (suite)

...c'est l'éducation Brault

jfrancois01, Inscrit, dimanche 19 février 2012 08h14

la pauvreté (suite)

... c'est l'éducation de type "grand magasin de meubles", pas de comptant, pas d'acompte, pas d'intérêt, aucun paiement avant 10 ans. Consommez aujourd'hui, au-dessus de vos moyens et payez plus tard quand la pensée magique vous aura enrichi.

(j'assume que mon commentaire a été amputé deux fois puisque j'utilisais une raison sociale d'entreprise pour illustrer mon point?)
Discret, Inscrit, dimanche 19 février 2012 11h12

@ Jack Bauer

Étudiez votre Histoire. La social-démocratie a déjà marché au Québec, et elle marche ailleurs dans le monde. Santé, éducation, culture... sont gratuits et accessibles à tous.

Bien entendu, c'était avant que le Québec ne soit géré par des incompetents gaspilleurs, corrompus, sans morale social et sans projet de société. Vous serez le premier à vous indigner et à protester si, demain, on vous demande de payer un péage pour chaque route que vous emprunterez. Ou de payer un droit d'entrée dans chaque hôpital. Plus la consultation. Plus les divers examens. Ou de payer un billet pour entrer dans une Maison de la Culture. Plus 50\$ pour un livre emprunté à la bibliothèque.

Augmenter de façon indue les frais de scolarité dans l'éducation revient au même.

Quant à mes intentions de vote, je vous dis- pense de me prêter mes propres pensées.

LA PRESSE: Les étudiants lancent une pétition en ligne - Mis à jour le jeudi 16 février 2012 à 10h32



Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse
Mardi, 11 000 étudiants sont entrés en grève générale illimitée à Montréal.

Daphné Cameron, La Presse

Le député d'Option nationale, Jean-Martin Aussant, a accepté de parrainer une pétition contre la hausse des droits de scolarité qui devrait être mise en ligne sur le site de l'Assemblée nationale au cours des prochains jours. La pétition est présentée par la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ), une association étudiante qui n'est pas reconnue par le gouvernement comme une association nationale au même titre que la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). Elle représente tout de même 65 000 étudiants de la province, dont tous les étudiants du premier cycle de l'Université McGill (22 000 étudiants à temps plein) et ceux des deuxième et troisième cycles de l'Université Sherbrooke.

La pétition demande au gouvernement libéral de «revenir sur sa décision d'augmenter les droits de scolarité de 1625\$ entre 2012 et 2017».

Jean-Martin Aussant affirme qu'il appuie à «100%» les revendications des étudiants et va même plus loin en se positionnant pour la gratuité scolaire. «La seule chose qui peut faire bouger le gouvernement, c'est l'opinion publique. On l'a vu avec la centrale du Suroît, la privatisation du mont Orford et le dossier du gaz de schiste...»

C'est pourquoi il encourage tous les citoyens à voter. «Le Québec ne peut pas se passer de l'accessibilité aux études dans une économie où l'on mise sur le savoir... Le facteur financier est encore, en 2012, un facteur qui peut retarder ou faire arrêter des études. C'est inacceptable!»

Le libellé de la pétition de la TaCEQ doit maintenant être approuvé par les responsables de l'Assemblée nationale, mais si tout se passe comme prévu, la pétition devrait être mise en ligne dans les prochains jours.

«L'objectif, c'est de faire monter la pression, en plus des grèves, pour que le gouvernement accepte d'ouvrir le dialogue avec les étudiants», a expliqué le secrétaire général de la TaCEQ, Simon Gosselin.

Hausse du mécontentement

Le mécontentement suscité par la hausse des droits de scolarité a monté d'un cran, mardi, avec l'entrée en grève générale illimitée de 11 000 étudiants, soit 10 000 de l'Université du Québec à Montréal et 1000 de l'Université Laval. Environ 10 000 membres affiliés à la CLASSE détiennent par ailleurs un mandat de grève qu'ils menacent de faire entrer en vigueur lundi prochain. Et 3000 étudiants de l'Université de Montréal provenant d'une dizaine de programmes se sont prononcés en faveur d'un mandat de grève. Aujourd'hui, on saura si les 6900 élèves du cégep du Vieux Montréal ont voté pour la grève générale illimitée.

Pour l'instant, il semble que la majorité des 22 000 étudiants de premier cycle à McGill ne voteront pas sur la grève, a indiqué Simon Gosselin.

À Concordia, les 30 000 étudiants de premier cycle auront à se prononcer sur la tenue d'une grève le 7 mars prochain. Le vice-président externe de la Concordia Student Association, Chad Walcott, a cependant indiqué que la grève proposée se tiendrait du 22 au 29 mars et qu'elle serait reconductible chaque semaine. Des votes au sein d'associations modulaires et facultaires sur la tenue d'une grève générale illimitée ont cependant commencé à se tenir hier dans l'institution anglophone.

À l'UQAM, les membres de l'Association étudiante de l'École des sciences de la gestion ont décidé en assemblée générale de ne pas tenir de vote sur la grève illimitée.

Aujourd'hui, les membres de la CLASSE et des représentants de 130 organismes syndicaux et communautaires bloqueront l'entrée du Centre de commerce mondial à Montréal, qui abrite le bureau du ministre des Finances. Des étudiants d'autres fédérations comptent se joindre à eux.

LE DEVOIR: La machine étudiante s'ébranle: Pour protester contre la hausse des droits de scolarité, 11 000 étudiants entamaient hier une grève qui pourrait s'étendre – Mercredi 15 février 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Des étudiants de l'UQAM en grève ont manifesté hier dans les rues de Montréal.

Lisa-Marie Gervais

La machine est huilée, et se met tranquillement en branle. Près de 11 000 étudiants de l'Université du Québec à Montréal et de l'Université Laval (environ 1000) seraient actuellement en grève générale illimitée, soit un peu plus de 2 % de tous les 475 000 étudiants au cégep et à l'université. Membres d'une Coalition élargie de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, soit le groupe le plus militant du mouvement, ces étudiants en débrayage affirment qu'ils pourraient être deux fois plus nombreux en début de semaine prochaine à protester contre la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ d'ici 2017. «C'est pas un hasard, les associations qui entrent en grève plus tôt que d'autres. Il y a une caravane de mobilisation qui se met en branle. On veut que le mouvement de grève générale illimitée double», a déclaré Camille Toffoli, porte-parole des associations étudiantes de l'UQAM.

Deux grandes absentes

Vos réactions

- André Michaud, Inscrit, mardi 14 février 2012 23h58

Une grève appuyée par qui?

Le droit de grève au Canada, à tous les niveaux, devrait être reconnu seulement quand au minimum 60% des membres ont

participé à un vote de grève..sinon c'est aucunement représentatif et démocratique..!!!

Un syndicaliste me disait qu'il ne faut pas trop de membres présents pour un vote de grève,

Deux grandes absentes du mouvement se font toutefois remarquer: la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, assure que ça ne saurait tarder. «On attend qu'une majorité de nos associations décrochent des mandats avant de se dire en grève. D'ici là, on va laisser aux étudiants le temps de regarder le plan d'action, a-t-elle indiqué. Il y a une volonté d'augmenter la pression. On vise avoir plus de monde en grève que le 10 novembre dernier, et on était 70 000.»

Avec déjà 3000 de ses membres déjà en débrayage, la FEUQ attend ainsi qu'une majorité de ses associations membres se soient dotées d'un tel mandat pour déclarer officiellement qu'elle est en grève générale illimitée. Les votes commenceront à s'intensifier dans la semaine du 20 février et se tiendront ainsi jusqu'au 22 mars, jour de manifestation étudiante nationale.

Idem pour la FECQ, qui commencera la semaine prochaine à tenir le décompte de ses appuis. «Ça va commencer à se tenir dans la semaine du 20 février et ça va déborder en mars pour que le jour de la manifestation, tous nos membres soient en débrayage», a expliqué son président, Léo Bureau-Blouin. Selon lui, le fait que le mouvement de grève ait démarré surprend les autorités. «Le gouvernement misait sur le fait que la mobilisation allait s'essouffler, mais il est surpris de voir qu'on est au rendez-vous», a-t-il ajouté.

Les membres de la CLASSE effectueront un «blocage» demain du Centre de commerce mondial à Montréal. Des manifestations sont prévues à Montréal et Québec, respectivement les jeudis 23 février et 1er mars. «S'il y a encore une ministre de l'Éducation, elle a un problème. Et ça s'appelle le mouvement étudiant», a lancé Gabriel Nadeau-Dubois, coporte-parole de l'ASSE.

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a invité les étudiants à «bien réfléchir» aux conséquences d'une grève. «La plus grande perturbation, ça va être dans la vie des étudiants qui choisissent d'exercer leur droit de grève, car à la fin, ils vont devoir reprendre leurs cours», a-t-elle indiqué, au terme de la première journée de reprise parlementaire.

- et que plus il y a de participants et plus la grève sera rejetée..
- à l'hôpital ou travaillait ma femme, depuis qu'on fait voter sur les heures de travail et que la participation est plus grande, il n'y a plus eu de vote pour la grève!!!
 - Henry Fleury, Inscrit, mercredi 15 février 2012 06h28
Bingo !
À l'entendre, on croirait que la ministre de l'Éducation est train de gratter des gratteux trouvés dans la poche du veston de son mari, lorsqu'elle demande aux étudiants de bien réfléchir aux conséquences d'une grève : ils vont devoir reprendre leur cours, dit-elle, une larme au coin de l'oeil ! Bingo, elle vient de gratter un billet gratuit... pour le carrousel de la bêtise. Car, il faut bien se l'avouer, les Libéraux de Jean Charest sont devenus maîtres dans l'art de se couvrir de ridicule et Mme Beauchamp, complètement Out, hors de la réalité, vient amèrement nous le rappeler. Non, il faut appuyer le mouvement de grève étudiant et marcher dans la rue avec eux pour protester contre ces maîtres de la corruption qui ont tant volé les pauvres gens qu'ils cherchent encore aujourd'hui à les démunir encore plus. Bingo ! Solidarité avec les étudiants !
 - Michel Lebel, Inscrit, mercredi 15 février 2012 06h37
Passons!
Il n'y a pas grand monde qui va pleurer sur cette cause! Celle-ci a été au moins mille fois entendue! La comédie a assez duré. Passons!
 - JS L, Inscrit, mercredi 15 février 2012 06h49
Encore
D'abord, en tant qu'étudiant, merci à tout ceux qui nous supportent. Ensuite, j'aimerais dire que c'est cette même éducation qui nous permet d'avoir un recul sur le débat et de comprendre à quel point l'intervention de l'état est nécessaire dans les domaines publics tel que l'éducation. En ce sens, plus nos opposants auront d'arguments en faveur de la hausse, plus nous nous mobiliserons contre celle-ci, car c'est justement cela que nous déplorons: la responsabilité sociale. C'est parce que nous croyons en une cause qui touche l'ensemble de la population et même nos propres (futurs) enfants, que nous faisons des sacrifices, comme vous en faites, en payant des impôts qui profitent à tous. Nous agissons responsablement, comme les générations qui nous ont précédés, en toute connaissance de cause, avec en tête la mémoire de ceux qui ont aussi fait des sacrifices pour que nous ayons accès à nos cours, à la connaissance, à cette même conscience sociale qui nous pousse aujourd'hui à manifester.
Pour ma part, je dois m'endetter non seulement pour acquitter les frais de scolarité mais aussi pour payer mon loyer, parce qu'il ne peut en être autrement dans ma situation, pour l'instant d'ailleurs. C'est un choix que je fais et je le fais de manière responsable et éclairé car mon éducation me permet de comprendre les enjeux que comporte cette endettement. Comprenez bien: j'accepte volontier l'endettement. Par contre, il m'en coûterait beaucoup trop cher si je n'avais pas un peu d'ambition. Et c'est cette ambition chez la jeunesse que nous tuons si nous privatisons encore plus l'éducation. Je ne peux blâmer la population d'en vouloir aux étudiants et de ne pas saisir toute la portée de nos actions. Cependant, ne minimisez pas notre engagement envers la société et notre

- sincérité quand nous disons ne pas vouloir de cette grève.
- JS L, Inscrit, mercredi 15 février 2012 06h49
Encore (SUITE)
Ce n'est pas par pur égoïsme que nous choisissons la grève, car il aurait pu en être autrement, évidemment. C'est parce que nous le pouvons, parce que nous n'avons pas la responsabilité de nous présenter chaque jour au boulot, 40 heures par semaine, parce que nous n'avons pas, pour la plupart, d'enfant à la charge et autres responsabilités du genre, que nous prenons sur nos épaules le sort des générations futures.
Donc, si par jalousie ou par paresse intellectuelle vous envier le sort des étudiants qui ont du temps à consacrer aux enjeux qui vous touchent, ainsi que vos enfants, sachez que vous êtes libre de penser, tout comme nous. Mais demandez-vous ceci: l'êtes-vous vraiment, ou est-ce que vous vous arrêtez au prêt-à-penser? Avec une population éduquée, nous n'aurions même pas à tenir ce débat. C'est cela qui nous attriste et qui du même coup nous donne la force de continuer...
 - JS L, Inscrit, mercredi 15 février 2012 06h50
Pour finir
C'est un débat que nous avons rationalisé, comme celui de l'indépendance. Ce n'est pas POUR quelque chose, comme le disait si bien Falardeau, c'est positif en soit! Comme la libération des femmes, c'est pas POUR quelque chose! Nous avons ramené à des détails ennuyeux des enjeux purs, essentiels à une bonne société, comme l'indépendance et la gratuité scolaire. Être contre la hausse des frais, ce n'est pas VOULOIR ne pas payer ou VOULOIR qu'on prenne en charge l'étudiant, c'est bon, c'est positif, pi c'est toute!
Debout Québec!!
 - marc.collin, Inscrit, mercredi 15 février 2012 06h51
Couper dans le non nécessaire
L'éducation occupe une bonne partie du budget, or étant donné les coûts très bas demandés à l'étudiant, je vois pas en quoi leur demander de faire leur part aussi n'est pas acceptable.
Ils n'ont qu'à couper dans leur cigarette, alcool, smartphone, auto...
 - Bref je suis à fond avec le gouvernement à ce niveau, même si j'étais étudiant il y a quelques années.
 - Airdutemps, Inscrite, mercredi 15 février 2012 08h12
Le BS étudiant...
Hausser les frais de scolarité nous éviterait peut-être de payer pour les étudiants étrangers qui, en général, ne parlent que l'anglais, qui envahissent nos institutions parce que les coûts sont moins élevés que dans le ROC, aux USA et ailleurs dans le monde.
Le Québec est devenu le BS des étudiants.
 - Linda Burgess, Inscrite, mercredi 15 février 2012 08h20
avec vous
Je suis avec vous, en tant que maman d'étudiants collégial et universitaire. Je suis avec vous en tant que maman d'une élève du secondaire qui voit dans son futur l'injustice, elle devra payer le double de ses soeurs et frère pour s'éduquer.
Merci à vous tous qui se battent pour elle et ses amis/es.
Et à ceux qui ne comprennent pas
Savez vous que dans les années 80 l'accès à l'université coûtait 3 semaines de salaire à temps plein au salaire minimum, maintenant elle en coûte 7 et avec la hausse ce sera 12 semaines de salaire qu'il faudra mettre juste

- pour payer les droits de scolarité, Combien y a-t'il de semaines dans un été? Les jobs d'étudiants d'été c'est 7 à 9 semaines et rarement à temps plein. Est-ce que cette hausse est le reflet de l'augmentation du coût de la vie? je vous laisse la liberté de me répondre.
- Vous me direz ils n'ont qu'à travailler les soirs et fins de semaine, ben ils le font déjà et cet \$ sert déjà à payer passe de bus/ effets scolaire/ livres obligatoires, il ne faut pas oublier qu'ils ont aussi le besoin essentiel de manger et se loger. Selon mon expérience de maman d'étudiants ce n'est pas tous les étudiants qui ont le temps d'avoir un travail de soir, tout dépend de la charge de travail (devoir/ travaux scolaire et étude) rattaché au champ d'étude et du transport en commun souvent non efficace.
 - Linda Burgess, Inscrite, mercredi 15 février 2012 08h23
Marc Collin
Mes enfants sont étudiants ils n'ont pas en ce moment les moyens de fumer de sortir comme vous semblez le croire, n'ont pas non plus de smartphone ni d'auto. Leurs dépenses sont réduites au minimum.
 - JS L, Inscrit, mercredi 15 février 2012 08h25
@ Airdutemps
Tant mieux s'ils viennent étudier chez nous! C'est notre culture qu'on leur transmet. Ce sont nos de nos valeurs qu'ils s'imprègnent. C'est notre langue qu'ils apprennent. Depuis quand les Québécois sont fermés? Mais peut-être qu'on en veut pas au Québec de médecin, d'ingénieurs, de géologue, de biologiste ou bien de sociologue, d'anthropologue, de psychologue, du monde capable de pointer du doigt les déboires d'un gouvernement irresponsable, du monde capable de réfléchir par eux-même, du monde capable de construire un avenir meilleur. En défendant vos intérêts personnels, votre petit portefeuille insignifiant vous ne faites qu'empirer les choses. Vous participez au cynisme généralisé. Vous êtes l'exemple à ne pas suivre. Mais c'est vrai, ça sert à rien tout c'beau monde là, qui s'en ailles ailleurs. Y'ont raison s'ils veulent partir.
 - Sylvie Tremblay, Inscrite, mercredi 15 février 2012 08h50
Qui sont ceux qui critiquent le mouvement ?
Je suis à chaque fois étonnée quand j'entends des discours qui semblent oublier à quel point les inégalités sont omniprésentes dans notre société.
Voici un exemple, entendu hier. Deux femmes dans l'autobus discutent ensemble. La première rapporte le fait que les étudiants font de nouveau la grève. La critique est facile, tranchante: " Franchement, se plaindre juste pour un 325\$ de plus par année ! Ce sont des enfants gâtés ! " Fin de la critique. Aucun commentaire supplémentaire. Mais la même dame, qui change de sujet, dit en riant: "Je me suis payée hier un chandail à 190\$ Il m'a coûté, au fond, ce que je gagnerai aujourd'hui à travailler!"
Je n'ai pu m'empêcher d'esquisser un sourire ironique. Quelle démonstration de son incapacité à remettre les choses dans leur contexte, de tenir compte des autres situations (ici, financières) possibles en dehors de ses propres paramètres !
La dame gagne 27\$ de l'heure. Un salaire annualisé à presque 50 000\$. Combien d'étudiants essaieront cette année de poursuivre leurs études avec 10 000-12000\$ pour l'année, soit le 1/5 du salaire de cette dame, salaire qu'ils auront gagné, eux, en

- occupant un double emploi (travailler et étudiant) ? Savent-ils, ces gens qui critiquent, ce qu'en coûte réellement à un étudiant, ces 325\$ de plus par année ?
- En supposant qu'il arrive à travailler 15 heures par semaine (ne lui souhaitons pas de travailler davantage s'il étudie à temps plein en plus, parce que les études universitaires, on ne le répétera jamais assez, c'est exigeant!) au salaire minimum, c'est plus de 2 semaines de travail qu'il lui faudra pour avoir l'argent nécessaire pour assumer cette hausse des frais de scolarité.
- On est loin, très loin du chandail remboursé en une seule journée de travail !
- Pierre Brulotte, Inscrit, mercredi 15 février 2012 09h20
frais scolaires
Je vois que tout le monde parle de contribution des étudiants, mais qu'en est-il des parents? Après tout c'est eux qui payent la majorité des frais non? En plus de payer des taxes et d'avoir beaucoup plus de dépenses que leurs enfants! Si on augmente les frais, plusieurs familles n'arriveront plus à joindre les deux bouts... Pour ce qui est du travail quand on est étudiant, avoir des cours à plein temps et travailler en même temps est extrêmement difficile. Ceux qui travaillent sont travaillant sont d'ailleurs beaucoup nombreux à abandonner leurs cours et à avoir des échecs....
Finalement, étant moi-même étudiant à Montréal je peux que les «étudiants étrangers» parlent majoritairement français et qu'ils autant que les autres sinon plus
 - Simon-Pierre Chevarie Cossette, Abonné, mercredi 15 février 2012 09h23
Recourir aux impôts | Un bien collectif
Il existe un excellent moyen de payer pour un système d'éducation en santé, accessible et non envahi par les intérêts privés : le financer par les impôts. Rappelons que les étudiants feront un salaire en moyenne 22% plus élevé en sortant de l'université. Cependant, cela ne constitue en aucun cas un argument pour augmenter les frais de scolarité puisque de NOMBREUX étudiants feront un salaire inférieur à la moyenne! Mais au total, il est bénéfique économiquement comme culturellement pour toute la société d'être le plus éduquée possible. C'est en ce sens que c'est un bien collectif et qu'il vaut la peine de le protéger.
Rappelons que selon un document publié par le gouvernement, environ 7000 individus ne pourront accéder aux études universitaires à cause de la hausse (en plus de ceux qui ne peuvent y accéder présentement!).
7/8 la grève illimitée a eu gain de cause dans l'histoire du Québec. Nous faisons le pari que nous passerons à 8/9.
 - Olivier Laroche, Inscrit, mercredi 15 février 2012 09h27
Avec les étudiants
Bravo aux étudiants !
Je suis tout à fait avec vous. Les études doivent rester accessibles pour tous. L'éducation est le meilleur moyen de sortir de la pauvreté.
 - Simon-Pierre Chevarie Cossette, Abonné, mercredi 15 février 2012 09h28
Un mouvement représentatif
Le taux de participation de beaucoup des assemblées générales de grève dépasse le taux de participation aux élections municipales montréalaises... et ÉVIDEMMENT aux élections lavalloises. On parle d'entre 25 et 65% des étudiants (dans mon association, nous

- étions 130/330 et avons voté à 94% POUR la grève).
- Et on ne parle pas des élections scolaires (7,9% en 2007)!
- A-t-on déjà remis en question leur légitimité? Eh bien, arrêtons, SVP de remettre en cause le mouvement étudiant dans son application de la démocratie. Notons qu'il n'y nul endroit où une démocratie non seulement ÉLECTIVE, mais PARTICIPATIVE est mise en place.
- Antoine Barbe Valiquette, Inscrit, mercredi 15 février 2012 09h46
@André Michaud
Fixer le plafond d'un vote à 60% serait totalement anti-démocratique et non-représentatif, puisqu'une minorité (moins de 50% 1) serait en contrôle. Pour ce qui est de la présences aux assemblées, les votes se tiennent toujours durant la semaine, et sont annoncées longtemps à l'avance (1-2 semaines, sinon plus; <http://www.bloquonslahausse.com/2012/01/liste-des-> C'est donc le devoir des membres d'aller voter, pour ou contre, car en ne se présentant pas, on se plie au choix de la majorité
 - JAMAIS UN QUÉBEC PAYS, Inscrit, mercredi 15 février 2012 10h02
Remettre les horloges à l'heure
Ce matin dans LaPresse il y avait un graphique très révélateur. De 1968 à 1988 (environ) les frais sont demeuré à \$500 quand ils auraient du suivre au minimum l'inflation ce qui les auraient placé à environ \$2,400. Il sont aujourd'hui à \$2,168, donc moins cher qu'en 1988. Aujourd'hui juste pour les avoir au même niveau qu'en 1968 (les chanceux de baby boomer) nos jeunes XBoxeux devraient payer environ \$3,250 par année. À ce montant il on pourrait parler de tarif gelé en dollars constant ce serait les même qu'en 1968. Donnez moi un service qui coute aujourd'hui moins cher qu'en 68?
 - Ces étudiants se tirent dans les pieds, ils n'ont pas une cause populaire, ils n'ont pas le support de TOUS les étudiant et le gouvernement pourrait (avec les CPE qui eux aussi n'ont pas le support populaire à cause de leur demande exagérée) être en bonne position. Le PQ s'est déjà commis en faveur des étudiants ainsi que QS.
 - Noemie Rouillard, Abonnée, mercredi 15 février 2012 10h21
Les étudiants comme porteurs des revendications contre les inégalités sociales
Avec cette hausse des droits de scolarité et l'inflation du coût de la vie et le salaire minimum qui est augmenter au gré du gouvernement en place, un étudiant devra payer cher, voire au sacrifice de sa qualité de vie déjà bien maigre, pour se prémunir de son droit à l'éducation. en imaginant que d'ici 5 ans le salaire minimum passe à 10,00 \$/heure, un étudiant devra travailler environ 10 semaines, soit le temps du congé estival, pour se prévaloir de son droit à l'éducation. C'est donc dire que se prévaloir de ses droits à une alimentation suffisante, au logement et se procurer ses manuels scolaires, il devra nécessairement travailler en même temps que ses études. À ce rythme, les diplômés tardent à entrer sur le marché du travail parce qu'ils doivent prendre une charge scolaire moins grande, les femmes monoparentales ne peuvent aspirer à une meilleure situation en retournant éventuellement sur les bancs d'école et les étudiants doivent s'endetter démesurément. Autant dire ouvertement que ces mesures du gouvernement en place consacre la classe étudiante à la pau-

- vreté en leur infligeant un fardeau d'endettement élevé avant même d'entrer sur le marché du travail.
- Rallions-nous à ce mouvement étudiant qui a le courage de dire Non à ces mesures d'inéquité !
- Jacynthe DeRocker, Inscrit, mercredi 15 février 2012 10h29
Stéréotypes étudiants, grève et mode de financement
Je suis surprise de voir dans les commentaires qu'il existe encore et toujours autant de préjugé sur les étudiants. Lâchez vos Iphone, vos beuverie et autres patantes qui vous coûtent tellement cher... vous les payerez vos études! Facilement, j'aimerais répondre : "Bien oui, arrête de chialer sur le prix de l'essence, lâche ton char pis prends le transport en commun comme nous!" Évidemment, ça n'aidera pas le débat. On a du mal à garder nos jeunes à l'école du secondaire au doctorat. On se demande quoi faire, on se demande pourquoi ils quittent, pourquoi on a tant de difficulté à créer de la richesse. La réponse est là on dévalorise les études au Québec.
 - La grève étudiante est nécessaire pour rappeler au gouvernement qu'on ne peut pas simplement augmenter les frais de scolarité sans assurer l'accessibilité. Le gouvernement dit qu'il a bonifié l'aide financière alors qu'il augmente en fait l'endettement étudiant.
La grève est nécessaire car on veut assurer l'accessibilité aux études, mais nos universités ont aussi besoin d'argent pour financer les chercheurs, ceux qui produisent cette richesse intellectuelle dont on a besoin...
Il semble évident que l'on doit repenser le mode de financement de nos universités. Plutôt que de se plaindre des smartphone, cigarette, alcool et auto, nous devrions tous réfléchir au comment repenser notre système.
 - Francis Bouchard, Inscrit, mercredi 15 février 2012 10h33
@ JAMAIS UN QUÉBEC PAYS
La différence majeure avec leurs chiffres, c'est qu'en 1988 il n'y avait que les frais de scolarité. Aujourd'hui, il y a ce qu'on appelle des « Frais Institutionnels Obligatoires » qui gonflent la facture la facture étudiante jusqu'à environ 3000\$. Également, le gouvernement compare ses chiffres avec ceux de 1968 car on venait de sortir les universités du secteur exclusivement privé.
Également, pour en finir avec ces étudiants qui manifestent munis de iPhone, iPod et lingots d'or, ceux qui sont menacés de ne plus pouvoir fréquenter l'université sont dans l'impossibilité de se présenter dans les manifestations. Ils comptent sur les autres étudiants et la population pour ne pas agir en égoïstes (on a tant reproché l'individualisme en ce début de 21e siècle) et comprendre les tours de passe-passe utilisés par ceux qui ont demandé la hausse.
 - Gerard44, Inscrit, mercredi 15 février 2012 11h24
Avec les étudiants
Je serai avec les étudiants demain matin pour les appuyer. Tout le système de solidarité sociale que les plus vieux ont mis en place, de l'assurance chômage, maladie et médicament en passant par le régime public de retraite, l'accès gratuit à l'éducation, aux services sociaux et de santé, est en train d'être démantelé depuis plusieurs années. Depuis quelques décennies on vire à vitesse grand V vers le chacun pour soi et le tout au privé qui vise d'abord à enrichir des entre-

- preneurs même en santé. On déchire la solidarité sociale. Objectif prioritaire du privé: faire le plus de fric possible avec n'importe quoi. Ce qui reproduit les classes sociales d'antan. Retour du chacun pour soi, au plus fort la poche. Comme le disait Adam Smith en 1776... sur ce système économique sans âme et criminel, son principe de base est: tout pour nous et rien pour les autres. Les enfants des riches auront une meilleure éducation, accès à de meilleures écoles car leurs parents sont riches et n'auront pas besoin de travailler en plus 20h par semaine (la moyenne) en plus du 45 d'études. Meilleures chances de réussite. Alors je suis à 100% avec les revendications étudiantes et autres pour la justice sociale, la défense du bien commun et une vraie place pour tout.
- André Michaud, Inscrit, mercredi 15 février 2012 12h19
@ Antoine Barbe
"Fixer le plafond d'un vote à 60% serait totalement anti-démocratique et non-représentatif, puisqu'une minorité (moins de 50% 1) serait en contrôle." ?????????? Ou est la logique?
Ce qui est anti-démocratique c'est de prétendre que 15% ou 20% des membres peuvent représenter la majorité...En quoi plus de participation serait moins démocratique? Au contraire!
Quand ma fille fut à l'université (UQUAM), elle a été à ces réunions, et comme elle était contre la grève on trouvait plein de raisons pour l'empêcher de s'exprimer..
 - Ariane Brisson, Inscrite, mercredi 15 février 2012 12h26
À "jamais un québec pays"
Connaissez-vous une cause qui soit adoptée unanimement par ses membres ? Nous sommes tous différents, alors non, les gens ne pensent pas pareil, mais concernant cette hausse des frais, l'opinion est très partagée, que ce soit chez les étudiants ou dans la population en général. De dire qu'une cause est mauvaise parce qu'elle n'a pas le support de TOUS, c'est plutôt absurde.
 - Julie de Lorimier, Inscrit, mercredi 15 février 2012 12h31
C'est bien bas, Mme Beauchamp!
Cette invitation de la ministre Beauchamp à réfléchir aux conséquences d'une grève sur nos sessions est la façon la plus basse et hypocrite qui soit de manipuler l'opinion des étudiants car OUI, il s'agit d'un sacrifice de notre part, le sacrifice ponctuel d'un bien individuel fait dans l'espoir de contribuer au bien commun pour la suite du monde.
 - Dieter Uhlen, Inscrit, mercredi 15 février 2012 12h56
une seule solution !
la seule solution qui devrait être demandée par nos chers étudiants (qui sont beaucoup trop à droite à mon goût, perdus qu'ils sont sans leurs gadgets fabriqués par des personnes exploitées et sous-payées) est la gratuité des études supérieures... d'autres pays le font, avec une somme symbolique par année, le Québec et le Canada en ont largement les moyens financiers (des études fédérales le montrent) : imaginons des frais de scolarité par trimestre de (chiffre fictif) 114, 35 \$ par exemple; c'est tout à fait jouable ! il suffit d'acheter un peu moins de F-35; de tanks, d'arrêter de sur-payer les militaires, les policiers et les hauts fonctionnaires de l'État; rien de compliqué là dedans ! de même que la laïcité est indispensable au Québec (1/ décrocher le crucifix de l'Assemblée nationale) la gratuité (ou-quasi gratuité) des études devrait être une priorité des partis de gauche.. mais la gauche au Québec est bien trop à droite pour améliorer le sort des étudiants et de leurs famille qui en arrachent pour payer leurs études : payer des études ? ce devrait être le seul appanage des écoles privées, des bourgeois, les écoles et universités d'État devraient être gratuite pour permettre aux moins nantis d'accéder aux plus hautes études !
 - Lise Moga, Inscrit, mercredi 15 février 2012 18h23
C'est quand la dernière fois que les étudiants ont dit merci!
J'ai payé avec mes jeunes pour leurs études universitaires. Nous nous sommes serré la ceinture, mais ce n'était pas la situation de tous leurs contemporains qui souvent, jouissaient d'un niveau de vie enviable que bien des travailleurs ne pouvaient se permettre: voyages, gadget électronique dernier modèle, loyer en ville alors que la maison des parents est accessible aux transports en commun, etc.
J'ai payé avec mes enfants pour leurs études. Avec mes impôts, je paie plus de 85% pour rehausser le niveau de l'instruction des québécois. Quand j'aurai réussi à investir dans des activités ou objets ludiques au même niveau que plusieurs parmi les pauvres étudiants, je pourrai peut-être reconsidérer la question. En attendant, ils ont des parents ces jeunes pour leur aider à défrayer 15% de leurs frais... qu'ils dissertent avec eux de leur socialisme à sens unique: tous et tout pour eux. Ils pourraient aussi prendre l'habitude d'être reconnaissants pour avoir tant reçu jusqu'à maintenant. La gratitude, ça permet de poser le regard un peu plus loin que leur petite personne et d'apprécier les efforts collectifs déjà consentis.
 - JS L, Inscrit, mercredi 15 février 2012 22h02
@ Lise Moga
Merci de participer à notre éducation. Vous avez raison quand vous dites que certains jeunes agissent irresponsablement. Il ne faut toutefois pas généraliser trop hâtivement. Il est aussi vrai qu'il est du devoir des parents d'éduquer eux-même leur(s) enfant(s) à ne pas consommer comme des imbéciles, soit d'être responsable à leur tour. Mais vous comprenez déjà qu'il s'agit d'un cercle vicieux... ces mêmes parents ont-ils l'ouverture nécessaire pour transmettre ces valeurs à leur(s) enfant(s)? Je pense que ce n'est pas le cas dans beaucoup de familles ainsi les jeunes avec des chaînes en or et des gadgets sont soit des gosses de riches, soit mal éduqués et ne savent pas gérer leurs priorités. On ne peut inférer à toute la population étudiante ce phénomène, ayez confiance en votre jeunesse!
 - Shadow18, Inscrite, mercredi 15 février 2012 22h47
suite
Ensuite si vous étiez à l'emploi et faites un retour aux études.. tout ce qui est excédentaire d'environ 8880, est calculé que vous auriez du mettre 40% de côté alors que parfois vous arrivez à peine à avoir un peu d'argent de coté pour les imprévus.
Ce ne sont pas tous les étudiants à l'université qui sont à la charge des parents. Certains sont considéré autonomes parce qu'ils ne sont plus aux études depuis plus de 2 ans, qu'ils travaillent et/ou n'habite plus chez leur parents.
Donc voilà quelques autres petites piste pourquoi au final le 1625 de hausse fera mal. Ensuite, oui les diplômés feront plus d'argent.. une fois sorti et diplômés en poche. La nuance est qu'il faut qu'ils réussissent à l'avoir et ne pas abandonner avant de l'avoir par manque d'argent... Ou que celui-ci n'étudie plus car il doit payer son loyer sa nourriture, son hydro...
 - F. Viau, Inscrit, mercredi 15 février 2012 23h00
Bon, bon, bon...
Le Québec, un pays de contradiction... D'un côté on chiale que les jeunes décrochent au secondaire, et quand ils veulent se battre pour avoir accès à l'université... On chiale encore! D'un côté on chiale que les jeunes vont devoir payer pour la retraite des baby-boomers, mais on chiale aussi que les contribuables paient 85 % de leurs études et qu'ils devraient faire leur part.
Et à travers tout cela il y a les chiffres, les arguments tirés de la vie personnelle, les affirmations à la va-vite, les attaques contre les jeunes, etc.
La situation ici N'est PAS celle de clients qui se révoltent contre la hausse des prix dans un MAGASIN. On parle de l'université, une INSTITUTION du savoir, de la connaissance, de la pensée objective, de la critique sociale, de l'avancé idéologique, technique, scientifique et j'en passe. C'est un choix de société qu'on fait ici et on doit le faire en raisonnant avec des arguments idéologiques, éthiques, fondamentaux.
Qu'est-ce que l'université? A quoi sert-elle? Quel est le but de l'éducation? Qu'est-ce qu'un étudiant?
Réfléchissez! C'est important, et cela s'adresse autant à ceux qui supportent la hausse qu'à ceux qui s'y opposent. Mais il faut aussi agir, et c'est ce que font les étudiants.
Après tout cela, il restera le Plan Nord, les sables bitumineux, les gaz de schistes, la loi 103, la réouverture de débats archaïques par le gouvernement Harper, etc. qui vaudraient la peine d'être réfléchis et réagis.
Mais surtout, s'il-vous-plaît, votez et exprimez-vous en connaissance de cause.
-Frédéric Viau
 - Ben Gagnon, Inscrit, jeudi 16 février 2012 00h17
@ Lise Moga
Je suis seul pour payer pour mes études.
Je ne reçois pas d'aide de mes parents. Je m'endette, amèrement, et je ne dépense (outre nécessités, quoiqu'on puisse considérer le plaisir comme étant une nécessité) environ que 5-10\$ par semaine. Je n'ai pas de téléphone cellulaire et le seul "gadget électronique" que j'ai, nécessaire à mes études (pour l'utilisation de logiciels), est un ordinateur portable. Cet ordinateur portable, soit dit en passant, je l'ai payé avec un prêt. Je n'ai pas de voiture; je n'ai même pas assez d'argent pour me payer le transport en commun. Moi, j'utilise mes jambes : l'une des rares choses qui me soient encore gratuites. Inutile de dire que je ne voyage pas non plus...
Je ne peux vivre chez mes parents, qui sont séparés d'ailleurs, puisque le programme d'étude que je suis ne se donne pas dans ma ville natale. Pourtant, je ne reçois pas plus de prêt ou de bourse du gouvernement pour ça : selon eux, j'étudie à moins de 200km à vol d'oiseau de ma ville natale. par contre, il faudra que vous m'expliquiez comment il me serait possible de vivre à Sherbrooke, chez mes parents, tout en étudiant à Montréal, toute la semaine.

- Mes parents, sans fortune, ne m'aident pas à payer mes études. Ils m'aident à payer le loyer à Montréal, et tout juste. J'ai eu de la chance de tomber sur un loyer pas trop cher (dans les moins chers en fait, 350\$). Mes prêts, je les rembourserai. Mes bourses (pour le peu que j'ai), je les rembourserai également dans les impôts que je paierai plus tard; tout comme les frais qui sont en ce moment payés par le gouvernement. Je les rembourserai, madame, ces frais. Ça s'appelle l'équité intergénérationnelle. Je ne peux les payer maintenant, visiblement, alors mes études sont la garantie que je les rembourserai plus tard.
- Vous devriez être celle qui dit merci aux étudiants de se bouger pour vous.
- Ben Gagnon, Inscrit, jeudi 16 février 2012 00h33
@ André Michaud
"Ce qui est anti-démocratique c'est de prétendre que 15% ou 20% des membres peuvent représenter la majorité...En quoi plus de participation serait moins démocratique? Au contraire!"
L'imbécillité et la désinformation règne dans votre 80%. Ils se foutent de se présenter aux assemblée ou non, prétendant des excuses bidons, parce qu'ils sont dépolitisés. Et lorsqu'ils se présentent, ils votent contre, forcément, pour les mauvaises raisons, pensant qu'ils perdront leur session (ce qui est une manière efficace pour les droitistes de tordre et de fausser le débat). Dans l'AÉESG (à l'UQAM), c'est exactement le contraire qui se produit. Les gens ne veulent même pas d'assemblée; ni aucun moyen en provenance de votre démocratie pour voter oui ou non à la grève.
"Quand ma fille fut à l'université (UQUAM), elle a été à ces réunions, et comme elle était contre la grève on trouvait plein de raisons pour l'empêcher de s'exprimer."
Je ne sais pas de quelle association elle faisait partie, mais il se passe exactement l'inverse à l'École des Sciences de la Gestion. Et généralement, on n'y empêche pas les gens de s'exprimer, au contraire, on y débat. Avec des commentaires comme ça, j'en ai vraiment marre de cette supposée démocratie. Vivement qu'il arrive une Révolution et qu'on s'en débarrasse. De toutes manières, vous serez content. Avec les décisions harpeurienne, bientôt, il n'y aura bientôt même plus de cette fausse-démocratie. Nous sommes de retour au bon vieux totalitarisme. Voilà qui est mieux pour vous, rétrogradistes.
 - Lise Moga, Inscrit, jeudi 16 février 2012 07h56
@Ben Gagnon
"Vous devriez être celle qui dit merci aux étudiants de se bouger pour vous."
Vous vous bougez pour moi, une farce quoi? Je ne crois pas m'être déjà fait remarquer par qui que ce soit, surtout pas par les étudiants actuels qui sont encore en mode "recevoir". L'université, je m'y connais, je n'ai jamais échoué un examen... je n'avais pas les moyens de le faire. Depuis, je travaille et donne une bonne part de mes gains au gouvernement afin de contribuer à l'essor de toute la population québécoise, en plus de subvenir aux besoins de ma famille. Je fais parti des gens les plus taxés de l'Amérique du Nord. La formation reçue fait ma fierté et je me suis toujours considérée la première grande gagnante dans cette aventure.
Si le fait de tenir une pancarte et d'essayer, par vos discours démagogiques, de nous soutirer toujours plus, vous faites fausse route. Une étudiante est déjà venue livrer son budget devant J.L. Mongrain... pauvre petite, il ne lui restait que \$40,00 pour la tournée des bars, en fin de semaine. À cette époque, je ramassais les coupons de 50¢, 75¢ ou \$1,00 pour alléger quelque peu le coût de mon épicerie.
Cependant, vous me semblez avoir du cœur au ventre et je dois vous féliciter pour vous distancier des limites de l'ignorance. C'est tout en votre honneur et vous en êtes le premier et le plus grand gagnant.
 - Lise Moga, Inscrit, jeudi 16 février 2012 08h31
@JS L
"On ne peut inférer à toute la population étudiante ce phénomène, ayez confiance en votre jeunesse!"
J'ai apprécié votre message. Vous semblez avoir dépassé le "je-me-moi-isme" qu'on perçoit trop souvent sur les médias sociaux lorsqu'il y a des manifestations étudiantes. Ça m'incite à la confiance. Bravo!
 - 3M, Inscrit, jeudi 16 février 2012 12h49
Le débat porte sur les études universitaires et leur accessibilité!
Attention!!!! Plusieurs parmi vous détournent le débat. Celui-ci ne porte pas sur les valeurs des jeunes (consommation, gestion de budget, etc.), mais sur l'accessibilité à l'éducation universitaire. À travers ce débat, il faut réfléchir sur «qui a le droit d'aller à l'université»? Ceux qui possèdent les gadgets électroniques ou ceux qui ne peuvent s'en permettre?
- Il faudrait aussi que vous vous rappeliez, et ça plusieurs études sociologiques, économiques, politiques, psychologiques le prouvent, aller à l'université c'est bon pour la société ; parce que quelqu'un qui détient un diplôme universitaire, ou simplement qu'il a suivi des études universitaires sans avoir de diplôme, c'est quelqu'un qui a plus de chance d'être en meilleure santé physique et mentale, qui devrait être plus critique et participatifs face aux enjeux sociaux, c'est quelqu'un qui aurait moins de difficulté à se trouver un emploi et à le garder et, c'est quelqu'un qui payerait plus d'impôts. Bein sûr, ici je parle dans l'ensemble. C'est certain que vous pouvez critiquer, car nous connaissons tous quelqu'un qui ne correspond pas à ce que je viens d'énumérer, mais le fait est, qu'étudier et aller à l'université c'est bon pour l'ensemble de la société!
- 3M, Inscrit, jeudi 16 février 2012 12h56
Attention aux chiffres - on peut leur faire dire n'importe quoi!
Afin de faire une bonne démonstration du véritable coût (frais de scolarité), il faut regarder au-delà des chiffres qui nous sont présentés. Pour savoir quel est le juste prix que les étudiants(es) paie il faut y intégrer d'autres variables, et ce, pour faire ressortir la véritable valeur du «frais de scolarité». Il ne faut pas oublier que le prix demandé, par chacune des provinces, est en lien avec une multitude de facteurs dont : la structure du système d'éducation et la situation économique, politique et sociale. En d'autres mots, le coût de la vie dans chacune des provinces, les revenus des citoyens, l'imposition, etc. doivent être considérés lorsque l'on compare les frais de scolarité! Ce n'est donc pas aussi simple et la preuve (le chiffre) ou la démonstration que c'est au QC que c'est le moins cher est incomplète. Il faudrait, au minimum, croiser les frais de scolarité avec quelques-unes des variables énumérées ici-haut. En d'autres mots, comment pouvons-nous nous comparer avec la C.B. lorsqu'à Vancouver (ex.) le coût moyen d'une maison est supérieur qu'au QC et Montréal, que le salaire moyen pour un détenteur d'un bac est supérieur au nôtre d'environ 30 000 \$ et que le taux d'imposition est moindre. N'est-il pas judicieux de faire l'exercice afin d'avoir un vrai portrait ? Ceci dit, ce sont des taux de comparaisons que les élus et les médias devraient nous présenter! Soyez plus rigoureux... plus critique SVP.

CONTREPOIDS: 10 000 étudiants débraieraient déjà contre la hausse des droits de scolarité – Mercredi 15 février 2012

<p>Lia Levesque, La Presse Canadienne MONTREAL – Près de 11 000 étudiants seraient en grève à compter de ce mardi dans certaines facultés de l'Université du Québec à Montréal et de l'Université Laval, affirme l'Association pour une solidarité syndicale étudiante. La Coalition large de l'ASSÉ, la plus militante des associations étudiantes, affirme que le mouvement de grève contre la hausse des droits de scolarité ne fait que commencer et pourrait même avoir doublé, sinon triplé, au début de la semaine prochaine. «Il s'agit de la première vague de déclenchement d'une grève générale qui va paralyser le système d'éducation dans les semaines à venir. Nous lançons un dernier avertissement à la ministre (de l'Éducation, Line) Beauchamp. Il est tout à l'avantage du gouvernement de reculer sur cette</p>	<p>hausse, car nous, nous ne reculerons pas», s'est exclamée Jeanne Reynolds, porte-parole de la CLASSÉ, au cours d'une rencontre avec la presse, mardi à Montréal. D'autres associations étudiantes réunissaient leurs membres durant la journée de mardi pour se prononcer sur l'éventualité de se doter d'un mandat de grève, voire de l'exercer. Parmi elles, l'Association des étudiants en langue et communications de l'UQAM, qui réunissait ses membres à 12h30, mais qui a dû retarder le début de l'assemblée jusqu'à 13h40 tant il y avait des étudiants désireux d'y participer. La salle étant bondée, on a dû installer un système pour que les dizaines d'étudiants qui ne pouvaient plus entrer puissent tout de même entendre les délibérations dans le hall et y participer.</p>	<p>En plus des universités mentionnées, des cégeps devraient monter dans le train de la grève, ont mentionné les porte-parole de l'ASSÉ, au cours d'une rencontre avec la presse à Montréal. De son côté, la ministre Beauchamp a mis les étudiants grévistes en garde, leur rappelant que ce sont eux-mêmes qu'ils pénalisent en choisissant d'exercer leur mandat de grève. «J'invite les étudiants à réfléchir sur l'exercice du vote de grève. La vraie perturbation, elle va être dans leur vie personnelle», a-t-elle commenté à Québec. «À la fin, il va falloir reprendre les jours de cours autrement: de soir, de week-end ou l'été», a prévenu la ministre de l'Éducation. Elle a tenu à mettre en perspective les chiffres avancés par l'ASSÉ: ces 11 000 étudiants en grève doivent être comparés au total de 475 000 étudiants au cégep et à l'université.</p>
--	--	--

Gabriel Nadeau-Dubois, l'autre porte-parole de l'ASSÉ, a ajouté que le mouvement de protestation prendrait d'autres formes également, notamment un «blocage», jeudi, du Centre de commerce mondial à Montréal, où se trouvent les bureaux du ministère des Finances, en compagnie d'une coalition d'organismes divers qui protestent contre la tarification des services publics.

Le jeudi suivant, 23 février, une manifestation est prévue à Montréal, de même qu'une autre manifestation d'envergure, censée réunir «des milliers d'étudiants» à Québec, le 1er mars.

La hausse des droits de scolarité annoncée dans le budget Bachand 2011-2012 est de 325 \$ par année pendant cinq ans, à compter de l'année scolaire 2012-2013, soit 1625 \$ au total. La hausse vaut pour une année d'études de 30 crédits. Les droits de scolarité passeront ainsi de 2168 \$ en 2011-2012 à 3793 \$ en 2016-2017.

De leur côté, les principales associations étudiantes, à savoir la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), n'en sont pas encore rendues là.

En entrevue, la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, a expliqué que la fédération avait

choisi une autre voie jusqu'ici pour protester à sa façon contre les hausses des droits de scolarité. «On a multiplié les actions depuis le début février. On est allé devant les bureaux de monsieur Charest; on a visité les ministres libéraux lors des conférences de presse. Vendredi, on va visiter la ministre Beauchamp à la Chambre de commerce de Montréal; on est aussi allé au caucus libéral à Victoriaville, la semaine dernière», rapportait la dirigeante étudiante.

À la FEUQ, les assemblées représentant 3000 étudiants disposent d'un mandat de grève, mais «la grève n'est toujours pas déclenchée», a précisé Mme Desjardins.

Même les étudiants de l'ÉNAP (École nationale d'administration publique), qui a une tradition plus conservatrice, ont voté en faveur d'une journée de grève, le 22 mars. «C'est assez historique dans leur cas», a opiné Mme Desjardins.

D'autres associations affiliées à la FEUQ consulteront leurs membres sur la question entre la fin de février et le début du mois de mars, entre autres à Chicoutimi, Rimouski et Sherbrooke.

«Ce qu'on souhaite, c'est que nos associations membres consultent les étudiants sur les mandats de grève. Pour nous, l'idée, c'est d'augmenter la pression. Cela étant dit, c'est aux

étudiants de décider s'ils veulent aller ou non en grève. Nous, on est en faveur éventuellement d'une grève, mais ce n'est pas à la FEUQ de dire aux étudiants quoi faire; ils sont capables de prendre ces décisions-là en assemblée générale», a commenté Mme Desjardins.

La ministre Beauchamp a rappelé que pour atténuer les répercussions négatives de ces hausses, une somme de 118 millions \$ avait été injectée dans le programme des prêts et bourses, afin d'aider les plus démunis.

La FEUQ représente 125 000 membres dans les universités québécoises et la coalition de l'ASSÉ 70 000 dans les cégeps et les universités.

Avec les hausses annoncées, la contribution des étudiants à leurs études universitaires sera portée de 12,7 pour cent des revenus globaux des universités en 2008-2009 à 16,9 pour cent en 2016-2017, a précisé le ministère des Finances.

Ultimement, pour l'année scolaire 2016-2017, 51,4 pour cent des revenus globaux des universités proviendront du gouvernement du Québec, 16,9 pour cent des étudiants, 16,3 pour cent d'autres sources, 12 pour cent du gouvernement du Canada et 3,4 pour cent des dons et legs.

LA PRESSE: Frais de scolarité: la ministre de l'Éducation reste de marbre - Mis à jour le 15 février 2012 à 09h35



Photo: Jacques Boissinot, Archives PC

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, garde le cap sur la hausse des droits de scolarité.

Tommy Chouinard, La Presse

(Québec) La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, garde le cap sur la hausse des droits de scolarité et minimise l'ampleur du mouvement de grève. «À peine un peu plus de 2%» des 475 000 étudiants et cégépiens désertent les salles de cours, a-t-elle affirmé hier.

Elle a «invité les étudiants à réfléchir» avant de voter pour la grève. «La plus grande perturbation sera dans leur vie. À la fin, il va falloir reprendre les jours de cours autrement: le soir, le week-end ou l'été», a-t-elle souligné à la sortie d'une réunion du caucus libéral.

Elle s'est réjouie que des élèves de certains cégeps, à Sherbrooke notamment, se soient opposés majoritairement à la grève. Selon elle, le gouvernement a déjà gagné la bataille de «l'opinion publique». «Il y a une adhésion» à la décision du gouvernement, a-t-elle dit.

Line Beauchamp écarte tout nouveau changement au programme de prêts et bourses pour calmer la grogne. «Le programme est déjà bonifié, il y aura 118 millions de plus, a-t-elle souligné. Si un étudiant actuellement a besoin d'une bourse pour avoir accès à l'université, nous lui garantissons que toute la hausse des droits de scolarité va lui être accordée en bourse.»

Le ministre des Finances, Raymond Bachand, reste tout aussi intraitable. «Le contribuable québécois paie une fortune pour les universités. Ça lui coûte beaucoup d'argent. C'est un bon investissement. Mais les étudiants doivent faire leur juste part», a-t-il plaidé. Il a souligné qu'un diplômé universitaire gagnera dans sa carrière au-delà de 200 000\$ de plus qu'un travailleur qui a un diplôme d'études secondaires. «Peut-être que s'il paie 15% ou 16% de son éducation, c'est une simple question de justice sociale», a-t-il noté.

De son côté, le Parti québécois prend fait et cause pour les fédérations étudiantes. La porte-parole en matière d'enseignement supérieur, Marie Malavoy, a reproché à la ministre d'être «butée» et de «créer les conditions d'une escalade des moyens de pression». Son collègue de Terrebonne, Mathieu Traversy, a renchéri: «Au lieu de continuer à saigner à blanc la relève et la jeunesse québécoises, qu'attend le premier ministre pour augmenter plutôt les redevances sur les richesses naturelles?» Selon le Parti québécois, la décision du gouvernement nuira à l'accessibilité aux études supérieures.

La Coalition avenir Québec appuie la hausse des droits de scolarité annoncée par les libéraux. «Mais on trouve que le gouvernement Charest ne bonifie pas suffisamment le programme de prêts et bourses pour protéger l'accessibilité. Et on pense aussi qu'il faut regarder la possibilité d'avoir un remboursement proportionnel au revenu», a affirmé son chef, François Legault.

LA PRESSE: Quelques voix étudiantes s'élèvent pour la hausse des droits de scolarité - Mis à jour le mercredi 15 février 2012 à 08h24



Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse
 Environ 500 étudiants de l'Université du Québec à Montréal sont sortis dans les rues pour manifester contre la hausse des frais de scolarité, alors que plusieurs associations étudiantes votaient pour obtenir des mandats de grève générale.

Daphné Cameron, La Presse

Rares sont les étudiants qui militent ouvertement pour la hausse des droits de scolarité. Pourtant, ils existent, et ils commencent à s'organiser. Depuis quelques mois, un site internet et un groupe Facebook relaient leur opposition à la grève étudiante. Le groupe, baptisé Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec, compte actuellement 650 membres. Le groupe est présidé par Marc-Antoine Morin, qui a fréquenté le collège Jean-de-Brébeuf et qui étudie actuellement à l'Université de Montréal. «On dénonce le peu de place donnée aux gens qui sont pour la hausse des droits de scolarité au sein des associations étudiantes. Il y a un manque de démocratie, les gens qui veulent parler en faveur de la hausse n'ont pas vraiment la chance de le faire», dit-il.

Maripier Isabelle, présidente de la Commission jeunesse du Parti libéral du Québec (PLQ), est également pour la hausse des droits de scolarité. À son avis, la bonification du régime d'aide aux étudiants plus démunis proposée par le gouvernement permettra d'éviter de nuire à l'accessibilité de l'éducation. À son avis, des investissements majeurs dans le milieu universitaire et collégial sont plus que nécessaires pour assurer la qualité de l'éducation. Mais la facture doit être partagée entre le gouvernement, les étudiants et le secteur privé, croit-elle.

La Commission jeunesse du PLQ milite également auprès des instances du parti pour que les prêts soient remboursés à une vitesse proportionnelle au revenu du diplômé. Elle s'oppose par ailleurs à la déréglementation des droits de scolarité dans certaines facultés plus contingentes ou dans les disciplines plus coûteuses pour les institutions, comme le droit et la médecine.

CANOE.CA: Grève contre la hausse des frais de scolarité: Le mouvement s'intensifie - Mise à jour mardi 14 février 2012, à 15h29

Agence QMI, Charles Lecavalier
 MONTRÉAL – Près de 11 000 étudiants ont déclenché la grève illimitée mardi, selon la Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE).

Environ 550 étudiants de l'Université Laval à Québec et 10 000 autres de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) se sont retrouvés en grève générale illimitée lundi.

Selon les organisations étudiantes, ce n'est que la première salve d'une guerre à finir contre le gouvernement Charest, qui promet une hausse des droits de scolarité de 1625 \$ en cinq ans.

En effet, le mouvement de débrayage pourrait rapidement prendre de l'expansion, estime la CLASSE.



© Agence QMI / Archives

Environ 11 000 étudiants de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et de l'Université Laval ont déclenché mardi la grève illimitée.



«Lundi prochain, il y aura 20 000 étudiants en

grève, peut-être même plus, a affirmé Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE. Cette semaine, nous allons tenir plusieurs votes, comme dans les gros Cégeps du Vieux-Montréal et de Saint-Laurent.»

«Nous sommes désormais 70 000 dans la CLASSE, a indiqué M. Nadeau-Dubois. Chaque semaine, une nouvelle vague de grévistes joindra le mouvement.»

Le mouvement étudiant se divise entre plusieurs fédérations et diverses organisations. Chacune d'entre elles doit être consultée et décide elle-même si elle déclenche une grève ou non.

En plus de la CLASSE, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), qui réunit 125 000 membres, et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), qui en compte 80 000, seront en consultation tout le mois de février.

«Plusieurs associations facultaires de l'Université de Montréal seront en consultation en février, a souligné Martine Desjardins, présidente de la FEUQ. Même chose pour l'Université Concordia au début du mois de mars. En ce moment, nous n'avons que 3000 étudiants qui ont un mandat de grève générale illimitée, mais ce nombre va gonfler au cours des prochains mois.»

Le mouvement prendra aussi d'autres formes. «Jeudi, on veut bloquer le Centre de commerce mondial de Montréal. C'est là que se trouvent les bureaux du ministère des Finances», a dit M. Nadeau-Dubois. Une manifestation est également prévue le 23 février, aussi à Montréal, et le 1er mars, à Québec.

La hausse des droits de scolarité annoncée est de 325 \$ par année, sur cinq ans, ce qui portera la facture annuelle à un total de 3793 \$ en 2016-2017. Le coût d'une année d'étude est actuellement de 2168\$.

Québec ne bronche pas

Les Québécois adhèrent de façon générale au dégel des frais de scolarité, selon la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, imperturbable devant les moyens de pression des étudiants.

Malgré que 11 000 étudiants aient exercé mardi leur vote de grève à Montréal et Québec, et

malgré la tenue d'une manifestation devant l'Assemblée nationale, la ministre Beauchamp n'a pas bronché.

«C'est 11 000 étudiants qui ont décidé d'exercer leur vote de grève, sur 475 000 étudiants universitaires et collégiaux, donc c'est à peine plus de 2 % des étudiants en grève», a-t-elle indiqué, minimisant l'ampleur de la contestation.

Elle a signalé que «bien des étudiants» sont contre le mouvement de grève, citant en exemple la tenue d'un vote d'opposition à la grève générale au Cégep de Sherbrooke.

«Nous entendons sur la place publique des étudiants s'organiser parce qu'ils s'opposent à ces grèves générales, et règle générale, dans l'opinion publique, il y a une adhésion au fait qu'un effort de tous est demandé, et que ça comprend une juste part des étudiants», a-t-elle commenté.

Mise en garde

La ministre a même mis en garde les étudiants, en laissant entendre qu'ils seront les principales victimes de leur décision de faire la grève.

«À la fin, la plus grande perturbation sera dans la vie des étudiants qui ont choisi d'exercer leur vote de grève, parce qu'ils devront reprendre les jours de cours autrement, de soir, de week-end, l'été, alors j'invite les étudiants à réfléchir.»

Son collègue des finances, Raymond Bachand, s'est aussi montré intraitable.

«Est-ce qu'il faut rappeler que l'étudiant à l'université va gagner au moins 200 000 \$ de plus que quelqu'un qui finit seulement son secondaire cinq. Peut-être que s'il paie 15 % ou 16 % de son éducation, ce n'est qu'une simple question de justice sociale», a-t-il laissé tomber.

RADIO-CANADA: Droits de scolarité : des étudiants de l'UQAM et de l'Université Laval en grève – Mise à jour le mardi 14 février 2012 à 14 h 28 HNE



© Jean-Ann Bouchard

Des étudiants en arts de l'UQAM attendent en file devant Le National sur la rue Ste-Catherine à Montréal pour voter à l'assemblée générale de déclenchement de grève.

Environ 7250 étudiants de l'Université Laval et de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) ont lancé lundi le mouvement de grève générale illimitée contre l'augmentation des droits de scolarité.

Les 550 membres de l'Association des chercheuses et chercheurs étudiants en sociologie et du Mouvement des étudiants et étudiantes en service social de l'Université Laval ont été les premiers à débayer pour demander au gouvernement Charest de renoncer à la hausse annuelle de 325 \$ pendant cinq ans. À terme, le montant annuel pour une année d'études universitaires passera donc d'environ 2200 \$ à 3800 \$ par année, ce qui le ferait toutefois demeurer parmi les plus bas du pays.

À l'UQAM, l'Association facultaire étudiante de science politique et droit (AFESPED) et l'Association facultaire des étudiants en arts (AFÉA), qui représentent 2100 et 4600 étudiants respectivement, ont déclenché elles aussi une grève générale illimitée lundi après-midi, au terme d'assemblées générales.

« Environ 70 % des étudiants [à l'assemblée de la Faculté de science politique et de droit] ont voté en faveur de la grève immédiate », a souligné Gabriel Nadeau-Dubois, de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

Une forte majorité d'étudiants de la Faculté des arts de l'UQAM a également voté pour la grève.

Les commentaires (217)

Envoyé par [Xavier Courcy Xavier](#) de Québec, 17 février 2012 à 16 h 52 HNE

Comment vous senteriez vous si on prenait une décision à propos de vous sans vous consulter?

Je suis totalement pour une hausse des frais de scolarité. Ce que je déplore, c'est qu'on a même pas daigné nous consulter. On est juste venus nous annoncer ça comme ça et quand on s'est plaint et qu'on a commencé à poser des questions, on nous a dit que les étudiants ne sont "pas parlable" et qu'il est impossible d'avoir une discussion objective avec eux. Line Beauchamp s'est enfoncée dans les préjugés simplement parce qu'elle a eu peur de venir nous parler.

Je crois aussi qu'elle est inquiète de nous en parler parce qu'elle sait très bien que nous n'allons jamais accepter des primes de départ farmineuse pour des recteurs ou la construction d'îlot voyageur. Tout ce que nous demandons c'est de savoir ou va aller notre argent. Je n'ai aucun problème à payer plus si c'est pour enrichir mon expérience et mon bagage académique. Bref, je crois que si le gouvernement s'ouvre à des discussions et répondent à nos questions, un bon dénouement s'en suivra

Envoyé par [Serge Duval](#) de Secteur Drummondville, 14 février 2012 à 08 h 11 HNE

Lorsque les travailleurs d'une entreprise vont en grève, ils font leurs rencontres syndicales dans des locaux situés hors de l'entreprise. Et ce même si le syndicat y a un bureau.

Les dirigeants des universités devrait refuser de laisser utiliser leur espace pour ces grévistes. Auditoriums, agoras et cafétérias appartiennent aux étudiants, pas aux grévistes.

Faites vos réunions et tenez vos votes hors des murs, comme tous les grévistes! Les espaces universitaires sont là pour les étudiants, pas pour les grévistes.

Envoyé par [Hugo.. Deslandes-Kilimira](#) de Québec, 14 février 2012 à 02 h 20 HNE
Grotesque et ridicule.

Faire grève n'a de sens que si cela pénalise un employeur dont les ouvriers revendiquent de meilleures conditions de travail (ce qui revient le plus souvent à dire : revendiquer la délocalisation de leurs emplois, mais cela relève d'un autre débat).

Dans le cas d'étudiants, les seuls perdants sont les étudiants ; c'est contre-productif et irrationnel.

Sans vouloir peser davantage que nécessaire sur le bobo, je relève que les étudiants qui votent pour ces moyens inappropriés de revendication proviennent tous de facultés dont les débouchés sont «bouchés», justement.

Les étudiants méritants de facultés tout aussi méritantes (vous les connaissez) se tiennent logiquement à l'écart de ces mouvements irrationnels.

Le fait est que nonobstant des hausses mineures, nos frais de scolarité demeurent les plus bas du continent ; le gouvernement ne reculera pas sur ces ajustements minimes et nécessaires (et c'est normal).

Envoyé par [Mia Moore](#) de Montréal, 13 février 2012 à 23 h 38 HNE

Ouf, y'en a qui carburent aux préjugés !

Je crois que tout dépend de comment on voit la question de la gratuité scolaire. Pour certains, c'est une dépense inutile et pour d'autres c'est un investissement. Moi je suis du dernier avis. Et les bénéfiques ne se mesurent pas à court terme, mais à moyen et long terme.

Une société éduquée est une société en santé.
<http://www.youtube.com/watch?v=aIVcMh-3tuA>

Envoyé par [Przemyslaw Bielec](#) de Laval, 13 février 2012 à 23 h 17 HNE

Il y a d'autres différence entre le Quebec et les pays en haut de la liste que les frais de scolarité.

20 000 étudiants bientôt en grève

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a indiqué à plusieurs reprises que le gouvernement ne reculerait pas sur la hausse des droits de scolarité.

La semaine dernière, la CLASSE, qui regroupe plusieurs associations étudiantes, a annoncé que ses membres mettraient leur menace de grève à exécution dès que sept associations étudiantes regroupant 20 000 personnes et réparties dans au moins trois campus auraient obtenu un mandat de grève générale illimitée.

Selon le site de la CLASSE, 19 associations étudiantes regroupant environ 20 260 étudiants de cinq campus ont des mandats de grève, dont la plupart devrait se concrétiser dès lundi prochain.

Les 4623 étudiants en sciences humaines de l'UQAM doivent débayer demain, en plus des 441 étudiants en anthropologie et en sociologie de l'Université Laval.

La grève touche aussi le niveau collégial. Les étudiants du CEGEP Marie-Victorin et du Collège de Valleyfield débraieront à partir de lundi.

La CLASSE devrait annoncer la suite de son plan d'action mardi matin.

En complément



Vidéo - Plus de 20 000 étudiants seront en grève dans les prochains jours, rapporte Marie-Claude Guay.

Ailleurs sur le web

Radio-Canada n'est aucunement responsable du contenu des sites externes suggérés ci-après.

- [Site de la Coalition large de l'ASSÉ \(CLASSE\)](#)

J'ai grandi en Pologne et, bien que ça coûte moins cher qu'ici, ne va pas à l'université qui veut. Déjà au secondaire, au lycée, il y a des examens d'entrée très stricts. Le niveau d'enseignement est plus élevé qu'au secondaire québécois. Et ça continue lors de l'admission à l'université.

Au Québec, au contraire, le secondaire est d'une facilité incroyable et il est très facile d'être admis au Cégep et à l'université. Dans bien de programmes, le taux d'étudiants qui ne finissent pas est très élevé.

On ne peut pas rendre l'université gratuite et l'admission facile en même temps.

Envoyé par [Michel Savard](#) de Québec, 13 février 2012 à 23 h 01 HNE

Le gouvernement se doit absolument de tenir tête aux étudiants ainsi qu'aux éducatrices des CPE s'il veut être réélu.

Une très grosse majorité de la population en a plus qu'assez de se faire plumer par des taxes et de payer

pour des étudiants gâtés au point de payer des frais de scolarité qui sont à peine au tiers de la moyenne canadienne et qui ont le culot de se plaindre.

Quant à ces syndiquées de la CSN qui travaillent dans les CPE, leurs demandes sont nettement exagérées.

Le gouvernement devra avoir une poigne de fer pour limiter ses dépenses s'il ne veut pas que le Québec subisse le même sort que la Grèce !

Le gouvernement ne peut se permettre de plier cette fois-ci devant les menaces de ces deux groupes !

Envoyé par [340870](#), 13 février 2012 à 22 h 25 HNE

Vraiment ceux qui veulent faire la grève ne savent vraiment pas compter. Premièrement, au lieu de prendre de nombreuses heures pour faire leur foutu grève ils devraient les travailler ces

heures-là pis cela permettrait de payer la hausse de leur session soit autour de 100\$ (je le sais j'ai payer ma facture)!! De plus, en se retardant d'une session, ils se privent d'une demie année de salaire à un taux horaire plus élevé (ce que j'estime être une plus grosse perte). J'aime mieux payer, pour m'assurer que les Universités soient mesures d'attirer des professeurs de qualités... Que d'avoir la gratuité scolaire avec un enseignement médiocre.

Ne vous inquiétez pas pour les familles moins fortunées, le gouvernement a prévu plus de prêt et bourse pour eux!!!

Il faut arrêter de vouloir tout gratuit... La gratuité du système de santé est certes importante, mais l'école tu y va bien sort l'argent, la route (ça devrait être comme ça) tu l'utilises bin sors l'argent. L'utilisateur payeur dans certaines sphère de la société c'est la solution.

Envoyé par [Marc Couture Leclerc](#) de Lévis, 13 février 2012 à 22 h 09 HNE

Option Nationale abolira les frais de scolarités de la maternelle au doctorat s'il est au pouvoir. La gratuité scolaire complète.

De plus, la hausse des droits de scolarités nuit gravement à la fréquentation universitaire. La preuve:

<http://www.youtube.com/watch?v=el8kf-ILCe8>

<http://www.youtube.com/watch?feature=endscreen&NR=1&v=RbtOSexa1ygc>

Envoyé par [Philippe Lourde](#) de Montréal, 13 février 2012 à 21 h 44 HNE

J'en ai assez de lire des commentaires injurieux et méprisants sur les étudiants, qui procèdent d'une fausse association étudiant=jeune. Dans une économie en constante mutation, les chances sont bonnes pour qu'une reconversion professionnelle soit nécessaire à moment ou un autre dans votre vie. Dans cette optique, toute mesure qui vient hausser les frais constitue un obstacle majeur. Ce n'est pas avec le système des prêts et bourses que vous pourrez mener à bien des études. Il est facile et lâche de rire d'étudiants quand on est à l'abri derrière son clavier. Il est bête de penser que les études ne concernent que le jeunes. Il est aveugle de ne considérer que sa propre expérience dans l'évaluation de la situation d'autrui.

Envoyé par [Guillaume Fortin](#) de Québec, 13 février 2012 à 21 h 28 HNE

Peut-être qu'en payant plus cher leurs études ils finiraient par étudier dans un domaine qui a de vrais débouchés!

Envoyé par [John Smith](#) de Québec, 13 février 2012 à 21 h 21 HNE

Vous pouvez bien faire la grève tant que vous voulez, car c'est vous même que vous pénalisez. Vous devez reprendre vos cours plus tard ou pas du tout.

La Grèce vous connaissez ? Au lieu de faire la grève, vous devriez étudier ce sujet. Ce serait plus utile pour tous et vous y découvririez les conséquences d'un État mal géré, c'est-à-dire ce à quoi ressemblera le Québec de demain. Il est vrai par contre que vous n'êtes pas encore sur le marché du travail et que vous ne savez pas encore la responsabilité qu'implique la gestion d'un budget... Le dure lendemain des "veilles de broches" seront difficiles.

La solution passe par le financement ciblée des études en fonction de la demande. Que les places universitaires financées soient contingentes en fonction des besoins sociaux. Par exemple, le Québec pourrait payer pour X place dans tel programme. Les autres devront se réorienter ou payer eux-mêmes leur formation. Responsabilité budgétaire oblige.

Envoyé par [Louisdan Louis-Daniel](#) de Québec, 13 février 2012 à 22 h 08 HNE en réponse à [John Smith de Québec](#)

Le problème, c'est justement qu'ils doivent être sur le marché du travail un nombre d'heures déraisonnable pour arriver à payer les frais. Du moins, pour ceux d'entre nous qui n'arrivent pas de famille aisées... Et une société en santé donne une place importante dans son budget à l'éducation. L'impôt sur le revenu est là pour que tout un chacun fasse sa contribution après avoir terminé ses études. Le gouvernement se prive souvent de revenus (baisse de taxe, entre autre), simplement pour s'attirer des votes. La hausse des frais de scolarité n'a pas de logique économique, elle est purement idéologique. Et comment déterminer les "besoin sociaux" du Québec ? Ce genre de décision nous mènerait dans une hiérarchisation des étudiants et une marchandisation de l'éducation. Radicalement à proscrire.

Envoyé par [Jean François](#) de Montreal, 13 février 2012 à 22 h 26 HNE en réponse à [John Smith de Québec](#)

Justement ceux qui étudient la société sa s'appelle des sociologues ;)

Envoyé par [340870](#), 13 février 2012 à 22 h 37 HNE en réponse à [John Smith de Québec](#)

Eux de nombreuses hr??? Non, je suis étudiant et pour ramasser 1500\$, il faut 10 semaines de travaille de 15hr (très résonnable je connais des gens qui ont plusieurs cours, qui ont des enfants et qui travaillent plus de 20hr... Mais des étudiants trouvent le moyen de dire qu'ils n'ont pas le temps de travailler) ça c'est pour ceux qui ne veulent pas se forcer et se ramasse de l'argent l'été.

Envoyé par [Antoni Gervais](#) de Montréal, 13 février 2012 à 21 h 13 HNE

C'est ça allez prendre une bière et discuter comment réformer le monde au lieu de vous consacrer à vos études. Comme cela vous prendrez plus de temps à rembourser vos dettes d'étude.

Bonne chance.

Envoyé par [Jean Lemire](#) de Longueuil, 13 février 2012 à 20 h 35 HNE

L'art de se tirer dans le pied ... ça aussi s'apprend jeune!

Envoyé par [Jean François](#) de Montreal, 13 février 2012 à 22 h 31 HNE en réponse à [Jean Lemire de Longueuil](#)

Exactement, monter les frais de scolarité c'est ce tiré dans le pied en tant que société et ces pour cela que les étudiants et les personnes qui comprennent l'importance de l'éducation descendent dans la rue pour condamner les gestes de la ministres de la finance.

Envoyé par [Charles Fortin](#) de Saguenay, 13 février 2012 à 20 h 29 HNE

Pourquoi ce sont toujours des Sciences Po, Sciences So (So! So! So!), Arts & Lettres, Philo, etc. qui contestent les coûts alors qu'à mon avis on devrait tripler les frais d'admission à ces programmes qui forment principalement que des futures "sans emplois" alors qu'une pénurie de professionnels de la santé, d'ingénieurs, métallurgistes, etc. existent présentement et risquent de nuire aux développement économique du Québec dans un avenir très rapproché. On devrait encourager les jeunes vers des formations d'avenir en ayant des frais d'admission avantageux pour les programmes associés.

Envoyé par [John Smith](#) de Québec, 13 février 2012 à 21 h 07 HNE en réponse à [Charles Fortin de Saguenay](#)

Entièrement d'accord avec vous. Par contre, vous verrez les étudiants voter massivement contre vos propos.

J'ajouterais ceci: la solution passe par le financement ciblée des études en fonction de la demande. Que les places universitaires financées soient contingentes. Par exemple, si le Québec

prévoit avoir besoin de 30 archéologues, qu'il paie les frais pour les 30 élèves ayant les meilleurs résultats aux examens d'admissions. Que les autres qui désirent tout de même suivre une formation dans ce domaine paie entièrement de leur poche ou qu'ils choisissent un autre domaine plus prometteur. Ainsi, les élèves de talents seront récompensés. Un tri naturel. La réalité de la vie, du marché de l'emploi.

Envoyé par [Sylvain Côté](#) de Montréal, 13 février 2012 à 22 h 09 HNE en réponse à [Charles Fortin de Saguenay](#)

C'est justement les sciences sociales qui étudient les phénomènes de société et qui permettent ensuite d'apporter des solutions au divers problèmes sociaux. Je ne voudrait donc aucunement vivre dans votre société.

Envoyé par [Jean François](#) de Montreal, 13 février 2012 à 22 h 25 HNE en réponse à [Charles Fortin de Saguenay](#)

C'est parce que c'est les gens qui étudie ces domaines qui comprennent le mieux la société, ils sont éduquer et on une facilité d'analyser la société dans lequel on vit et comprennent les conséquences qu'engendre les gestes posé par les politiciens.

Envoyé par [Jean-François Belley](#) de Montréal, 13 février 2012 à 23 h 29 HNE en réponse à [Charles Fortin de Saguenay](#)

Donner aux personnes qui auront le plus de moyens de payer plus tard des frais réduits? Mais quelle merveilleuse idée! Mettons ça gratuit pour les médecins et 100 000\$ en psychologie! Plus il y a de manque d'emploi dans un domaine, moins c'est cher! Bon, ben on vous fait la vague! P.S. Vous êtes de Saguenay. Ça demande combien d'années d'éducation pour travailler à l'Alcan? Ah ils mettent du monde à la porte? Pourtant, c'était un métier d'avenir!

Envoyé par [Etienne Lareau](#) de Val-d'Or, 14 février 2012 à 09 h 23 HNE en réponse à [Charles Fortin de Saguenay](#)

En Allemagne, les universités sont connectées avec le marché du travail et on ouvre les places en fonction des besoins. On devrait s'en inspirer ici et cesser de laisser les universités faire du système d'enseignement au primaire leur vache à lait, alors que les finissants auront toutes les misères du monde à se placer.

Envoyé par [Denise Robidoux](#) de quebec, 13 février 2012 à 20 h 11 HNE

Jim Bovey de Montréal, 13 février 2012 à 19 h 07 HNE

Dans vos statistiques vous oubliez un facteur très important.

Si c'est vrai que l'accès aux études est meilleur aux E.U. qu'au Québec, il n'en demeure pas moins que le coût à ces études est bien plus élevé

Envoyé par [Jim Bovey](#) de Montréal, 13 février 2012 à 20 h 41 HNE en réponse à [Denise Robidoux de quebec](#)

@ Denise Robidoux de quebec

Les Québécois sont les plus taxés en Amérique du Nord.

Ça fait pas mal moins de sous pour pouvoir payer un enseignement universitaire aux jeunes Québécois qui représentent notre avenir.

Un bon dégraissage de l'énorme fonction publique hypersyndiqués Québécoise qui nous endette de plus en plus avec leurs retraites dorées pourrait remédier à cela.

On serait moins taxés et on aurait les moyens d'offrir une éducation supérieure à davantage de jeunes.

Envoyé par [Jean François](#) de Montreal, 13 février 2012 à 22 h 35 HNE en réponse à [Denise Robidoux de quebec](#)

Jim Bovey les taxes du Québec est ce qui diminue l'écart entre les riches et les pauvres enlever

les taxes et vous verrez l'inflation remonter aussi vite et donc vous allez vous retrouver avec moins de pouvoir d'achat car vous allez devoir payer pour les services que l'état Québécois vous offre présentement. Et ne me dites que le privé coûte moins chère que le public, vous pouvez toujours comparer le prix de l'électricité de H-Q avec celle de vos voisins.

Envoyé par [Claude Quézel](#) de Québec, 13 février 2012 à 20 h 06 HNE

Voici le taux de diplomation (1998) de certains pays de l'OCDE (un regroupement de 28 pays) et celui du Québec.

Donc, le Québec n'est pas parmi les leaders. Je crois donc que l'on doit s'assurer qu'un maximum de citoyens accèdent à l'université. Maintenant, est-ce que hausser les frais de scolarité vas dans ce sens?

Norvège 38,3
Royaume-Uni 35,2
Pays-Bas 34,6
Nouvelle-Zélande 33,0
États-Unis 32,9
Finlande 30,0
Canada 29,4 (avec le Québec)
Espagne 27,9
Japon 27,7
Québec 26,6

Envoyé par [Anna Derwaun](#) de Québec, 13 février 2012 à 20 h 25 HNE en réponse à [Claude Quézel de Québec](#)

Si on regarde le pays qui est juste une position en avant de nous, faut croire qu'augmenter les coûts ne diminue aucunement l'accessibilité.

Envoyé par [Maxime Clément](#) de Québec, 13 février 2012 à 20 h 38 HNE en réponse à [Claude Quézel de Québec](#)

<http://www.cyberpresse.ca/debats/opinions/2012/09/10/01-4433389-quebec-c-comme-dans-champion.php>

Votre tableau ne compte par contre que la diplomation universitaire. Mais si l'on parle de formation post-secondaire, avec le réseau des cégeps et les formations professionnelles, on n'a pas à envier notre taux de diplomation.

Dans cet article, le conseil du patronat lui-même classe le Québec au 4 ième rang des 38 pays de l'OCDE.

Envoyé par [340870](#), 13 février 2012 à 22 h 41 HNE en réponse à [Claude Quézel de Québec](#)

Le but ce n'est pas d'avoir un volume incroyable de diplôme, mais plutôt des diplômés qui ont de la valeur!

Moins bon professeurs = moins grande qualité des diplômes.

Envoyé par [Marianne longfield Marianne](#) de Québec, 14 février 2012 à 08 h 55 HNE en réponse à [Claude Quézel de Québec](#)

Les études, c'est un investissement. Pour accéder à l'université, ça prend une bonne base au primaire et au secondaire. Commençons par nous assurer que le primaire et le secondaire est adéquat (ce qui n'est pas le cas avec la réforme actuelle), ensuite nous pourrons songer à aider les jeunes à investir dans leur avenir. Pas payer pour: les aider à investir. Nuance.

Envoyé par [Eric Drev](#) de Laval, 13 février 2012 à 20 h 05 HNE

Certains font un rapport entre les frais de scolarité et les pensions pour les retraités... C'est quoi l'affaire? les retraités sont souvent des universitaires qui ont payé leurs études dans le passé avec des frais proportionnellement bien plus élevés qu'aujourd'hui et ont investi toute leur vie dans des fonds... De plus, savez-vous qu'un prisonnier, dans un pénitencier coûte 2 ou 3 fois plus cher qu'un retraité et qu'a-t-il apporté à la société? De plus, il vit mieux, est mieux nourri et mieux logé que la majorité des personnes âgées... Et là, je ne parle pas des millions de dollars distribués pour payer des condoms aux prisonniers... et s'il vous plaît, ne me censurez pas... même si je dis la vérité!

Envoyé par [Jean François](#) de Montreal, 13 février 2012 à 22 h 29 HNE en réponse à [Eric Drev de Laval](#)

Va faire un tour en prison pour voir a quel point tu dis la vérité et tu va te rendre compte assez vite que la vie n'y est pas toujours rose.

Envoyé par [Claude Quézel](#) de Québec, 13 février 2012 à 19 h 47 HNE

Si vous lisez l'article cité du Monde, vous constaterez qu'il est question des pays de l'OCDE et que "Certains des pays n'apparaissent pas dans tous les classements, faute de données communiquées."

Envoyé par [Eric Drev](#) de Laval, 13 février 2012 à 20 h 07 HNE en réponse à [Claude Quézel de Québec](#)

De toute façon, il n'y a aucun rapport entre les frais de scolarité et l'accessibilité aux études supérieures... Aux USA, les frais sont 5 à 10 fois supérieurs à ce qui se fait au Québec... Celui qui a apporté ces statistiques se plante royalement

Envoyé par [Jean François](#) de Montreal, 13 février 2012 à 22 h 44 HNE en réponse à [Claude Quézel de Québec](#)

Les frais son plus élevé au USA mais un système de prêt et bourse facilitent l'accès a bon nombre d'entre eux. De plus si vous écoutez le discours de Obama il parle assez régulièrement de l'importance des "cerveaux" dans l'économie. Des meilleurs tête=un PIB plus élevé

Envoyé par [Jérôme Archambault](#) de Montréal, 13 février 2012 à 19 h 41 HNE

Bonjour,

Je suis étudiant au HEC. Je ne suis ni pour ou contre la grève en particulier pour le moment, mais il me semble que la nouvelle est mal écrite: "À terme, le montant annuel pour une année d'études universitaires passera donc d'environ 2200 \$ à 3800 \$ par année, ce qui le ferait toutefois demeurer parmi les plus bas du pays." Je trouve la fin un peu tendancieuse. Par exemple, on aurait pu mettre un argument positif à la fin de la phrase à la place du " ce qui le ferait toutefois..." un : "En effet, ... ". (ce qui aurait été tout aussi tendancieux).

L'article devrait être plus neutre, quitte à mettre les liens vers des sujets connexes en bas de page, au lieu de les placer directement dans le texte.

Envoyé par [Pierluc Marcoux-Viel](#) de Sherbrooke, 13 février 2012 à 22 h 51 HNE en réponse à [Jérôme Archambault de Montréal](#)

Tout à fait d'accord. Un argument anti-hausse qu'ils auraient aussi bien pu préciser est le fait que nos frais sont plus élevés que la moyenne des pays de l'OCDE. Pourquoi devait-il seulement mettre la comparaison aux provinces canadiennes?

<http://www.iris-recherche.qc.ca/bloque/les-plus-bas-en-amerique-du-nord/>

Envoyé par [Pierre DuBois](#) de Laval, 13 février 2012 à 19 h 24 HNE

Notre fils est allé étudier aux États-Unis, au New-Jersey: 35,000\$ par année! Accessibles les études universitaires?

Envoyé par [Anna Derwaun](#) de Québec, 13 février 2012 à 19 h 57 HNE en réponse à [Pierre DuBois de Laval](#)

Selon les chiffres fournis, il semble en effet que l'accessibilité aux études supérieures se classe 9e au monde pour les États-Unis.

Devrions-nous comprendre qu'accessibilité et coût ne vont pas ensemble ? Pourtant, on nous répète à qui-mieux-mieux qu'augmenter les coûts diminuerait l'accès.

Bizarre bizarre.

Envoyé par [Charles Tremblay](#) de Rimouski, 13 février 2012 à 19 h 58 HNE en réponse à [Pierre DuBois de Laval](#)

Notre fils est allé étudier en France, à Paris: 0,00\$ par année! Accessibles les études universitaires?

Envoyé par [Antoine Jolicoeur-Vadeboncoeur](#) de Blainville, 13 février 2012 à 19 h 58 HNE en réponse à [Pierre DuBois de Laval](#)

Bravo.

Envoyé par [Charles Tremblay](#) de Rimouski, 13 février 2012 à 21 h 21 HNE en réponse à [Pierre DuBois de Laval](#)

Notre fils est allé étudier en France, à Paris: 0,00\$ par année! Accessibles les études universitaires?

Envoyé par [Jean François](#) de Montreal, 13 février 2012 à 22 h 38 HNE en réponse à [Pierre DuBois de Laval](#)

C'est pour garder les classe sociales comme elles sont, au Québec on est un des endroit au mondes ou les classes sociales change le plus d'une génération a l'autre justement grâce a notre accessibilité aux études supérieures.

Envoyé par [Mario Falardeau](#) de Ville-Émard, 13 février 2012 à 23 h 59 HNE en réponse à [Pierre DuBois de Laval](#)

Je ne sais pas si vous êtes allé aux États-Unis récemment, mais je ne me servais pas de ce pays comme un modèle à suivre.

Envoyé par [Denise Robidoux](#) de quebec, 13 février 2012 à 19 h 17 HNE

Julian Stahl de Halifax, 13 février 2012 à 18 h 37 HNE

Bien d'accord avec votre commentaire. moi aussi j'ai du rembourser un prêt important après mes études et je suis fière maintenant d'avoir eu une belle carrière.

si on veut on peut même sans l'intervention de l'État providence qui n'a d'ailleurs plus le sou

Envoyé par [Mario Jean](#) de Montreal, 13 février 2012 à 19 h 33 HNE en réponse à [Denise Robidoux de quebec](#)

Combien coûtait une maison à votre époque? J'ai acheté ma maison à Montréal en 2002, sa valeur à tripler. Pouvez m'expliquer comment un jeune pour faire accès à la propriété maintenant si en plus, il y a une dette astronomique.

En dollar constant, les jeunes paieront pas mal plus cher leur éducation que ce que j'ai payé.

Envoyé par [Gustave aka charles Bombo](#) de hull gatineau, 13 février 2012 à 19 h 11 HNE

Il est important de savoir que l'État ne paye pas tout pour l'étudiant,plutôt il est du devoir de l'État de s'occuper de l'éducation de ses citoyens.

Ce qu'on appelle le droit à l'éducation. l'État emprunte de l'argent à ceux ou celles qui veulent s'éduquer afin de construire le pays, ou la province dans laquelle on se trouve.

Quand le niveau d'éducation d'un peuple ou d'une nation est élevée, il y a une bonne gouvernance au niveau de l'État, de bonnes structures, et cela donne une économie qui se développe graduellement. Quand il y a une éducation qui est faible, le taux de chômage augmente, et les chèques de bien-être sociaux sont pleines à la poste, et comme le bien-être social ne se rembourse pas, l'économie dégringole.

Renseignez-vous chez statistique Canada et vous verrez le classement du Québec au niveau des assistés sociaux au pays!

Une tragédie si on peut l'appeler ainsi.

Envoyé par [Claude Paris](#) de Prouville, 13 février 2012 à 19 h 08 HNE

Une "grève" justifiée ?

Envoyé par [Jean François](#) de Montreal, 13 février 2012 à 22 h 42 HNE en réponse à [Claude Paris de Prouville](#)

Je proposerais plutôt à ces étudiants de ne pas payer d'impôts pendant quelques années mais bon ...

Envoyé par [Anna Derwaun](#) de Québec, 13 février 2012 à 19 h 08 HNE

"Et comme Jean François de Montreal l'a si bien mentionné plus bas, notre taux d'accès à l'enseignement supérieur dans le monde ne figure même pas dans les 25 pays suivants:

- 1 Islande
- 2 Nouvelle-Zélande
- 3 Suède
- 4 Finlande
- 5 Pologne
- 6 Hongrie
- 7 Norvège
- 8 Australie
- 9 États-Unis
- 10 Italie
- 11 Danemark
- 12 Pays-Bas
- 13 Corée du Sud
- 14 Royaume-Uni
- etc...."

Bin oui bin oui bin oui !

L'accès aux études supérieures est plus facile aux États-Unis qu'au Canada !

Heille ! On lit toujours ici qu'étudier aux États-Unis coûte un bras et une jambe ! Que seul l'élite peut se payer une formation universitaire !

Et maintenant, l'accès à l'éducation supérieure aux USA est dans le top 10 !

Qui aurait cru que ça coûte moins chère étudier aux USA qu'au Canada ?

Comique !

Envoyé par [Jim Bovey](#) de Montréal, 13 février 2012 à 19 h 31 HNE en réponse à [Anna Derwaun de Québec](#) S.V.P.

Allez vérifier par vous même, ce sont les chiffres de l'OCDE cités dans le journal Le Monde :

Les statistiques sont ici : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Éducation#Statistiques>

Tableaux 3 et 4.

Dans le domaine du taux d'accès à l'éducation supérieure, le Canada n'est même pas dans la liste des 25 premiers pays, dont les États-Unis.

Envoyé par [Jean-François Belley](#) de Montréal, 13 février 2012 à 20 h 00 HNE en réponse à [Anna Derwaun de Québec](#)

On parle bien de taux d'accès et non de frais de scolarité. Étudier à Harvard ou Yale, non ce n'est pas accessible à tous. Cependant, vous savez sûrement qu'il y a plus d'universités aux États-Unis que celles qu'on mentionne dans les films hollywoodiens. On ne peut pas parler d'accessibilité versus les frais sans prendre en compte le coût de la vie.

Chaque État a ses propres règles et il existe des universités publiques et privées. Les étudiants ont les mêmes problèmes qu'ici au niveau de l'endettement et c'est à cause de celui-ci que le taux d'accès y est élevé.

Envoyé par [Jim Bovey](#) de Montréal, 13 février 2012 à 19 h 07 HNE

@ Koriand R, MasterMike Michel-Andre de Québec & Constantinople Près

Les statistiques sont ici : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Éducation#Statistiques>

Tableau 4.

Dans le domaine du taux d'accès à l'éducation supérieure, le Canada n'est même pas dans la liste des 25 premiers pays, dont les États-Unis.

Le fait qu'on soit si taxés pour payer notre armée de fonctionnaires hypersyndiqués fait sans doute en sorte que les parents ont moins de sous disponibles pour envoyer leurs enfants jusqu'à l'université.

Envoyé par [MasterMike Michel-Andre](#) de Québec, 13 février 2012 à 19 h 48 HNE en réponse à [Jim Bovey de Montréal](#)

Wow, statistiques tirées de Wikipédia! Quelle farce! Voici un rapport qui prouve l'accès aux études supérieures au Canada: <http://www.educationalpolicy.org/pdf/global2005.pdf>

Envoyé par [Jim Bovey](#) de Montréal, 13 février 2012 à 20 h 51 HNE en réponse à [Jim Bovey de Montréal](#)

@ MasterMike Michel-Andre

Si vous allez voir les sources de Wikipédia, elles viennent de l'OCDE et sont citées par le journal Le Monde.

L'Educational Policy Institute, Inc., d'où provient votre document .pdf pèse pas mal moins lourd dans la balance en termes de crédibilité

Envoyé par [Marc Pell](#) de Ottawa, 13 février 2012 à 19 h 05 HNE

Ils peuvent grèver un autre 3 ans en ce qui me concerne et comme il n'y aura pas d'élection prochainement ils pourront compléter leurs études en allant travailler chez Timmy our autres fast food.

Envoyé par [Mario Falardeau](#) de Ville-Émard, 13 février 2012 à 22 h 45 HNE en réponse à [Marc Pell de Ottawa](#)

Belle marque de confiance envers nos jeunes. J'espère que vous êtes fier.

Envoyé par [Luc Toutant Luc](#) de Québec, 13 février 2012 à 18 h 51 HNE

Les statistiques concernant le taux d'accès à l'enseignement supérieure est biaisée en ce qui concerne le Québec. Cette liste ne considère pas les études collégiales comme étant des études supérieures, ce qui relègue notre pays aux oubliettes.

Exemple : une personne qui suit une formation infirmière ne sera pas considéré par ces statistiques ici, mais le sera dans la plupart des autres pays. Avant de copier - coller à l'aveuglette, renseignez-vous!

Envoyé par [Jim Bovey](#) de Montréal, 13 février 2012 à 19 h 14 HNE en réponse à [Luc Toutant Luc de Québec](#)

À votre tour de vous renseigner.

L'UQAM et l'Université Laval ne sont pas des CÉGEPs.

Ce sont des lieux d'enseignement supérieur.

On va pas faire un Doctorat en droit international ou en médecine en allant au CÉGEP mon cher monsieur.

Envoyé par [Christian Sheink](#) de Gatineau, 13 février 2012 à 18 h 49 HNE

La situation financière des étudiants n'est pas nécessairement enviable dû à leurs dépenses considérables et leurs revenus généralement limités. Toutefois, je crois normal que ces étudiants assument une partie raisonnable des frais d'enseignement. L'État ne peut tout simplement pas tout leur offrir gratuitement.

Quelqu'un pourrait aussi dire, si vous êtes pas content, bien rien ne vous empêche d'aller étudier ailleurs; mais à quel prix....

Envoyé par [554543](#), 13 février 2012 à 19 h 15 HNE en réponse à [Christian Sheink de Gatineau](#)

En réalité, il s'agit de choix de société. Rien ne s'oppose à ce que l'éducation soit gratuite depuis la maternelle jusqu'au doctorat si un gouvernement choisit d'affirmer ainsi que l'éducation est une authentique valeur pour lui. Si le Danemark et la France le font, par exemple, ce n'est pas par charité, mais bien parce qu'ils croient en soutenir des bénéfices tangibles.

Au Canada, il est clair que Harper cherche à reproduire le modèle américain en toute chose, notamment en marchandisant l'éducation. Le gouvernement du Québec choisit quant à lui d'engraisser ses amis entrepreneurs plutôt que

d'éduquer sa population. On le comprend presque, puisqu'il n'y a rien de plus menaçant pour le pouvoir qu'un esprit critique.

Envoyé par [Anna Derwaun](#) de Québec, 13 février 2012 à 20 h 00 HNE en réponse à [Christian Sheink de Gatineau](#) @554543

Vous avez affirmé : "Au Canada, il est clair que Harper cherche à reproduire le modèle américain en toute chose, notamment en marchandisant l'éducation."

En passant, marchandisant n'est pas un mot.

Avez-vous vu les statistiques sur l'accessibilité aux études supérieures ? Les États-Unis se classent 9e. Et le Canada n'est même pas dans les 25 premiers.

Envoyé par [Julian Stahl](#) de Halifax, 13 février 2012 à 18 h 37 HNE

À Hubert Roy:

'Je pense moi, j'ai pas beaucoup de gens qui mentionnent que l'endettement moyen des étudiants à la fin d'un bacc. au Québec est de 14 000\$.'

À l'obtention de mon doctorat, j'étais endetté de plus de 125,000 \$, alors n'essayez pas de me faire pleurer sur votre sort! Par contre, j'avais déjà un emploi qui m'attendait et j'ai pu rembourser mes dettes aisément en 2 ans. Quand on désire une éducation supérieure, il faut s'attendre à en payer le prix.

Envoyé par [Jean-philippe Martin](#) de Montréal, 13 février 2012 à 19 h 04 HNE en réponse à [Julian Stahl de Halifax](#)

Et bien moi, j'ai fini ma maîtrise avec 35 000\$ de dettes et même si j'enseigne dans un cégep, les coupures gouvernementales sont telles que je risque de me retrouver sans emploi à tous les 6 mois.

Quand on dit aux étudiants qu'ils doivent assumer le coût de leurs études puisqu'il s'agit pour eux d'un investissement, je questionne de plus en plus la rentabilité de mon investissement. Un garagiste gagne probablement plus que moi... en plus d'avoir une meilleure sécurité d'emploi... même si j'ai 10 ans de scolarité de plus que lui!!!!

Envoyé par [Mario Jean](#) de Montreal, 13 février 2012 à 19 h 30 HNE en réponse à [Julian Stahl de Halifax](#)

Et bien, j'ai un doctorat, et disons que je ne vois pas comment j'aurais été en mesure de rembourser 62 500\$ par année. Plutôt démagogique votre raisonnement...

J'ai joueur au hockey dans le junior majeur Québécois, donc tout le monde devrait être en mesure de jouer dans le junior majeur???

Envoyé par [Jean-François Belley](#) de Montréal, 13 février 2012 à 20 h 07 HNE en réponse à [Julian Stahl de Halifax](#)

Bravo pour vous, mais on parle d'endettement moyen. Avec un doctorat, facile à dire. Allez dire ça à un bachelier. Vous ne faites partie de d'une minorité, qui justement s'en fout à cause de son histoire personnelle.

Envoyé par [Denise Robidoux](#) de quebec, 13 février 2012 à 18 h 28 HNE

Grèce des CPE : impopulaire

Grève des étudiants : impopulaire

Si le gouvernement tient tête, il est sûr d'être réélu, surtout après le virage à gauche du PQ

Envoyé par [Charles C.-P.](#) de Montréal, 13 février 2012 à 18 h 49 HNE en réponse à [Denise Robidoux de quebec](#)

Quel virage à gauche ?

Envoyé par [Serge Duval](#) de Secteur Drummondville, 13 février 2012 à 18 h 53 HNE en réponse à [Denise Robidoux de quebec](#)

Est-ce que les étudiants peuvent aller en grève parce que leurs étudiantes de CPE sont en grève aussi?

LOL comme ils disent sur leur portables!
 Allez, un peu d'humour ne fais pas de tord.
 Envoyé par [Emilien Marcoux](#) de Plessisville, 13 février 2012 à 18 h 20 HNE
 Petite recette à suivre sans quêter:
 1. Economiser en cinquième secondaire en prévision des études collégiales et universitaires. Quand je pense qu'à la Poly, on a du agrandir le stationnement pour les élèves qui s'y rendaient en auto.
 2. Eviter les partys à toutes les fins de semaine.
 3. Stopper la cigarette.
 4. Bien s'alimenter sans acheter du fast food...
 5. Ne pas se payer un bal de 1000 dollars après une petite secondaire ou un cegep qui mène à l'Université.
 6. Favoriser le covoiturage.
 7. Ne pas être une carte de mode.
 8. Etudier et non s'amuser, surtout en sciences sociales et politiques..
 9. Se trouver un petit travail de 15 hres par semaine.
 10. Avoir la fierté de se suffire à soi-même sans toujours compter sur les autres.
 Une recette gagnante quand on veut éviter la grève à tout prix: sois personnel, ne sois pas un suiveux!!
 Envoyé par [Gilles Lepage](#) de Gatineau, 13 février 2012 à 18 h 20 HNE
 C'est vrai qu'il est difficile de concevoir l'idée de payer pour ce qu'on utilise car, au Québec tout le monde s'attend ce que tout soit payé par l'État. Depuis l'hôpital où l'on naît, à la garderie, à l'école, à l'université, au chômage, à la dépréciation nerveuse (en cas de contradiction) à presque tout. Pour un peuple qui n'est seulement pas capable d'aller voter, il faudrait peut-être qu'on le subventionne pour cela aussi. On fait une grève pour maintenir sa déresponsabilisation alors qu'on ne veut pas s'impliquer dans quoi que ce soit et qu'on est en train de faire de nos écoles des lieux d'instruction anglais. Non mais ça fera les naïseries.
 Envoyé par [Michel Fleurant](#) de St-Simon-de-Rimouski, 13 février 2012 à 18 h 19 HNE
 J'espère qu'ils pourront suivre le progrès des effets de leur grève sur une application iPhone via une application auxquels ils pourront se connecter avec des frais de 60\$/mois.
 Envoyé par [Mario Jean](#) de Montreal, 13 février 2012 à 18 h 17 HNE
 Lâcher pas les jeunes, vous devez vous battre car vos générations vivront une iniquité fiscale sans précédent.
 À titre d'étudiant, vous paierez, par votre impôt,
 1) Environ 500\$ pour des pilules
 2) 200\$ pour la taxe en santé...
 On vous fait déjà payé pour des soins de santé dont vous risquez ne jamais avoir, je crois bien qu'avec le fardeaux de la dette qui vous sera léguer, on peut vous donnez un break car la volée, vous allez l'avoir de toute manière autour de 2035.
 Il faut vraiment être une société vieillissant et sans vision globale pour applaudir une augmentation sauvage des frais pour aller aux études et chialer lorsqu'on doit payer un peu pour des soins de santé.
 Envoyé par [Francis Coutu](#) de Quebec, 13 février 2012 à 18 h 14 HNE
 La formation universitaire est un investissement et devrait être abordée en ce sens par les deux investisseurs: l'étudiant et la société.
 Pour que le tout fasse du sens, il faut reconnaître des constats fondamentaux:
 1) Les formations n'ont pas tous le même coût
 2) Les formations ne répondent pas à un besoin égal dans la société (bénéfice de la société)
 3) Les formations n'apportent pas la même rémunération (bénéfice de l'étudiant)

À partir de ces constats, on peut conclure qu'aucun système de tarification unique ne serait équitable, autant pour la société que pour l'étudiant. Le système de tarification devrait permettre de balancer les bénéfices pour les deux investisseurs.
 Bien sûr il y a toujours des gens qui se sentiront lésés. Et bien je n'ai jamais vu nul part que la justice ne faisait que des heureux.
 Envoyé par [Gabriel Chevrette-Parrot](#) de Québec, 13 février 2012 à 18 h 12 HNE
 La population québécoise est devenue un modèle d'hypocrisie. Vous supportez qu'on taxe des étudiants qui se forcent le *** pour aller à l'école longtemps en leur rendant la vie misérable pour sauvez quelques millions, qui seront de toute façon dépensés allégrement dans des idioties par les universités. Par contre quand vient le temps de mettre un demi milliard pour se faire un amphithéâtre à côté de celui qui existe déjà, wow, ça c'est un investissement de société! On pourrait -peut-être- avoir une équipe de hockey pour mieux passer notre temps devant la tv à chialer contre elle après ça!
 Le Québec est devenu ce qu'il est parce qu'il a été fort et uni. Où est passé la flamme québécoise?
 Battez-vous!
 Envoyé par [Jim Bovey](#) de Montréal, 13 février 2012 à 18 h 07 HNE
 Ils ont bien raison de protester, l'éducation des jeunes c'est l'avenir du Québec.
 L'avenir du Québec c'est pas les fonctionnaires syndicaux, et leurs retraites dorées qui vont nous endetter davantage.
 Pourtant eux on leur donnent quasiment tout ce qu'ils demandent parce que nos gouvernements gogauchistes des 30 dernières années comme le PQ sont les grands amis des syndicats et de la fonction publique avec leurs projets de société utopiques et irréalistes.
 Et comme Jean François de Montreal l'a si bien mentionné plus bas, notre taux d'accès à l'enseignement supérieur dans le monde ne figure même pas dans les 25 pays suivants:
 1 Islande
 2 Nouvelle-Zélande
 3 Suède
 4 Finlande
 5 Pologne
 6 Hongrie
 7 Norvège
 8 Australie
 9 États-Unis
 10 Italie
 11 Danemark
 12 Pays-Bas
 13 Corée du Sud
 14 Royaume-Uni
 15 Espagne
 16 Japon
 17 Irlande
 18 Slovaquie
 19 France
 20 Suisse
 21 Allemagne
 22 Autriche
 23 Belgique
 24 République tchèque
 25 Mexique
 26 Turquie
 Envoyé par [Przemyslaw Bielec](#) de Laval, 13 février 2012 à 18 h 06 HNE
 Ce qui est drôle c'est de regarder la liste des associations qui font la greve...ce ne seront pas de gros payeurs d'impôts demain.
 Envoyé par [Mathieu Roy](#) de Sherbrooke, 13 février 2012 à 18 h 05 HNE
 Quand même ironique de souligner que les frais sont parmi les plus bas au Canada avec un lien

brisé. En passant, les salaires aussi sont les plus bas.
 Je vous rappelle qu'on a dépensé 29 milliards pour des avions de chasse, dont à peu près 7 milliards proviennent du Québec. On peut bien manquer d'argent pour payer nos écoles. En Europe, ils sont pas plus riches que nous et ils réussissent à avoir offrir l'éducation universelle. Réduire l'accès à l'éducation, c'est se tirer dans le pied.
 Envoyé par [Gerald Dumouchel](#) de Québec, 13 février 2012 à 17 h 52 HNE
 on as une idée quel sont les gauchistes, vont tous trouver le moyens de têter le gouvernement plus tard, leur job seras jamais assez payante, s'il en trouvent une, sinon l'assistance sociale, les garderies vont être trop cher, vont vouloir plus de congés, juste travailler le jour, probablement 3 jours par semaines, donc vont demander un taux horaire exorbitant pour compenser, voila nos futurs dirigeant du monde, nos futurs fonctionnaires, vont rechercher les bells job payante mais pas trop demandant comme performance ou productivité
 Envoyé par [Claude Paris](#) de Prouville, 13 février 2012 à 17 h 47 HNE
 Je suis un vieil homme.
 Pourquoi toujours pour se battre des questions de sous?
 Que défendez-vous?
 Envoyé par [Mario Falardeau](#) de Ville-Émard, 13 février 2012 à 18 h 06 HNE *en réponse à Claude Paris de Prouville*
 Parce que les étudiants ont besoin de sous pour manger comme il se doit et avoir autre chose à faire comme projet à long terme que de rembourser ses dettes. Voilà pourquoi.
 Envoyé par [Jean-François Belley](#) de Montréal, 13 février 2012 à 18 h 32 HNE *en réponse à Claude Paris de Prouville*
 Le droit à ne pas hypothéquer une vie si on ne s'en va pas en médecine, en droit ou en administration.
 Envoyé par [George Tremblay](#) de Victoria, 13 février 2012 à 17 h 46 HNE
 J'espère que le Gouvernement tiendras tete aux étudiants, qui a mon avis se plaignent le ventre plein.....regardez et comparez-vous.....ici en Columbie-Britannique c'est tres cher comparé au Québec. Coupez dans vos sorties, voitures, voyages, ipod bierre etc.
 Envoyé par [Laura86 Lau](#) de Québec, 13 février 2012 à 18 h 19 HNE *en réponse à George Tremblay de Victoria*
 Si on veut s'amuser à se comparer, on peut aussi comparer les impôts et les taxes que nous payons, qui sont dans les plus élevés au Canada...est-ce qu'on peut avoir les services qui s'imposent. Nous avons, en tant que société québécoise, décidé de prioriser l'éducation et la santé...nous payons les impôts et les taxes en fonction de ces choix...
 Envoyé par [François Raymond](#) de Saint-Hubert, 13 février 2012 à 18 h 30 HNE *en réponse à George Tremblay de Victoria*
 C'est clair qu'une hausse de 127% du tarif de 2007, c'est tout à fait normal! Les étudiants n'ont aucune raison de s'objecter à cette minuscule hausse! Le gouvernement a bien vu que certains pays/provinces faisaient pire que le Québec : il faut aller les rejoindre évidemment!
 Franchement! Tu trouves ça logique de régresser ainsi? Ah oui! c'est vrai, ça ne te touche pas, tu t'en fous des éduitiants... J'appelle ce comportement du nombrilisme à son paroxysme... Mais ça, c'est mon opinion! =)
 Envoyé par [Jean François](#) de Montreal, 13 février 2012 à 17 h 29 HNE
 Ceux qui seront le plus touché encore une fois ce sont les plus démunie.



Comme la mère mono-parental qui travaille déjà et qui a une famille a s'occuper. Vue qu'elle n'est pas a temps plein a l'université elle n'a pas le droit au prêts et bourses. C'est elle surtout que la hausse des frais touche. Pourtant elle fait partie de ceux qui travaille le plus fort pour réussir. Solidarité !!!

Envoyé par [Constantinople 1er](#) de Lachine, 13 février 2012 à 17 h 52 HNE en réponse à [Jean François de Montreal](#)

Et les prêts et bourses...c'est le nom d'une cons-tellation?

Envoyé par [Michel Fleurant](#) de St-Simon-de-Rimouski

13 février 2012 à 18 h 31 HNE en réponse à [Jean François de Montreal](#)

la mono-parentalité n'a pas de sexe et n'est pas un attribut ni apanage féminin.

Envoyé par [Jean François](#) de Montreal

13 février 2012 à 17 h 25 HNE

Taux d'accès à l'enseignement supérieur dans le monde

- 1 Islande
- 2 Nouvelle-Zélande
- 3 Suède
- 4 Finlande
- 5 Pologne
- 6 Hongrie
- 7 Norvège
- 8 Australie
- 9 États-Unis
- 10 Italie
- 11 Danemark
- 12 Pays-Bas
- 13 Corée du Sud
- 14 Royaume-Uni
- 15 Espagne
- 16 Japon
- 17 Irlande
- 18 Slovaquie
- 19 France
- 20 Suisse
- 21 Allemagne
- 22 Autriche
- 23 Belgique
- 24 République tchèque
- 25 Mexique
- 26 Turquie

et non le plus meilleur pays du monde n'est pas dans la courses.

Alors arrêtons s.v.p. de ce comparer au autres province qui font encore pire figure que nous.

A mon avis augmenter les frais ne va pas améliorer notre sort, et tout le monde sais que pour avoir une économie forte pour demain on a besoin d'une population éduqué. C'est vrai qu'une population éduquer ne votera pas en faveur de ... et c'est probablement pourquoi on cherche a couper l'accès a une éducation supérieur.

Envoyé par [Roger Paquette](#) de Bécancour, 13 février 2012 à 17 h 54 HNE en réponse à [Jean François de Montreal](#)

Vous avez bien raison, je ne crois pas non plus qu'une personne éduquée, qui prend le temps de regarder aller ce bon gouvernement libéral puisse voter libéral. Le problème, c'est que les personnes éduquées ne se donnent pas le trouble d'aller voter. Si tout le monde allait voté, ça ferait longtemps qu'on se serait débarrassé des libéraux. Ceci est une critique constructive. Je me répète, si tous les cégépiens et les universitaires faisaient leurs devoir de citoyens, non seulement les libéraux ne seraient pas au pouvoir, mais nous aurions peut-être même notre pays.

Envoyé par [Mario Falardeau](#) de Ville-Émard, 13 février 2012 à 18 h 29 HNE en réponse à [Jean François de Montreal](#)

Bien sûr, pardi. Tiens ton peuple ignorant, tu pourras le dominer. Oh, que disait Jules César? "Qu'importe, donnez-leur du pain et des jeux". Juste de savoir qu'on préfère avoir deux rapports d'impôts (qui nous coûte 800M\$/an) au lieu de donner la gratuité scolaire (647M\$/an) prouve ce que vous avancez.

Envoyé par [Koriand R](#) de Montréal, 13 février 2012 à 18 h 30 HNE en réponse à [Jean François de Montreal](#)

Eille! Eille! Je me suis inscrit juste pour répondre à ce mensonge gros comme le bras. Tu viendras jamais me faire à croire que les études sont plus accessibles aux États-Unis qu'au Canada.

Envoyé par [Robert Truesdell](#) de Farnham, 13 février 2012 à 17 h 24 HNE

En grève de quoi au juste? Les étudiants ont ils un contrat de ... travail ? Lorsqu'ils paieront des impôts, et travailleront là ils pourront aller en grève pour vrais, Pour le moment aller donc mettre vos fesses sur les bancs d'écoles et arrêter donc de foxer vos cours.

Envoyé par [Jean-François Belley](#) de Montréal, 13 février 2012 à 18 h 42 HNE en réponse à [Robert Truesdell de Farnham](#)

@Robert Truesdell

Préjugés! Ils paient des impôts comme vous: une grande proportion d'étudiants sont aussi travailleurs, tout comme je l'ai été, durant toutes mes études.

Au stade universitaire, on ne "foxe" plus ses cours, on décide de ne pas y aller, majeur et vacciné. Pour beaucoup, c'est pour des obligations de travail. Que voulez-vous, quand on commence on n'a pas le premier choix de ses horaires, mais il faut bien y aller...pour payer!

Envoyé par [Jean François](#) de Montreal, 13 février 2012 à 17 h 16 HNE

Les sociologues sont ceux qui étudient la société, qui analyse la société d'aujourd'hui d'hier et de demain. Il est normal que quand la société est malade ils soient les premiers a sonner l'alarme. Je crois que pour le bien collectif on devrait les écouter, et on pourra se coucher moins niaisement a soir.

Envoyé par [Père Léon](#) de Montréal, 13 février 2012 à 17 h 13 HNE

Radio Canada a vraiment un parti contre la gratuité scolaire c'est devenu évident.

Lorsqu'on nous martèle sans cesse que les frais scolaires seront parmi les plus bas du pays malgré une hausse des frais cela laisse sous entendre que c'est une bonne chose d'augmenter les frais et qu'une baisse des frais serait une mauvaise chose.

Envoyé par [Isabelle Mayrand](#) de Verdun, 13 février 2012 à 22 h 56 HNE en réponse à [Père Léon de Montréal](#)

Sur quel fait vous basez vous pour dire que "Radio Canada a vraiment un parti contre la gratuité scolaire c'est devenu évident"?, J'étais présente lors de l'assemblée générale de l'AFESPED dont il est question ici et ce sont les étudiants qui ont fait le choix de ne pas permettre à Radio-Canada de filmer la dite assemblée. La journaliste a même pris soin de mentionner qu'il s'agissait d'une opportunité en or de gagner en visibilité dans les médias et de faire valoir leurs revendications. Quant au contenu du reportage, je ne vois rien qui puisse traduire un quelconque parti pris. Je ne pense pas qu'il faille blâmer Radio-Canada pour le manque d'opportunisme du mouvement étudiant.

Envoyé par [Greg DégénérationX](#) de Sherbrooke, 13 février 2012 à 16 h 52 HNE

Exemple d'argent mal investi, de décision débile : La rectrice Luce Samoisette (supposément une as en économie) de l'Université de Sherbrooke qui s'est payé 9,200\$ de fauteuils et la rénovation de son bureau ainsi que la modification du système téléphonique afin qu'il soit lié avec le campus de Longueil, pour une somme totale de 60 000\$; l'Ilot Voyageur et l'UQUAM ; l'augmentation de salaire et les bonus au recteur de l'Université Laval...

Ce qui apporte une possibilité qu'une augmentation des frais de scolarité n'apportera pas nécessairement une meilleure gestion de l'argent, n'augmentera pas non plus la qualité de l'enseignement... tout dépendra des réelles motivations des gestionnaires qui seront en charge.

Envoyé par [Jean François](#) de Montreal, 13 février 2012 à 17 h 27 HNE en réponse à [Greg DégénérationX de Sherbrooke](#)

Tu devrais voir les nouveaux locaux du HEC avec 4-5 écrans géant par classe, des chaise en cuire dans les classe ... le vrai luxe quoi.

Envoyé par [Constantinople 1er](#) de Lachine, 13 février 2012 à 16 h 33 HNE

Ils se pratiquent pour leur future job au Quebec! S'il y en reste, bien entendu.

Envoyé par [Mario Falardeau](#) de Ville-Émard, 13 février 2012 à 16 h 45 HNE en réponse à [Constantinople Près de Lachine](#)

Le retour de Pierre "on sait pas trop s'il est libertarien ou juste en maudit" Tremblay qui lance des slogans vides de tout argumentaire solide et constructif. Alarmer les gens sans donner les sources ou des explications, sa spécialité. Achetez le premier Pierre Tremblay et obtenez le deuxième gratuitement. En prime, recevez le "P'tit Bob Gratton illustré" et la cassette audio du match Expos vs. Padres du 12 juillet 1995.

Envoyé par [Hubert Roy](#) de Lévis, 13 février 2012 à 16 h 16 HNE

Ça sert à rien de donner plus d'argent au gouvernement actuel.. Il est comme un junkie. Il le gaspille immédiatement dans des trucs dont il n'a pas vraiment besoin et il en redemande toujours plus.

Tant que ce gouvernement n'aura pas réglé ses problèmes de dépenses mal gérées, les étudiants, tout comme l'ensemble des citoyens, devraient refuser toute hausse supplémentaires. Les catastrophes comme l'Ilot Voyageur, le CHUM, le train de banlieue, la corruption dans la construction, l'inefficacité chez Hydro, les compteurs pas trop intelligents, le bradage de nos ressources, le trop grand nombre de couches hiérarchiques dans l'appareil, l'embauche de consultants onéreux à outrance, etc. doivent cesser avant que les citoyens acceptent à nouveau de tirer leur argent dans ce gouffre sans fond qu'est la gestion du Gouvernement du Québec.

Bref, tant que le PLQ sera au pouvoir, toute hausse doit être combattue avec véhémence...

Envoyé par [Eric Drev](#) de Laval, 13 février 2012 à 16 h 50 HNE en réponse à [Hubert Roy de Lévis](#)

Si je me fie sur mes souvenirs, le PQ n'était pas mieux, au contraire... Pensons au virage ambulatoire, aux gaspillages dans la santé, à la déclassification des profs... Et aux millions gaspillés dans des référendums ratés...

Envoyé par [John Smith](#) de Québec, 13 février 2012 à 15 h 04 HNE

Les finances publiques étant limitées, les places universitaires doivent l'être aussi. Tous les programmes devraient avoir un nombre de places limitées, gratuites, en fonction des besoins sociaux. Plusieurs facultés sont déjà ainsi, n'acceptant qu'un nombre limité d'étudiants.

Par exemple, le Québec pourrait annoncer que pour l'année 2013-14, il financera seulement 30 étudiants en philosophie pour toute la province. Les candidats seront choisis suite à l'administration d'une série de test d'admission.

Et qui plus est, il y a plusieurs pénuries de main d'œuvre pour des métiers de niveau secondaire

(DEP) et collégiale (DEC). Le Québec devrait diriger ses étudiants vers ses choix prometteurs plutôt que de produire massivement à coût de millions des universitaires chômeurs.

Envoyé par [Hubert Roy](#) de Lévis, 13 février 2012 à 16 h 09 HNE *en réponse à John Smith de Québec*

C'est bizarre, je pensais que c'était les travailleurs saisonniers avec des DEP et les travailleurs de shoppent qui ferment qui siphonaient le chômage...

Envoyé par [554489](#), 13 février 2012 à 14 h 40 HNE

J'essaie de comprendre. Je suis fils d'une immigrante. Ma mère travaillait au salaire minimum avec deux enfants (moi et ma soeur). Pourtant, on a réussi à joindre les deux bouts et à passer à travers notre voyage académique sans difficulté financière insurmontable. (Ma soeur et moi sommes tous deux diplômés universitaires.) On nageait pas dans le luxe bien entendu mais on ne manquait de rien. On a commencé à aller au cinéma seulement lorsque cegepien; on a eu notre propre voiture seulement lorsqu'on a une carrière. On a commencé à porter des vêtements de marque que lorsqu'on a eu un job avec salaire décent (e.g. stage en entreprise). Rarement mangions-nous aux restaurants et ce n'est pas parce qu'on aimait pas ça. On a fait un seul vrai voyage (aux É.-U.) durant notre époque académique.

J'essaie de comprendre. Pourquoi était-ce possible pour nous et pas pour ces études?

Envoyé par [Stéphanie Mathieu](#) de Saint-Georges-de-Beauce, 13 février 2012 à 14 h 47 HNE *en réponse à 554489*

Effectivement, c'est encore réalisable aujourd'hui. On est en grève car ils veulent doubler le prix des études en 5 ans. Près de 5000\$ pour une année (seulement les frais, pas les livres), c'est beaucoup.

Envoyé par [Sam Larouche](#) de Montréal, 13 février 2012 à 14 h 52 HNE *en réponse à 554489*

Le problème ce n'est pas la hausse. Le problème c'est n'est pas de payer et de faire un effort pour payer ses études. Le problème c'est la gestion de l'argent de l'autre côté.

On nous dit qu'on doit monter les frais de scolarité parce que les universités sont sous-financées. Pourtant, on sais tous qu'elles sont les pires gestionnaires du Québec. Le système au complet est pourris jusqu'à la moelle et tout ce qu'on trouve à nous dire c'est que c'est aux étudiants à payer plus.

Que les universités cessent de jeter des millions par les fenêtres et on reverra si elle autant sous-financées qu'elles le prétendent. Si c'est le cas, je n'ai rien contre une hausse. Même chose pour le gouvernement et son système de prêts et bourses désuets.

Malheureusement, les "syndicats étudiants" qui, soyons honnêtes, ne représente qu'une infime minorité des étudiants ne voient pas l'intérêt d'insister sur le point et n'ont d'intérêt que pour le maintien du statut quo...

Envoyé par [Sam Larouche](#) de Montréal, 13 février 2012 à 14 h 54 HNE *en réponse à 554489*

Donc, oui, c'est possible d'en arracher pour financer ses études malgré la hausse. Mais pourquoi? Je vois pas pourquoi l'éducation devrait être une épreuve parce qu'on accepte les yeux fermer que les institutions dilapident l'argent qu'ils ont.

Envoyé par [Jean-François Belley](#) de Montréal, 13 février 2012 à 15 h 01 HNE *en réponse à 554489*

Pertinent, mais vous parlez d'un autre temps. En 2012, il y a un autre réalité: endettement massif, on part plus tôt de chez ses parents, ceux-ci ne contribuent plus automatiquement aux frais,

c'était beaucoup moins cher (niveau de vie et frais de scolarité), il y avait plus de gens dans la classe moyenne, etc. Le prix d'un Dinner Kraft a triplé en 10!

Envoyé par [Eric Drev](#) de Laval, 13 février 2012 à 16 h 57 HNE *en réponse à 554489*

Également fils d'immigrants, également universitaire et par la suite, prof pendant 35 ans... Et ce n'est que très rarement que j'ai vu des étudiants aussi pauvres que la propagande syndicale veut le montrer... En réalité, il s'agirait simplement de remettre les valeurs aux bons endroits... La vie d'étudiant n'est pas la vie de travailleur et il ne faut pas s'attendre à y trouver le même pouvoir d'achat. Tout le monde passe par là et certains ne l'acceptent pas... Cependant, il est également vrai que les universités gaspillent des fortunes...

Envoyé par [André Gagnon](#) de Montréal, 13 février 2012 à 14 h 31 HNE

On entend toujours cette ritournelle que certains programmes ne servent à rien... et vous en inventez pour ridiculiser les programmes existants. Selon cette logique, il y a vingt-cinq ans, on n'aurait trouvé ridicule une École nationale du cirque ou de l'humour... jusqu'à ce qu'on se rende compte que c'était payant!

Envoyé par [Pascal Auger](#) de St-Zacharie, 13 février 2012 à 14 h 29 HNE

Pourquoi les étudiants ne proposent-ils pas un juste milieu. Oui à la hausse des frais mais une hausse moins grande et en échange d'engagements du gouvernement sur la gestion des coûts de fonctionnement et bonus versés aux dirigeants.

Y aura pas de grève avant le mois de mai, il fait beaucoup trop froid pour rester dehors à jouer les poteaux.

Pourquoi aucune association étudiante ne propose de compromis?

Envoyé par [Vincen Phaneuf](#) de Quebec, 13 février 2012 à 15 h 03 HNE *en réponse à Pascal Auger de St-Zacharie*

Plusieurs associations étudiantes ont voté contre la hausse des frais de scolarité dans la forme actuellement proposée par le gouvernement. Cela ne veut pas dire ne pas hausser les frais de scolarité. De plus, l'enjeu n'est pas seulement la hausse des frais, mais aussi d'avoir l'assurance que cette hausse servira à augmenter la qualité de l'enseignement. Le gouvernement ne veut pas le garantir, donc les universités sont libres d'utiliser cet argent comme bon leur semble. Lorsque l'on voit, par exemple, un recteur s'augmenter son salaire de 100000\$ par année en un an, on peut se demander si l'argent serait bien investi (hausse de 43% du salaire du recteur de l'Université Laval depuis 2009, et de 30% du vice-recteur en 2 ans...)...

Envoyé par [Stéphane Thellen](#) de Ste-Martine, 13 février 2012 à 15 h 56 HNE *en réponse à Pascal Auger de St-Zacharie*

Cela s'appelle de la négociation. Pour qu'il y ait négociation, il faut un rapport de force. Pour le moment, le ministère de l'Éducation a fermé la porte à toute discussion. Plutôt que de jouer les paternalistes, pourquoi ne participeriez vous pas à faire entendre raison à Bachand qui prétend mettre en branle ce qu'il nomme sans rire une "révolution culturelle", révolution conservatrice s'il en est une qui vise à détruire les acquis de la révolution tranquille, dont le thème était "Qui s'instruit s'enrichit"!

Envoyé par [Stéphane Thellen](#) de Ste-Martine, 13 février 2012 à 18 h 53 HNE *en réponse à Pascal Auger de St-Zacharie*

Cela s'appelle de la négociation. Pour qu'il y ait négociation, il faut un rapport de force. Pour le moment, le ministère de l'Éducation a fermé la porte à toute discussion. Plutôt que de jouer les paternalistes, pourquoi ne participeriez vous pas à faire entendre raison à Bachand qui prétend mettre en branle ce qu'il nomme sans rire une "révolution culturelle", révolution conservatrice s'il en est une qui vise à détruire les acquis de la révolution tranquille, dont le thème était "Qui s'instruit s'enrichit"!

Envoyé par [Stéphanie Mathieu](#) de Saint-Georges-de-Beauce, 13 février 2012 à 14 h 23 HNE

Ben moi, je suis fière de faire partie des étudiants! Es qui commencent cette grève en premier. J'ai présentement deux emplois à temps partiel de quelques heures par semaine chacun et mes parents ne paient pas mes études. Fait que, lorsqu'il en coûtera 4700\$/année en frais de scolarité (car je ne crois pas que ce soit 3800\$ tel qu'écrit dans l'article), je n'arriverai plus.

Je trouve aussi que plusieurs personnes sont fermées d'esprit concernant les sciences sociales. Les travailleurs sociaux, psychologues, conseillers d'orientation, psychoéducateurs, etc. auront de la job en masse en sortant de l'école.

Envoyé par [Hubert Roy](#) de Lévis, 13 février 2012 à 14 h 03 HNE

Je pense à ça, y'a pas beaucoup de gens qui mentionnent que l'endettement moyen des étudiants à la fin d'un bacc. au Québec est de 14 000\$.

Un ti-couple qui sort de l'université au Québec est dans le trou de 28 000\$. Ça c'est un cash pour une maison. On veut vraiment rattraper le reste du Canada avec sa moyenne de 40 000\$??

Envoyé par [Mario Falardeau](#) de Ville-Émard, 13 février 2012 à 16 h 53 HNE *en réponse à Hubert Roy de Lévis*

Sans compter qu'au lieu d'avoir comme projet une PME et engager des québécois pour développer une société de propriétaires, ils ont comme projet de tirer le yâbe par la queue pour simplement rembourser les intérêts. Il faudra que les gens se rentrent dans le ciboulot que l'éducation est un investissement de société, pas une dépense. On investi pour que ça rapporte à l'avenir.

Rappel. La gratuité scolaire nous coûterait 647M\$/an. Faire deux rapports d'impôts nous coûte 800M\$/an. Simple question de priorité.

Envoyé par [Mario Falardeau](#) de Ville-Émard, 13 février 2012 à 13 h 42 HNE

L'an dernier, on a calculé que la gratuité scolaire coûterait 647M\$ à l'État québécois. Vous dites que c'est beaucoup? Oui. Mais..

Faire deux rapports d'impôts nous coûte annuellement 800M\$.

Prenons le résiduel pour améliorer les outils d'enseignement et donner un break à nos professeurs. Voilà.

Envoyé par [Jean-François Belley](#) de Montréal, 13 février 2012 à 14 h 54 HNE *en réponse à Mario Falardeau de Ville-Émard*

Ce n'est pas une question de qualité, la grande majorité des universités québécoises peut se vanter de la compétence de ses professeurs (malgré qu'on en retrouve dans tous les domaines). C'est plutôt une question d'accessibilité: quand les baby-boomers auront tous pris leur retraite, il y aura un manque énorme à combler sur le marché de l'emploi et sans population bien formée et éduquée, ce sera là qu'on verra un grand taux d'incompétence. Améliorez les programmes tant que vous voulez, mais former une classe presque vide, c'est pas rentable.

Envoyé par [P.P.](#) de Montréal, 13 février 2012 à 13 h 01 HNE

Comme disait Duplessis : " l'éducation, c'est comme l'alcool, c'est pas fait pour tous". Je crois qu'il faudrait, en toute sobriété, abolir au moins ces programmes universitaires qui ne servent à rien ou qui pourraient s'enseigner au CEGEP, du genre : études féministes, sociologie des pin-

guins, politique de l'Ouganda etc...Ça mène pas à des emplois ces choses-là. Si c'était plus cher, ces cours, les étudiants feraient des plans d'affaires et y penserait à 2 fois avant d'investir autant dans des cours qui servent souvent à rien.

Envoyé par [Alexis Bay Alexis](#) de Québec, 13 février 2012 à 13 h 16 HNE *en réponse à P P de Montréal*

Savez vous quels pays à quels moment de l'histoire on eu votre idée.

Abolir la sociologie, psychologie, les philosophes, les penseurs sociales.

J'aimerais vraiment que vous faite l'effort d'aller chercher, vous allez voir qu'à chaque fois, ça c'est terriblement mal passé.

Indice: Pays ou il y a eu des génocides et guerres effroyables.

Ces sciences inutiles comme certains le pense ont historiquement longtemps aidées les sociétés à ne pas s'autodétruire.

Envoyé par [Mario Falardeau](#) de Ville-Émard, 13 février 2012 à 13 h 42 HNE *en réponse à P P de Montréal*

Eh, misère...

Envoyé par [Greg DégénérationX](#) de Sherbrooke, 13 février 2012 à 16 h 36 HNE *en réponse à P P de Montréal*

Duplessis ? Ah oui ! Étrange qu'il ait promis l'électrification des campagnes et des frigos quand il a été responsable de "La grande noirceur" c'était tout un progressiste le bonhomme. Mon idole.

Envoyé par [Greg DégénérationX](#) de Sherbrooke, 13 février 2012 à 16 h 44 HNE *en réponse à P P de Montréal*

Voyons, est-ce que je viens d'appliquer des notions d'histoire, moi ?

Envoyé par [Guy Masson](#) de Québec, 13 février 2012 à 12 h 43 HNE

Moi je suis prêt à faire un investissement collectif dans les études de nos jeunes. On arrête pas de dire que ça rapporte d'aller aux études alors faisons l'investissement et payons les études de nos jeunes. J'ai terminé mes études universitaires il y a quelques années et je suis prêt à contribuer plus par le biais de mes impôts pour les aider, ou à couper ailleurs dans les services (ex : santé). On ne parle pas de dizaines de milliards de dollars ici. La hausse représente un peu moins d'un milliard.

Envoyé par [Jean François](#) de Montreal, 13 février 2012 à 12 h 35 HNE

Ceux qui seront le plus touché encore une fois ce sont les plus démunie.

Comme la mère mono-parental qui travaille déjà et qui a une famille a s'occuper. Vue qu'elle n'est pas a temps plein a l'université elle n'a pas le droit au prêts et bourses. C'est elle surtout que la hausse des frais touche. Pourtant elle fait partie de ceux qui travaille le plus fort pour réussir.

Solidarité !!!

Envoyé par [Jean François](#) de Montreal, 13 février 2012 à 12 h 26 HNE

Pourquoi ne pas Nationaliser l'or du Québec qui serait réinvesti dans le système d'éducation ... au lieu de de refiler nos ressources a des multinationales en échange d'une poignée de job et de tenter de refiler la facture de l'éducation a ceux qui commencent dans la vie. Aujourd'hui plus que jamais on a besoin d'un diplôme universitaire pour avoir une job qui va nous permettre de subvenir a nos besoins.

Envoyé par [Alexandre Roy Alexandre](#) de Québec, 13 février 2012 à 12 h 15 HNE

C'est pas encore fini leur "power trip" ?

C'est pas la fin du monde de payer un peu plus. Quand j'étais aux études j'avais une job au salaire minimum et mes parents ne me sout-

tenaient pas financièrement pis j'avais l'impression de vivre dans le luxe quand même. Pis c'est pas parce que je vivais au-dessus de mes moyens, j'avais aucune dette, je payais tous mes comptes, je cotisais aussi à un fonds de pension pis il me restait de l'argent à la fin du mois. Coupez dans les choses inutiles comme les voyages, l'alcool, la drogue pis les forfaits cellulaires pis vous arriverez. J'ai jamais voyager, bu, fumer pis je suis en santé et heureux.

Envoyé par [Alexis Bay Alexis](#) de Québec, 13 février 2012 à 12 h 58 HNE *en réponse à Alexandre Roy Alexandre de Québec*

Et pourtant.

L'alcool: Saviez vous que boire 2 consommations par jour -1 pour les femmes- d'alcool permet de réduire les risques de mourir jusqu'à 20% comparativement à une personne qui ne bois pas. 3 Méta-analyses plutôt récentes montrent les effets d'une consommation chronique d'alcool sur les risques de mortalités (Je vous recommande l'excellent Alcohol and Cardiovascular Health pour mieux comprendre les effets (O'Keefe, Bybee & Lavie, 2007).

Le voyage: Saviez vous que la plupart des grands hommes politiques furent pour la plupart de grand voyageur, le voyage ouvre les horizons et permet d'apporter les expériences d'ailleurs chez nous.

Fumer: C'est mal. il n'y a pas d'excuse.

Envoyé par [Alexandre Roy Alexandre](#) de Québec, 13 février 2012 à 13 h 17 HNE *en réponse à Alexandre Roy Alexandre de Québec*

@ Alexis Bay

Je me fous des bien-faits de l'alcool parce que mes papilles gustatives le regète. Je trouve toutes les boissons alcoolisées dégueulasses. Personnellement, un liquide qui te fait vomir des 2-3 derniers repas n'est pas très sains. Aussi, à chaque fois que je consomme un liquide, c'est toujours pour un seul but précis : m'hydrater. Aux dernières nouvelles, l'eau rempli très bien ce rôle. C'est pourquoi je ne bois que de l'eau (jamais de sucre, alcool ou caféine). J'ai jamais été attiré par les boissons gazeuses, énergisantes ou jus.

Pour les voyages, je visais ceux dans le sud pour ce faire dorer la "couenne". Je n'ai rien contre les voyages dans le but d'apprendre ou de découvrir. J'ai personnellement des projets d'aller voyager en Europe, en Australie et dans le Moyen-orient.

Envoyé par [Mario Falardeau](#) de Ville-Émard, 13 février 2012 à 12 h 11 HNE

Totalement derrière les étudiants. On fait passer la mauvaise gestion gouvernementale sur leur dos et sur le dos des régimes de retraite. Facile de s'en prendre à ceux qui ont moins de moyens, pas vrai? Si seulement la plupart d'entre nous prenait le temps de se renseigner: des élèves qui sortent des études moins endettés on plus de projets (PMEs, recherches, etc.) au lieu d'avoir comme simple projet de rembourser leurs dettes d'étude. Des nouveaux entrepreneurs jeunes vont engager d'autres jeunes québécois et activer notre économie.

Mais bon, ça doit être compliqué à comprendre. J'imagine que les lapider gratuitement est beaucoup plus amusant. Ben oui.

Envoyé par [Rémi Bélanger](#) de Québec, 13 février 2012 à 12 h 05 HNE

Et on fait quoi dans la vie avec un BAC Général?

Envoyé par [Mario Falardeau](#) de Ville-Émard, 13 février 2012 à 16 h 41 HNE *en réponse à Rémi Bélanger de Québec*

Stéréotype ridicule pour stéréotype stupide: "et on fait quoi dans la vie à Québec?"

Ça fait quoi, comme effet?

Envoyé par [Alexandre Dubois](#) de Edmonton, 13 février 2012 à 20 h 26 HNE *en réponse à Rémi Bélanger de Québec*

On récupère lol.

Envoyé par [Claude Quézel](#) de Québec, 14 février 2012 à 01 h 51 HNE *en réponse à Rémi Bélanger de Québec*

Envoyé par Rémi Bélanger de Québec

"Et on fait quoi dans la vie avec un BAC Général? La réponse est assez facile mais il faudrait connaître la majeure et la mineure du diplôme pour y répondre!

Envoyé par [Jean-François Rioux](#) de Rimouski, 13 février 2012 à 11 h 47 HNE

@ Hubert Roy,

"Vos chiffres de 2200 à 3800 sont-ils erronés? À Laval, les frais à déboursé pour deux sessions de 15 crédits au premier cycle passeront de 2625 à 4250\$.

C'est quand même absurde qu'on ait fait le choix de société de payer plus de taxes et d'impôts pour avoir de meilleurs services moins chers et qu'au final, on nous demande de nous rapprocher lentement mais sûrement de ce que les autres paient... Avant d'aller gratter le fond des poches des étudiants et de la classe moyenne, le gouvernement pourrait faire le ménage dans sa gestion déficiente des fonds publics (Hydro, Construction, etc.)"

Effectivement, leurs chiffres sont ceux du gouvernement Charest, moi je paie 3 200 par année pour un bac général à l'UQAR... avec l'augmentation des frais de scolarité, je me mettrai sur le BS et travaillerai au noir...

Envoyé par [John Smith](#) de Québec, 13 février 2012 à 11 h 42 HNE

L'éducation est une richesse sociale, mais elle implique aussi un coût financier. Que le Québec finance seulement le nombre de place requis en fonction de la demande. Que les autres paient entièrement de leurs poches.

Exemple: Le Québec prévoit avoir besoin de 10 archéologues. Que le gouvernement paie seulement les frais pour les 10 meilleures étudiants suite à des examens d'admissions. Que les autres qui désirent tout de même suivre une formation dans ce domaine paie entièrement de leur poche ou qu'ils choisissent un autre domaine plus prometteur. Ainsi, les élèves prometteurs seront récompensés. Un tri naturel des talents.

La formation de la main d'œuvre doit être une priorité, mais elle doit être bien ciblée. Agir autrement relève de l'irresponsabilité et du gaspillage des fonds publics.

Envoyé par [François Lauzon](#) de Montréal

13 février 2012 à 12 h 10 HNE *en réponse à John Smith de Québec*

Franchement, on se croirait à l'époque de Sparte ou en Chine. Qu'auriez-vous dit si on vous avait obligé à poursuivre un cheminement parce que, soi-disant, vous aviez du "talent"?

Envoyé par [Sam Larouche](#) de Montréal, 13 février 2012 à 12 h 15 HNE *en réponse à John Smith de Québec*

Complètement absurde comme idée.

Un tri naturel des talents? Ce que j'ai pu constater à l'université c'est que les résultats scolaires ne valent absolument rien lorsque vient le temps de déterminer si un individu sera bon dans une profession.

J'ai pu voir des personnes ayant des notes ridiculement élevées tout en étant complètement incapable de quoi que ce soit dans la pratique. L'inverse est aussi vrai, si c'est pas plus.

Envoyé par [Jean François](#) de Montreal, 13 février 2012 à 12 h 21 HNE *en réponse à John Smith de Québec*

A vous lire on a l'impression que l'être humain ne sert qu'à travailler, mais la réalité c'est que les jeunes d'aujourd'hui cherche a s'épanouir tout en

travaillant, et que de contingenter les métier les plus désirer serait une grande perte pour notre bonheur collectif.

Envoyé par [Claude Quézel](#) de Québec, 14 février 2012 à 01 h 46 HNE *en réponse à John Smith de Québec*
Ce style de gestion de l'offre et la demande, c'est le communisme. Vos allégeances transparaisent-ent?

Envoyé par [Joseph Arthur](#) de Stanstead, 13 février 2012 à 11 h 42 HNE
Vous avez probablement remarqué que ceux qui rouspettent le plus sont les étudiants en science sociales. Donc les futurs syndicalistes et chi-queux de guenilles de notre société. Les autres en médecine, ingénierie etc n'ont pas le temps de faire la grève.

Envoyé par [Benoit Lamouche](#) de Mascouche, 13 février 2012 à 12 h 15 HNE *en réponse à Joseph Arthur de Stanstead*
Des gardiennes d'enfants en greve, des étudiants en greve c'est bien juste au Québec qu'on voit ça.

Envoyé par [Jean François](#) de Montreal, 13 février 2012 à 12 h 29 HNE *en réponse à Joseph Arthur de Stanstead*
Vive un système d'éducation accessible a tous !!!

Envoyé par [Alexandre Roy Alexandre](#) de Québec, 13 février 2012 à 12 h 31 HNE *en réponse à Joseph Arthur de Stanstead*
@ Benoit Lamouche
Bienvenue au Grébec !!!

Envoyé par [Després Nicolas](#) de Québec, 13 février 2012 à 12 h 43 HNE *en réponse à Joseph Arthur de Stanstead*
Il faut attendre un peu. Plusieurs associations du secteur des sciences ont des assemblées générales ce mois-ci.

Envoyé par [Greg DégénérationX](#) de Sherbrooke, 13 février 2012 à 16 h 43 HNE *en réponse à Joseph Arthur de Stanstead*
Avec des raisonnements semblables, je comprends qu'il y ait tant de gens qui n'aiment pas assister à des cours de Philosophie, c'est vraiment inutile comme matière, ouais.

Envoyé par [Alexandre Dubois](#) de Edmonton, 13 février 2012 à 11 h 40 HNE
Ils ont juste à coupé 2 ou 3 party et ils vont recouvrir cette augmentation.

Envoyé par [Dom beau Dominique](#) de Québec, 13 février 2012 à 12 h 37 HNE *en réponse à Alexandre Dubois de Edmonton*
Brillant argument. je vous embaucherais demain matin.

Envoyé par [David Béliveau-Viel](#) de Québec, 13 février 2012 à 11 h 32 HNE
En un sens je suis d'accord, en autant que les sommes amassées soit en partie redirigées vers les étudiants plus pauvres sous forme de bourses. Dans certains domaines les bourses, contrats et stages rémunérés pleuvent : on peut facilement gagner 10 -15000\$ / an. Alors que dans d'autres domaines les étudiants doivent ramer comme serveuses et autres jobines et trouver 1500\$ de plus par an exigerait de couper dans la bouffe.

D'un autre sens, on ne peut ramener les frais aux même niveau que les autres provinces sans soulever l'argument du taux de taxation plus élevé au Québec. Doit-on le redescendre lui aussi ?

Envoyé par [Alexis Bay Alexis](#) de Québec, 13 février 2012 à 11 h 21 HNE
J'aimerais tant que les gens comprennent que l'avenir du Québec passe par les études supérieures.

Il faut encourager les gens à étudier, à aller à l'université, devenir de bon ingénieurs mais aussi de bon sociologue et de bon philosophe pour sonner l'alarme quand des irrégularité surviennent.

Voilà la richesse de notre province, les ressources naturelles ne sont pas éternelle, les manufactures ne sont plus concurrentes face à plusieurs pays émergent.

Par contre notre intelligence et notre savoir ne peut se concurrencer aussi facilement.

Voilà pourquoi offrir l'université au meilleur prix est le meilleur avenir que le Québec peut se donner, faciliter l'accès au maîtrise et doctorat, devenir une société savante offre beaucoup plus de sécurité devant des marchés fragiles.

Et rassuré vous, les étudiants rembourseront cet investissement dans leur impôt et ce, au centuple.

Les recherches scientifiques le prouvent, un étudiant qui à accès à des loisir est un étudiant plus performant qui fait des études plus avancés (ce qui veut dire, qui rapportera plus d'argent) - voir les articles scientifiques sur les sujets pour les sources. Cessez de juger ces jeunes qui eux aussi ont droit aux loisirs - Iphone, voiture cinéma.

L'importance est de donner l'accès à l'éducation à tous et de donner l'image au Québécois que notre savoir est notre plus grande richesse et que nous le protégeons.

Envoyé par [Marc-Olivier Héту](#) de Saint-Luc, 13 février 2012 à 18 h 19 HNE *en réponse à Alexis Bay Alexis de Québec*
Je suis du même côté que vous, mais votre argumentation n'a aucun poids. Dire sans arrêt "l'éducation c'est magnifique, ne nous en privez pas et nous vous rembourserons sous forme d'impôts" ne fonctionne pas et ne fonctionnera jamais. Par contre un cri de masse contre une nouvelle taxation est une réponse drôlement plus directe car non seulement les étudiants paient, mais c'est aussi les parents des enfants qui sont taxés. Changez vos arguments et vous rallierez beaucoup plus de gens à votre cause.

Envoyé par [Annie Thalie Annie](#) de Québec, 13 février 2012 à 11 h 13 HNE
Je ne suis pas certaine que les étudiants en sciences de la santé aient le temps de sortir débrayer...

Envoyé par [Pierre Gosselin](#) de Ste-foy, 13 février 2012 à 11 h 08 HNE
Les sciences molles et futurs syndiqués à l'oeuvre !!!

Envoyé par [Guy Masson](#) de Québec, 13 février 2012 à 11 h 01 HNE
Ce dossier risque d'être une épine dans le pied de M. Charest. S'il veut déclencher des élections, il en peut se permettre d'avoir beaucoup étudiants dans la rue. En 2005, ça lui a coûté très cher.

Envoyé par [Individu Francois](#) de Québec, 13 février 2012 à 10 h 57 HNE
550 étudiants en sociologie se promènent avec des pancartes pendant que les 44 450 autres étudiants de l'université étudient.

Envoyé par [Etienne Lareau](#) de Val-d'Or, 13 février 2012 à 10 h 51 HNE
Bien que les universités québécoises soient sous-financées, ce n'est pas une raison de refile la facture aux étudiants: le PLQ a même reconnu que cela priverait d'études supérieures des milliers d'étudiants et par ricochet, de dizaine de milliers de dollars de taxes et d'impôts que ces Québécois paieront durant leur vie active. Cependant, il faut reconnaître que les étudiants francophones ont une mentalité différente des anglophones: une fois leurs études terminées, les anglophones ont l'habitude de faire des donations régulières à leur université, ce que peu de francophones feront. D'où pensez-vous que provient le bas de laine bien garni de McGill?

Envoyé par [Claude Jacques](#) de Varennes, 13 février 2012 à 10 h 44 HNE
C'est un peu comme en Grèce; le peuple n'en a plus les moyens, mais on proteste pour en avoir encore. On risque la faillite, mais c'est pas grave, en autant que les études sont terminées, du moins pour quelques uns.

Envoyé par [Hubert Roy](#) de Lévis, 13 février 2012 à 10 h 43 HNE
Vos chiffres de 2200 à 3800 sont-ils erronés? À Laval, les frais à déboursier pour deux sessions de 15 crédits au premier cycle passeront de 2625 à 4250\$.

C'est quand même absurde qu'on ait fait le choix de société de payer plus de taxes et d'impôts pour avoir de meilleurs services moins chers et qu'au final, on nous demande de nous rapprocher lentement mais sûrement de ce que les autres paient... Avant d'aller gratter le fond des poches des étudiants et de la classe moyenne, le gouvernement pourrait faire le ménage dans sa gestion déficiente des fonds publics (Hydro, Construction, etc.)

Envoyé par [Dany Paquet](#) de Québec, 13 février 2012 à 10 h 41 HNE
Bravo au gouvernement qui se tient debout !

Envoyé par [Hai-Phong Nguyen](#) de Saint-Damase, 13 février 2012 à 10 h 36 HNE
Super!

Certains vont manifester. Ils vont prendre des photos de cet événement historique avec des téléphones intelligents. Puis, une fois à la maison, ils vont télécharger le tout sur des Macs de l'année et ensuite se plaindre de la pauvreté étudiante sur FB, Twitter, MSN, etc...

Pendant ce temps, je connais d'anciens élèves du secondaire qui sont maintenant à l'université. Issus de milieux très pauvres, ils travailleront comme des fous ce soir dans une épicerie ou dans un resto car ils sont déterminés à s'instruire afin de s'accomplir.

Envoyé par [Jean-Sébastien Berthelot](#) de Québec, 13 février 2012 à 10 h 35 HNE
Ce que Radio-Canada ne dit pas est que l'Ontario et l'Alberte pense à diminuer de manière importante leurs frais de scolarité. L'Alberta veut même adopter la gratuité scolaire.

98.5FM: 11 000 étudiants en grève - mardi 14 février 2012 à 11h45. Modifié à 16h56



Archives / Cogeco Nouvelles

Publié par Alexandre Lebrun pour CogecoNouvelles

(Cogeco Nouvelles) - Environ 11 000 étudiants de certaines facultés de l'Université du Québec à Montréal et de l'Université Laval ont déclenché une première vague de grève, mardi, affirme

l'Association pour une solidarité syndicale étudiante.

Écoutez le reportage Cogeco Nouvelles :

Jeanne Reynolds, l

On en parle en ondes :

[Hausse des droits de scolarité: 10 000 étudiants en grève. Le point avec la CLASSE \(9:08\) Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE](#)

Mis en ligne le mardi 14 février 2012 dans Dutrizac avec Benoît Dutrizac

[Julie-Christine Gagnon: 11 000 étudiants de l'UQAM et de l'Université Laval ont déclenché aujourd'hui une première vague de grève illimitée contre la hausse des frais de scolarité \(4:38\)](#)

Mis en ligne le mardi 14 février 2012 dans Montréal Maintenant avec Paul Houde

L'ASSÉ, la plus militante des associations étudiantes, affirme que le mouvement de grève contre la hausse des droits de scolarité ne fait que commencer et pourrait même avoir doublé, sinon triplé, au début de la semaine prochaine.

Environ 500 manifestants se sont rassemblés au parc Émilie-Gamelin, donnant le ton au mouvement étudiant.

En plus des universités mentionnées, des cégeps devraient monter dans le train de la grève, ont mentionné les porte-parole de l'ASSÉ, au cours d'une rencontre avec la presse, mardi à Montréal.

« Le gouvernement devra faire face à une grève générale illimitée s'il ne change pas d'idée », a déclaré Jeanne Reynolds, l'une des porte-parole du mouvement étudiant.

La hausse des droits de scolarité annoncée dans le budget Bachand 2011-2012 est de 325 \$ par année pendant cinq ans, à compter de l'année scolaire 2012-2013, soit 1625 \$ au total. La hausse vaut pour une année d'études de 30 crédits. Les droits de scolarité passeront de 2168 \$ en 2011-2012 à 3793 \$ en 2016-2017.

CNW: CLASSE: Grève étudiante : une dizaine d'associations étudiantes de Montréal et Québec déclenchent la grève – Mardi 14 février 2012, à 11h05

MONTREAL, le 14 févr. 2012 /CNW Telbec/ - Devant le silence persistant de la ministre Beauchamp, 11 000 étudiants et étudiantes de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et de l'Université Laval déclenchent aujourd'hui une première vague de grève illimitée. « Cette fois, nous mettons notre menace à exécution. Madame Beauchamp doit reculer ou le mouvement de grève deviendra réellement général dans une semaine. Si elle persiste à nous ignorer de la sorte, le nombre de grévistes doublera lundi prochain. » prévient Jeanne Reynolds, co-porte-parole de la CLASSE rappelant que 12 autres associations, regroupant environ 10 000 membres, ont déjà en main leur mandat de grève. Ce nombre gonflera significativement, alors que plusieurs autres votes sont prévus cette semaine. Tout indique donc que le mouvement prendra considérablement de l'ampleur dès le lundi 20 février.

La CLASSE annonce également une série d'actions visant à mettre une pression croissante sur le gouvernement libéral, au rythme d'une par semaine. Le premier rendez-vous est fixé ce jeudi matin à Montréal, alors que les grévistes

participeront à une vaste action de blocage du Centre de commerce mondial organisée par plus d'une centaine de groupes communautaires et syndicaux. La semaine suivante à Montréal, le 23 février, la CLASSE organise une première manifestation, afin de souligner le déclenchement de la grève. Puis, le jeudi 1^{er} mars, la Coalition donne rendez-vous à toute la population dans les rues de Québec à l'occasion d'une grande manifestation nationale. « À partir de maintenant, nous serons en action chaque semaine, afin de mettre de plus en plus de pression sur le gouvernement libéral. Dès ce jeudi, en compagnie de centaines de citoyens et de citoyennes, nous bloquerons le Centre de commerce mondial afin de faire comprendre au gouvernement que nous sommes déterminés à le faire reculer sur sa hausse des frais de scolarité. » poursuit Gabriel Nadeau-Dubois, co-porte-parole de la CLASSE. Les grévistes ont l'intention de faire cette semaine une caravane de mobilisation à travers la province, pour participer à la mobilisation grimpeante. « Nous avons déclenché la grève cette semaine pour servir de tremplin à la mobilisation des cégeps et universités. Durant la prochaine

semaine, nous sillonnerons les routes du Québec afin de venir en aide aux associations tenant des votes de grève cette semaine. » ajoute Camille Toffoli, porte-parole des associations étudiantes de l'UQAM qui déclenchent la grève aujourd'hui. « Cette semaine de mobilisation se conclura sur un Congrès de la CLASSE à l'Université Laval, qui sera l'occasion d'organiser le déploiement de la grève pour la semaine prochaine » conclut Paul-Émile Auger, porte-parole des associations en grève de l'Université Laval.

Fondée par l'ASSÉ en décembre dernier dans le contexte de la hausse des frais de scolarité, la Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE) est une coalition nationale d'associations étudiantes qui met la grève au centre de ses moyens de pression. Elle rassemble présentement plus de 70 000 membres dans les cégeps et universités du Québec.

Renseignements :

Mathilde Létourneau, attachée de presse: 514-378-3357, Bureau de l'ASSÉ: 514-390-0110, Courriel: communication@asse-solidarite.ca, Site web: www.bloquonslahausse.com

LE SOLEIL: À l'aube d'une grève étudiante nationale – Mardi 14 février 2012



Photothèque Le Soleil

Les pressions des étudiants opposés à la hausse des droits de scolarité n'ont pas cessé depuis le budget de l'an dernier. Cette fois, les moyens de pression atteindront un summum avec une grève dans les réseaux universitaires.

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) Les étudiants en service social et les étudiants des cycles supérieurs en sociologie de l'Université Laval ont lancé, lundi, une grève générale illimitée que plus de 20 000 étudiants devraient avoir entamée d'ici le début de la semaine prochaine pour faire reculer le gouvernement sur la hausse des droits de scolarité.

Quelques jours en avance sur les autres associations étudiantes qui ont voté pour la grève, les 450 étudiants du Mouvement des étudiants en service social de l'Université Laval et les 99 étudiants de l'Association des chercheuses en sociologie (ACCES) ne se sont pas présentés à leurs cours, hier, et continueront à débrayer jusqu'à une date indéterminée.

«Si on veut se faire écouter, on pense que c'est notre devoir de faire la grève générale pour s'assurer d'établir un rapport de force avec le gouvernement», dit Guillaume Turgeon, porte-parole de l'ACCES.

Les deux associations étudiantes de l'Université Laval ont été les premières au Québec, hier, à amorcer une grève générale illimitée. Leurs membres font partie des 20 470 étudiants de 21 associations étudiantes dans trois universités et deux cégeps qui ont déjà adopté un mandat de grève.

Aujourd'hui, les étudiants de premier cycle en sociologie et en anthropologie de l'Université Laval doivent se joindre à la grève, de même que les étudiants en arts, en droit et en science politique et en sciences humaines de l'UQAM.

En gradation

D'ici lundi, toutes les autres associations étudiantes devraient faire la grève à leur tour, indique Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

«Si j'étais le ministre de l'Éducation [Line Beauchamp], je commencerais sérieusement à m'inquiéter. C'est vraiment une question de temps avant que le système d'éducation soit sérieusement paralysé», dit M. Nadeau-Dubois.

D'ici au 20 février prochain, le porte-parole de la CLASSE promet une semaine d'actions et de coups d'éclat. Le Centre de commerce mondial, qui abrite notamment les bureaux montréalais du ministre québécois des



Finances, Raymond Bachand, devrait être pris d'assaut par les étudiants jeudi de la semaine prochaine. D'ici le 1er mars, 34 associations étudiantes regroupant environ 67 500 étudiants doivent encore se prononcer sur un mandat de grève.

Au printemps dernier, le gouvernement de Jean Charest a annoncé une hausse des droits de scolarité universitaires de 325 \$ par année de 2012 à 2017, une augmentation de 1625 \$ sur cinq ans.

THE GAZETTE: Restive students plan showdown with Quebec over tuition – Tuesday, February 14, 2012

By Karen Seidman, Gazette Universities Reporter
MONTREAL - A showdown between university students and the provincial government over tuition fees could bring chaos to campuses this semester, as about 11,000 students got the ball rolling on Tuesday by launching an unlimited strike.

That number is expected to double by Monday – and could grow from there as many more student associations take strike votes over the coming weeks.

So far, the striking students are mainly from the Université du Québec à Montréal, and about 1,000 from the Université Laval.

Next week, students from the Université de Montréal, CÉGEP de St. Laurent and CÉGEP du Vieux Montréal are to begin an unlimited strike.

Concordia University students are to vote in early March, while McGill students haven't planned a strike vote yet.

Students turned up the heat at a news conference Tuesday, saying they're willing to lose a semester if necessary to stop the planned tuition hike.

"We're willing to go as far as we have to," said Gabriel Nadeau-Dubois, a spokesperson for the Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante, which represents about 70,000 students.

"We're not backing down. The movement is more determined than ever."

To stop the strike, they say, the government must give up its plan to increase tuition fees by \$325 a year for five years, which would bring tuition to \$3,793 from \$2,168 now.

In the National Assembly, Marie Malavoy of the Parti Québécois took up the students' cause, saying Education Minister Line Beauchamp was "disconnected from reality" in raising tuition fees by 75 per cent by 2017.

In reply, Beauchamp called the hike in fees "responsible" and said, with improved bursaries, students will pay between 16 and 17 per cent of the financial value of their diplomas.

"Let's admit that is an extremely reasonable share," she said, noting that 11,000 striking students represent a tiny fraction of the overall university population.

The last major student strike was in 2005, when as many as 200,000 CÉGEP and university students boycotted classes for as long as five weeks to protest cuts of \$103 million to bursaries.

The issue is different this time, with universities complaining they are seriously underfunded – by about \$620 million compared with other provinces.

At UQAM, media relations official Jenny Desrochers described the mood on campus as calm.

Depending on how the strike unfolds, she said, the university's academic advisory board will decide how students will make up for lost time.

"We are conscious of the risks but also determined," said Paul Émile Auger, a striking student from Université Laval.

"The risk is greater for the government – because a strike will cost them thousands of dollars," said Camille Toffoli, a spokesperson for striking students at UQAM.

Lex Gill, president of the Concordia Student Union, said she believes students at that university may be prepared to strike, too.

"There is dire concern about tuition on campus. An increase will affect working-class and middle-class students and that's our demographic," she said.

"It's unjust and unjustifiable."

Joel Pedneault, vice-president of external affairs for the Student Society of McGill University, noted that the planned hike comes at a time when "a lot of young people don't see a great future for themselves."

"They expect to have a lower standard of living than their parents," he said.

With files from Kevin Dougherty

CANOE.CA: Frais de scolarité: La grève étudiante dès cette semaine - Mise à jour lundi 13 février 2012 22h35



© Agence QMI / Archives



Jean-François Villeneuve Agence QMI
MONTREAL - La grève générale étudiante sera déclenchée dans les prochains jours, avec une première vague d'établissements scolaires dont le débrayage sera annoncé mardi. D'autres

facultés seront touchées à leur tour la semaine prochaine.

Lundi, les associations facultaires étudiantes de Science politique et Droit (AFESPED) et des Arts (AFÉA) de l'UQAM ont voté pour le déclenchement de la grève illimitée.

À plus de 75 %, les membres de l'AFESPED ont appuyé la proposition de l'exécutif pour une grève générale illimitée prenant effet à partir du 14 février à 00h01, et ce, «jusqu'à ce que le gouvernement renonce à hausser les frais de scolarité».

«C'est une mobilisation pour l'éducation en général et notre position n'est pas négociable», a tenu à faire savoir Laurence Côté, coordonnatrice à l'externe de l'AFESPED.

Quant aux membres de l'AFÉA, ils ont voté à 94 % pour le déclenchement sur le champ de la grève. «La grève concerne les activités académiques. Aucun blocage de l'UQAM n'a été adopté encore», pouvait-on lire sur la page Facebook de l'association.

Par ailleurs, 550 étudiants de l'Université Laval ont amorcé leurs moyens de pression lundi, afin de manifester contre la hausse des droits de scolarité.

À terme, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) s'attend à franchir le cap des 100 000 étudiants en grève illimitée.

À ce jour, plus de 20 400 étudiants réunis au sein de 19 associations ont en main un mandat de levée de cours qui sera utilisé d'ici peu.

«Des dizaines d'autres associations voteront dans les prochaines semaines, a expliqué Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE. Dès que la grève illimitée sera enclenchée, le nombre de gens touchés augmentera très rapidement.»

Si M. Nadeau-Dubois s'est refusé à discuter des coups d'éclat durant le débrayage étudiant, il a affirmé toutefois que les manifestants se rendront à Québec le 1er mars pour faire entendre leur voix devant l'Assemblée nationale.

Menacer le gouvernement

Même s'il dit espérer que toute la situation se règle rapidement, Gabriel Nadeau-Dubois soutient que les associations étudiantes sont prêtes à prendre le temps qu'il faut pour faire fléchir le gouvernement, quitte à mettre en danger la session hivernale.

«Jamais une session n'a été annulée, a-t-il ajouté. C'est une menace que la ministre va nous faire, mais on ne pourrait jamais garder des cohortes entières une année de plus dans les collèges et les universités. La menace pour la session, c'en est plus une de notre part envers le gouvernement.»

«Si j'étais la ministre de l'Éducation, j'aurais peur, a-t-il souligné. C'est une question de temps avant que le système d'éducation soit sérieusement touché. Il va falloir négocier».

LESOLEIL.COM: Grève étudiante: le mouvement devrait être déclenché le 20 février - Mis à jour le lundi 13 février 2012 à 16h44

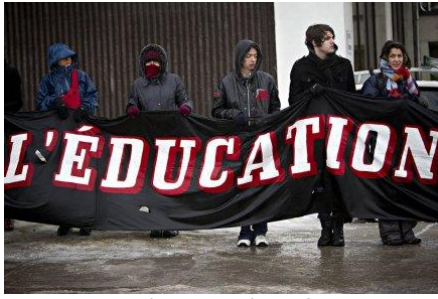


Photo Patrick Sanfaçon, La Presse
D'ici au 20 février prochain, on promet «une semaine agitée» remplie d'actions et de coups d'éclat à la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse Canadienne, Montréal

Après les coups de semonce, la charge. Quelques dizaines de milliers d'étudiants devraient débrayer dès le début de la semaine prochaine pour tenter de faire plier le gouvernement Charest sur la hausse des droits de scolarité.

Les préparatifs ont pris de la vitesse la semaine dernière. Un peu plus de 20 000 étudiants ont voté en faveur d'un débrayage illimité.

La plupart de ces mandats de grève devraient se concrétiser à partir de lundi prochain, le 20 février, a indiqué Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante.

«Ça devrait prendre beaucoup d'ampleur à partir de la semaine prochaine, a prédit le leader étudiant. Si j'étais la ministre de l'Éducation j'aurais peur parce que c'est vraiment une question de jours et de semaines avant que le système d'éducation au Québec ne soit sérieusement paralysé.»

Quelques associations étudiantes plus convaincues, notamment à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et à l'Université Laval (UL), ont déjà déclenché la grève ou le feront dès ce lundi ou ce mardi.

Quelque 500 étudiants en sociologie et en service social de l'UL ont été les premiers à débrayer. Lundi après-midi, les étudiants en science politique et en droit de l'UQAM (2100 membres) ont décidé de boycotter leurs cours à partir de mardi matin, tout comme ceux en sciences humaines (4600 membres). Leurs collègues en art (3600 membres) pourraient les imiter rapidement.

Semaine «agitée»

D'ici au 20 février prochain, M. Nadeau-Dubois promet «une semaine agitée» remplie d'actions

et de coups d'éclat à la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

Le Centre de commerce mondial, qui abrite notamment les bureaux montréalais du ministre québécois des Finances, Raymond Bachand, devrait être pris d'assaut par les étudiants jeudi prochain. D'autres assemblées générales de grève auront aussi lieu, notamment au sein de cégeps montréalais.

Gabriel Nadeau-Dubois se dit confiant de voir le mouvement de grève partir en lion.

«Si on prend le pouls de ce qui se passe sur les campus, c'est très, très encourageant», a-t-il affirmé, spécifiant toutefois que le souhait des étudiants est de retourner sur les bancs d'école dès que possible.

«On a fait une demande formelle de rencontre le 27 (janvier), on n'a toujours pas eu de réponse. On espère que la grève va durer le moins longtemps possible et que la ministre va accepter de discuter le plus rapidement possible», a-t-il dit.

Au printemps dernier, le gouvernement Charest a annoncé qu'il haussera les droits de scolarité universitaires de 325 \$ par année de 2012 à 2017. À terme, cette partie de la facture étudiante passera d'environ 2200 \$ à 3800 \$ par année, mais demeurera parmi les moins chères au pays

JOURNALMÉTRO.COM: Grève étudiante: le mouvement partirait le 20 février - Mis à jour: lundi 13 février 2012

16:41

PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD, La Presse canadienne

MONTRÉAL - Après les coups de semonce, la charge. Quelques dizaines de milliers d'étudiants devraient débrayer dès le début de la semaine prochaine pour tenter de faire plier le gouvernement Charest sur la hausse des droits de scolarité.

Les préparatifs ont pris de la vitesse la semaine dernière. Un peu plus de 20 000 étudiants ont voté en faveur d'un débrayage illimité.

La plupart de ces mandats de grève devraient se concrétiser à partir de lundi prochain, le 20 février, a indiqué Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante

«Ça devrait prendre beaucoup d'ampleur à partir de la semaine prochaine, a prédit le leader étudiant. Si j'étais la ministre de l'Éducation j'aurais peur parce que c'est vraiment une question de jours et de semaines avant que le système d'éducation au Québec ne soit sérieusement paralysé.»

Quelques associations étudiantes plus convaincues, notamment à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et à l'Université Laval (UL), ont déjà déclenché la grève ou le feront dès ce lundi ou ce mardi.

Quelque 500 étudiants en sociologie et en service social de l'UL ont été les premiers à débrayer. Lundi après-midi, les étudiants en science politique et en droit de l'UQAM (2100 membres) ont décidé de boycotter leurs cours à partir de mardi matin, tout comme ceux en sciences humaines (4600 membres). Leurs collègues en art (3600 membres) pourraient les imiter rapidement.

D'ici au 20 février prochain, M. Nadeau-Dubois promet «une semaine agitée» remplie d'actions et de coups d'éclat à la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp. Le Centre de commerce mondial, qui abrite notamment les bureaux montréalais du ministre québécois des Finances, Raymond Bachand, devrait être pris d'assaut par les étudiants jeudi prochain. D'autres assemblées

générales de grève auront aussi lieu, notamment au sein de cégeps montréalais.

Gabriel Nadeau-Dubois se dit confiant de voir le mouvement de grève partir en lion.

«Si on prend le pouls de ce qui se passe sur les campus, c'est très, très encourageant», a-t-il affirmé, spécifiant toutefois que le souhait des étudiants est de retourner sur les bancs d'école dès que possible.

«On a fait une demande formelle de rencontre le 27 (janvier), on n'a toujours pas eu de réponse. On espère que la grève va durer le moins longtemps possible et que la ministre va accepter de discuter le plus rapidement possible», a-t-il dit.

Au printemps dernier, le gouvernement Charest a annoncé qu'il haussera les droits de scolarité universitaires de 325 \$ par année de 2012 à 2017. À terme, cette partie de la facture étudiante passera d'environ 2200 \$ à 3800 \$ par année, mais demeurera parmi les moins chères au pays.

98,5FM: Ce sera bientôt le tour des étudiants - lundi 13 février 2012 à 15h13. Modifié par Alexandre Lebrun à

16h03.



Any Guillemette / Archives / Cogeco Nouvelles
Publié par La Presse Canadienne le

MONTRÉAL - Après les coups de semonce, la charge. Quelques dizaines de milliers d'étudiants

devraient débrayer dès le début de la semaine prochaine pour tenter de faire plier le gouvernement Charest sur la hausse des droits de scolarité.

Les préparatifs ont pris de la vitesse la semaine dernière. Un peu plus de 20 000 étudiants ont voté en faveur d'un débrayage illimité.

La plupart de ces mandats de grève devraient se concrétiser à partir de lundi prochain, le 20 février, a indiqué Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante.

Quelques associations étudiantes plus convaincues, notamment à l'Université du Québec à Montréal et à l'Université Laval, ont déjà déclenché la grève ou le feront dès ce lundi ou ce mardi.

D'ici au 20 février prochain, M. Nadeau-Dubois promet une semaine d'actions et de coups d'éclat à la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp. Le Centre de commerce mondial, qui abrite notamment les bureaux montréalais du ministre québécois des Finances, Raymond Bachand, devrait être pris d'assaut par les étudiants jeudi prochain. D'autres assemblées générales de grève auront aussi lieu, notamment au sein de cégeps montréalais.

Au printemps dernier, le gouvernement Charest a annoncé qu'il haussera les droits de scolarité universitaires de 325 \$ par année de 2012 à 2017. À terme, cette partie de la facture étudiante passera d'environ 2200 \$ à 3800 \$ par année, mais demeurera parmi les moins chères au pays.

BRANCHEZ-VOUS: Des étudiants de l'Université Laval sont en grève - lundi 13 février 2012 à 11H15





Quelque 550 étudiants de l'Université Laval ont amorcé, lundi matin, le premier mouvement de grève illimitée pour dénoncer la hausse des frais de scolarité prévue par le gouvernement Charest pour l'automne 2012.

Lundi midi, à l'UQAM, autour de 4600 étudiants en arts et 2100 en science politique devraient également débrayer.

Les étudiants demandent au Premier ministre d'annuler l'augmentation de 325 \$ qu'il entend appliquer au cours des cinq prochaines années sur leur facture annuelle.

En 2017, les frais d'inscription d'un étudiant universitaire se chiffrent donc à 3800 \$, alors qu'ils coûtent actuellement 1600 \$.

La hausse annoncée par le gouvernement Charest a suscité la grogne des étudiants de partout au Québec.

Les étudiants de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), qui regroupe plusieurs associations étudiantes, pourraient se joindre au mouvement de grève de leurs camarades de l'Université Laval en milieu de semaines.

La CLASSE fera connaître ses intentions demain, mardi. Tout indique cependant que la grève est

sérieusement envisagée. Déjà, 19 associations étudiantes regroupant environ 20 260 étudiants sur cinq campus ont des mandats de grève.

Les membres de la Fédération des étudiants universitaires du Québec (FEUQ) comme ceux de la Fédération des étudiants collégiale du Québec (FECQ) pourraient aussi se joindre bientôt au mouvement de contestation, pancartes à la main.

Plusieurs d'entre eux comptent d'ailleurs accueillir les députés et ministres à leur rentrée parlementaire mardi, aux portes de l'Assemblée nationale, dans la capitale.

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a déjà indiqué que le gouvernement ne changera pas ses plans, peu importe la protestation populaire.

Semaine du 06 février 2012

RADIO-CANADA : Grève générale illimitée de milliers d'étudiants en vue – Mise à jour le jeudi 9 février 2012 à 20 h 41 HNE



Une pancarte brandie par des étudiants lors de la manifestation de la FEUQ et de la FECQ à Victoriaville

Opposée à la hausse prévue des droits de scolarité au Québec, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), qui regroupe plusieurs associations étudiantes, a annoncé jeudi soir que le déclenchement de la grève générale illimitée était imminent.

Les associations membres de la CLASSE avaient indiqué qu'elles mettraient leur menace de grève à exécution dès que 7 associations étudiantes regroupant 20 000 personnes et réparties sur au moins trois campus auront obtenu un mandat de grève générale illimitée.

Le seuil a été dépassé en après-midi, a indiqué la Coalition dans un communiqué émis dans la soirée.

À l'heure actuelle, 18 associations réparties sur cinq campus et représentant quelque 20 210 étudiants ont voté en faveur d'un débrayage, selon le site Internet de la coalition étudiante. D'autres votes étaient prévus jusqu'au 2 mars.

« On est vraiment à la veille du déclenchement d'une grève générale illimitée dans le mouvement étudiant », avait déclaré Gabriel Nadeau-Dubois, de la CLASSE, quelques heures avant que le cap des 20 000 appuis soit franchi. « C'est vraiment une question de jours avant que le système d'éducation au Québec commence à être sérieusement paralysé », avait-il prédit.

Des associations pourraient débrayer à partir de lundi prochain, d'autres à partir du lundi subséquent et d'autres attendront au mois de mars.

La CLASSE précisera la suite de son plan d'action mardi prochain, jour de la rentrée parlementaire. La Coalition espère convaincre le gouvernement Charest de renoncer à hausser les frais de scolarité de 325 \$ par année pendant cinq ans.

La FEUQ et la FECQ se font entendre

Plus tôt dans la journée, des étudiants de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ont profité du caucus du Parti libéral du Québec à Victoriaville, pour dénoncer eux aussi la hausse prévue de 1625 \$ des droits de scolarité sur 5 ans.

Environ 200 étudiants se sont rassemblés devant le Centre des congrès où se tient le caucus libéral, brandissant leurs pancartes et faisant sonner leurs trompettes, en espérant se faire entendre par les ministres libéraux.

Les étudiants estiment que la hausse prévue des droits de scolarité ne fait qu'aggraver l'endettement des étudiants et des jeunes familles. Selon eux, seulement 33 % des étudiants qui ont recours à de l'aide financière

Les commentaires

Envoyé par [A Sirois](#) de LesCedres, 10 février 2012 à 08 h 53 HNE

en reçoivent sous forme de bourses, tandis que le 66 % restant doit avoir recours à des prêts de plus en plus longs à rembourser.

Lors d'un congrès général tenu fin janvier, la FECQ et la FEUQ n'ont pas écarté la possibilité de déclencher une grève générale d'ici la fin de la session si le gouvernement Charest maintient la hausse prévue des droits de scolarité.



Des étudiants manifestant devant le Centre des congrès, à Victoriaville, où se tient le caucus libéral.

Elles ont convenu que chaque association fera entre-temps une action d'éclat visant directement les libéraux de Jean Charest chaque semaine et ont prévenu que le gouvernement « devra s'attendre à passer une très mauvaise St-Valentin », alors que la rentrée parlementaire coïncide avec le 14 février.

La FECQ et la FEUQ organisent en outre une manifestation nationale le 22 mars à Montréal. Elles espèrent mobiliser une foule encore plus nombreuse que le 10 novembre dernier, alors qu'environ 30 000 étudiants s'étaient rassemblés pour dénoncer la hausse des droits de scolarité.

Québec reste ferme

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a indiqué que le gouvernement ne reculerait pas. « Il y a des votes qui se prennent. Il y a, dans certains cégeps, des étudiants qui majoritairement ont rejeté un mandat de grève générale. Je pense qu'on n'en est pas rendu là. On va suivre la situation de près », a-t-elle dit en après-midi, avant l'annonce de la CLASSE.

« Mais, vraiment, je vous le dis, la décision, elle est prise. [...] C'est une décision dans un cadre budgétaire et, je pense, qui reçoit la compréhension d'une bonne partie de la population su Québec », a-t-elle ajouté.

En complément



Vidéo - Vers une grève étudiante, dit François Cormier.

J'appuie sans équivoque ces étudiants qui sont tout l'avenir de notre société.



Envoyé par [Martin Provencher](#) de Drummondville, 10 février 2012 à 08 h 46 HNE
 La vache à lait des universités québécoises sont les étudiants du premier cycle. Pourquoi n'auraient-ils pas leur mot à dire quant aux décisions qui auront une incidence directe sur leur qualité de vie.
 À tous les chialeux, qui de surcroît, ont eux-mêmes fréquentés l'université à une époque passée, où les frais de scolarité étaient encore plus bas, où on se mariait pour avoir un max de prêts et bourses et où à la finale, on faisait faillite pour commencer sa vie sans dette, et qui aujourd'hui voudraient que les jeunes soient responsables et imputables du désarroi économique qui prévaut, ouuff...
 Taisez-vous, contrôlez votre mémoire sélective et surtout, faites preuve de bonne foi.
 Envoyé par [P.Quirion Pierre](#) de Québec, 10 février 2012 à 08 h 44 HNE
 Écoutez, moi, lorsque j'étais étudiant dans les années 70, je me souviens qu'on sortait dans le rue et nombreux pour toute sorte de raisons, Le bill 22, appuie aux professeurs en grève, contre l'emprisonnement des chefs syndicaux (oui oui...)....Je me sens un peu mal placé pour vous faire la leçon concernant vos protestations car j'ai moi même bénéficié de frais de scolarité, pour ainsi dire, presque inexistants. Je ne pense pas qu'il faille encore blâmer les Boomers pour ce qui arrive. Le principe d'utilisateurs payeurs s'est infiltré très solide dans nos sociétés et maintenant, on assiste de plus en plus au "frais réels -frais payés" donc de moins en moins supportés par le groupe. On assiste également au retour de l'individualisation à outrance, à la perte du support de l'ensemble, à l'Hyper responsabilisation de l'individu (la droite quoi...). Le sens de mon propos n'est pas un blâme envers vos revendications, bien au contraire...mais je pense que votre "timing" n'est pas idéal. Je termine en vous disant quand même bonne chance !
 Envoyé par [Réal Gagnon](#) de La Sarre, 10 février 2012 à 08 h 34 HNE
 De porteurs d'eau, les québécois sont devenus des porteurs de pancartes.
 Envoyé par [Francis Lavoie](#) de Montreal, 10 février 2012 à 08 h 33 HNE
 Les baby-boomers qui chiâlent on la mémoire courte. Les années 60-70 ont été marquées par plusieurs grèves massives d'étudiants qui revendiquaient, entre autre, le gel des droits de scolarité. Ces étudiants revendiquent les mêmes droits, et ce sont des chiâleux?
 Envoyé par [Valériane Beaulieu](#) de Notre-Dame de Montauban, 10 février 2012 à 08 h 31 HNE
 L'Éducation vous l'avez eu, ben maintenant laissez nous la!!!
 Regardez en arrière, vous en avez tous un diplôme vous?
 Cette génération la, en aura pas tous un !!!!
 Nous sommes la première génération depuis le début de la colonisation de L'Amérique à vivre plus pauvre que la précédente!
 Ouvrez vos yeux! Ouvrez vos oreilles!
 Les étudiants qui ne sont pas d'accord avec la grève avait rien qu'à s'impliquer dans les conseils étudiants ouverts à tous les étudiants! Mais non ils peuvent pas s'impliquer ils ont pas le temps, entre les 2 jobs et les travaux de session aucune chance!
 Vaut mieux se faire une vie sociale qu'une vie communautaire!! (euh j'essaie de faire du sarcasme...)
 Valériane Beaulieu, 4 sessions de dettes pas de diplôme...
 Envoyé par un utilisateur non divulgué, 10 février 2012 à 08 h 30 HNE

Ce commentaire a été retiré par le modérateur car il ne respectait pas la [nétiquette](#).
 Envoyé par [Nicolas P. Nicolas](#) de Québec, 10 février 2012 à 08 h 30 HNE
 Les gens se prononcent rapidement sur la hausse des frais de scolarité et cela avant même de s'être posé la question pourquoi les frais augmentent autant. Si les gens apprennaient le gaspillage qui s'y fait...
 L'université est financé sur deux volets:
 1)l'activité d'enseignement qui n'est franchement pas onéreux en soi et
 2) la recherche et développement qui engouffre des sommes exponentielles (gouffre sans fond).
 Puisque les compagnies ne veulent pas assurer eux-même leurs frais de recherche, il incombe à l'État (c'est-à-dire nous tous) de le faire.
 L'université est en train de se transformer en vaste centre de recherche et développement pour assurer la croissance économique au détriment de la qualité de l'enseignement. Or l'impacte des découvertes scientifiques sur l'économie n'est pas aussi directe que cela.
 Bref, la hausse de nos frais correspond à la hausse de vos frais. Tous cela pour une folie des grandeurs. Dans cette perspective, la gratuité est tout-à-fait envisageable.
 Envoyé par [Jean De carufel](#) de ste-anne-des-lacs, 10 février 2012 à 08 h 25 HNE
 Allez faites la grève et puis après qu'est-ce que vous voulez que ça nous fasse nous les contribuables payeurs de taxes et d'impôts.
 Les seuls à qui vous nuisez c'est à vous même.
 On appelle ça par chez nous,se tirer dans le pied.
 Bonne vacances ,je veux dire grève
 Envoyé par [Dan Cbn](#) de québec, 10 février 2012 à 08 h 14 HNE
 allez, perdez votre temps
 perdre du temps, c'est perdre beaucoup d'argent.
 beaucoup plus d'argent que les petites augmentations de frais de scolarité....
 Les étudiants en droit, en médecine, en ingénierie et en comptabilité le savent... perdre 6 mois de travail, avec un salaire de 40000\$, c'est 20000\$
 Par contre, ceux en service social, en science po ou en philosophie ne savent pas compter....
 Envoyé par [Alexandre Roy Alexandre](#) de Québec, 10 février 2012 à 08 h 09 HNE
 Ces étudiants ne sont qu'une génération de chialeux !!!
 Hier, c'était des bébés gâtés qui pleurait dès que maman ou papa disait non.
 Aujourd'hui, ces les études trop élevé alors qui sont plus bas que partout ailleurs au pays.
 Demain, sa va chialer parce qu'à leur retraite ils ne pourront pas faire 52 voyages dans le sud par année.
 Grace à eux, j'ai extrêmement honte d'avoir mes 22 ans.
 Envoyé par [Alexandre Roy Alexandre](#) de Québec, 10 février 2012 à 08 h 00 HNE
 Allez-y, chers étudiants, faire la grève au lieu d'étudier dans les universités les moins chers en Amérique !
 Allez-y, chers étudiants, "Scraper" votre session et en payer une autre !
 Allez-y, chers étudiants, faire votre ti "Power Trip" !
 Et je vous souhaite tous une belle semaine "de lecture" dans le sud le mois prochain à "tweeter" et faire du "facebook" sur vos iPhone 4S avec votre 20e bière de la journée dans le nez.
 Envoyé par [Marc Pell](#) de Ottawa, 10 février 2012 à 08 h 00 HNE
 Allez-y, grévez et promenez vous avec pancartes a l'épaule jusqu'au mois de septembre 2012 et vous souhaitez de perdre toute votre années scolaire les ti zenfants pleurnichards qui n'ont

aucun respect pour les payeurs de taxes qui les subventionnent sans cesse.
 Envoyé par [Martin M Jean](#) de Quebec, 10 février 2012 à 07 h 57 HNE
 Aller voir ailleurs comment coute l'université et vous aller peut-être changer d'avis. Si il y a une chose au québec de positif, c'est le prix de l'éducation. On a la chance d'avoir un système qui rends les études accessibles. Tres intelligent d'aller faire une greve en plein milieu de session. Un campus il faut que ca se paie, l'argent tombe pas du ciel, les profs, les installations, la recherche, c'est pas donné.
 Envoyé par [Bibianne Bibeau](#) de Montréal, 10 février 2012 à 07 h 53 HNE
 Beaucoup d'étudiants sont contre la grève, mais ils n'auront pas le choix de suivre... Est-ce que nous entendrons leurs voix ou leur association fera telle? Plusieus associations décident à l'interne sans consulter les membres qui payent une cotisation pourtant.
 Envoyé par [Bib Lot](#) de montréal, 10 février 2012 à 07 h 45 HNE
 C'est intéressant de voir comment réagit la population québécoise, et se manque total de solidarité envers sa jeunesse. On a l'impression d'une jalousie malsaine entre génération.
 Je ne vois pas pourquoi on s'indigne contre une jeunesse qui ne veut pas s'endetter.
 Moi j'ai 40 ans et je dois encore 20 000 \$ aux gouvernement pour mes études. Le rapport qualité/prix est un peu disproportionné vous ne pensez pas ?!
 Envoyé par [Dany Paquet](#) de Québec, 10 février 2012 à 07 h 32 HNE
 C'est les universités les moins chères en Amérique et ils se plaignent !
 Laissons les scrapers leur session scolaire, ils ne font du mal qu'à eux même !
 Envoyé par [Manon Thériault](#) de Québec, 10 février 2012 à 07 h 07 HNE
 C'est un choix de société que nous devons faire. Ou on subventionne à coup de millions les entreprises pour former la main-d'oeuvre, ou on finance les études supérieures. Personnellement, je choisis le second choix.
 Une population scolarisée est une population riche. C'est un investissement dans notre futur collectif.
 Envoyé par [Alain Robillard](#) de Montréal, 10 février 2012 à 06 h 43 HNE
 Une grève!
 Quelle solution intelligente pour régler ses problèmes.
 Surtout que pour les étudiants, une grève c'est très pertinent!
 Envoyé par [Stephane Ebran](#) de Azerbaïdjan, 10 février 2012 à 06 h 41 HNE
 Allez...continuer à acheter vos iphone et passer vos fins de semaines dans les bars et centres d'achats. Car ça quand ça augmente. C'est bizarre on entend pas parler.
 Envoyé par [Dany Paquet](#) de Québec, 10 février 2012 à 06 h 28 HNE
 Les enfants rois sont devenus grand !
 Ils veulent "tout, maintenant et gratuitement" comme chez leurs mamans. Et dans 5 ans ils se plaindront qu'ils payent trop d'impôt !
 Bienvenu dans le monde réel les amis !
 Envoyé par [Jean-francois Grondin](#) de Thetford, 10 février 2012 à 05 h 52 HNE
 Il y a des choix à faire en tant que société...les monde s'indigne qu'on veuille s'en prendre à leur fond de pension mais je suis pas sur qu'une populace sous éduqué au salaire minimum va réussir à payer des fond pensions à tout ce beau monde là. Ben non!!!! c'est ben mieux de donner de 75 millions pour un amphithéâtre à des millionnaire que de donner des services de bases à

la populace. Belle logique de la part de ce gouvernement...
Envoyé par [Yann Roshdy](#) de Montreal, 10 février 2012 à 05 h 25 HNE
Je suis un étudiant au collégial qui ne peut pas aller à l'université parce que je n'ai pas les moyens de déboursier les frais de scolarité universitaire. Je fais donc une technique. Je suis la preuve que l'accessibilité aux études supérieures est touchée par ce dégel.

L'éducation et la santé sont les pierres angulaires d'une société riche socialement et économiquement. Sortez votre tête du sable et enlevez vos lunettes roses. Malgré les apparences, les étudiants vivent une vie de misère pour obtenir ce diplôme, il est inutile d'ajouter un boulet supplémentaire.
Arrêtez avec vos iPhone les forfaits coûtent en moyenne 30-35\$ par mois pour les étudiants et imaginez pourquoi nous allons nous saouler la gueule... pour les mêmes raisons que vous lorsque vous étiez aux études... pour s'amuser un peu et sortir de la routine école-travail et décharger cette pression accumulée.
Envoyé par [Will McField](#) de Laval, 10 février 2012 à 05 h 14 HNE
J'ai 23 ans, avec pret de 100\$ de médicament à prendre par moi. Je vien d'une famille nombreuse (de 5 enfants). Je paie mon université sans pret ou bourse. Je travail à la place... 25 heures semaine de soir. Malgré mon problème qui handicap vraiment mes études je réussis quand même. Non, mes parents ne peuvent pas toujours m'aider et ce n'est pas toujours facile mais à un moment donné, il faut que ça augmente. C'est trop facile la. Certain étudiants ont meilleur qualitée de vie que plusieurs travailleurs. Ça m'écoeure de voir des pères de famille avoir de la misère à la fin du mois et payer des taxes pour donner des bourses.
Arêtez de regarder votre petit nombril. C'est pas facile pour personne en ce moment et si on veut pas finir comme l'Europe bah il n'y a pas 36 solutions. Si vous voulez vraiment faire la grève, annulez votre session faites votre petite grève et laissez les vrais étudiants étudier.
Envoyé par [Eric Bilodeau](#) de bois-des-filion, 10 février 2012 à 04 h 13 HNE
Une belle grève illimité, géniale ça va alléger le trafic! Youpii! Devrait 10% qui vont manifester. Avec la grève des cpe... Au moins les étudiants auront leur éducatrice spécialisé pour s'occuper d'eux dans la rue.
Envoyé par [Gustave aka charles Bombo](#) de hull gatineau, 10 février 2012 à 03 h 46 HNE
Pendant que dans les pays développés, ou les pays en voies de développement, le gouvernement se bat pour encourager l'éducation par tous les moyens possibles; au Québec, le gouvernement Charest met tous les moyens à sa disposition pour le découragement à l'éducation. Bientôt, nous aurons énormément de chèque de bien-être social en croissance!
Voilà l'image du gouvernement Charest, sublime.... je le dirai....digne d'une économie sainte et en pleine croissance pour l'avenir du Québec.
Que vive les assistés sociaux, et qu'il y est une descente aux enfers pour les personnes intéressées à s'éduquer et qui n'ont pas les moyens.
Envoyé par [Reggie Lemelin](#) de Montréal, 10 février 2012 à 02 h 38 HNE
Bravo aux étudiants et honte à l'extrême droite qui s'agite l'écume à la bouche!
Envoyé par [Richard Taschereau](#) de st-lambert, 10 février 2012 à 06 h 41 HNE *en réponse à Reggie Lemelin de Montréal*
Cher monsieur Reggie, vous dites donc qu'on est d'extrême droite parce qu'on est en faveur du dégel des frais universitaire....avec un jugement aussi sommaire, vous auriez eu intérêt à compléter vos études lorsque les frais étaient plus bas!
Envoyé par [Reggie Lemelin](#) de Montréal, 10 février 2012 à 07 h 30 HNE *en réponse à Reggie Lemelin de Montréal*
@ Richard Taschereau
Si le chapeau vous fait mettre le!
En passant, mes études sont terminés depuis 1994!
Envoyé par [Sébastien Lavoie](#) de Trois-Rivières, 10 février 2012 à 00 h 41 HNE
Comment peut-on être contre les étudiants?? Serais-ce que notre gouvernement à réussi à vous brain-washer?? Demandez à Charest comment il économiserait d'argent en faisant payer les pauvres étudiants encore plus et comparer après cette somme à celle que l'on se fait voler par les minières avec l'aide du gouvernement. 300 000 millions de redevance contre 8 milliards de matières premières qui quitte le pays. De ce 300 000 millions, il faut encore soutirer tout le crédit d'impôt etc etc que ces minières ont droit. C'est qui le cave comme dirait Rateau ?
Envoyé par [Michel Savard](#) de Quebec, 9 février 2012 à 23 h 39 HNE
Qu'entends-je ? Les étudiants veulent faire une grève générale illimitée au mois de mars !
Ça n'a pas de bon sens; ça tombe en plein "spring break" et les voyages dans le sud, annoncés dans toutes les universités, sont remplis à craquer !
Il manquera sûrement d'étudiants sur les lignes de piquetage !
Envoyé par [Marie-Ève C.](#) de st-jean-sur-richelieu, 9 février 2012 à 23 h 30 HNE
Je suis étudiante à l'université et je ne suis pas contre la hausse des frais, mais à certaines conditions;
- qu'ils offrent le prêt étudiant à tous les étudiants, car je ne dois pas être la seule personne qui n'a pas le droit au prêt étudiant, ni aux bourses et qui doit déboursier mes frais de scolarité directement de ma poche. Sinon je dois poursuivre mes parents pour les obliger à payer... quelle belle harmonie familiale par la suite.
- que le public ne diminue pas leur contribution dans le système d'éducation, car depuis 1970, le gouvernement investit de moins en moins dans les universités.
Envoyé par [Jane Savard Jane](#) de Québec, 10 février 2012 à 07 h 21 HNE *en réponse à Marie-Ève C. de st-jean-sur-richelieu*
Bien d'accord!
Envoyé par [Fidèle Robichaud](#) de Québec, 9 février 2012 à 23 h 24 HNE
Malheureusement, beaucoup de monde critique les étudiants, sans rien connaître. Je ne referai pas de nouveau le même discours pour encore une fois briser les arguments purement imbécile du "Sortir dans les bars, avoir des iPhones, etc.." quand c'est une mince partie des étudiants, et aussi des bienfaits d'avoir les universités gratuites ou à bas frais...
Allez voir ce que des spécialistes de l'économie, ce ne sont pas des étudiants, allez voir ce qu'ils ont à dire à ce sujet.
8 mythes brisés par l'IRIS.
http://www.youtube.com/watch?v=eOU7am_A2F_c
Envoyé par [Ferafriser Isabelle](#) de Québec, 9 février 2012 à 23 h 57 HNE *en réponse à Fidèle Robichaud de Québec*
Rassure-toi, nos "iris" fonctionnent très bien. On va faire un sondage dans les bars et les magasins. Tu vas avoir des surprises. Le chiffre d'affaires fait plus que décupler quand vous arrivez. Ne nous prenez pas pour des tartes. On les connaît les discours. C'est pas d'hier qu'on les tient.

Envoyé par [Sébastien Grenier](#) de Montréal, 9 février 2012 à 23 h 06 HNE
Il y a une gang d'anti-étudiants qui commentent ici, c'est assez déprimant de lire ça. Je leur dis "Vous êtes pas écoeurés de mourir bande de caves! C'est assez!" comme disait Claude Péloquin
Vous croyez vraiment le ministre de l'éducation et Jean Charest quand il dit "on doit se serrer la ceinture". On devrait s'éduquer un peu plus pour arrêter de ce faire rouler dans la farine par cette bande de corrompus.
Bravo aux étudiants qui se lèvent!
Envoyé par [Ferafriser Isabelle](#) de Québec, 9 février 2012 à 23 h 59 HNE *en réponse à Sébastien Grenier de Montréal*
Écoeurés tant que tu veux, me semble qu'on va mourir pareil. De beaux mots sans plus! Pis toi tu vas étudier pareil si tu le veux vraiment. Chances d'avoir des écoles et des universités. Y'en a qui n'en ont pas.
Envoyé par [Paul Husek](#) de Montreal, 9 février 2012 à 22 h 46 HNE
Mes parents ne sont pas riches. Je n'ai pas de PS3, de iPhone, de laptop de voiture ou tout autre objet de luxe. Mes parents travaillent très difficilement pour que je puisse aller à l'école. Ils ont consacré tous leurs temps pour mon éducation. Grâce à eux et aussi à ma détermination, j'ai des bonnes notes et assez pour s'inscrire en médecine à l'Université. S'il y aura cette hausse et que je serais accepter en médecine, je n'aurais pas les moyens de payer mes études et je ne pourrais pas étudier. La banque ne voudra pas me prêter de l'argent car ça va coûter trop cher et mes parents n'auront pas les moyens de payer cette dette. C'est pour des personnes comme moi que nous, les étudiants, nous se battons contre la hausse des études. L'éducation est un droit et non un privilège. La hausse des études privilégierait seulement les étudiants riches et non les étudiants qui veulent étudier.
Envoyé par [Jorge Getty](#) de Montréal, 9 février 2012 à 22 h 31 HNE
Alors allez en grève jusqu'en juillet et passons à un autre appel - bye!
Envoyé par [Alexandre Dubois](#) de Edmonton, 9 février 2012 à 22 h 29 HNE
Encore une autre gang qui prennent le gouvernement pour un mélange entre le père Noël et mère Thérèse.
Envoyé par [Daniel Bertrand](#) de Mont-St-Hilaire, 9 février 2012 à 22 h 24 HNE
De 2008 à 2018, les frais de scolarité auront passé de 1800\$ à 4000\$ (sans compter les frais d'administration). Plus rapide que la hausse de l'essence!
Appliquez la même augmentation à votre facture d'électricité. Il serait assez légitime de protester et ce, même si nos tarifs d'électricité sont les plus bas au monde.
C'est légitime de défendre ses intérêts. Si les étudiants ne le font pas, personne le fera pour eux!
Envoyé par [Yoan Fourny](#) de montreal, 9 février 2012 à 22 h 24 HNE
La solution ? Faire comme en France. L'école publique est "gratuite", ou plutôt payé par le gouvernement qui utilise nos impôts. Si l'on faisait payer des impôts à ces politiciens qui n'exercent que 5 mois et sont payé à 100% de leurs salaire IL n'y En aurait plus de problèmes!!!!
Envoyé par [Mike Jones](#) de montreal, 9 février 2012 à 22 h 20 HNE
Les politiciens en particulier le PQ on acheté le vote étudiant avec le gèle irrationnel des frais de scolarité. Finalement la réalité a finit par les rattraper. Si la dernière fois que le sujet était d'actualité on avait consentit à de faibles augmentations échelonner sur plusieurs années on

en serait pas la aujourd'hui. Mais comme d'habitude le gouvernement a plié l'échine au lieu de trouver un compromis maintenant il n'y a plus d'entente possible comme dans tous les domaines au Qc on refait la facture de générations en générations si les étudiants d'aujourd'hui ne veulent pas payer qui va le faire ceux de demain? Le manque à gagner sera de combien dans ce temps là?

Envoyé par [Sébastien Grenier](#) de Montréal, 9 février 2012 à 22 h 20 HNE
@linebeauchamp "Vous trouvez que l'éducation coûte cher? Essayez l'ignorance." -Abraham Lincoln

Ça prend la gratuité scolaire incluant le premier cycle universitaire pour tous! C'est simple le savoir c'est pas une marchandise et les moyens on les a! Coupons dans la corruption pas dans l'éducation!

Envoyé par [Patrick Béland](#) de Lévis, 9 février 2012 à 22 h 06 HNE

C'est sûr que ça représenterais des coûts pour l'économie mais me semble que le Québec pourrait bien se payer un retard généralisé... Ils veulent faire la grève? Soyons plus vite qu'eux et mettons les en lockout! Après une première sessions de perdue, je suis convaincu que ceux qui souhaitent réellement entrer sur le marché du travail prendrons leur place. Ils renverseront la poignée d'étudiants qui ont du temps à perdre dans les associations étudiantes et qui mène la destinée de la majorité qui sont occupés à étudier.

Envoyé par [Rationnel Nicolas](#) de Québec, 9 février 2012 à 22 h 05 HNE

La FEUQ et la FECQ ne sont pas en attente, elles ont déjà demandé à leurs associations de tenir des votes de grève. À l'UQAM, il y a des associations qui ne sont pas avec l'ASSÉ et qui ont déjà des votes de grève de prévu. En fait, à partir de la semaine prochaine toutes les facultés vont avoir le mandat de tenir des votes de grève.

Envoyé par [Cédric Bardoux](#) de Montréal, 9 février 2012 à 21 h 58 HNE

Etudiants, ne travaille presque pas, ne payes quasiment pas d'impôts et pourtant, déjà en grève: nos écoles ne forment plus des citoyens mais des futurs syndiqués.

Envoyé par [Gilles Lepage](#) de Gatineau, 9 février 2012 à 21 h 53 HNE

Mais on est donc pauvres au Québec. Les frais de scolarité sont plus élevés partout ailleurs et personne ne s'en plaint. Aux EUA, le prix de l'instruction est complètement fou et tout le monde se lance sur l'occasion d'étudier. Juste pour rigoler, quand je regarde l'Union fait la force et que les équipes d'étudiants universitaires ne se rendent pas à la sixième année, je me dis qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond. Un étudiant, ça étudie et ça sait des choses qui dépassent le niveau primaire et ça comprend que même en faisant partie de la génération Y, il a une responsabilité.

Envoyé par [Gaston Chouinard](#) de Montréal, 9 février 2012 à 21 h 50 HNE

Si les gouvernements avaient augmenté les frais année après année selon le coût de la vie, on n'en serait pas là aujourd'hui.

Si des hauts fonctionnaires incompetents au salaire dans les 6 chiffres n'avaient pas fait perdre des centaines de millions de dollars dans le projet de l'Îlot Voyageur, on en serait pas là aujourd'hui.

Envoyé par [553992](#), 9 février 2012 à 21 h 25 HNE

Je suis étudiant au cégep en région , et je suis partiellement d'accord avec une grève . D'une part , l'augmentation peut sans aucun doute nuire aux gens des régions , car nous sommes obligé d'avoir un logement en plus des dépenses

scolaires et autres . Bref pour le volet des rétroactions cela pourrait être catastrophique. D'autre part , je suis également d'accord sur un point , beaucoup d'étudiants , dépenses trop dans les bars etc , mais encore la il ne faut pas généraliser !

Envoyé par [J Lucien](#) de Montreal, 9 février 2012 à 21 h 18 HNE

Un cours de conduite obligatoire de 40 heures coûte jusqu'à \$800 et personne ne descend dans la rue. Pourtant, c'est pas mal plus cher l'heure qu'un cours universitaire au Québec, cherchez l'erreur!

Envoyé par [Silenceqc Claude](#) de Québec, 9 février 2012 à 21 h 17 HNE

Allez les jeunes, combattez pour vos droits à des frais de scolarités raisonnables mais soyez conséquent. ou étiez-vous quand il était temps de manifester contre la corruption qui coute des milliards à l'état?

Envoyé par [Yannick Martin](#) de Quebec, 9 février 2012 à 21 h 16 HNE

1625 \$ ça passe pas !!! c'est assés de payer la woouoo...avec cette augmentation comment je vais faire pour payer mon Iphone 4 , ma biere , mon accent pis mon linge griffer !!!

Envoyé par [Jean Énard](#) de Sabrevois, 9 février 2012 à 21 h 05 HNE

Tout juste à côté de mon lieu de travail, il y a un CÉGEP. Dans mon immeuble, il y a un Tim Horton's, un Starbucks, et un Second Cup. C'est plein à craquer à la journée longue, il y a même des files d'attente de plus de 15 minutes! Les cellulaires, ordi portatifs, et autres bidules électroniques pullulent. Et après, vous allez me faire croire que la hausse de frais de scolarité de \$1625 sur cinq ans, ou un maigre \$325 par année va faire une différence? Quand les étudiants achètent des cafés à 4 piastres et des pâtisseries à 3 piastres? Faut arrêter de prendre la population pour des caves. La biopsie du portefeuille des contribuables n'est pas sans fin.

Ces grèves sont organisées par des étudiants professionnels qui ont 3 ou 4 DEC à leur actif. Si vous tenez tant que ça à votre principe, faites la grève. Faites la aussi longtemps qu'il faut pour faire plier le gouvernement. Je suis passé par là. Je vous gage que vous allez rentrer dès l'instant ou on vous dira que vous allez perdre votre session et être obligés de la recommencer... Déjà vu all over again...

Envoyé par [Przemyslaw Bielec](#) de Laval, 9 février 2012 à 20 h 46 HNE

Ca a l'air que ça ne coute pas assez cher pour ne pas perdre une session en faisant une greve. Grace a ca, il y aura des etudiants qui ne pourront pas graduer ce printemps et devront attendre 8 mois pour rattrapper.

Envoyé par [Michel Bisson](#) de St-Georgs, 9 février 2012 à 20 h 43 HNE

Il faut que les étudiants se défendent vigoureusement et combattent ce gouvernemnt tordu et mahonnête à tous les niveaux...Car il est en train de lui transférer la facture...

Il faut que ça cesse..

Envoyé par [Mia Moore](#) de Montréal, 9 février 2012 à 20 h 05 HNE

Oui à la gratuité scolaire, mais balisée :
1) une obligation de travailler au Québec pour les [x] prochaines années
2) obligation de résultats minimums à obtenir (ou un nombre d'années [x], pour limiter les profiteurs paresseux)

N'oubliez pas que les étudiants avec des chars, des Canada Goose, des cellulaires et autres bételles sont souvent ceux qui n'ont pas besoin des prêts et bourses....

N'oubliez pas aussi que le coût de la vie augmente : les frais de scolarité oui, mais aussi: le loyer, l'épicerie, les transports et autres nécessi-

tés. En plus, il y a les manuels scolaires, l'ordinateur (oui oui, c'est obligatoire dans beaucoup de programmes de nos jours). En plus, certains programme ne permettent pas de travailler en même temps que d'étudier (médecine, architecture, ...) Ce n'est pas tous les programmes d'études qui sont "relax".

Mais surtout : Une société éduquée est une société en santé. Notre avenir ne se trouve pas dans la production manufacturière, mais dans les technologies.

Envoyé par [Florent Gaudreault](#) de Laval, 9 février 2012 à 19 h 42 HNE

J'ai écrit plus tôt, mais je sens la nécessité de revenir : même si tout le monde, évidemment, sait compter (encore que ce ne soit pas aussi évident qu'on pourrait le croire), 100\$ d'augmentation par année, ça fait 1,92\$ par semaine! Incroyable! Ou 0,27\$ par jour! Même si cette dernière somme correspond très exactement à 1,00\$ de moins que le coût du très petit café chez Tim Horton's, qui peut se permettre une telle augmentation de frais? Je comprends que les étudiants manifestent... Surtout qu'ils n'ont été prévenus de cela que depuis à peine deux ou trois ans. Le gouvernement est vraiment un monstre.

Envoyé par [Alexandre Gareau](#) de New Richmond, 9 février 2012 à 18 h 51 HNE

Qu'elle pression? Ce sont des étudiants. J'ai déjà été avec eux en 2005 contre la coupe des prêts et bourses et à la fin, c'est nous qui avons économisé...

Envoyé par [Gaby Joly](#) de thurso, 9 février 2012 à 18 h 40 HNE

le QC est un régime de BS quête 8 milliard de péréquation, du Canada au lieu de développer son économie , maman et papa vont payer Quel bel attitude

Envoyé par [Gaby Joly](#) de thurso, 9 février 2012 à 18 h 35 HNE

la plupart des meilleurs étudiants vont quitter le QC si ils sont bilingues.

Mon garçon étudie en génie électrique... il a un travail qu il attend à \$50.00 heure en Alberta avec logement payé...

C est bien beau la gratuité, mais qui va payer!!!

Envoyé par [Gaby Joly](#) de thurso, 9 février 2012 à 18 h 24 HNE

le problème du QC, ils veulent que l'état paie pour tout, mai squand on veut exploiter le pétrole, l'uranium ils protestent encore.

Bon on a pas d'argent alors payer

Envoyé par [Gaby Joly](#) de thurso, 9 février 2012 à 18 h 22 HNE

Pendant que nos chers étudiants veulent avoir tout gratuit, le Canada vient de signer des contrats très alléchants qui vont rapporter des milliards de dollar. entre autre en Saskatchewan l'uranium sera exporté vers la Chine ce qui rapportera 3 milliards de dollar, 4,7001 emplois direct et tres tres tres bien paye.

Des ententes sur les sables bitumineux qui rapporteront encore des milliards de dollar. Pendant ce temps au QC, nos CPE veulent plus de salaire, moins de travail, nos etudiants veulent l'université gratuite, pour eux l'argent pousse dans les arbres, si on veut des programmes comme les CPE, universités gratuites et bien il va falloir exploité nos ressources, ce qui comprend l'uranium, le pétrole et tout le reste.

Envoyé par [Stan Tremblay](#) de Trois-Rivieres, 9 février 2012 à 18 h 13 HNE

J'en connais au moins un qui trouve les étudiants très drôles. Je parle bien sûr de Jean Charest le chef des libéraux. Pendant que les étudiants manifestent au froid, lui il se la coule douce avec plein d'argent.

Tant que les étudiants refuseront d'aller voter (quand c'est le temps), Jean Charest et les libéraux riront de la situation.

Pauvres étudiants!

Envoyé par [Turtle Louise](#) de Québec, 9 février 2012 à 17 h 54 HNE

Peut-être que quelqu'un pourra me répondre....quel poids ça a des étudiants dans une société... quels pouvoirs...est-ce que demain ils arrêteront tous d'étudier parce qu'ils n'arriveront plus à payer...ce que je vois dans le stationnement du Cégep c'est que la majorité des étudiants y viennent en voiture... se peut-il que comme étudiants, ils vivent déjà au-dessus de leurs moyens... J'ai eu une auto après que j'aie eu terminé mes études...

Est-ce qu'ils ont tous des parents qui paient et leurs études et leurs voitures???... Connaissez-vous beaucoup d'étudiants qui n'ont pas de cellulaires.. d'ordinateurs portable... de ps3 à la maison...

Bref je trouve qu'ils sont privilégiés et plutôt de brailer, ils devraient se concentrer sur leurs études, de ce que j'ai pu juger comme première expérience dans l'enseignement au Cégep c'est qu'ils ne sont pas habitués à l'effort et qu'on doit encore faire de la discipline même rendus là... ça me dépasse... ..

Envoyé par [Hubert Roy](#) de Lévis, 9 février 2012 à 17 h 28 HNE

J'ai une solution plus équitable s'il faut augmenter les frais absolument. Commençons par monter les frais des DEP et des DEC pour qu'ils atteignent ceux des étudiants universitaires. Après tout, les gens qui font des DEP et des DEC restent moins longtemps à l'école donc ils s'endettent moins et les salaires sont souvent rendus assez bons dans les métiers et les techniques.

Envoyé par [Florent Gaudreault](#) de Laval, 9 février 2012 à 17 h 21 HNE

Des manifestations et des grèves d'étudiants annoncées en raison des très faibles hausses des frais de scolarité, c'est à n'y rien comprendre. Ils ont vraiment du temps à perdre! 100\$ d'augmentation par année, qu'est-ce que c'est? Les étudiants des autres provinces ont bien raison de rire de ça! Nos manifestants savent-ils combien paient ceux des autres États, américains comme canadiens (arrêtons de parler de "provinces"). J'espère sincèrement que le gouvernement va se tenir debout.

Envoyé par [Hasan Hang](#) de Montreal, 9 février 2012 à 17 h 12 HNE

Les frais de scolarité sont élevés dans le Canada, car moins d'étudiants sont dans les classes. Par exemple, prenons une classe de macroéconomie à l'UQAM, il y aura 50 étudiants qui vont financer le cours en payant des frais de scolarité Versus 20 dans une Université de Terre-Neuve. Nous pouvons nous permettre d'avoir des frais de

scolarité réduit pour tous et toutes ça ne peut qu'enrichir notre société Québécoise.

Ou on peut augmenter les frais de scolarité et voir une diminution d'inscription à l'Université comme en Angleterre (10% environ en 1 an). Et justifier d'autres hausses avec le temps, car les gens auront désertés les bancs universitaires. C'est à vous de décider je présume!

Envoyé par [Jacmal3284 Jacques](#) de Québec, 9 février 2012 à 17 h 12 HNE

Est-ce que la fréquentation universitaire est inférieure dans les autres provinces , là ou les frais de scolarité sont beaucoup plus élevé?

Envoyé par [Francisco Villanueva](#) de Montréal, 9 février 2012 à 16 h 41 HNE

L'État québécois doit investir massivement dans l'éducation. Nous sommes maintenant rendus dans l'économie du savoir. Dans ce nouveau monde, la recherche et l'innovation sont les mots clés. Nous devons inciter nos étudiants à consacrer plus d'années de leurs vies dans les universités. Une main d'oeuvre très qualifiée sera l'avantage comparatif des pays dans cette nouvelle ère. La hausse des frais de scolarité n'est pas précisément un bon incitatif pour atteindre ces objectifs, surtout si l'on tient compte du fait que le temps passé dans les universités est du temps non rémunéré pour nos jeunes. Par ailleurs, voulez-vous que la base imposable pour le prélèvement d'impôts soit le salaire d'un cuisinier de hamburgers ou celui d'un chercheur?

Envoyé par [Martin Provencher](#) de Drummondville, 9 février 2012 à 16 h 24 HNE

Bravo les jeunes ! Tenez-vous debout ! Vous en avez l'énergie et la force.

Dites-vous que ceux qui vous accusent d'être des enfants gâtés ne font que projeter sur vous leur véritable nature. Tout le monde se bat pour avoir une plus grosse pointe de tarte alors pourquoi pas vous?

Soyez solidaires et à l'attaque !

Envoyé par [Alexandre Dubois](#) de Edmonton, 9 février 2012 à 16 h 16 HNE

Des étudiants grévistes n'a aucun sens et ça en est même ridicule. Manifestez ok mais grêvez stupide.

Envoyé par [Marc Pell](#) de Ottawa , février 2012 à 15 h 59 HNE

A leur voir la noix sur la photo on se prendrait en pleine civile.

J'ai peur et je vais devoir m'assurer que mon fusil est a mes côtés pour la nuit.

Envoyé par [Guy Masson](#) de Québec, 9 février 2012 à 15 h 58 HNE

La grève comme moyen de protestation a fonctionné par le passé alors si les étudiants se servent de ce moyen, ils risquent d'obtenir des concessions. Tout cela va dépendre du degré de mobilisation des troupes!

Par ailleurs, je suis toujours étonné d'entendre des arguments du genre : c'est un investisse-

ment qui vous permettra de gagner plus cher plus tard alors prenez la note et payez-la. C'est vrai que c'est un investissement mais je ne comprends pas pourquoi on devrait le réduire à un investissement strictement individuel. La société bénéficie également beaucoup de cet investissement : les étudiants paieront beaucoup plus d'impôts plus tard s'ils sont scolarisés. Si ce genre d'investissement est si bon, pourquoi ne pas continuer à en assumer l'essentiel en tant que collectivité plutôt que de demander aux jeunes de contribuer davantage. Personnellement, je suis prêt à ce qu'on augmente mes impôts plutôt que de demander aux étudiants d'assumer la facture. Je serais aussi pour qu'on règleme davantage la rémunération des dirigeants d'université. L'exemple doit venir d'en haut en premier lieu.

Envoyé par [Mathieu Lachance](#) de Gatineau, 9 février 2012 à 15 h 12 HNE

Loin de n'être qu'un investissement personnel, l'éducation postsecondaire bénéficie surtout à la société. Sur le stricte plan de l'argent, un bachelier va payer plus de 500 000 \$ d'impôts supplémentaires au cours de sa vie, soit plus de 5 fois le coût que ses études ont représenté pour l'État. Sans oublier que les gens plus éduqués ont moins de chance de coûter plus tard du chômage ou de l'aide sociale, font de meilleurs choix de consommation et participent davantage à la vie publique.

C'est dans l'intérêt de tout le monde que le Québec ait assez d'ingénieurs, de gestionnaires et de médecins pour combler les postes disponibles. Moins d'entre eux, ça veut dire moins de leaders pour notre économie.

Envoyé par [Ghislain Bélisle](#) de Namur. 9 février 2012 à 14 h 59 HNE

(les commentaires sont a 95% pour l' augmentation mais les votes sont contre ouff ça sent l' arnaque syndicale etudiante a plein nez.)

Plus besoin de référendum au Québec , c'est icitte que ça se passe . Si la majotité dit etre en accord (ça passe) et si la majorité est en désaccord (ben ça passe pa) , pourquoi se compliquer la vie

Envoyé par [Simon Tremblay](#) de québec, 9 février 2012 à 13 h 08 HNE

Si des gens, en l'occurrence les universitaires, pensent que l'Éducation a encore sa place comme enjeu de société, je ne peux que me rallier à eux et à leur cause. L'Université se veut une plate-forme d'acquisition de savoir et d'expertise qui a permis de former de grands noms de la société québécoise et du même coup à se prendre en main comme peuple. Qui plus est, au Québec, c'est encore accessible, pourquoi ne pas en être fier. S'il faut couper, ce n'est assurément pas dans notre relève !!